

مكتبة لفظ

« Initiatives » : 11 pages d'offres d'emplois

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14870 - 7 F

MERCREDI 18 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Allemagne : la gauche réaliste

Le Parti social-démocrate allemand a sauté par-dessus son ombre : en dépit des vives réticences exprimées ces dernières semaines par de nombreuses fédérations du SPD, le congrès extraordinaire réuni lundi 16 et mardi 17 novembre à Bonn a adopté le principe d'une limitation du droit d'asile en République fédérale. Cette décision ouvre la voie à une réforme de la Constitution sur ce point, ardemment souhaitée par le chancelier Kohl et la majorité gouvernementale.

Le comportement généreux adopté jusqu'à par l'Allemagne vis-à-vis des persécutés à la recherche d'un refuge était une sorte de reconnaissance de dette envers les pays qui avaient, au temps du nazisme, accueilli les opposants au régime de Hitler. Il avait contribué, avec la reconnaissance du droit aux réparations morales et matérielles accordées aux survivants de l'Holocauste et à l'Etat d'Israël, à la réintégration de l'Allemagne dans la communauté des nations civilisées.

DEPUIS trois ans, les bouleversements intervenus dans l'ordre mondial depuis trois ans ont radicalement modifié le contexte de l'application concrète de ce droit d'asile. La chute des dictatures communistes de l'Europe centrale et orientale et l'ouverture des frontières ont fait affluer vers l'Allemagne des centaines de milliers de personnes cherchant avant tout l'asile à la société d'abondance ouest-allemande.

Les procédures d'examen des demandes, longues et compliquées, garantissaient aux demandeurs d'asile un séjour dans le pays de plusieurs années, et des subsides publics qui, vis de Roumanie ou du Sri Lanka, leur apparaissaient comme un pactole. Dans une société allemande profondément réticente à toute idée d'intégration des étrangers, la situation était devenue explosive : depuis près d'un an, les agressions contre les foyers de demandeurs d'asile se sont multipliées, notamment dans l'ancienne RDA. Le crédit de l'Allemagne dans le monde en était affecté, et les formations politiques d'extrême droite exploitaient, non sans succès, le malaise d'une partie de la population.

Le vote du congrès constitue une victoire incontestable pour M. Björn Engholm, le président du parti. Il avait mis sa démission dans la balance dans l'hypothèse où les délégués lui refuseraient le mandat qu'il sollicitait. En adoptant cette position « réaliste », le SPD conserve toutes ses chances de reconquête, en 1994, la victoire perdue voici douze ans. Le parti peut maintenant compter sur le soutien sans réserve de ses nombreux élus locaux et régionaux, qui sont confrontés chaque jour à la gestion des foyers, et aux réminiscences de leurs électeurs.

Il est cependant illusoire de croire, comme certains dirigeants conservateurs allemands, que la restriction du droit d'asile fera disparaître comme par enchantement les manifestations de racisme et de xénophobie outre-Rhin. L'Allemagne doit s'interroger maintenant sur le bien-fondé d'une conception ethnique de l'appartenance nationale. La définition d'une citoyenneté européenne pourrait l'y aider.

Lire page 4 l'article d'HENRI DE BRESSON

M0147 - 1118 0 - 7.00 F



L'affaire des ventes d'armements à l'Irak

M. John Major en butte aux attaques du Labour

L'affaire des ventes d'armements à l'Irak par une société britannique met en difficulté le premier ministre, M. John Major. De révélation en révélation, il apparaît que, quelques semaines avant l'invasion du Koweït par l'Irak, le gouvernement de M. Margaret Thatcher avait secrètement décidé d'assouplir l'embargo frappant l'exportation de matériels « sensibles » à destination de Bagdad. L'opposition travailliste tente maintenant de démontrer que, contrairement à ses affirmations, M. Major ne pouvait pas ne pas être au courant.

LONDRES

de notre correspondant

Les espoirs du gouvernement de M. John Major, qui voulait détourner l'attention médiatique de l'« affaire » vers les conséquences des dispositions budgétaires annoncées par M. Norman Lamont, se révèlent vaines.

Brièvement éclipsée par la « déclaration d'autonomie » du chancelier de l'Echiquier et par une nouvelle campagne d'attentats de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) à Londres, l'affaire revient en première page des journaux britanniques.

Le Parti travailliste a obtenu les quelques cinq cents pages de notes confidentielles divulguées lors du procès des dirigeants de Matrix

Churchill, cette entreprise qui a exporté illégalement des armements en Irak (le Monde des 12 et 13 novembre), et il entend fournir ces informations au compte-gouttes, pour entretenir la pression sur le gouvernement.

M. Robin Cook, le porte-parole du Labour pour le commerce et l'industrie, a ainsi rendu public, lundi 16 novembre, un nouveau jeu de documents qui jettent le doute sur les affirmations de M. Major selon lesquelles le premier ministre ne savait rien de toute cette affaire avant d'avoir lu, à ce sujet, le Sunday Times, à la fin de l'année 1990.

LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 4

Malgré l'opposition de la France

GATT : la CEE souhaite conclure rapidement

La France s'est trouvée isolée, lundi 16 novembre à Bruxelles, lors de la réunion des ministres européens de l'agriculture qui avait pour objet d'adopter une position commune face aux Etats-Unis dans la négociation du volet agricole du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce). Une nouvelle rencontre CEE - Etats-Unis doit avoir lieu mercredi 18 novembre à Washington. La plupart des partenaires de la France et la Commission européenne désirent aboutir dans les plus brefs délais à un accord sur le volet agricole et éviter une guerre commerciale avec les Etats-Unis.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

La tentative de la France visant à mettre en garde ses partenaires ainsi que la Commission contre un accord agricole avec les Etats-Unis, dont les contraintes pour les paysans iraient au-delà de celles résultant de la réforme de la politique agricole commune (PAC), a échoué. Lundi 16 novembre à Bruxelles, lors de la réunion des ministres de l'agriculture des Douze, M. John Gummer et Ray MacSharry, le ministre anglais qui préside le Conseil et le commissaire chargé du dossier, n'ont pas voulu entendre le message de M. Jean-Pierre Solman, envoyé par une évaluation chiffrée sur les conséquences prévisibles de l'ac-

cord. « La discussion fut parfois sportive », a commenté le ministre français avec un humour qui, ce jour-là, faisait défaut à son collègue britannique.

Ce dernier fit valoir en substance qu'il refusait une initiative - mieux éclairée le Conseil sur les effets de l'arrangement envisagé - dont l'objet, d'après lui, était de saborder un éventuel accord. M. MacSharry, après s'être flatté de ne pas avoir lu la note française - qui pourtant lui avait été remise trois jours avant - expliqua qu'il partirait le 18 novembre pour Washington.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 24 et les déclarations du ministre de commerce extérieur, M. Standa-Kahn, page 8

La Russie qui gagne

Longtemps fermée au monde extérieur, Nijni-Novgorod donne l'exemple d'une réforme économique en marche

NIJNI-NOVGOROD

de notre envoyé spécial

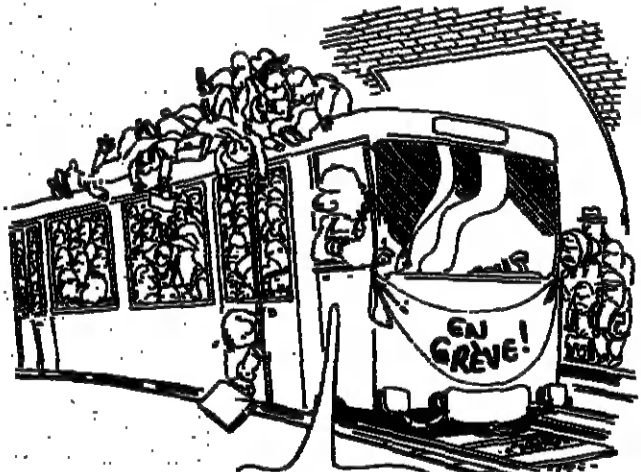
« Pourquoi sommes-nous en avance ? Parce que nous l'avons voulu ! » Gouverneur de la région de Nijni-Novgorod, Boris Némstov, trente-trois ans, un des « chouchous » de Boris Eltsine, surprend, par son volontarisme, sa franchise et son charme, dans un pays où règnent encore tant d'anciens appareils rompus aux habitudes de la langue de bois, de l'immobilisme et de l'irresponsabilité. Entouré d'une équipe à son image, le gouverneur - dont on dit que « la plus grande qualité est de n'avoir aucune expérience » - a lancé un programme de libéralisation de l'économie sans équivalent dans le reste du pays. Déjà, Nijni-Novgorod passe pour la vitrine, voire le laboratoire, des réformes en cours.

Il n'y a pourtant guère plus d'un an que la ville, le troisième de Russie avec ses deux millions d'habitants, a retrouvé son nom et sa liberté.

JOSE-ALAIN FRALON

Lire la suite page 4

RATP : le métro en grève



FAIT SANS COMPLAISANCE ! LA DIRECTION ETAIT PRÊTE A DES CONCESSIONS ! C'ETAIT PAS TENABLE !

Lire l'article de JEAN-MICHEL NORMAND page 23 et nos informations page 30

Renforcement des sanctions contre la Serbie

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une nouvelle résolution, plutôt prudente.

Lire page 3 l'article d'AFSANE BASSIR POUR et le reportage d'YVES HELLER : « La bataille des routes »

La saison de la Haute Cour

Le bureau du Sénat juge « recevable » la mise en accusation de Mme Duflo et de MM. Fabius et Hervé.

Lire nos informations page 7

France, terre d'islam

IL - Les éclaireurs du FIS

Lire page 12 le reportage de PHILIPPE BERNARD

SCIENCES + MÉDECINE

■ Des mots et des maths ■ Menaces sur les collections du Muséum ■ Le Japon face au virus du sida ■ Apprendre à respirer ■ Les algues, manne bretonne ■ Bibliographie : l'autisme et ses énigmes, par le professeur Dominique Sauvage

page 15 à 17

Le sommaire complet se trouve page 30

Les largesses de Pierre Botton

Révéls par un contrôle fiscal, les « cadeaux » de l'homme d'affaires lyonnais à des journalistes illustrent le mélange entre amitié et promotion commerciale

par Edwy Plenel

La rumeur est l'ennemi de l'information. Or, depuis qu'a été révélé l'affaire Botton, une rumeur court les rédactions : les malheurs de l'homme d'affaires lyonnais cacheraient un scandale médiatique.

Quelques jours avant l'inculpation et l'incarcération, dans la nuit du 13 au 14 novembre, du gendre de M. Michel Noir et ancien directeur de sa campagne victorieuse pour la mairie de Lyon, le Canard enchaîné avait déjà évoqué des voyages aériens offerts à M. Patrick Poivre d'Arvor, présentateur-vedette de TF1, sur les comptes de la société Vivien, appartenant à M. Botton.

Depuis, le bouche à oreille ne cesse d'alimenter la suspicion, allongeant la liste, suggérant des noms ou insinuant des compromissions. A tel point qu'il suffit que M^{me} Anne-Valérie Botton reçoive à son domicile, devant

une journaliste du Journal du dimanche, un appel téléphonique de M. Jean-Claude Bourret - « Nos amis ne nous lâchent pas », commente-t-elle - pour que le président de l'Association de défense de La Cinq diffuse un communiqué rageur.

L'ancien présentateur du journal télévisé de la défunte chaîne y précise que, s'il a « dîné avec le couple Botton cinq fois en quatre ans, dans le cadre normal de relations privées », les seuls « cadeaux » furent ceux que sa

femme et lui-même ont « offerts au couple Botton, pour leurs enfants, afin de les remercier de leurs dîners sympathiques ».

De même, un article de France-Soir évoquant sur le mode du bruit qui court le « portefeuille de stars » dont aurait bénéficié M. Botton ainsi que ses « largesses pour ses amis des médias parisiens » a-t-il suscité une ferme mise au point de M^{me} Anne Sinclair, animatrice d'émissions-phares de TF1.

Lire la suite page 10

Nouveau catéchisme : la peine de mort légitimée

Dans le nouveau catéchisme, dont la diffusion a été officiellement lancée, lundi 16 novembre, par l'épiscopat français, l'Eglise catholique n'exclut pas le recours à la peine de mort.

Lire page 9 l'article d'HENRI TINGO

FRANÇOIS NOURISSIER

de l'académie Goncourt

Le Gardien des ruines

roman

« Orfèvre admirable. » Alain Bosquet

Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,90 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 mt ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 96 p. ; Grèce, 220 DR ; Israël, 1,20 \$; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Décentralisation

Le « second souffle » européen

par Paul Graziani

La décentralisation, mise en œuvre en France par Gaston Defferre en 1982, aura-t-elle été un succès ? C'est la question que se posent les responsables de la Communauté. Elle est soumise à la ratification des différents pays de la Communauté. Cette décentralisation mérite réflexion, car le processus d'Union européenne soulève un ensemble d'interrogations pour l'avenir de la décentralisation française, en même temps qu'il appelle une poursuite de la modernisation de notre système local.

Premier constat : dix ans après, l'architecture locale française reste immuable. Face à l'Etat, dépossédé de certaines compétences, mais surtout amoindri par une grave crise financière, les collectivités locales sont encore dominées par les deux niveaux qui étaient sans aucun doute les plus rationnels en 1979, mais dont on peut se demander s'ils demeurent, en l'état, tout aussi pertinents deux siècles plus tard : nos

cent départements et trente-sept mille communes. Au-delà de ces deux niveaux de collectivités, dont des compétences nouvelles ont renforcé la légitimité historique et politique, les régions, à la fois reconnues et chichement dotées, sont toujours, en revanche, les parents pauvres de la décentralisation. Et ce ne sont pas les dernières élections régionales, qui ont eu lieu une nouvelle fois selon un mode de scrutin conçu pour empêcher l'émergence d'un pouvoir régional stable et cohérent, qui modifieront cette situation.

Face à ce statu quo négatif, qui alimente depuis dix ans presque tous les dysfonctionnements de la décentralisation, il devient urgent – dit-on par une évolution progressive – de rechercher les facteurs susceptibles d'ouvrir la voie à une remise en cause (ou, si l'on préfère, à une remise en ordre) de cette architecture territoriale, dont les pesanteurs sont désormais connues et reconnues.

Le principal d'entre eux, c'est aujourd'hui l'Europe. D'abord l'Eu-

rope des Etats fédéraux ou régionaux qui nous entourent (Allemagne, Belgique, Suisse, Espagne, Italie...) et qui ont remodelé ces derniers décennies, non seulement les rapports entre centre et périphérie, en renforçant systématiquement les autonomies locales, mais qui ont également modifié les rapports entre collectivités territoriales, en consacrant la région comme l'institution d'impulsion et de coordination des différents niveaux infra-étatiques.

Retard des régions françaises

Cette comparaison n'est pas seulement théorique. Le développement de la coopération interrégionale et transfrontalière met quotidiennement nos régions en contact avec des partenaires dont les pouvoirs et les ressources sont sans commune mesure avec les leurs et les conduisent à toutes tendances confondues – à revendiquer de nouvelles prérogatives, voire, imperceptiblement, à en conquérir (la loi sur l'administration territoriale de la République du 6 février 1992 fait, timidement, quelques pas dans ce sens, en reconnaissant aux régions une certaine forme de présence internationale). De même, le nouveau statut de la Corse, en admettant implicitement que toutes les collectivités régionales n'ont pas le même régime, a amorcé un certain rapprochement avec les Etats régionaux européens.

Qu'on se rassure : le risque de « contagion » est faible, sinon impossible, car notre tradition administrative est telle que la France, quoi qu'en disent certains, a peu de chances de devenir jamais un Etat fédéral. Mais le retard des régions françaises par rapport à leurs homologues s'est à ce point creusé qu'un desserrement du carcan qui les bride, en les laissant coopérer librement avec les autres régions d'Europe, ne pourra avoir que des effets positifs.

Au-delà de cette première dimension européenne, il en est une autre, plus prometteuse, et qui a déjà donné d'importants résultats : l'intégration des régions et des collectivités locales françaises dans la Communauté européenne. Ce processus, amorcé depuis quinze ans, se caractérise par la participation des collectivités territoriales à la mise en œuvre des politiques communautaires. A travers les « fonds structurels », qui gèrent les politiques sociales, agricoles, et surtout de développement régional, les autorités locales ont en effet directement participé à la réalisation des plans et de programmes communautaires.

La réforme menée en 1988, après l'Acte unique, pour une réorganisation et un renforcement de ces fonds culturels, a encore consolidé cette dimension régionale puisque les régions sont désormais des « partenaires » de la Communauté. Là encore, il ne s'agit pas de voir dans ce partenariat (mis en œuvre avant même le traité de Maastricht) l'amorce d'une « Europe des régions » qui se développerait au détriment des Etats : la réforme de 1988 laisse, en définitive, à ces derniers un droit de regard souverain sur ces partenariats et sur la définition même des partenariats locaux. Mais de telles modifications vont dans le même sens que celles conduites depuis les années 70 : celle d'une régionalisation des politi-

ques communautaires et d'une association accrue des collectivités territoriales à ces politiques. A bien des égards, le traité de Maastricht ne fait que prolonger cette tendance : en reconnaissant pour la première fois le principe de subsidiarité et en créant un comité des régions (certes consultatif, mais dont on peut espérer qu'il fera entendre la voix des pouvoirs locaux dans un processus de décision dominé par les instances supranationales et intergouvernementales), il donne à la participation jusqu'alors informelle des institutions locales une véritable reconnaissance juridique.

L'Europe, celle des réalités régionales de nos voisins et des politiques régionales de la Communauté, doit donc, me semble-t-il, être désormais envisagée non seulement comme notre « destin souhaitable », mais aussi, et de façon très pragmatique, comme l'un des leviers les plus efficaces de notre propre modernisation. La réforme de l'Etat en France passe aujourd'hui par l'Europe. Ce n'est pas un hasard si les modifications institutionnelles qui ont renforcé notre Etat de droit et qui trouvaient leur principale inspiration chez nos voisins – depuis le médiateur jusqu'au Conseil constitutionnel. C'est encore plus vrai pour les autonomies locales.

Au demeurant, la réalisation du Marché unique et la décentralisation des politiques communautaires conduisent inévitablement, aux côtés de l'Etat – indispensable, à promouvoir en France les collectivités à vocation européenne que sont les régions et les métropoles régionales. Plus le Marché unique se développera, plus les politiques communautaires se multiplieront, et plus l'« existentiel » communautaire comme départemental apparaîtra comme un frein au développement de la France au sein de l'Union européenne.

Un tel constat ne vise pas pour autant à remettre en cause l'existence de notre réseau communal – pilier de la démocratie politique à la française – ni même départementale – qui pourrait devenir le lieu privilégié de l'intercommunalité – mais de considérer, dans une France qui s'est fortement urbanisée tout en disposant d'un territoire souvent plus vaste que d'autres pays européens, que les métropoles et les régions sont devenues les deux acteurs locaux appelés à jouer un rôle déterminant dans le développement national et comme aux principales dynamiques européennes.

La construction communautaire, par le bas comme par le haut, favorise à l'évidence un tel processus. Encore faut-il faire en sorte que l'Etat ne le freine pas, mieux encore, qu'il l'accompagne – et si possible qu'il le favorise.

Nous devons désormais avoir le souci de ne pas évaluer la décentralisation comme un retour à des libertés locales « minimales » ancrées par deux siècles de centralisation, mais comme d'une projection vers de nouveaux espaces, de nouveaux marchés, où villes et régions ne laisseront pas à l'Etat – pas plus d'ailleurs qu'à Bruxelles ! – le monopole des initiatives et des représentations.

► Paul Graziani est sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, maire de Boulogne-Billancourt, et président de l'Institut de la décentralisation.

Amériques

Haïti libre

par Jean-Pierre Faye

Il fut dit avec justesse que les trois référendums de l'été 1992 – Danemark, Irlande, France – ont marqué une véritable révolution institutionnelle : par l'effacement de la conscience des peuples dans le champ, jusqu'alors froid, de l'Europe. Mais un autre événement se déroule sous nos yeux dans une grande discrétion, et qui est pourtant d'une importance considérable. C'est le fait qu'en Haïti le président en exil contrôle toujours, dans les capitales du monde entier, la diplomatie du pays. Quel précédent trouver à ce fait extraordinaire ? Il marque peut-être d'un trait fatal l'ère ignoble des coups d'Etat militaires en Amérique latine et dans le monde. Comment fonder désormais des putschs sanguinaires, tout comme au bon vieux temps, s'il s'avère qu'ils s'engageraient dans l'impasse d'un pouvoir fictif, que désormais tous résistent ? Et qui ne peut plus trouver le moyen de se représenter lui-même, dans l'univers extérieur ?

Le fait haïtien aujourd'hui est véritablement révolutionnaire. Ce sont les putschistes qui, par lui, se retrouvent assésés, dans leur propre bunker. Pour la première fois un putsch militaire demeure durablement en quarantaine. Marqué par la peste de sa violence. Or nous gardons en mémoire tant de coups d'Etat sanglants en Amérique latine, dans le tiers-monde, en Europe même : tout le monde, après une minute d'émotion, s'empresse de reconnaître au plus vite les assassins et de leur assurer la respectabilité et la rentabilité du meurtre. En 1973, la Chine laissait à peine vingt-quatre heures à l'ambassadeur du Chili légitime, Armando Uribe, avant de le contraindre à quitter les lieux, après le golpe horrible de Pinochet. La France reprenait bientôt ses ventes d'armes.

Le temps de l'impossibilité

Voici qu'enfin est venu le temps de l'impossibilité. Si évidente est la légitimité démocratique du président Aristide que la conscience universelle a réussi à frapper de son poignard les institutions morales : ONU, UNESCO, FMI... Et, en même temps, à unir dans le même refus tous les gouvernements du monde. Exception faite – mais elle-même semble gênée et ambiguë ? – du Vatican... Ne pourrait-on d'ailleurs attendre de celui-ci, maintenant, la condamnation rigoureuse et claire d'un état de terreur chronique, d'une situation qui sans cesse est génératrice de tueries ? Car un peuple qui ne veut pas accepter un pouvoir illégal et meurtrier se met chaque jour en danger de mort. Autre étrange exception : le Parti communiste haïtien, seul soutien « idéologique » des militaires putschistes. Jusqu'à quand, ce soutien bizarre ?

Si les termes d'union politique européenne avaient vraiment pris leur sens, on voudrait que cette Union pèse de tout son poids, pour chasser les ténus militaires qui se sont emparés du pays le plus pauvre du monde. Car s'il est un espace dont l'Europe porte la responsabilité historique, à un degré étonnant, c'est bien Haïti.

Elle est cette île où aborde Colomb le 6 décembre de l'an 1492, et qui fut, comme le souligne les vieux dictionnaires, « le siège du premier établissement européen en Amérique ». Elle est le lieu où fut, par traités, mise à mort la reine indienne et poète Anacaona, dont le seul allié se nommait alors Guevara... A partir de cette extermination des Indiens fut proposée en « solution » la déportation des Africains, second génocide massif dans l'histoire. Haïti esclave s'est trouvé être l'objet du plus fondamental débat de la Révolution française. En Pluviose an II, en février 1794, l'abolition de l'esclavage est enfin votée, à l'unanimité, par la Convention, écoutant le rapport présenté par les trois députés de Haïti : Belley, Mills et Dufay, – le Noir, le mulâtre, le Parisien. A cette occasion, qui réunit une dernière fois dantonistes, hébertistes et robespierristes avant leur conflit fratricide, Danton a ces mots étonnants : « Jusqu'ici nous n'avions décrété la liberté qu'en égoïstes et pour nous seuls... En faisant la liberté dans le Nouveau Monde, elle y pénétrera des racines profondes... » Et Jacques-René Hébert, dans le Père Duchesne, demande que l'exemple de ce vote, suscité par « les trois rois mages », ait pour effet « une grande convention de toutes les nations de l'Europe ». Le cri vers l'« Europe une » – selon le futur mot de Nietzsche – se trouve de façon énigmatique relié à la liberté des Haïtiens.

Le moment vient de commencer l'investigation sur ce débat de l'an II qui va culminer le 18 février 1794 dans une « Fête de la Raison ». Nous exprimons le vœu de voir le président Aristide venir à Paris prendre part à cette enquête, entreprise par l'Université européenne, dans les dernières semaines de l'année qui a vu deux fois pour nous le sens d'une Année Rigoberta Menchu.

Ce vœu est, avant tout, de voir la venue à Paris du président Aristide susciter une résolution énergique de l'Europe. En vue de faire que soient chassés de leur illusoire pouvoir ceux qui l'ont usurpé, par la répression et l'assassinat.

L'Europe une, pacifiée, Haïti libre – compléments l'un de l'autre.

► Jean-Pierre Faye est l'auteur de l'« Europe une (les Philosophes et l'Europe) », Gallimard.

Haute Cour

Loi de Lynch

par Pierre Bergé

La loi de Lynch a-t-elle aujourd'hui force de droit ? Sommes-nous revenus aux temps des procès sans avocat, des exécutions sans jugement ? Trois belles dans la peau, aurait-on dit, aurait-on fait à certain et pas à l'autre ? Mais les mots ne suffisent pas à rendre compte de la distance qui sépare l'instigateur de l'acte.

La déshérence de haine contre Laurent Fabius ne s'accroît et m'horripile car il s'agit du retour possible des temps barbares au pays des droits de l'homme. Parce que certaine caricature renoue avec ce que nous espérons ne jamais revoir, parce que les bous émissaires sont toujours les premiers signes de la mort de la démocratie, parce que la chasse à l'homme devient vite la chasse aux hommes, je veux témoigner, je veux être présent.

Président d'Arcat-Sida depuis 1986, j'ai été, plus que beaucoup d'autres, confronté au drame du sida. Je connais la douleur et la colère des malades, de leur famille, de leurs amis ; elle est ma douleur et ma colère face à l'« inexorable », à l'« insupportable ». Mais je refuse l'imposture, je refuse la manipulation, je refuse l'utilisation de la souffrance à des fins politiciennes. En ce simple coïncidence si le concert de hurlements de la droite surgit moins de cinq mois avant les élections ?

Les faits sont aujourd'hui connus de tous : de la date de demande d'enregistrement des tests de dépistage du sida – février 1985 – à celle de l'annonce par Laurent Fabius de la

décision de mise en place de ces tests – le 19 juin – moins de quatre mois se sont écoulés. Entre la décision et la mise en application, deux semaines. Aujourd'hui, nous avons oublié notre ignorance d'hier, mais Laurent Fabius a été l'un des premiers hommes politiques à comprendre les véritables risques sanitaires et sociaux de cette maladie. Grâce à lui, la France a été la troisième pays au monde, après l'Autriche et l'Italie, à organiser systématiquement une politique de dépistage. Le gouvernement de M. Chirac ainsi que le rapport de M. Hanoun et Dabry, médecin et parlementaire (RPR), ont reconnu l'importance de cette décision.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui hurlent à la mort politique de Laurent Fabius, de ses ministres, nombreux également sont ceux qui se taisent, qui laissent faire, qui espèrent profiter de la course pour gagner quelques sièges, quelques postes, et qui oublient que les démocrates se sont toujours nourris de cette propagande.

Il ne s'agit ni d'excuser ni de disculper quelques hommes, ce n'est ni ma fonction ni mon rôle, mais simplement de rappeler à tous que la dignité du débat est seule garante de la justice que réclamait à juste titre ceux qui souffrent et ceux qui se souviennent. Comme l'a dit Laurent Fabius le 24 juillet 1992 : « Nous sommes confrontés à un drame national d'une ampleur considérable. Personne, je dis bien personne, ne peut s'en exonérer, pas même ceux qui ont agi comme il faut. »

► Pierre Bergé est président d'Arcat-Sida.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1844

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-85-29-33

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-5037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie

du « Monde »

12, r. M.-Gumbourg

94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUËRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 40-85-25-99

Tél. : 206.806 F

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Croe

Membres du comité de direction :

Jacques Guin, Philippe Dupuis,

Isabelle Tauri

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin

75992 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-77

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-76-77 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de Média et Régions Europe SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés à l'adresse

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LE MONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEMB., PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	571 F	790 F
6 mois	1 033 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 970 F	2 055 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie

aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner,

renvoyez ce bulletin

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse défilés ou

provisaires : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en

indiquant leur numéro d'abonnement.

221 940 02

PP-Paris RP

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les

noms propres en capitales d'imprimerie.

221 940 02

PP-Paris RP

Le Monde des

DÉBATS

Le Monde

ABONNEZ-VOUS

1 AN 11 NUMÉROS 216 F SEULEMENT

(Valable jusqu'au 31/12/92)

QUI, je m'abonne au Monde des débats au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, (soit près de 4 mois de lecture gratuite).

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 321 D8 02

☐ Chèque joint☐ Carte bleue n° _____☐ Carte Amex n° _____

Expire à fin _____

☐ Carte Amex n° _____

Expire à fin _____

Date et signature obligatoires :

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :

Le Monde des débats, Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry,

94852 Ivry-sur-Seine Cedex / sur MINITEL 3615 LE MONDE code ABO

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT

السلامة

ÉTRANGER

Le Monde • Mercredi 18 novembre 1992 3

A l'issue du débat réclamé par les pays islamiques

L'ONU renforce prudemment les sanctions contre la Serbie et le Monténégro

Le débat du Conseil de sécurité des Nations unies sur la Bosnie-Herzégovine, demandé par les pays islamiques, s'est achevé le lundi 16 novembre par l'adoption d'une résolution présentée par les pays occidentaux qui renforce les sanctions économiques imposées à la Serbie et au Monténégro depuis le 31 mai. La proposition des pays islamiques de lever l'embargo sur les armes pour la Bosnie-Herzégovine a été rejetée.

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

La résolution 787, adoptée avec treize voix favorables et l'abstention habituelle de la Chine et du Zimbabwe, interdit le transit par la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) du pétrole brut, des produits pétro-

liers, du charbon, des métaux, d'articles et de moteurs de tous types. Selon des sources américaines, plus de mille tonnes par jour de pétrole destinés à la Bosnie-Herzégovine et transitant par la Serbie sont confisqués par les autorités de Belgrade. Les États-Unis avaient aussi récemment mis en cause la Grèce, l'Italie et Malte, accusés de ne pas faire respecter l'embargo naval.

La nouvelle résolution autorise les États à intercepter tous les navires marchands afin d'inspecter leur cargaison et de s'assurer de leur destination. Elle attire l'attention sur la « responsabilité » particulière des États riverains du Danube. Ce texte fait référence au chapitre VII de la Charte autorisant le recours à la force. Toutefois, les diplomates occidentaux prouvent bien son caractère défensif, individuel ou collectif, dans le cas où un membre des Nations unies est l'objet d'une agression armée... Après plusieurs heures de consultations à huis clos, cette demande s'est traduite par l'adoption d'une formule

de la FORPRONU, pour recueillir des réfugiés a été fortement atténuée. Le secrétaire général est « invité » à l'étudier.

En somme, malgré leur rhétorique parfois violente, les pays islamiques « se sont contentés de très peu », comme le fait valoir un diplomate occidental. Leur demande de levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie-Herzégovine a été rejetée par les Occidentaux ainsi que par les coprésidents de la Conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie.

Quelques heures avant le vote, les pays membres de la Conférence ont demandé que la résolution fasse référence à l'article 51 de la Charte des Nations unies concernant le « droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations unies est l'objet d'une agression armée... ». Après plusieurs heures de consultations à huis clos, cette demande s'est traduite par l'adoption d'une formule

beaucoup moins explicite dans le préambule : « Profondément préoccupés par les menaces contre l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine qui, en tant qu'État membre de l'Organisation des Nations unies, jouit des droits prévus par la Charte... »

Attaques verbales

Ces deux jours de débats publics ont été l'occasion pour plus de quarante-six orateurs de donner libre cours à leur colère contre l'agression serbe et « l'inefficacité » de la communauté internationale à y mettre un terme. Les discours les plus durs à ce propos ont été prononcés par les représentants de la Turquie, du Pakistan et de la République islamique d'Iran.

Plaidant pour l'envoi d'armes à la Bosnie-Herzégovine, l'ambassadeur turc, M. Mustafa Akcin, a déclaré : « Vu notre impuissance aux Nations unies à renverser la

situation en Bosnie, le moins qu'on puisse faire est de permettre à la population civile d'exercer son droit de légitime défense... ». Le représentant iranien, M. Kamal Kharrazi, a renchéri : « Il est non seulement moralement justifiable, mais il appartient à la conscience de la communauté internationale, de dénouer les mains de la victime pour qu'elle puisse se défendre puisque nous ne la défendons pas. » Selon des sources iraniennes, Téhéran offre 600 dollars par mois à toute personne prête à se battre aux côtés des musulmans en Bosnie-Herzégovine.

En dépit de la grande prudence observée au Conseil de sécurité, certains diplomates admettent que, devant l'échec des actions menées jusqu'ici par la communauté internationale, le débat évolue : « Depuis quelques jours l'atmosphère semble être nettement plus favorable à une éventuelle intervention militaire » de l'ONU contre les Serbes de la Bosnie. Au cours

d'une conférence de presse à New-York, le diplomate britannique lord David Owen, qui représente la CEE à la Conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, a déclaré : « Je crois fermement qu'il est extrêmement dangereux d'exclure systématiquement le recours à la force contre l'agresseur... L'ONU a pu appliquer la résolution sur l'exclusion aérienne justement parce que les Serbes savaient que Washington était prêt à l'imposer. »

AFSANÉ BASSIR POUR

« Trois « casques bleus » russes blessés en Croatie. - Trois « casques bleus » russes ont été blessés, dimanche 15 novembre, par l'explosion d'une mine antipersonnelle dans le cimetière du village de Nijemci, situé dans le « secteur est » protégé par la FORPRONU (est de la Croatie). Deux ont été grièvement blessés, tandis que le troisième ne souffre que de blessures légères. - (AFP.)

La bataille des routes

Les pistes empruntées par les convois humanitaires sont de moins en moins praticables. Les autres voies d'accès à la Bosnie centrale sont l'objet de combats meurtriers

PROZOR (Bosnie-Herzégovine)
de notre envoyé spécial

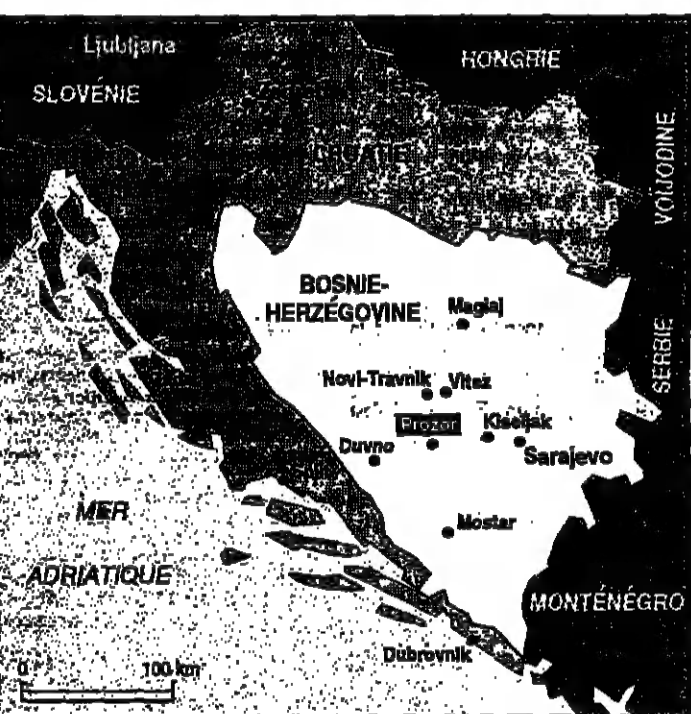
Pour près de deux millions de personnes prises au piège de la Bosnie centrale, les seules chances de survie tiennent à quelques routes étroites, des sentiers de boue et de neige, sur lesquelles s'écoulent de longs et lents convois de camions et de bus.

De moins en moins praticables à mesure que se dégradent les conditions météorologiques, les pistes ouvertes « à travers » montagnes, forêts et plateaux sont les seules voies d'accès à une Bosnie centrale coincée entre les régions envahies par les forces serbes (70 % du territoire de la République) et l'Herzégovine occidentale au sud-ouest, à 90 % croate, et plus proche de Zagreb que de Sarajevo. Véritable casse-tête pour tous - combattants et personnes en charge des opérations humanitaires - ce problème des communications conditionne le sort du réduit bosniaque coupé de tout. Armes et munitions pour les uns, vivres pour les autres, le salut ne peut venir que de ces pistes que l'avance serbe a gérées.

Les terrassiers de l'ONU

De ce qui formait le réseau routier yougoslave dans cette zone montagneuse, il ne reste plus que des lambeaux, des bouts d'axes coupés par la guerre. Cette région est de population majoritairement croate et musulmane, mais les Serbes ne parviennent pas à y renouer. Pour éviter son asphyxie complète, les Croates d'Herzégovine occidentale ont élargi des chemins et des routes forestières qui contournent les zones des combats à partir de leur région, adossée à la Croatie.

Ce sont ces pistes qu'empruntent tous les convois de ravitaillement, notamment ceux de l'aide internationale, depuis Split, port croate de la côte dalmate. Une route asphaltée desservait bien la Bosnie centrale à partir de la Dalmatie, celle



de Mostar, mais les combats autour de cette ville l'ont condamné : après que plusieurs de ses convois eurent été pris dans des combats, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) y a renoncé, en attendant que les « casques bleus » espagnols stationnés dans la région parviennent enfin à la réouvrir.

Mais l'état des pistes est devenu tel que toute l'aide internationale est aujourd'hui compromise. « Sans la route de Mostar, on est fichus », dit M. Jorge Michael de la Mota, l'un des représentants du HCR en Bosnie. Jamais on ne parviendra à acheminer par les pistes enneigées les milliers de tonnes de vivres et de médicaments nécessaires aux réfugiés et à une grande partie de la population locale.

En attendant une hypothétique réouverture de la route de Mostar, c'est sur les unités britanniques de

la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) que l'on compte. Transformés en terrassiers, les soldats britanniques ont notamment pour tâche - outre l'escorte des convois humanitaires - de remettre en permanence en état ce qu'ils ont nommé la « route Diamant » : deux pistes défoncées où les camions ne peuvent se croiser qu'en de rares endroits, entre ornières, ravins et rochers. Encombrée, extrêmement dangereuse, la « route Diamant » qui relie Duvno (près de la frontière croate) à la Bosnie centrale, est maintenant jalonnée de bulldozers blancs manœuvrant entre les véhicules à moitié embourbés.

Mais la bataille des unités britanniques n'est pas la seule. D'autres, plus agiles, plus meurtrières, se livrent autour des pistes, pour leur contrôle, entre Croates, musulmans et Serbes. La tactique des Serbes, dans leur guerre de

conquête - consistant le plus souvent à « envelopper » largement l'objectif avant de refermer l'étau et de couper définitivement les voies de communication - a obligé les forces croato-musulmanes à multiplier les pistes de « raccourci » sans pour autant, dans bien des cas, mettre les communications à l'abri des tirs. Ainsi dans les régions de Zila ou de Magaj, ces saillants bosniaques au nord et au nord-ouest de Sarajevo, harcelés par les forces serbes.

Avant même que les Serbes n'aient lancé l'assaut, les routes d'accès à ces deux villes sont virtuellement coupées, utilisables uniquement de nuit, ou le matin très tôt, quand le brouillard noie les vallées. Le ravitaillement n'y arrive qu'au compte-gouttes et la défense en est handicapée. Quant aux habitants restés sur place, leurs chances de fuir avant l'assaut final sont très minces.

Blessé dans les combats, Edib est bloqué chez lui, à Magaj, les jambes paralysées : « J'attends l'abus qui s'abattra sur mon appartement. C'est une sorte de routine russe. » Le dernier ravitaillement est arrivé il y a une semaine et on ne sait pas quand viendra le prochain, explique-t-il au téléphone, joint depuis un petit village à cinq kilomètres à peine de Magaj où certains habitants de la ville ont réussi à se réfugier. Lorsqu'ils parviennent à s'enfuir, Croates et musulmans doivent le faire sous le feu des canons serbes.

Depuis quelques semaines une autre guerre est venue s'ajouter au conflit entre forces serbes et croato-musulmanes. Alliés sur le front, Croates et musulmans s'affrontent désormais régulièrement à l'arrière. Chacun se défend d'être à l'origine des heurts et jure que l'entente est revenue. En privé cependant, chacun avoue sa méfiance envers l'autre et juge quasi inévitables de nouveaux affrontements entre les deux communautés, étroitement mêlées dans cette région, mais qui ont des visions radicalement différentes de l'avenir de la Bosnie-Herzégovine, les musulmans voulant un État unitaire (même s'ils parlent de régionalisation) et les Croates

prônant une confédération. Prozor, Novi-Travnik, Vitez, Kiseljak, sont autant de localités dont les Croates ont pris militairement le contrôle, au prix de sanglants combats contre les musulmans, comme à Prozor. Des localités où les Croates sont légèrement supérieurs en nombre, mais surtout des villes situées sur les marches de l'Herzégovine occidentale, qui sont donc les points de passage obligés pour communiquer avec la Bosnie centrale. Chaque partie accuse l'autre d'avoir déclenché les hostilités. Les Croates, mieux armés, ont remporté la bataille. Ils ont « marqué » ce qu'ils considéraient comme leur territoire et tiennent effectivement tous les axes, ce qui leur permet de

mieux contrôler leurs « alliés » musulmans en position de faiblesse.

Prozor - sur la « route Diamant » - est ainsi devenue un « nœud routier » stratégique, au carrefour de la route de Mostar et de pistes vitales reliant l'Herzégovine occidentale à la Bosnie centrale. Le cœur de la ville est aujourd'hui désert et dévasté : il était habité surtout par des musulmans dont la plupart ont fui lors des combats. Les forces croates de Bosnie-Herzégovine régent désormais en maîtres sur Prozor, donc sur les routes.

YVES HELLER

ELISABETH BADINTER

XY

DE L'IDENTITÉ MASCULINE

320 p.
130 F

ON NE NAÏT PAS HOMME, ON LE DEVIENT

EDITIONS ODILE JACOB

HONGRIE

Le principal parti d'opposition a élu un nouveau président

M. Ivan Peto a été élu président de l'Alliance des démocrates libres (SZDSz) à l'issue du congrès de ce parti, dimanche 15 novembre, à Budapest.

BUDAPEST

de notre correspondant

L'Alliance des démocrates libres (SZDSz), le principal parti d'opposition qui regroupe la plupart des dissidents de longue date du pays, vient de tourner la page sur l'un des épisodes les plus douloureux de son histoire. A l'issue du congrès qui s'est achevé dimanche 15 novembre, M. Ivan Peto a été largement élu à la présidence du

mouvement, devançant le titulaire sortant, M. Péter Tölgyessy, dont l'investiture, l'année dernière, avait provoqué un schisme entre la direction du parti et le noyau dur du SZDSz qui contrôle le groupe parlementaire.

L'élection confortante de M. Peto, un historien de formation de quarante-deux ans qui fut il y a quatre ans l'un des fondateurs du SZDSz, marque un « retour aux sources » et traduit aussi la volonté de la majorité des militants d'enterrer les conflits qui ont terni l'image du parti. Arrivé en deuxième position aux premières élections démocratiques du printemps 1990 avec 21 % des voix, le SZDSz a perdu la moitié de ses

sympathisants et ne recueille aujourd'hui qu'environ 12 % des intentions de vote.

Même si le parti a réussi à devenir une force incontournable en faisant élire M. Árpád Göncz au poste de président de la République et M. Gábor Demszky à la tête de la mairie de Budapest, il a du mal à étendre son assise. Le SZDSz a perdu son rôle de parti refuge pour les mécontents du gouvernement conservateur au profit, notamment, de la Fédération des jeunes démocrates, FIDESZ.

Le principal problème du parti réside dans sa difficulté à définir une identité politique claire. Formation hétérogène, le SZDSz a joué la carte de l'ultra-libéralisme au

scrutin de 1990, mais semble aujourd'hui davantage courtiser son aile sociale-démocrate. L'élection de M. Peto marque la consolidation de cette orientation plus « sociale », destinée à éviter que l'électorat populaire, largement sous-représenté au sein du Parlement, soit la chasse gardée du Parti socialiste (ex-communiste).

Tirailé, le SZDSz montre encore une image confuse, à dix-huit mois des élections de 1994. « Les Démocrates libres doivent choisir s'ils veulent appartenir à l'Internationale libérale ou à l'Internationale socialiste », a séchement affirmé, le mois dernier, M. Viktor Orbán, le chef de la FIDESZ.

YVES-MICHEL RIOLS

EUROPE

ALLEMAGNE : le débat sur le droit d'asile

Le Parti social-démocrate serre les rangs autour de son président

BONN

de notre correspondant

A l'issue d'un débat de plus de cinq heures sur la politique d'immigration, le congrès du Parti social-démocrate (SPD), réuni à Bonn, a renouvelé, tard dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 novembre, sa confiance en son président, M. Björn Engholm. La résolution de compromis, arrêtée par la direction du parti après des semaines de discussions très émotionnelles au sein des fédérations, a été adoptée à la quasi-unanimité des délégués. Inquiets de la montée de la violence et des perspectives sombres de l'économie allemande, les sociaux-démocrates ont choisi de taire leurs états d'âme pour serrer les rangs.

Il y a un peu plus d'un an à Brême, le congrès voyait s'effacer M. Hans-Jochen Vogel, qui avait dirigé le parti pendant quatre ans, au profit du ministre-président du Schleswig-Holstein, M. Björn Engholm. Le changement parache-

vait un renouvellement de génération amorcé quatre ans auparavant avec le départ de Willy Brandt, et marqué par la réunification allemande. C'est cette nouvelle génération, que l'on a appelée celle des « petits-fils » de Willy Brandt, qui recevait en ce début de semaine son premier véritable baptême du feu.

L'enjeu en était le lancement des préparatifs à l'importante année électorale de 1994. Willy Brandt est mort cet automne. Placé au-dessus d'une tribune profondément réajustée, le slogan du congrès reprenait une de ses phrases : « Compter sur votre force et sur le fait que chaque époque nécessite ses propres réponses ».

Leurs réponses, les nouveaux sociaux-démocrates les ont rassemblées dans une esquisse de « programme de gouvernement » qui devait être adoptée par le congrès. Le premier titre indique l'objectif : « Nous sommes prêts à assumer la responsabilité pour l'Allemagne ». Dans son discours d'ouverture,

M. Engholm a invité son parti à se préparer à une telle éventualité, rejetant toute idée de grande coalition avec les chrétiens-démocrates.

Le chef du parti a dressé un tableau pessimiste de la situation : « Si la peur du futur et la rétrocession, d'un côté, l'égoïsme et l'intolérance, de l'autre, parviennent à se conjuguer, la paix sociale en Allemagne est menacée », a-t-il dit. Evoquant les violences racistes, il a assuré que son parti « ne permettrait pas que l'histoire se répète », ajoutant : « Aujourd'hui on attaque les étrangers, demain les handicapés, après-demain ceux qui pensent autrement ».

Faire preuve de réalisme

Dans ces circonstances, M. Engholm avait appelé d'emblée les sociaux-démocrates à faire preuve de réalisme, devant les craintes suscitées dans la population par l'afflux d'immigrés. « N'attendons pas jusqu'à ce que le problème de l'immigration suscite

des majorités sur lesquelles nous n'aurons pas d'influence », avait-il averti. La résolution proposée par la direction et adoptée lundi soir doit servir de plate-forme de négociation avec les partis de la majorité sur la définition d'une nouvelle politique d'immigration. Les sociaux-démocrates s'y déclarent prêts à envisager un aménagement à la Constitution pour permettre, dans les cas évidents, d'accélérer les procédures et de limiter les abus du droit d'asile politique.

Ils se sont aussi prononcés pour le versement des allocations sociales en nature et non plus en liquide. Ils souhaitent l'établissement de quotas au niveau européen ainsi qu'un assouplissement des règles d'obtention de la nationalité, qui reviendrait à abolir le droit du sang. Le vice-président du SPD, M. Oskar Lafontaine, a souligné à la tribune qu'il fallait en finir avec une politique d'immigration basée trop exclusivement sur l'origine ethnique.

HENRI DE BRESSON

La Russie qui gagne

Suite de la première page

Staline l'avait débaptisé en « Gorki », pour rendre hommage à l'écrivain, qui y était né. Jusqu'au 4 septembre 1991, Nijni-Novgorod était totalement interdite aux étrangers, et les citoyens de l'ex-URSS devaient montrer un laissez-passer spécial pour y pénétrer. Ici, en effet, s'était développée une des concentrations les plus impressionnantes du complexe militaro-industriel soviétique : de l'usine d'automobiles et de camions GAZ (forte de 140 000 salariés) aux chantiers navals (qui en comptent 110 000), en passant par l'usine où sont fabriqués les célèbres Mig, la plus grande société de chemin de fer de Russie, deux raffineries et une usine produisant le tiers du papier russe. Sans oublier l'une des plus grandes centrales hydroélectriques du monde.

La tout s'étend, le long de la Voie, dans la Russie profonde, sur des centaines de kilomètres carrés. Qui n'a pas vu cette succession à l'infini d'usines et d'immeubles d'habitation ne sait pas ce que gigantisme industriel veut dire. Au-dessus, la ville haute — avec son Kremlin et ses maisons en bois, les plus grandes demeures stalinien n'ont pas réussi à totalement défigurer — donnerait presque l'image d'une certaine douceur de vivre. Hier, bénéficiaient de salaires liés au travail dans les entreprises militaires et souvent bien supérieurs à la moyenne nationale, les habitants suivaient une seule règle : ne rien dire, ni voir, ni entendre.

Les monstres du complexe militaro-industriel

Aujourd'hui, si les langues se sont déliées, c'est apparemment pour prononcer un seul mot : privatisation. Source de tous les maux pour les uns — qui regrettent, comme tant de Russes, la léthargie passée, — elle représente, pour les autres, la panacée ; même s'ils ne savent pas toujours très bien ce que le terme recouvre. Lev Sitnikov, cinquante ans, parle, sous un portrait de Lénine, de sa « société anonyme », et non plus du sovkhos qu'il administre, de ses « camarades-paysans ». La salle des fêtes de la ville ? Privatisée. Ce magasin de matériel électrique ? Privatisé. Lancée par un Français de vingt-six ans, Alade de Surmain — qui s'efforce aussi de faire connaître la ville aux investisseurs de l'Hexagone, — voilà une radio fibre qui émet vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Les chiffres sont éloquentes : 40% des magasins, 38% des services et 84% des restaurants — un record national — sont aujourd'hui privatisés. Avec des résultats bien différents. Malheureux, ce propriétaire d'un maga-

sin, qui se désolait du manque de clients : « C'est bien beau de libérer l'économie ; encore faut-il que les gens aient suffisamment d'argent pour acheter ». Heures Svestiana Kolchinskaya, qui a créé en 1989 une maison d'édition. Sans la moindre rouble — « au début, nous avons travaillé gratuitement et avons emprunté le papier », — elle lance un hebdomadaire d'information culturelle, dont les premiers numéros atteignent un tirage de quarante mille exemplaires.

En six mois, elle accumule 35 000 roubles de bénéfice qu'elle réinvestit dans la publication d'un roman policier de James Hadley Chase. Deux cent mille exemplaires sont vendus. Aujourd'hui, sa « société anonyme » publie quatre journaux hebdomadaires et emploie une trentaine de journalistes, qui réinvestissent leurs maigres salaires dans l'entreprise, « au lieu d'acheter des diamants ou des fourrures comme tous ceux qui ont un peu d'argent ».

La plus difficile commence pourtant. Car c'est une chose de créer des journaux, c'en est une autre de s'attaquer aux monstres du complexe militaro-industriel. La tâche, là encore, n'a pas rebuté « ceux de Nijni-Novgorod ». Ici, contrairement à Moscou et à d'autres villes, règne une grande cohésion entre la haute administration (le maire, quarante ans, est aussi un fanatique des réformes) et un Parlement régional qui ne renâcle pas devant le changement.

Il y a quelques semaines ont commencé les premières ventes aux enchères de camions, dont la fabrication était entièrement nationalisée. Ayant constaté que les entreprises n'utilisaient que 30 % de leurs véhicules, les responsables de la ville les ont « convaincues » de permettre la vente de 20 % de leur parc de camions. Ceux-ci ne sont pas toujours en bon état, ils ne s'achètent pas très cher, mais qu'importe : l'essentiel, pour les responsables de ce programme, est de voir ces camions servir à quelque chose. Et de rapporter, aussi, de l'argent à une administration qui doit maintenant prendre en charge la « sphère sociale » — logements, crèches, magasins d'alimentation — des entreprises.

Reconversion dans les biens de consommation

Visage taillé à la serpe, cou de taureau, débit saccadé, Valeri Nazarov, directeur de l'entreprise Azur, a fait sa carrière sur le tas. Aujourd'hui, il reconnaît qu'il traverse une des périodes les plus dures de sa vie. Il y a dix ans seulement pour fabriquer des téléviseurs, son entreprise est brusquement affectée, en 1988, à la

fabrication d'équipements sophistiqués pour l'aviation militaire. Tout aussi brusquement, en 1991, l'armée arrête ses commandes, et Azur doit se reconstruire de nouveau dans les biens de consommation. 1 000 salariés, sur les 3 500 que comptait l'entreprise, sont licenciés, et Valeri Nazarov fait fièvre de tout bois pour trouver de nouveaux débouchés : fabrication de téléviseurs en important des tubes cathodiques d'Occident, de montres vidéo, de combinés téléphoniques...

S'il estime que son entreprise « commence à s'en sortir » — en novembre, son chiffre d'affaires s'est établi à 80 millions de roubles contre 5 millions seulement au début de l'année —, M. Nazarov est très dur pour le gouvernement : « la privatisation s'effectue d'une manière chaotique », l'Etat ne nous aide pas, mais nous taxe, et les banques nous font payer des crédits à des taux incroyables. Et si les entreprises étrangères n'investissent pas, c'est, selon lui, en grande partie à cause de l'instabilité politique qui règne à Moscou. « J'ai vu des dizaines et des dizaines d'hommes d'affaires, venus de tous les pays du monde, ils visitent l'entreprise, se montrent très intéressés par ce que nous faisons, mais, au moment de signer un contrat, ils hésitent et s'en vont », explique Valeri Nazarov, qui estime que la vraie manière de s'en sortir est de produire, encore et toujours, et à des prix compétitifs, pour conquérir le marché russe.

Un admirateur de Marcel Dassault

Andrei Klementiev n'a pas ce genre de difficultés. Il n'a d'ailleurs pas attendu la privatisation pour amasser une fortune que l'ont dit l'une des dix premières de Russie. Propriétaire de plusieurs firmes en Norvège et en Russie, il a vu un chiffre d'affaires de 5 milliards de roubles en 1992. « On pourra même atteindre peut-être 10 milliards », avoue, en souriant, ce géant apparemment débordant, mais dont le regard laisse parfois filtrer des éclats inquiétants. Construction navale, exportation de diamants... tout lui est bon pour consolider ses affaires.

Il voue une curieuse admiration à Marcel Dassault. « Qui comptait le plus en France, Marcel Dassault ou un ministre ? » — et estime que « 90 % de la privatisation en cours en Russie ne sont qu'une privatisation communautaire ». Autre certitude : dans près de 95 % des secteurs, l'industrie russe ne parviendra jamais, selon lui, à combler ses trente années de retard technologique » par rapport à ses concurrents étrangers. Conclusion : « Si on nous laisse faire des affaires, je reste. Sinon, je pars ».

Autre signe inquiétant : les étudiants de l'université de Nijni-Novgorod semblent particulièrement pessimistes : « Ici, pour se débrouiller, il faut ou du piston ou de l'argent, sinon, c'est le chômage qui nous attend. » Mis à part deux ou trois d'entre eux qui estiment que les choses vont

bien mieux qu'avant, tous regrettent — peut-être parce qu'ils ne l'ont pas connu — le temps « où il y avait du travail pour tout le monde » ; ou encore, le temps « où nous apprenions à travailler pour le bien du pays et pas seulement pour l'argent ». Tandis qu'aujourd'hui, « on a le droit de voyager mais on n'a pas les moyens de le faire ». Peu importe si la situation va s'améliorer dans cinq ou dix ans : « Nous, nous aurons perdu notre vie ».

Un musée Sakharov

Reste que ces adolescents, si désabusés soient-ils, peuvent maintenant parler librement de leur mal de vivre dans un pays sans repères. Et cette liberté, sans doute la doivent-ils, eux, comme les autres, à un homme qui, un jour de janvier 1980, arriva à Gorki pour y passer près de sept ans en résidence surveillée. Dans l'extrême banlieue de la ville, l'appartement où furent cloîtrés Andréi Sakharov et Elena Bonner a été transformé en musée. « Dès que j'ai appris, par les radios occidentales, qu'il était arrivé dans notre ville, je suis allé le voir », raconte Sergueï Ponomarev. « Il m'a conseillé tout de suite, pour que ma famille n'ait pas d'ennuis, de ne pas revenir. Mais j'ai tout fait, durant ces sept ans, pour qu'il sache qu'il n'était pas tout seul ».

« Vous souvenez-vous de Sakharov ? », demande-t-on à cette vieille femme, emmitouflée dans son manteau, qui habite dans le quartier depuis longtemps. « Bien sûr, on le voyait passer tous les jours pour faire sa promenade. Il était défendu de lui parler, il y avait des policiers partout. Mais c'était un homme très bien. Un instant, elle dévisage son interlocuteur, puis elle s'exclame en souriant : « Oh ! la dernière fois que j'ai vu un Français, c'était il y a quarante ans. Pendant la guerre, en Pologne... » Nijni-Novgorod, ville ouverte.

JOSÉ-ALAIN FRALON

□ Moscou lance un satellite « promotionnel ». — La Russie a lancé du site spatial de Plesetsk (800 kilomètres au nord de Moscou), dimanche 15 novembre, un satellite « promotionnel » destiné à mieux faire connaître aux États-Unis le potentiel de son secteur privé. Cette opération, qui a coûté l'équivalent de plus de 200 millions de dollars (plus de 1 milliard de francs), a été totalement financée par des entreprises privées russes, parmi lesquelles la banque Garant de Saint-Petersbourg. Chargé de dix-neuf conteneurs bourrés de matériel promotionnel — notamment une réplique en cristal de la statue de la Liberté et un message du président Boris Eltsine, — le satellite Ressources 500 doit retomber le 22 novembre au large du port américain de Seattle. Il sera alors ramené sur la côte ouest des États-Unis par le *Maréchal-Krilov*, bâtiment de la flotte russe du Pacifique. — (Reuters.)

« Irakgate » : M. Major attaqué par le Labour

Suite de la première page

De son côté, le gouvernement tente de désamorcer au plus vite cette nouvelle « bombe politique », qui s'ajoute à une succession de revers politiques récents pour M. Major.

Ce dernier a ainsi annoncé un élargissement des pouvoirs d'enquête judiciaire sur l'« Irakgate » présidée par le juge lord Justice Scott. Ce magistrat aura toute latitude pour dépasser le cas de Matrix Churchill et s'intéresser, par exemple, au « projet Baby-lone », c'est-à-dire au « super-canion » irakien qui, en 1988-1989, avait commencé d'être assemblé grâce aux matériaux fournis par deux entreprises britanniques.

Il pourra également obliger ministres et fonctionnaires à témoigner devant la commission et rendre public tout ou partie de son rapport. L'opposition estime pourtant que ces dispositions sont insuffisantes, dans la mesure où les auditions ne seront pas publiques et où les anciens membres du gou-

vernement d'exporter les machines-outils de Matrix Churchill vers l'Irak : « Ni les avis officiels donnés à M. Waldergrave ni la correspondance échangée entre lui et Lord Treferne [alors ministre du commerce], a-t-il affirmé, n'ont été adressés à mon bureau et donc à moi-même ».

D'autre part, lors de son entretien avec M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, en septembre 1989, le sujet, selon M. Major, n'a pas été abordé : « Je n'aurais pas été mis au courant pour évoquer cette question », a-t-il indiqué.

Une guerre de tranchées ?

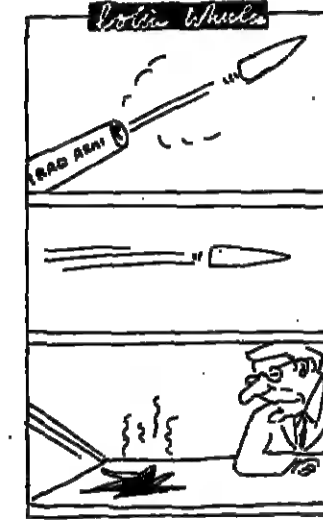
Or les documents produits par M. Cook montrent plusieurs choses : une note du DIT relative à la « descente » effectuée par les services des données dans les locaux de Matrix Churchill a été transmise au bureau de M. Major, alors que celui-ci était chancelier de l'Échiquier (d'octobre 1989 à novembre 1990). Le prédécesseur de M. Major aux affaires étrangères, lord Howe, avait adressé un télégramme à l'ambassade de Grande-Bretagne à Tokyo demandant pourquoi le Japon interdisait l'exportation en Irak de machines-outils semblables à celles fabriquées par Matrix.

Le successeur de M. Major à ce même poste, M. Douglas Hurd, avait également été informé par M. Waldergrave. Enfin, selon le *Financial Times*, le 19 juillet 1990, soit deux semaines avant l'invasion du Koweït par l'armée de M. Saddam Hussein, au cours d'une réunion interministérielle présidée par M. Hurd, il avait été décidé de relâcher l'embargo visant l'Irak, pour tenir compte de la cessation des hostilités entre Bagdad et Téhéran.

L'opposition prétend qu'il est impossible que M. Major soit ainsi resté, seul ou presque, dans l'ignorance, à propos d'une affaire politiquement délicate qui a opposé deux ministères importants du gouvernement. Le Labour affirme donc qu'il y a « trompé, de façon répétée, les parlementaires ». S'il est vrai qu'aucun des documents produits par M. Cook n'implique formellement M. Major, ces nouvelles révélations jettent à tout le moins le doute sur le fonctionnement de la machine gouvernementale de Whitehall.

L'enquête du juge Scott va se poursuivre de nombreux mois, cette durée devant permettre, espère le gouvernement, de diriger les projecteurs médiatiques vers d'autres sujets d'actualité. Mais une inconnue de taille demeure : le Labour a-t-il tiré en une seule salve toutes ses « munitions » (le « meilleur » des 500 documents), ou se prépare-t-il à une guerre de tranchées ?

LAURENT ZECCHINI



The Independent du 17 novembre

vernement — notamment M^{re} Margaret Thatcher — ne seront pas obligés de témoigner. Enfin, le Labour souhaite que la commission se prononce sur le point de savoir si les membres du gouvernement ont délibérément trompé le Parlement. Ce dernier point vise manifestement le premier ministre : celui-ci pouvait-il ne pas être au courant d'un dossier qui avait fait l'objet d'un nombre incalculable de notes interministérielles et de rapports confidentiels, avant et après son arrivée au 10 Downing Street ? Pour se laver de tout soupçon, M. Major a fourni plusieurs explications : alors qu'il était secrétaire au Foreign Office (de juillet à octobre 1989), il n'a pas été informé de « vif contentieux opposant son propre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (M. William Waldergrave) au ministère du commerce et de l'industrie (DIT) à propos de

MODE MASCULINE

On ne trouve pas de soldes au Dépôt des Grandes Marques Vente sans intermédiaire

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms). Les collections 93 au prix du dégriffé.

du 38 au 64 atelier de retouches ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002) M^{re} Bourse - Tél. : 42-96-99-04

recommandé par Paris pas cher

Le Monde des DEBATS

LES JAPONAIS

Modernes sans être occidentaux

L'analyse de Pierre-François SOUYRI, historien, et de notre correspondant Philippe PONS.

Abdoul

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : rencontre entre M. Clinton et les leaders du Congrès

Fin de la « guerre froide » entre la Maison Blanche et le Capitole

PÉROU

Des politiciens ont été associés à la tentative de putsch

La publication, lundi 16 novembre, à Lima, par la revue *Oiga*, d'une lettre du général Jaime Salinas, cerveau de la conspiration qui a tenté de renverser, vendredi 12 novembre, le président Alberto Fujimori, a contribué à éclaircir les motifs et l'ampleur du complot, qui s'appuyait aussi sur des éléments civils.

LIMA

de notre envoyé spécial

Les dirigeants de la conspiration voulaient apparemment arrêter le chef de l'État péruvien et le traduire en justice pour violation de la Constitution. Ils prétendaient restaurer le Congrès dissous par M. Fujimori le 5 avril 1992 et proposer à M. Maximiliano San Roman, vice-président élu en 1990, la direction d'un gouvernement provisoire chargé d'organiser des élections « libres et démocratiques ».

M. San Roman, ancien dirigeant du mouvement Cambio 90, qui a aidé M. Fujimori à remporter la victoire en juillet 1990, est passé à l'opposition au lendemain du coup de force d'avril. Il a été désigné « président constitutionnel » par le Congrès dissous. Une fonction vide de sens, d'autant que M. Fujimori a réussi à convoquer l'Assemblée des États américains (OEA) que l'élection d'une Assemblée constituante, dimanche 22 novembre, était le premier pas vers la restauration de la démocratie. Les militaires hostiles au chef de l'État n'en considèrent pas moins M. San Roman comme le symbole de la légalité bafouée.

Que le général Salinas ait réussi à faire sortir ce document de la prison où il est détenu illustre le niveau de complicités, ou au moins de complaisances, dont les militaires impliqués dans la tentative de putsch bénéficient auprès de leurs « dirigeants ». Récemment, en effet, le général Salinas, ancien commandant de la 1^{re} région militaire, celle de Lima, avait été brutalement limogé par le chef de l'État.

Dans sa lettre, il assume toute la responsabilité du complot. « L'article 82 de la Constitution autorise la révolte contre l'usurpation et pour la défense de l'ordre démocratique », écrit-il. « Nous voulons, dit-il encore, dénoncer la fraude électorale qui est en marche pour l'élection de l'Assemblée constituante. » Selon lui, des pressions ont été exercées sur les forces armées pour qu'elles « contribuent » à la victoire du candidat gouvernemental, M. Yoshiyama Tanaka. M. Mario Gonzalez, qui dirige la commission de supervision de l'OEA, a, de son côté, fait état « d'irrégularités flagrantes ».

Manque de discrétion

Les dirigeants de la conspiration ont sans doute péché par imprudence. Des politiciens pressentis pour se joindre au mouvement ont manqué de discrétion, facilitant l'enquête et les filatures des services de renseignement militaires, dont l'homme fort est le conseiller très contesté du chef de l'État, M. Vladimir Montesinos.

Certes, des généraux prestigieux critiquent la tentative de putsch, mais ils ne cachent pas leur sympathie pour leurs collègues détenus. Les familles de certains des officiers arrêtés seraient également incarcérées et accusées de « terrorisme ». M. San Roman lui-même s'estime visé et redoute d'être la victime d'une dépression d'être la victime en priorité des dirigeants et les sympathisants de l'APRA (Alliance populaire de la révolution américaine). Cette formation, au pouvoir de 1985 à 1990, a lancé la consigne de boycottage des élections de dimanche.

A l'occasion d'une de ses multiples interventions à la télévision, M. Fujimori s'en est pris aussi à l'ancien président Belaunde (1980-1985), accusé de n'avoir rien fait contre la subversion armée du Sentier lumineux. L'ex-chef d'État, qui ne s'est pas enrichi au pouvoir et peut se flatter d'être resté populaire et respecté, a vertement répliqué lundi. Citant le général de Gaulle, il s'est présenté comme un « recours » possible. « Si on m'appelle, a-t-il dit, je répondrai présent. »

MARCEL NIEDERGAU

Pour la première fois depuis le scrutin du 3 novembre, le président sortant George Bush devait recevoir, mercredi 18 novembre, le président élu Bill Clinton à la Maison Blanche, pour faciliter une transition que les deux hommes veulent « en douceur ». Cette période, qui s'étendra jusqu'au 20 janvier, a été jugée « trop longue » par M. Bush, rentré à Washington lundi, après cinq jours de repos en Floride. Depuis Little-Rock, M. Clinton a quant à lui annoncé « une nouvelle ère de coopération » avec le Congrès.

WASHINGTON

correspondance

« Notre tâche sera difficile. N'attendez pas de miracles », a déclaré le président élu Bill Clinton, au cours de sa seconde conférence de presse,

organisée lundi 16 novembre dans son fief de l'Arkansas. Mais les leaders démocrates qu'il avait retenus dimanche soir à Little-Rock l'ont assuré de l'entière coopération du Congrès. M. Tom Foley, *speaker* (président) de la Chambre des représentants, M. Richard Gephardt et le sénateur George Mitchell n'ont pas manqué, à l'issue de la réunion, de célébrer « la fin de la guerre froide entre la Maison Blanche et le Capitole », le « début d'une ère nouvelle dans les relations entre les deux « branches » du gouvernement », ou encore, selon la formule de M. Clinton, « le premier pas vers une nouvelle éthique de responsabilité partagée ».

Faut-il rappeler que, dans le système présidentiel américain, le Congrès est un contre-pouvoir décisif à l'égard de l'exécutif, en mesure de bloquer ce dernier puisqu'il détient les cordons de la bourse. Cette rivalité institutionnelle s'est doublée d'une compétition politique durant les dernières décennies, lorsque les deux « branches » n'étaient

pas contrôlées par le même parti. Tel n'est pas le cas aujourd'hui avec l'élection de Bill Clinton, marquant la fin du « gouvernement divisté ».

Théoriquement, la tâche lui sera plus facile qu'à ses prédécesseurs républicains. Mais les partis ne sont pas monolithiques, et il n'y a pas de discipline de vote. Le premier souci du nouveau président est donc de rassembler ses propres troupes. Il n'a pas oublié les difficultés de Franklin Roosevelt, qui, malgré ses écrasants succès électoraux, s'est souvent heurté au Congrès démocrate. Quant à Jimmy Carter, outsider élu contre l'établissement, il connaissait mal les parlementaires et les dédaignait. Les relations entre la Maison Blanche et le Capitole en souffriront.

Politicien consommé, Bill Clinton sait qu'il peut compter sur l'appui des leaders démocrates et surtout sur l'enthousiasme, selon les termes du sénateur Mitchell, des nouveaux élus. Le président a déclaré qu'il espérait obtenir le soutien d'un certain nombre de républicains, dont le leader affirme ne pas vouloir lui

créer des difficultés. Mais pour combien de temps ?

De toute évidence, le président élu entend tenir les promesses de sa campagne, faites aux divers groupes qui contribueront à son élection, sans pour autant s'aliéner les éléments conservateurs de son propre parti et les républicains modérés. Bref, il n'entend pas compromettre sa capacité de gouverner au centre.

Une décision suspendue

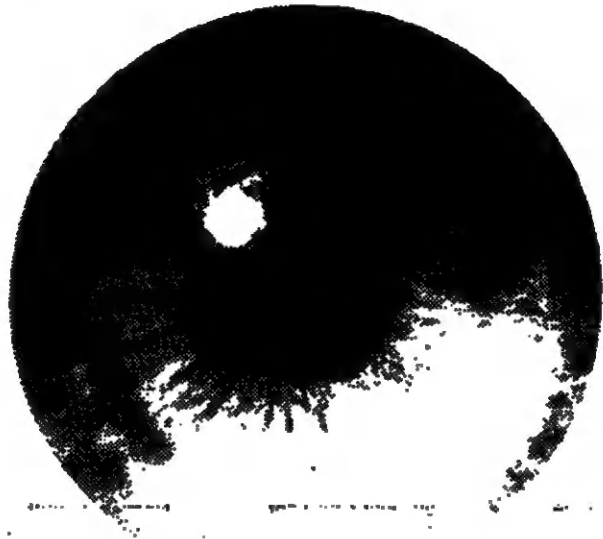
La tâche n'est pas facile. Déjà, la lune de miel des premiers jours a été assombrie par la suspension de sa décision concernant la levée de l'exclusion des homosexuels de l'armée. Devant l'opposition vigoureuse des principaux chefs militaires et du sénateur Sam Nunn, pressenti pour être secrétaire à la défense, Bill Clinton a accompli une retraite tactique. Il maintient sa décision, mais son application dépendra de l'avis des experts consultés. Il a indiqué que son désaccord avec M. Nunn n'a

ffectait pas l'éventuelle participation de ce dernier au gouvernement.

Après avoir rendu visite au président Bush, mercredi, le président élu reprendra, à Washington, ses consultations avec les leaders et les élus démocrates. En fin de compte, qu'il s'agisse de l'avortement, d'un nouveau code de l'éthique (il voudrait restreindre le pouvoir des lobbies), de la politique étrangère et même de l'économie, les démarches de M. Clinton révèlent son souci d'éviter les affrontements prématurés.

De même en ce qui concerne la Bosnie et le Vietnam, problèmes qui soulèvent des remous dans la classe politique, il a déclaré qu'il avait plusieurs options en tête, qu'il ne révélera pas avant son entrée à la Maison Blanche. D'ici là, il estime qu'il appartient au président Bush de prendre les décisions, à commencer par l'envoi d'un représentant extraordinaire au Proche-Orient.

HENRI PIERRE



L'EOS 5 est unique.

Voici la pièce qui le distingue de tous les autres.

Le nouveau Canon EOS 5 est le 1^{er} reflex autofocus piloté par l'œil.

Ce n'est pas une nouveauté de plus, c'est une authentique révolution. Canon la dédie aux photographes, tous les photographes, pour la photo. Equipé de l'EOS 5 - et de votre œil - vous ne pratiquerez plus jamais la photo comme avant.

L'EOS 5 est capable d'analyser tous les déplacements de votre pupille dans le viseur. Cela lui permet de faire le point sur le détail que vous regardez, en une fraction de seconde. C'est ça l'autofocus piloté par l'œil. Cela veut dire que les problèmes de mémorisation et de recadrage sont enfin résolus. Avec l'EOS 5, vous photographiez net à la vitesse de votre regard.

Révolutionnaire, mais en silence : couplé à l'une des prestigieuses optiques USM, l'EOS 5 est d'une discrétion totale et là aussi, il vous laissera muet. Et admiratif !

Digne fils de l'EOS 1, il hérite beaucoup de ses caractéristiques pro : mode manuel via double molette, grip vertical avec double commande. Son ergonomie est harmonieuse, fonctionnelle, dans toutes les conditions, toutes les positions. Son prix conseillé est de 5.500 F (boîtier nu et grip). L'EOS 5 est unique parce qu'il introduit une nouvelle approche de l'art photographique, fondée sur une liberté renouvelée de l'expression. L'EOS 5 facilite tout, solutionne tout, il rapproche le photographe de son sujet, de son inspiration et de son talent. Pour créer et transmettre l'émotion. C'est un Canon.



Canon

V O I R E T E M O U V O I R

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : un mort et douze blessés arabes

Des extrémistes juifs sont soupçonnés de l'attentat à la grenade dans la vieille ville de Jérusalem

L'attentat à la grenade qui a fait un mort et douze blessés, lundi 16 novembre, dans la partie arabe de la vieille ville de Jérusalem a provoqué colère et inquiétude dans la population palestinienne.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Alors que les rues du «souk des bouchers» débordaient de clients, un inconnu, «habillé de noir et barbu comme un orthodoxe juif», selon plusieurs témoins, a jeté un engin explosif à travers une lucarne. Il pourrait s'agir, d'après la police, d'une grenade à fragmentation du type de celles en usage dans l'armée. L'explosion s'est produite devant un état de légumes, tuant sur le coup le propriétaire du magasin et blessant une douzaine de passants. La panique a aussitôt gagné les venelles étroites et surpeuplées de ces vieux quartiers annexés par Israël en 1967.

Bien que les victimes soient toutes arabes, la police a commencé par arrêter une dizaine de Palestiniens dans l'heure qui a suivi l'attentat, et a fait savoir qu'elle ne privilégiait

aucune piste en particulier. En fin de journée, plusieurs appels anonymes à différentes agences de presse revendiquaient l'attentat au nom du mouvement juif Kach («Ainsi», en hébreu). Ouvertement raciste, ce groupuscule armé, fondé par un rabbin fanatique, Meïr Kahane, a démenti, un peu plus tard, avoir une quelconque responsabilité dans cette affaire.

Que le mouvement «Ainsi» ait bruyamment marqué le deuxième anniversaire de l'assassinat de son fondateur - tué à New-York, en novembre 1990, par un arabe d'origine égyptienne - relève-t-il de la coïncidence. En tout cas, Benjamin, le fils de Meïr Kahane, qui a hérité des obsessions de son père, n'a pas caché, lundi soir, aux journalistes son intense satisfaction. «Je félicite, a-t-il dit, ceux qui se sont vengés et qui ont ainsi rendu leur honneur aux juifs. L'Etat ne pourra pas indéfiniment empêcher que les citoyens se fassent eux-mêmes justice quand la valeur de leur propre sang, aux yeux du gouvernement, diminue».

La police a provisoirement fermé la yeshiva (école talmudique) Kotel Galicia, que dirige l'oncle de Benyamin, rabbin de son état. Celle-ci

donne directement dans la rue où fut jetée la grenade. Au total, quatre cents étudiants juifs aux ordres de rabbins plus ou moins extrémistes se rendent quotidiennement dans les yeshivas de la vieille ville. Encouragés par le gouvernement précédent de M. Itzhak Shamir, et singulièrement par l'ancien ministre du logement, M. Ariel Sharon, une quarantaine de familles juives se sont installées dans le quartier musulman.

Les «envahisseurs»

Armés en toutes circonstances, munis de radio et reliés en permanence à un centre de sécurité paramilitaire installé au rez-de-chaussée du bâtiment occupé par M. Sharon lui-même, les colons de la vieille ville patrouillent souvent sur les toits, notamment au-dessus du bazar des bouchers. La plupart des logements occupés par ces familles sont entourés de hauts murs et de grilles, et souvent protégés par une sorte de poste de guet.

Parfois, ce sont les locataires palestiniens des rez-de-chaussée qui ont couvert leurs cours intérieures de grilles pour empêcher ceux qu'ils appellent les «envahisseurs»

de jeter des pierres ou des tessons de bouteille sur les passants arabes. La tension entre ces colons et les autochtones est quasi permanente, et le moindre incident peut dégénérer en bataille rangée.

Plus de cinq mille juifs vivent en paix dans le quartier juif de la vieille ville, à moins de 1 kilomètre du lieu de l'attentat. Mais les militants d'Ateret Cohanim et des autres mouvements nationalistes militants auxquels appartiennent les colons entendent, quant à eux, judaïser au maximum les vieux quartiers chrétiens et musulmans, les révoquant comme historiquement leurs. Aujourd'hui, le gouvernement travailliste de M. Itzhak Rabin leur a non seulement coupé les vivres, mais tente de confisquer les maisons plus ou moins légaux qu'ils ont utilisés pour prendre possession des logements qu'ils occupent.

Jugeant l'attentat «particulièrement grave», M. Fayçal Hussein, chef de file des Palestiniens modérés dans les territoires, y a vu «la preuve que les Palestiniens occupés ne jouissent d'aucune sécurité». A son avis, «pour les Israéliens comme pour [eux], il est temps de mettre fin à l'occupation».

PATRICE CLAUDE

AFRIQUE

SOMALIE : après une traversée dramatique

Plus de deux mille «boat people» ont été secourus au Yémen

Le cargo MY Somal, transportant plus de deux mille réfugiés somaliens, a réussi à atteindre, lundi 16 novembre, le port yéménite de Mukalla. Une première assistance a pu être apportée à ces «boat people», privés d'eau et de vivres depuis une semaine. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué que les autorités leur avaient refusé le droit de débarquer, les conditions d'accueil étant pratiquement inexistantes.

Le cargo devait repartir, mardi, pour Aden, à quelque 500 kilomètres plus à l'ouest, où le HCR et diverses organisations humanitaires sont prêts à recevoir les réfugiés. D'ici là, ces derniers devraient bénéficier d'une nouvelle distribution de rations alimentaires, acheminées par un aviso de la marine française, parti dimanche de Djibouti.

Les conditions dans lesquelles les «boat people» ont effectué la traversée, entamée, le 9 novembre, à partir du port somalien de Marka, ont été «dramatiques», selon le HCR. L'organisateur du voyage, un homme d'affaires somalien, avait exigé 100 dollars par personne, avant de disparaître sans apporter les vivres et l'eau prévus pour la traversée. En outre, des gangs de

moreyans, bandits somaliens, sont montés à bord, commettant meurtres et vols parmi les passagers.

A Mogadiscio, l'arrivée des secours dans le port a été interrompue, lundi, le «président par intérim» Ali Mahdi Mohamed menaçant de bombarder la place, s'il n'obtenait pas l'assurance qu'une partie de l'aide parviendrait dans le nord de la ville - qu'il contrôle. Par ailleurs, des tirailleurs pakistais, sur l'aéroport de Mogadiscio, où les soldats pakistais des Nations unies sont déployés. Malgré leur présence, la plupart des organisations humanitaires préfèrent, pour des raisons de sécurité, continuer d'utiliser une autre piste d'atterrissage, située à 50 km à l'ouest de la ville.

Dimanche, des partisans du général Mohammed Farah Aidid, rival de M. Ali Mahdi, ont défilé devant le siège de l'ONU, en criant des slogans hostiles aux Nations unies. L'«agence de presse nationale» du général a brandi la menace d'un «bain de sang sans précédent», si les trois mille cinq cents «gardes bleus» étaient déployés pour protéger la distribution de l'aide. — (AFP, Reuters)

AFRIQUE DU SUD

L'armée est compromise par les révélations d'une commission d'enquête

Le juge Richard Goldstone a lancé, lundi 16 novembre, à Johannesburg, une véritable bombe politique, en apportant, pour la première fois, un début de preuve aux accusations régulièrement portées contre l'armée sud-africaine et le rôle joué par celle-ci dans les violences politiques.

Ces révélations, fort embarrassantes pour le régime, font suite à une perquisition dans un «centre d'opérations» du service de renseignement de l'armée.

Cette commission, mise en place en septembre 1991 par le président De Klerk, est officiellement chargée d'enquêter sur les violences qui ensanglantent le pays. Les dossiers, saisis lors de cette perquisition, montrent que le général Rudolf Badenhorst, ancien chef des services de renseignement militaires, a utilisé d'anciens policiers et un certain Ferdi Barnard, condamné pour deux meurtres, afin de compromettre le bras armé du Congrès national africain (ANC) dans des

affaires de droit commun. «Dans ce but étaient recrutés, entre autres, des prostituées, des homosexuels, des patrons de bars clandestins et des trafiquants de drogue», a précisé la commission. Ferdi Barnard a été «employé» de mai à décembre 1991 et son équipe avait accès aux ordinateurs de la police nationale, aux fichiers électoraux ou fiscaux.

Le président De Klerk a estimé, lundi, que ces révélations «méritaient en cause que «quelques individus», et non la politique du gouvernement. Il s'est toutefois engagé à prendre des mesures.

L'ANC a affirmé que les conclusions du juge Goldstone «corroborent» ses propres convictions concernant l'existence d'une «troisième force». L'ANC a estimé que le gouvernement actuel, «totalement discrédité», doit céder la place à «un gouvernement intérimaire élu d'unité nationale». — (AFP, Reuters)

KENYA : les élections législatives sont reportées au 29 décembre. — Les élections législatives multipartites, prévues le 7 décembre, ont été reportées au 29 décembre, a-t-on officiellement indiqué, lundi 16 novembre, à Nairobi. Ce report, annoncé par la commission électorale, intervient quelques jours après que les partis d'opposition eurent demandé qu'un délai leur soit accordé pour désigner leurs candidats. — (AFP, Reuters)

TOGO : succès de la grève générale. — La plupart des services publics, les banques, les écoles, le grand marché et les commerces sont restés fermés, lundi 16 novembre, à Lomé, au premier jour de la grève générale illimitée lancée par les syndicats et certains des partis de l'opposition. Les grévistes réclament un renouveau du gouvernement et la proclamation de la neutralité politique de l'armée. Dans le reste du pays, la grève semblait également couronnée de succès, excepté dans le Nord, dont est originaire le chef de l'Etat, le général Eyadéma. — (AFP)

Océan Indien

SEYCHELLES : le projet de Constitution a été repoussé. — Le projet de Constitution, soumis à référendum, dimanche 15 novembre, a été repoussé par les électeurs. Seulement 53,7 % d'entre eux ont approuvé le projet, alors que le minimum requis était de 60 %. Selon les observateurs, l'influence des Eglises catholique et anglicane, hostiles au projet, a été considérable. Les représentants du président René et ceux du Parti démocratique (DP, dirigé par l'ancien président James Mancham) devront se réunir pour élaborer un nouveau «document», à une date que doit fixer le chef de l'Etat. — (AFP)

La tournée de M. Dumas dans les pays du Golfe

La normalisation des relations avec l'Irak n'est pas encore à l'ordre du jour

M. Roland Dumas a clos, lundi 16 novembre, par une visite de quelques heures en Arabie saoudite, une tournée qui l'a mené au Qatar, à Bahreïn et au Koweït. L'Irak - avec lequel une normalisation des relations n'est pas encore à l'ordre du jour - était l'un des principaux sujets de ses entretiens avec les chefs d'Etat de ces quatre emirats pétroliers du Golfe.

DJEDDAH

de notre envoyée spéciale

C'est un constat d'impuissance quant aux possibilités de «soulager les souffrances du peuple irakien» qu'ont dressé M. Dumas et l'ensemble de ses interlocuteurs du Golfe. Tous s'accordent sur la nécessité de «prendre en compte ces souffrances» dues en grande partie à l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak. Mais tous pensent aussi que la levée de ces sanctions a pour condition sine qua non l'application intégrale des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Cela implique la liquidation des armes de destruction massive détenues par Bagdad et la libération des quelque huit cents prisonniers koweïtiens. Cela implique aussi que l'Irak accepte de conclure enfin avec les Nations unies un

accord pour la levée partielle de l'embargo pétrolier - afin de financer notamment l'achat de produits de première nécessité - et autorise, une bonne fois pour toutes, l'action humanitaire sur son territoire.

«Il faut maintenir la pression», a affirmé M. Dumas. Tout en évoquant la nécessité «normalisation des relations avec l'Irak», le ministre n'en a pas moins jugé que «ce moment n'est pas mûr pour une telle levée de sanctions» (il a toutefois levé des mesures discriminatoires prises à l'encontre de Bagdad ne peut se justifier que dans la mesure où les résolutions auront reçu leur pleine application).

Parti de Paris avec, entre autres, la volonté de prendre le pouls des pays de la région du Golfe sur cette question, en raison du malaise que suscite, au sein des opinions publiques arabes, le sort des populations irakiennes, M. Dumas a fait deux autres constatations. La première est que, même les dirigeants du Koweït, intransigeants pour tout ce qui concerne l'Irak il y a quelques mois encore, considèrent, aujourd'hui, que le peuple irakien est la victime impuissante de son propre régime et qu'un jour ou l'autre, les relations avec ce pays devront se normaliser. En un mot, qu'il faut savoir finir une guerre, mais que, pour cela - et c'est là la deuxième constatation - un changement de régime à Bagdad s'impose. Le dis-

cours qu'ont tenu à M. Dumas, à ce sujet, les dirigeants saoudiens dans le même sens : «Il faut que ça se termine. Aussi longtemps que le régime actuel restera en place, rien ne sera possible».

Autrement dit, pour les Etats pétroliers du Golfe, la chute de M. Saddam Hussein est l'autre condition indispensable d'une levée de l'embargo contre l'Irak. C'est aussi l'attitude adoptée, jusqu'ici, par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Interrogé à ce sujet, lors d'une conférence de presse, M. Dumas est resté évasif. «Ce n'est pas mon problème», s'est-il contenté de répondre.

Le «forçage» américain

Un an et huit mois après la libération du Koweït, nombreuses sont encore les inquiétudes des pays arabes du Golfe. Existe-t-il une menace réelle quant à l'intégrité territoriale de l'Irak, aujourd'hui divisé de facto en trois parties, le nord du 36° parallèle et le sud du 32° étant sous surveillance internationale ? Quels sont les tenants et aboutissants de la résurgence des vieux litiges frontaliers ou de souveraineté qui opposent entre eux certains Etats de la région ? Quel est le rôle des peuples du Golfe qui ont gagné de la guerre ? Que veut l'Irak ? Pourquoi se réarme-t-il massivement et quelle est la politique des pays occidentaux en la

matière ? Et, enfin, que faut-il espérer - ou craindre - de la future administration démocrate américaine, en particulier pour ce qui concerne le processus de paix israélo-arabe qu'il est indispensable de mener à son terme ?

An demeurant, la tournée de M. Dumas lui a permis de conforter les relations de Paris avec les quatre pays visités, des relations déjà très bonnes mais que chacun des quatre pays voudrait voir renforcées. Ce que la France appuie de ses vœux, à un moment où les Etats-Unis portent les échanges avec le Qatar, de plus en plus importants du monde. A l'occasion de la visite de M. Dumas, le Qatar a promis de confier à la France la construction de un à trois des sept méthaniers dont il envisage de se doter. Pour porter les échanges avec Bahreïn «au niveau excellent qui est celui des relations politiques», Paris et Manama vont réactiver une commission mixte qui devrait se réunir au mois de janvier.

MOUNA NAIM

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

M. Boutros-Ghali souhaite le maintien des élections

Dans un rapport diffusé lundi 16 novembre aux Nations unies, le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, recommande au Conseil de sécurité d'envisager une «série de mesures» pour «obtenir une plus grande coopération et l'acceptation» d'élections «au plus tard en mai 1993» par les Khmers rouges. Malgré l'opposition qu'elle rencontre de la part du Parti du Kampuchéa démocratique, l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) doit demeurer prête à faciliter le ralliement de cette faction au processus «aussi longtemps que possible», note encore M. Boutros-Ghali.

Si un renforcement des contrôles était décidé autour des zones tenues par les Khmers rouges, «une coopération étroite des pays voisins serait indispensable», observe le secrétaire général, dans une allusion à la position très réticente de la Thaïlande. M. Boutros-Ghali reconnaît qu'une «atmosphère politique neutre... n'existe pas encore». — (AFP)

CHINE

Pékin menace de rompre les accords sur Hongkong

En visite officielle à Londres, le vice-premier ministre chinois chargé de l'économie, M. Zhu Rongji, nommé en octobre au bureau politique du PC chinois, a agité la menace d'une rupture des accords sino-britanniques de 1984 concernant l'avenir de Hongkong si les autorités de la colonie ne renoncent pas à leur projet d'introduire des «changements politiques majeurs» avant 1997, date de la rétrocession à Pékin. «On ne peut s'empêcher de se demander si on doit toujours adhérer à la déclaration sino-britannique [de 1984], et si les importants accords auxquels nous sommes parvenus pour établir des convergences politiques doivent partir en fumée», a déclaré M. Zhu lors d'une conférence à l'Institut des relations internationales.

Le gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten, a récemment proposé un plan visant à instaurer davantage de démocratie dans la colonie avant 1997. Il a été rejeté par les dirigeants chinois. «Personne ne peut s'attendre à nous pousser à des concessions par la confrontation», a ajouté M. Zhu. — (AFP)

Le Tribunal des peuples en session à Strasbourg au sujet du Tibet

Le Tribunal permanent des peuples, organe fondé en 1978 par le juriste italien Lelio Basso dans le prolongement du Tribunal Russell sur le Vietnam, s'est réuni lundi 16 novembre à Strasbourg, à propos du Tibet. L'objectif de cette réunion, qui doit s'achever le 20 novembre, est de mettre en lumière la nature de la présence chinoise dans ce pays, depuis l'invasion de 1949-1950 par l'armée nationale populaire et le soulèvement de 1959, qui a abouti à l'exil en Inde du chef de l'Etat, le dalaï-lama, et de plus de cent mille Tibétains.

La présidence de la session est assurée par M. François Rigaux, juriste belge. Font partie du comité d'honneur, outre M^{me} Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, M^{me} Danielle Mitterrand et Simone Vail, et l'écrivain Elsa Wiesel. Doivent être notamment examinés des rapports sur «la question de la légitimité de l'annexion chinoise», sur «la politique chinoise de contrôle des naissances», sur «la situation de l'environnement au Tibet» et «la destruction de la culture et de la religion».

GHANA

Heurts violents entre partisans et adversaires du président Rawlings

Une cinquantaine de personnes ont été grièvement blessées, dimanche 15 novembre, lors d'affrontements entre des partisans du président Jerry Rawlings et leurs adversaires de l'opposition, à Tamale, capitale régionale, située à 420 kilomètres au nord d'Accra. De nombreux incidents ont éclaté depuis la victoire du chef de l'Etat à l'élection présidentielle du 3 novembre. Un dirigeant du Congrès national démocratique (NDC, dirigé par le président) a été grièvement blessé lors d'une agression et cinq attentats à l'explosif ont été signalés.

Ces attentats ont été revendiqués par une organisation baptisée «Parti-ghana», qui combat la dictature de Rawlings. Selon la police, ce groupe, basé à Lagos (Nigeria), serait formé d'anciens militaires exilés. A Accra, les quatre principaux partis de l'opposition ont dénoncé cette vague d'attentats, mais ils ont confirmé leur décision de boycotter les élections législatives du 8 décembre, pour protester contre les «fraudes» qui ont attaché le récent scrutin. — (AFP)

PAKISTAN

Le gouvernement a interdit une manifestation des partisans de M^{me} Bhutto

Le gouvernement de M. Nawaz Sharif a interdit en extrême une marche de Rawalpindi à Islamabad convoquée pour le mercredi 18 novembre par M^{me} Benazir Bhutto. Au moins 4 000 sympathisants du parti de l'ancien premier ministre, le PPP, et de trois formations qui lui sont alliées au sein de l'Alliance démocratique du peuple (PDA) auraient été arrêtés ces derniers jours. De nombreux dirigeants de l'opposition sont entrés dans la clandestinité. Des rumeurs de coup d'Etat militaire circulent mercl dans la capitale pakistanaise, et les cours de la Bourse ont chuté.

M^{me} Bhutto avait lancé cet été une série de manifestations en vue d'obtenir le remplacement de l'Alliance démocratique islamique au pouvoir par un gouvernement de coalition susceptible d'organiser des élections anticipées. Le leader du PPP a été premier ministre de novembre 1988 au 8 août 1990, date à laquelle elle a été destituée par le président de la République, M. Ghulam Ishaq Khan. — (AFP, UPI)

L'affaire du sang contaminé et la perspective de la constitution de la Haute Cour

A l'étranger, la responsabilité pénale des ministres relève de systèmes complexes mais peu efficaces

La question de la responsabilité pénale des ministres doit être résolue en fonction de deux exigences qui peuvent illustrer ces deux propos : « Certaines personnes seraient perpétuellement impliquées dans l'exercice de leurs fonctions, si quelques citoyens pouvaient les accuser à raison de ces mêmes fonctions » (1) et « les ministres sont souvent dénoncés, accusés quelquefois, condamnés rarement, punis presque jamais » (2). Alors que l'on s'interroge en France sur la possibilité de sanctionner réellement des ministres auteurs de crimes ou de délits, les termes de la question n'ont guère changé.

La responsabilité pénale des ministres est liée historiquement à leur responsabilité politique. C'est l'utilisation par les chambres parlementaires (en particulier en Grande-Bretagne) de la mise en jeu de la responsabilité pénale des ministres qui a conduit à développer les mécanismes de la responsabilité politique. Aujourd'hui, les règles de la responsabilité politique sont clairement définies, mais il convient de constater que ces deux types de responsabilité doivent être distingués.

Trois catégories d'Etats

La séparation des pouvoirs nécessite une protection particulière pour les représentants du pouvoir législatif émanant des ministres et pour les membres de l'exécutif. Elle ne peut conduire à leur impunité. Elle n'exige pas, pour autant, l'exclusion de l'autorité judiciaire dans le jugement des crimes et délits commis par les ministres. Toutefois, la volonté politique de mettre fin à l'impunité des ministres ne doit pas conduire à une « simplification abusive », consistant à priver ces derniers de toute protection particulière.

Le droit comparé peut fournir des éléments de réflexion intéressants quant aux possibilités qui s'offrent pour réformer le système français.

L'analyse sommaire des règles de la responsabilité pénale des ministres portera sur deux pays.

Ces Etats peuvent être approchés dans un premier temps, en fonction de la mise en accusation résultant d'une procédure spéciale (le plus souvent parlementaire) et où le jugement appartient également à une juridiction spéciale (Autriche, Danemark, Etats-Unis, Grèce) ; ceux où la mise en accusation résulte d'une procédure spéciale, mais où le jugement appartient aux juridictions ordinaires (Belgique, Espagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse) ; ceux, enfin, où la mise en accusation et le jugement relèvent des procédures et des juridictions ordinaires (Allemagne, Grande-Bretagne).

Etats où la mise en accusation relève d'une procédure spéciale et le jugement d'une juridiction spéciale. — La juridiction spécialement constituée pour juger pénétrant les ministres peut être une juridiction composée de magistrats professionnels. Ainsi, en Grèce, l'article 86 de la Constitution prévoit que le Parlement peut mettre en accusation les membres du gouvernement devant une cour spéciale présidée par le président de la Cour de cassation et composée de douze magistrats tirés au sort par le président de la Chambre des députés parmi les juges de la Cour de cassation et les présidents des cours d'appel.

Cette juridiction peut également adjoindre aux magistrats professionnels des autres jurés. C'est le cas du Danemark. Les articles 59 et 60 de la Constitution prévoient que le roi et le Parlement peuvent intenter une action contre les ministres devant une Haute Cour

de justice composée des membres les plus anciens de la Cour suprême du royaume et d'un nombre égal de membres élus par le Parlement (mais qui peuvent être des parlementaires).

La juridiction compétente pour juger pénétrant les ministres est, cas exceptionnels, en Autriche, la Cour constitutionnelle, qui est saisie par la Chambre basse.

Enfin, cette juridiction peut être, comme en France, une juridiction politique. Le système américain résume, en partie, cette hypothèse. Le Congrès des Etats-Unis détient le pouvoir de destituer tout fonctionnaire fédéral (y compris le président et les ministres) pour trahison, corruption ou autres crimes ou délits contre la chose publique. C'est la procédure de l'impeachment. La Chambre des représentants met le fonctionnaire en accusation et le Sénat peut prononcer sa destitution et l'interdiction de réintégrer à l'avenir toute fonction publique. Mais une sanction pénale ne peut être prononcée que par les juridictions ordinaires.

Etats où la mise en accusation relève d'une procédure spéciale et le jugement d'une juridiction ordinaire. — Dans cette hypothèse, les ministres peuvent ne bénéficier d'aucun privilège de juridiction.

C'est le cas du Portugal. L'article 189 de la Constitution prévoit que, si un ministre est gravement accusé à la suite d'une procédure de droit commun, l'Assemblée de la République décide si le ministre doit être ou non suspendu, afin que cette procédure suive son cours devant la justice ordinaire. L'intervention de l'Assemblée n'est pas nécessaire si la peine encourue est supérieure à trois ans de prison.

Le cas italien est intéressant. Alors que, jusqu'en 1989, le jugement des ministres pour les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions était confié à la Cour constitutionnelle, une réforme est venue modifier l'article 96 de la Constitution. Il est prévu que le président du Conseil et les ministres — même lorsqu'ils ne sont plus en charge — sont soumis pour les délits et crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions à la justice ordinaire, après autorisation du Sénat de la République ou de la Chambre des députés. Le procès est alors traité par le tribunal du chef-lieu de district de la cour d'appel territoriale compétente (3). On notera que cette réforme a été initiée par les conditions dans lesquelles ont été résolues les retombées électorales du scandale Lockheed à la fin des années 70.

Dans d'autres Etats, les ministres sont jugés par des juridictions ordinaires, mais bénéficient d'un privilège de juridiction. Aux Pays-Bas, l'article 119 de la Constitution prévoit que les ministres, comme les parlementaires, peuvent être jugés par la Cour suprême, à l'initiative de la seconde Chambre ou du roi.

En Espagne (article 102 de la Constitution), le système est double. Les ministres sont jugés par la Chambre criminelle du tribunal suprême, saisi par la justice ordinaire pour les crimes et délits traditionnels, mais la mise en accusation résulte d'une initiative du quart des membres du Congrès des députés, et elle doit être approuvée à la majorité de ceux-ci, en cas de haute trahison ou d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

En Belgique, deux textes constitutionnels visent la responsabilité pénale des ministres : l'article 90, inapplicable faute de loi d'application, et l'article 134 (disposition provisoire) qui prévoit que la Chambre des représentants dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour accuser un ministre. La Cour de Cassation est compétente pour

le juger. Elle caractérise le délit (qui relève ou non de la loi pénale) et détermine la peine. Cette procédure vise les actes commis par les ministres ou anciens ministres et relevant de leurs fonctions. Elle est jugée inadaptée ; en effet, malgré quelques tentatives, elle n'a pas reçu d'application depuis 1831.

Enfin, en Suisse, la loi du 14 mars 1958 sur la responsabilité des autorités et fonctionnaires confère aux ministres des compétences. Une autorisation des chambres fédérales est nécessaire pour permettre des poursuites pénales contre les ministres en raison d'actes en rapport avec leurs fonctions. L'autorisation d'accusation précise, en fonction des circonstances, les juridictions ordinaires ou les juridictions fédérales au jugement, ou si c'est le tribunal fédéral qui connaît de l'affaire. Cette procédure a été conduite, en 1989, à l'encontre d'un ministre, Elisabeth Kopp, chef du département de la justice et de la police, accusée d'avoir violé, au profit de son mari, le secret de ses fonctions. Elle a été jugée et condamnée simplement à payer une partie des frais du procès par le tribunal fédéral du 23 février 1990.

Etats où la mise en accusation et le jugement relèvent des procédures et des juridictions ordinaires. — En Grande-Bretagne, les ministres sont soumis aux mêmes règles de droit que les citoyens ordinaires, il n'existe pas de juridictions d'exception. Mais, traditionnellement et exceptionnellement, le Parlement peut juger les ministres en cas de haute trahison ou de crimes graves (procédure proche de celle de l'impeachment américain).

En Allemagne, la responsabilité pénale des ministres relève du droit pénal et non du droit constitutionnel. Les ministres sont soumis aux mêmes règles que les fonctionnaires. Ils sont inamovibles et jugés par les juridictions de droit commun. En cas de condamnation à une peine d'emprisonnement de plus de six mois, ils peuvent se voir interdire l'exercice de fonctions publiques.

Un « filtre » dans neuf cas sur douze

De ce rapide survol, plusieurs constatations peuvent être dégagées :

— En ce qui concerne la procédure de mise en accusation, dans la plupart des cas, un filtre parlementaire est prévu (neuf des douze pays concernés).

— Dans la majorité des situations retenues, les juridictions ordinaires sont compétentes pour juger des crimes et délits commis par les ministres (huit des pays concernés), étant entendu que dans quatre Etats, les ministres bénéficient d'un privilège de juridiction.

— Il n'existe pas, à notre connaissance, de système où la procédure d'accusation relève du droit commun et où des juridictions spéciales sont compétentes pour juger.

— La compétence des Cours constitutionnelles en ce domaine est tout à fait marginale (système abandonné par l'Italie et maintenu en Autriche).

— Quel que soit le système retenu, il semble que la responsabilité pénale des ministres soit rarement mise en jeu.

BERTRAND MATHIEU, professeur à la faculté de droit et de sciences politiques de Dijon.

(1) Le Chapelier, rapport à l'Assemblée du 18 février 1791.
(2) B. Constant, cours de politiques constitutionnelles, T.I.
(3) J.-C. Ecarras, RFCD 1990, p. 165.

La mise en accusation de M. Fabius, de M^{me} Dufoix et de M. Hervé est jugée recevable par le bureau du Sénat

Le bureau du Sénat a jugé recevable, mardi matin 17 novembre, la proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de MM. Laurent Fabius et Edmond Hervé et de M^{me} Georgina Dufoix, dont il était saisi par la majorité de droite. La résolution doit être examinée par une commission spéciale, puis votée en séance publique par les sénateurs, avant de venir devant l'Assemblée nationale.

La majorité sénatoriale RPR-UDF dispose au bureau de seize voix sur vingt-deux, mais on comptait cinq absents lors de l'examen, mardi matin, de la proposition RPR-UDF tendant à la mise en accusation devant la Haute Cour des anciens ministres concernés par l'affaire du sang contaminé. M. Daniel Millaud (Union centriste, Polynésie) et M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort), juges à la Haute Cour, avaient été invités par le président du Sénat, M. René Monory, à ne pas participer, pour cette raison, à la réunion du bureau. Les trois autres absences n'ont pas été justifiées.

« Respecter les étapes de la procédure »

La recevabilité a été acquise par onze voix « pour » (UDF, RPR et PC) sur dix-sept présents. Il y a eu une abstention, celle de M. François Lescat (Rassemblement démocratique, Alsace). Les trois socialistes n'ont pas pris part au vote, non plus que M. Monory, en sa qualité de président, et M. Emmanuel Hamel (RPR, Rhône).

Le règlement du Sénat stipule que la proposition de résolution, lorsqu'elle a été déclarée recevable, est renvoyée à une commission ad hoc, composée de trente membres élus spécialement au scrutin plurinominal à la proportionnelle des groupes, qui conclut à l'adoption ou au rejet. La date de l'élection de cette commission sera fixée mercredi par la conférence des présidents. « Il faut savoir suivre avec patience les étapes de la procédure », déclare M. Monory après la réunion du bureau.

Une fois la proposition de résolution adoptée par la majorité absolue des sénateurs, elle sera transmise à l'Assemblée nationale. Les pouvoirs des deux assemblées sont, dans ce cas précis, égaux : la mise en accusation ne peut être opérée qu'à la suite du vote en termes identiques, par les députés, de la proposition de résolution de mise en accusation. Parallèlement

à cette procédure, la majorité sénatoriale envisage de constituer, dans de brefs délais, une commission d'enquête portant sur la collecte du sang en milieu pénitentiaire.

M. Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis, proche de M. Laurent Fabius, a expliqué, lundi, sur RTL, que « si le texte du Sénat devait rester en l'état », les socialistes ne pourraient pas le voter, car ils refusent de « préconiser trois ministres qui ont fait leur travail ». Pour M. Claude Huriet, sénateur (Union centriste) de Meurthe-et-Moselle, rapporteur de la commission d'enquête sur la transfusion et auteur de la proposition de résolution présentée au Sénat, « si les socialistes bloquent la procédure, l'opinion considérera qu'il s'agit d'un demi-aveu ».

« L'Assemblée nationale se mettrait, dans sa majorité, dans une situation impossible », a affirmé le sénateur, mardi matin, sur RMC. L'intérêt de chacun est que la Haute Cour de justice fasse son travail, après une phase d'instruction. Il lui appartient de lever les doutes sur les responsabilités pénales éventuelles de tel ou tel ministre. M. Huriet a souligné qu'une proposition de résolution tendant à la réunion de la Haute Cour doit comprendre les noms des personnes mises en accusation et mentionner les faits qui leur sont reprochés. « Il est vrai, a-t-il admis, que la saisine de la Haute Cour s'appuie d'abord sur une présomption de culpabilité et non d'innocence ».

M. Madelin (UDF) : « présomption d'innocence »

M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, estime que cette situation pose un problème. « Je pense, comme l'a dit M. Fabius, que le texte que nous devons voter doit refléter la présomption d'innocence des ministres », a-t-il déclaré devant la Haute Cour. « Il est déclaré mardi sur France 2. C'est un principe du droit français. » En revanche, le député d'Ille-et-Vilaine estime qu'en droit pénal, l'on est coupable de ce que l'on fait, mais on est aussi coupable de ce que l'on ne fait pas, et c'est, notamment, la non-assistance à personne en danger » (M. Fabius avait affirmé, le 15 novembre, que « nul n'est coupable que de son fait » et que les deux anciens ministres mis en cause et l'un d'eux n'ont « rien à se reprocher »).

« Le Sénat dit : Ces hommes sont coupables, traduisons-les en Haute Cour », a-t-il déclaré. « Et ce que les derniers stalinistes se trouvaient, aujourd'hui, au Sénat ? » a demandé M. Jack Lang, lundi, au « Club de la presse d'Europe 1 ». Pour le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, la proposition sénatoriale est « inad-

ceptable ». Il a affirmé que M. Fabius « est innocent » et que « son seul délit, c'est d'être un homme de gauche ». Il a souligné que M. François Mitterrand s'était exprimé lors du conseil des ministres, le 4 novembre, « pour dire qu'il considérait comme une ignominie et une infamie la manière dont on traitait les anciens ministres ».

M. Lecanuet (centriste) : « pulsions politiques »

M. Jean Lecanuet, sénateur (Union centriste) de Seine-Maritime, a reconnu, lundi, à Rouen, que la procédure de la Haute Cour « peut obéir à des pulsions politiques ». Il juge souhaitable de « mettre en place une institution judiciaire préservée de préjugés », mais, dans l'immédiat, a-t-il expliqué, la Haute Cour « est la seule voie », car « le besoin d'y voir clair sur la responsabilité ou la culpabilité des hommes politiques est devenu une exigence incontournable ». M. Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, lundi, après avoir été reçu par M. Pierre Bérégovoy, qu'« aussi imparfaite que soit la Haute Cour, il faut y aller et ne pas laisser à l'opinion le sentiment que, pour des raisons juridiques difficiles à comprendre, les responsables politiques (...) échapperaient à la loi ».

M^{me} Georgina Dufoix, délégué général à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, ministre des affaires sociales en 1985, a réaffirmé, lundi, lors d'une conférence de presse, qu'elle ne ressent « pas de culpabilité » au sujet du drame du sang contaminé. Après avoir ajouté qu'elle est, bien entendu, « concernée », elle a expliqué qu'à cette époque, « tous les acteurs de drame, y compris les industriels », ont déclaré, lundi, après avoir été reçu par M. Pierre Bérégovoy, qu'« aussi imparfaite que soit la Haute Cour, il faut y aller et ne pas laisser à l'opinion le sentiment que, pour des raisons juridiques difficiles à comprendre, les responsables politiques (...) échapperaient à la loi ».

L'ancien secrétaire d'Etat à la santé, M. Hervé, a déclaré, dans un entretien publié lundi par Ouest-France, qu'il entend se battre « jusqu'au bout pour défendre la vérité et [son] honneur ». Le maire de Rennes affirme que « l'exploitation politique de ce drame est immonde » et fait état de « certaines rumeurs » sur son compte. « On essaie même de faire croire que j'aurais tenté de me suicider, dit-il. Je mesure la rudesse des coups, mais ils ne m'abatront pas ». M. Hervé ajoute : « J'entends répondre à toutes les accusations dont je suis la cible ».

Lire également page 2 « Loi de Lynch » par Pierre Bergé.

LE VRAI MEXIQUE

Moins connu cet hiver que la Floride : les Caraïbes, le Mexique précolombien...

Un profond dépassement. De vraies découvertes.

Car nous sommes les défenseurs du « voyageur vrai », des vraies sensations, de la vraie découverte (y compris de soi).

Nous rendons directement, sans intermédiaire.

Et vous êtes en contact direct avec une équipe de vrais spécialistes pour le Mexique et le Guatemala.



VOYAGER PLUS VRAI

VOYAGEURS AU MEXIQUE ET AU GUATEMALA FAIT PARTIE DU GROUPE VOYAGEURS DU MONDE.

VOTRE NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____ TÉLÉPHONE _____

CORRESPONDANCE

Une lettre de M^{re} Vergès et Dupond-Moretti

Après la publication de notre article intitulé « Trois délits devant la Haute Cour » dans le Monde daté 15-16 novembre, M^{re} Jacques Vergès et Eric Dupond-Moretti nous ont adressé une lettre dans laquelle ils déclarent notamment :

« Il est faux d'écrire, comme vous le faites, que le chef d'accusation

d'empoisonnement « subit probablement l'un de ses ultimes reflets » et que « les magistrats de l'ordre judiciaire ont déjà eu l'occasion de se prononcer sur ce sujet et notamment sur une plainte pour empoisonnement » déposée par nous-mêmes.

Si le juge saisi, M^{re} Foulon, s'est déclaré en effet incompétent pour rechercher la responsabilité des

ministres, elle a accepté par contre d'ouvrir une instruction pour empoisonnement contre « tous autres », c'est-à-dire leurs éventuels complices.

Comment on peut poursuivre d'un côté des ministres pour des délits et de l'autre leurs complices pour un crime est une autre histoire.

POLITIQUE

L'examen de la réforme de la procédure pénale

La commission des lois du Sénat propose de remplacer l'inculpation par une simple « mise en examen »

Le Sénat a entamé, mardi 17 novembre, l'examen en première lecture du projet de loi portant réforme de la procédure pénale, présenté par M. Michel Vauzelle, ministre de la Justice. Le texte adopté la semaine dernière par la commission des lois s'écartera sensiblement de la version issue des travaux de l'Assemblée nationale. La différence essentielle porte sur la formule de remplacement de l'inculpation, désormais supprimée : la commission des lois s'en tient à la seule phase de la « mise en examen », alors que l'Assemblée entendait prolonger celle-ci par une « ordonnance de notification des charges ».

Déjà malmené à l'Assemblée nationale, le texte initial de M. Vauzelle devient quelque peu méconnaissable après être passé par les fourches caudines de la commission des lois du Sénat. Conservatrice sur certains points mais audacieuse sur d'autres, la

nouvelle mouture issue de ce premier ravaudage sénatorial devrait fournir matière à de belles empoignées avec les députés, et cela d'autant plus que le texte sera soumis à deux lectures, et non pas à une seule, puisque le gouvernement a finalement renoncé à la procédure d'urgence qui avait eu sa faveur dans un premier temps.

La principale innovation du projet gouvernemental consistait à supprimer l'inculpation, formule désuète pour cause de péché étymologique (*in culpa* : dans la faute). Afin de mieux sauvegarder la présomption d'innocence, M. Vauzelle, reprenant une idée de son prédécesseur, M. Michel Sapin, proposait un mécanisme à double détente : la « mise en examen », stade auquel s'ouvrent les droits de la défense, est éventuellement prolongée par une « mise en cause », si le juge d'instruction relève des charges constitutives d'infraction à l'encontre de la personne « examinée ».

Les députés avaient conservé le principe d'une telle gradation dans l'instruction, mais ils s'étaient livrés à une retouche sémantique :

le magistrat instructeur ne prononcerait plus une « mise en cause » mais rendrait une « ordonnance de notification de charges ». La commission des lois du Sénat, elle, a tout simplement supprimé cette deuxième étape au motif qu'elle « ferait inutilement rebondir l'instruction ». Elle préfère s'en tenir à la seule mise en examen. Elle suggère toutefois une nouveauté : une personne « examinée » qui souhaiterait écourter une procédure d'instruction jugée trop longue aurait la possibilité de demander, au bout de six mois, soit le non-lieu, soit le renvoi devant le tribunal.

Le refus d'assouplir la garde à vue

Le statut du parquet est l'autre grand chapitre controversé de ce débat. Hostile à toute forme d'indépendance du ministère public, le garde des sceaux s'était finalement résigné, à l'Assemblée, à admettre que les instructions de la chancellerie seraient désormais « écrites ». La question se posera au Sénat, puisque la commission des lois, non contente de réclamer que de telles instructions soient « écrites et

versées au dossier », pose comme principe que « le parquet exerce librement l'action publique », avec pour seule limite le cas où le garde des sceaux lui « enjoindrait de poursuivre ». Mais, en sens inverse, la chancellerie ne pourrait exiger du parquet qu'il renonce à engager des poursuites.

Pour le reste, la commission des lois du Sénat se prononce résolument en faveur du *statu quo* en refusant nombre d'innovations proposées par le gouvernement et dont l'Assemblée avait admis le principe. Ainsi rejette-t-elle l'introduction de la collégialité dans les décisions de mise en détention provisoire, ainsi que l'assouplissement du régime de la garde à vue. Non seulement elle a rétabli la possibilité de placer un simple témoin en garde à vue, alors que le texte gouvernemental limitait ce recours aux seuls cas de flagrants délits, mais elle a proscriit tout lien entre la personne gardée à vue et son avocat, contribuant de la sorte à vider un peu plus le projet gouvernemental de sa substance.

FRÉDÉRIC BOBIN

La préparation des élections législatives

Alpes-Maritimes : brouille dans la famille UDF

NICE

de notre correspondant régional

Héroïne de la Résistance et authentique vicomtesse, M^{me} Louise Moreau, soixante et onze ans, maire (UDF) de Mandelieu-la-Napoule, est une battante, connue pour son franc-parler. Elle a fort mal pris l'intention de M. Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes, de la déposer de son siège de député de la huitième circonscription des Alpes-Maritimes, qu'elle détient sans interruption depuis 1978. Sans attendre que M. Mouillot se soit officiellement déclaré candidat, elle l'a prévenu, samedi 14 novembre, que « s'il voulait se battre », il trouverait en elle un adversaire « coriace » bien déterminé à lui infliger « une énorme gamelle ».

Maire de Cannes depuis 1989, M. Mouillot, quarante-neuf ans, avait battu, au terme d'une bataille homérique, une autre « vieille dame », M^{me} Anne-Marie Dupuy (RPR), ancien directeur de cabinet de M. Pompidou, alors âgée de soixante-trois ans. De son point de vue, il est normal que le maire de la principale ville de la circonscription — qui représente 75 % de l'électorat — soit également député. Pour qu'il patiente quand on a le vent en poupe et que la prochaine alternance annonce une aube nouvelle pour la droite ? M. Mouillot, baptisé jadis, le « Kennedy de la Côte d'Azur », s'abrite aussi derrière « l'effet Clinton », qui, estime-t-il, « a réveillé chez les Français une envie de renouvellement de la classe politique ». Bref, « si les Cannes le souhaitent », il n'ira pas « contre leur volonté ».

M^{me} Moreau réplique, à la fois

sur le plan de la moralité et sur celui des principes édictés dans la charte de l'Union de l'opposition. Mais que M. Mouillot se méfie, lance-t-elle, « on est toujours le vieux de quelqu'un ». Quant aux règles d'investiture en vigueur dans l'opposition, M. Pierre-André Wiltzer, délégué général des Adhérents directs, est venu les rappeler lui-même à Mandelieu. « La question, a-t-il déclaré, ne se pose même pas. Louise Moreau est un député actif, courageux, présent, efficace. Elle a toujours été fidèle à ses idées. Donc, elle sera candidate avec l'investiture automatique de l'UDF et du RPR. Nous n'accepterons pas qu'un de nos députés se trouve attaqué par une personnalité issue de la même famille. Nous sommes tout à fait en mesure de rendre la monnaie de sa pièce à une formation politique qui se montrait complaisante envers une opération de déstabilisation d'un député en place ».

Quoi qu'il en soit, M^{me} Moreau est prête à en découdre. « Ce sera, dit-elle, le combat de l'expérience contre le look et l'apparence ». Son irritation est d'autant plus vive que M. Mouillot lui avait demandé, en juillet dernier, devant la commission départementale UDF des élections, d'être son suppléant. Entre Cannes et Mandelieu (7 kilomètres), les ponts sont désormais rompus. M. Mouillot n'a pas apprécié les attaques de sa voisine. S'il n'est pas candidat, il ne sera « en aucun cas » le suppléant de cette dame « qui se veut respectée » et qui tient, à son égard, des propos « aussi peu conformes à la courtoisie la plus élémentaire... ».

GUY PORTE

Grâce à l'abstention de l'UPF et du groupe de M. Borloo

Déblocage provisoire au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais

LILLE

de notre correspondant

Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais a adopté, lundi 16 novembre, la motion budgétaire qu'il avait rejetée le 24 octobre dernier (le Monde du 27 octobre). Le premier projet, présenté par la présidente, M^{me} Marie-Christine Blandin (Verts) et par M. Michel Delebarre (PS), premier président chargé des finances, avait été repoussé par les votes réunis du groupe UPF (RPR-UDF), du groupe Oxygène (réuni sous la bannière de M. Borloo, maire sans étiquette de Valenciennes), de Génération Ecologie et du Front national.

La droite faisait ainsi la démonstration

qu'elle n'est pas « indifférente » au dépôt d'une motion officielle sur la tombe de Pétain. M. Jack Lang, ministre de la culture et de l'éducation, a déclaré, lundi 16 novembre, au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'il ne pouvait pas « être indifférent » au dépôt d'une motion officielle sur la tombe de Pétain le 11 novembre « car on ne peut pas oublier l'autre Pétain, (...) celui qui a symbolisé l'oppression, qui a été l'auteur d'une dictature terrible, qui a collaboré avec l'Allemagne nazie ». « Je ne peux pas oublier que cette pratique a été introduite par le général de Gaulle, et perpétuée par d'autres présidents », a-t-il ajouté. Ce n'est pas une raison pour continuer. Je n'oublie pas non plus que François Mitterrand a été un grand résistant et que personne ne peut mettre en doute son patriotisme ».

JEAN-RENÉ LORE

M. Lang n'est pas « indifférent » au dépôt d'une motion officielle sur la tombe de Pétain. M. Jack Lang, ministre de la culture et de l'éducation, a déclaré, lundi 16 novembre, au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'il ne pouvait pas « être indifférent » au dépôt d'une motion officielle sur la tombe de Pétain le 11 novembre « car on ne peut pas oublier l'autre Pétain, (...) celui qui a symbolisé l'oppression, qui a été l'auteur d'une dictature terrible, qui a collaboré avec l'Allemagne nazie ». « Je ne peux pas oublier que cette pratique a été introduite par le général de Gaulle, et perpétuée par d'autres présidents », a-t-il ajouté. Ce n'est pas une raison pour continuer. Je n'oublie pas non plus que François Mitterrand a été un grand résistant et que personne ne peut mettre en doute son patriotisme ».

M. Chirac accuse M. Mitterrand d'être « l'instigateur de la querelle civile permanente ». Dans un entretien accordé au *Figaro* de mardi 17 novembre, M. Jacques Chirac affirme que « les millions d'électeurs de l'opposition n'ont pas été privés de la victoire » aux élections législatives. « S'ils en avaient eu besoin, ajoute le président du RPR, ils rejoindraient. Cela partirait des municipalités, des départements, des régions, des groupes parlementaires. Ce mouvement sera irrésistible ». Ressentant un « rejet impressionnant du socialisme », l'ancien premier ministre remarque que « M. Mitterrand, au fond, est l'inventeur de la querelle civile permanente comme méthode de gouvernement ».

L'Association des citoyens ouvre un cahier de doléances. — L'Association des citoyens a annoncé, samedi 14 novembre, le lancement d'une consultation nationale, sous forme de cahiers de doléances déposés dans près de trente mille boulangeries sur l'ensemble du territoire. Selon son président, M. Jean-François Chantaraud, cet appel doit permettre aux Français qui n'ont pas d'appartenance politique ou syndicale de « s'exprimer sur les problèmes de société ». Les propositions

recueillies seront classées et « transmises au gouvernement et aux partis politiques ».

Association des citoyens, 88 bis, avenue Mazarin, 75014 Paris. Tél. : 48-50-77-77.

Le prix Femmes d'Europe pour la France attribué à M^{me} Michèle Lecomte. — M^{me} Michèle Lecomte, responsable d'actions de formation, notamment pour les femmes de marins, et de développement du milieu maritime, a été désignée, vendredi 13 novembre, lauréate pour la France du prix Femmes d'Europe. La lauréate européenne sera choisie le 27 novembre à Londres, parmi les lauréates des douze pays de la Communauté, auxquelles se sont ajoutées, pour cette sixième édition, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Cette distinction est attribuée par la Commission des Communautés européennes.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

RÉFLEXIONS SUR LES IDENTITÉS

Envoyer 80 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (90 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

Le débat sur le budget de l'industrie et du commerce extérieur

M. Strauss-Kahn défend la « politique de fermeté » de la France dans les négociations du GATT

Les députés ont examiné, mardi 16 novembre, les crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur présentés par MM. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, Bruno Durieux, ministre délégué au Commerce extérieur, et André Billaudon, ministre délégué à l'Éner-

gie. M. Strauss-Kahn a défendu la « politique de fermeté » de la France dans les négociations du GATT, qu'il a jugée « logique et conforme à l'intérêt national ». Faute de majorité pour l'adopter, ce budget de 19,37 milliards de francs, en progression de 3,5 % par rapport à celui pour 1992, a été

révisé. En revanche, le budget du Commerce et de l'Artisanat, d'un montant de 642 millions de francs et défendu par M. Gilbert Baumet, a été adopté par 272 voix contre 285 grâce à l'abstention des communistes. Seuls les socialistes ont voté pour.

Lorsque la perspective de perdre le pouvoir se fait de plus en plus insistante, il est de bonne guerre de tenter d'utiliser les divergences qui peuvent exister chez ses adversaires. Aux prises avec l'hostilité conjuguée de la droite et des communistes, M. Strauss-Kahn s'est donc appliqué, au cours de la discussion de son budget, à souligner les différences d'approche entre les porte-parole de l'opposition qui y avaient mis, il est vrai, un peu du leur. « L'industrie française souffre d'un dirigisme qui n'est pas sorti en 1984 », avait ainsi protesté M. Gilbert Baumet (UDF, Paris), alors que M. Franck Borotra (Yve-

lines), au nom du RPR, s'en prenait au contraire, quelques instants plus tard, au « modèle ultra-libéral de type Thatcherien dont on a vu les résultats ailleurs ». « Attention, monsieur Baumet ! Vous allez vous faire doubler sur votre gauche par M. Borotra », a lancé le ministre.

Après s'être félicité, tout comme M. Durieux, des bons résultats enregistrés par la balance du Commerce extérieur français, M. Strauss-Kahn n'a pas manqué d'aborder la délicate question du GATT. « La France a défendu la position selon laquelle il fallait éviter la guerre commerciale pour le soja, mais se préparer à faire face éventuellement à des rétorsions »,

a-t-il indiqué. Personne n'a pu gagner à une guerre commerciale ; la politique de fermeté que poursuit le gouvernement est à la fois logique et conforme à l'intérêt national ».

« Oui, nous voulons aboutir à un accord, a affirmé le ministre, mais dans l'égalité entre l'agriculture et le reste de la France, qui a accueilli la PAC, n'enlève en aucune manière que les agriculteurs français, qui déjà souffrent de cette réforme, souffrent plus encore. Si la Commission revenait avec un projet d'accord acceptable par nos partenaires, mais qui ne semblerait excéder les contraintes de la nouvelle PAC, alors la France s'opposerait à ce que des conséquences plus lourdes

que celles qui découlent uniquement de la réforme de la PAC s'appliquent aux Français ». « Répondant au député de la PAC ne me paraît acceptable pour l'agriculture française », a conclu M. Strauss-Kahn, laissant entendre que les partenaires européens auraient à prendre à leur charge les conséquences d'un accord.

GILLES PARIS

Vote réservé sur le budget des anciens combattants et sur celui de l'équipement, du logement et des transports. — Faute de majorité, le gouvernement a dû réserver, samedi 14 novembre, le budget du secrétariat d'État aux anciens combattants et victimes de guerre, qui s'élève à 27,5 milliards de francs, soit une progression de 1,5 % par rapport à 1992. Après l'examen des crédits de la mer, d'un montant de 5,9 milliards de francs — soit une baisse de 10 % par rapport à 1992 — le gouvernement a réservé, samedi, l'ensemble du budget de l'équipement, du logement et des transports.

A la tête du FN parisien

M^{me} Lehideux succède à M. Martinez

Au cours de leur dernière réunion hebdomadaire, lundi 16 novembre, les membres du bureau politique du Front national ont entériné la nomination de deux nouveaux secrétaires départementaux du parti : M^{me} Martine Lehideux devient secrétaire de la fédération de Paris et M. Jean Combe prend la tête de la fédération de l'Ardèche.

Député européen, conseiller régional d'Ile-de-France (tête de liste du Front national en mars dernier dans les Yvelines), président du Cercle national des femmes d'Europe dont elle est l'une des fondatrices et membre du comité d'honneur de l'Union nationale pour l'Europe chrétienne (organisation catholique intégriste), M^{me} Lehideux est la nièce de M. François Lehideux, qui fut secrétaire d'État du gouvernement de Vichy. Agée de cinquante-neuf ans, elle siège au bureau politique du parti d'extrême droite, dont elle est membre depuis sa création en 1972. Elle succède à M. Serge Martinez, directeur de l'hebdomadaire *Minute-La France*, qui a démissionné de ses fonctions (le Monde du 15 octobre).

Agriculteur et présent, par le Front national, comme responsable de la coordination rurale de la vallée du Rhône, M. Combe, qui est âgé de quarante-quatre ans, prend la succession de M. Raymond Béraud, conseiller régional de Rhône-Alpes.

La fin de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Les crédits de quatorze ministères ont déjà été adoptés

Après le vote, mardi 16 novembre, des crédits du ministère du Commerce et de l'Artisanat, quatorze budgets ont finalement été adoptés au cours des trois semaines réservées à la discussion des dépenses inscrites dans le projet de loi de finances pour 1993.

La session budgétaire, annoncée, au début de l'automne, comme étant celle de tous les dangers, est en fait apparue jusqu'ici comme une aimable promenade de santé pour le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy.

L'an dernier à la même époque, à l'exception des affaires étrangères, des départements et territoires d'outre-mer, des postes et télécommunications, et de petits budgets tels que ceux des Monnaies et médailles ou de l'imprimerie nationale, le vote de la quasi-totalité des budgets avait dû être réservé, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution. Et en 1990, sous le gouvernement de M. Michel Rocard, une quinzaine de budgets avaient dû également être réservés.

Cette année, onze budgets seulement ont fait l'objet de cette procédure : les affaires sociales et la santé, la justice, le tourisme, l'équipement et les transports, l'agriculture, l'emploi et la formation professionnelle, la défense, la jeunesse et les sports, les anciens combattants, l'industrie et les services directement rattachés au premier ministre.

Mais au-delà des statistiques il

convient surtout de relever les votes de plusieurs budgets importants : l'intérieur, les affaires étrangères ou encore l'éducation nationale. A une exception près, l'adoption du budget des postes et télécommunications grâce à l'abstention des communistes, tous ont été acquis au prix de concessions, plus ou moins importantes, faites au groupe communiste.

L'attitude des communistes

Après de virulentes critiques sur la politique du ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique, les députés communistes se sont ainsi abstenus après l'annonce, par M. Paul Quilès, de la création de deux cents postes d'officiers supplémentaires. Ils ont observé la même attitude lors de l'examen du budget de l'éducation nationale après que M. Jack Lang eut obtenu une majoration de crédits de 34 millions de francs et dérogé cinq cents allocations supplémentaires pour les étudiants qui se destinent aux instituts universitaires de formation des maîtres.

Autre exemple : on a beaucoup apprécié, à l'extrême gauche de l'hémicycle, l'engagement pris par M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'environnement, d'organiser un grand débat national sur l'énergie nucléaire, ou encore l'éventualité, évoquée par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, de voir se prolonger jusqu'à l'été prochain la moratoire sur les essais nucléaires dans l'océan Pacifique.

J.-L. S.

مكتبة

SOCIÉTÉ

• La Monde • Mercredi 18 novembre 1992 9

RELIGIONS

L'épiscopat français s'engage en faveur du nouveau catéchisme

Au cours d'une conférence de presse, lundi 16 novembre à Paris, le cardinal Lustiger, Mgr Duval, président de la conférence des évêques, Mgr Honoré, le seul rédacteur français de ce document, et Mgr Billé, président de la commission de l'enseignement religieux, ont souligné l'engagement de l'épiscopat français en faveur du nouveau catéchisme (le Monde du 13 novembre), qui s'annule pas le catéchisme français pour adultes publié en 1991 par la hiérarchie française. Rappelant que le souhait d'un tel texte de référence universel avait été exprimé par des évêques africains au synode romain de 1985, Mgr Lustiger a déclaré : « L'universalisme réel, c'est le défi que lance aujourd'hui l'Eglise catholique. Nous croyons qu'il y a un langage commun qui s'exprime dans la diversité des cultures. » L'archevêque de Paris fait de ce catéchisme « le fruit du concile Vatican II ». L'un des points de ce document déjà le plus contesté est celui qui touche à la peine de mort.

La peine de mort légitimée

par Henri Tincq

ARCHEVÊQUE de Tours. Mgr Jean Honoré, l'un des sept rédacteurs du « catéchisme universel » de l'Eglise catholique, a confirmé, lundi 16 novembre, que les articles 2268 et 2267 sur la peine de mort avaient été précédés de débats serrés et avaient fait l'objet d'un moins quatre versions successives. La dernière a été signée in extremis par le pape le 11 octobre, au premier jour de son voyage à Saint-Domingue.

La première version qualifiait de « légitime » le châtiment suprême, tout en plaçant la « clémence qui est davantage dans l'esprit de l'Evangile ». Toujours au nom du « bien commun de la société », la deuxième préférait une autre formulation : « On a reconnu aux détenteurs de l'autorité publique le droit et l'obligation de sévir par des peines proportionnées, y compris la peine de mort. » La version finale est moins directe, mais équivaut au « bien-fondé » : « L'enseignement traditionnel de l'Eglise a reconnu le bien-fondé du droit et du devoir de l'autorité publique de sévir par des peines proportionnées à la gravité du délit, sans exclure, dans des cas d'extrême gravité, la peine de mort. »

Qu'au nom du droit de la société à se défendre, l'Eglise catholique n'ait pas banni la peine capitale de son nouveau catéchisme déçoit ou choque plus d'un lecteur. De bonne foi, celui-ci croyait qu'elle avait, depuis longtemps, relégué aux oubliettes la bonne vieille théologie d'un saint Augustin, mise à jour au treizième siècle par saint Thomas d'Aquin, qui écrivait : « Si quelque individu devient un péril pour la société et que son péché soit contagieux pour les autres, il est loisible de le mettre à mort. »

Il n'en est rien. Au Moyen Age, période de troubles et d'insécurité s'il en fut, le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel faisaient cause commune. Qu'il s'agisse de la « guerre juste » ou de la peine de mort, le théologien accordait alors son droit au fait du prince. Mais en 1992, alors

que toutes les enquêtes et recherches prouvent que l'abolition n'a en rien augmenté la criminalité, le maintien par l'Eglise d'une telle référence à la peine de mort paraît incompréhensible.

Cette attitude est contradictoire, d'abord, avec les prises de position de nombreux évêques nationaux. Au Canada, aux Etats-Unis, en France, par la voix de sa commission sociale des 1978 et dans son catéchisme pour adultes de 1991 (1), la hiérarchie catholique s'est prononcée, dans un environnement hostile, en faveur de l'abolition de la peine de mort. Aux Philippines encore, en juillet dernier, elle s'est élevée contre le rétablissement du châtiment suprême.

Le Vatican lui-même a réclamé la grâce de nombreux condamnés à mort, notamment aux Etats-Unis et en France. Après l'assassinat de Buffet et de Bontems, en 1972, l'Osservatore romano manifestait son « instinctive répulsion face à l'atrocité logique de la guillotine » et écrivait au lendemain du procès de Patrick Henry, en 1977 : « Quels que soient les crimes dont il a pu se rendre coupable, l'homme ne perd pas son droit fondamental à la vie. » Sans citer explicitement la peine capitale, le concile Vatican II, en 1965, avait dénoncé « tout ce qui constitue une violation de l'intégrité de la personne humaine ».

L'Eglise aura de plus en plus de peine à expliquer le distinguo subtil qu'elle établit entre sa lutte radicale pour protéger l'embryon et son acceptation, même réservée, à des cas extrêmes, de la peine de mort. Dans le premier cas, celui de l'avortement, elle n'hésite pas à préconiser la résistance aux autorités civiles (article 2273 du catéchisme) ; dans le deuxième, elle s'abrite derrière « le bien-fondé du droit et du devoir de l'autorité publique de sévir... ».

(1) « Beaucoup de pays ont aboli la peine de mort, écrit le catéchisme français. Le chrétien ne peut se réjouir de voir ainsi se développer le sens du respect absolu de la vie. »

JUSTICE

Après l'acquiescement de M^{me} Marie-Josée Garnier

Vers un pourvoi en cassation « dans l'intérêt de la loi »

Après l'acquiescement, le 14 novembre, de M^{me} Marie-Josée Garnier, la « boulangère de Reims » qui avait tué, en 1989, le jeune Ali Rafia, M^{me} Emmanuel Ludot, conseil de la famille du jeune homme, a indiqué, lundi 16 novembre, qu'il avait obtenu du procureur général de la cour d'appel de Reims qu'un pourvoi en cassation, « dans l'intérêt de la loi », soit formé contre l'arrêt de la cour d'assises de la Marne. Cette procédure,

extrêmement rare, a principalement pour but d'éviter que les décisions contestées puissent être utilisées comme référence. Dans la soirée de lundi, de nouveaux incidents ont opposé quelques dizaines de jeunes du quartier du pont de Witry, à Reims, aux CRS, qui ont dû charger à plusieurs reprises. Un autobus a été la cible de jets de pierres et des pneus ont été brûlés dans deux autres secteurs. Après la promesse du maire (RPR),

M. Jean Falala, de se rendre dans le quartier pour répondre aux questions des enfants d'anciens harkis, une trêve de quarante-huit heures a été conclue entre les représentants des jeunes et la police.

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a déclaré, à Europe 1 : « Il y a des décisions de justice que ma conscience intime condamne. »

ces arrêts sans porter un grave préjudice à la filiation des enfants nés dans ces conditions.

« L'acquiescement consacre cette idée qui se répand que finalement, lorsqu'on se trouve en difficulté, il ne faut pas compter sur les institutions mais régler les problèmes soi-même. Les implications sociologiques de cette décision sont mauvaises », explique M. Jean Touzet, procureur général de Reims. Si le pourvoi aboutit, une cassation serait certainement interprétée comme un avertissement aux juridictions criminelles qui, dans l'avenir, seraient tentées de nier certaines évidences. Mais, pour l'heure, la mise en œuvre d'une telle procédure sera accueillie comme une recherche d'apaisement.

MAURICE PEYROT

Une recherche d'apaisement

Ainsi, si une décision est cassée en application de ce texte, l'affaire n'est pas jugée et l'acquiescement conserve toutes ses conséquences pour la personne qui en a bénéficié.

L'article 572 du code de procédure pénale précise, en effet : « Les arrêts d'acquiescement prononcés par la cour d'assises ne peuvent faire l'objet d'un pourvoi que dans le seul intérêt de la loi, sans préjudice à la partie acquiescée. »

S'il peut être demandé par le ministre de la justice, le pourvoi dans l'intérêt de la loi est une prérogative du procureur général de la



Surclassements et week-ends gratuits.

Vous souhaitez louer une voiture pour un week-end ? Europcar vous propose des tarifs très intéressants. Pour vous renseigner ou réserver : (1) 30 43 82 82.

En Allemagne

Mort du « fœtus d'Erlangen »

La nature a fini par résoudre elle-même un épineux problème éthique qui était en train de diviser l'Allemagne : six semaines après l'accident de la route qui lui avait coûté la vie alors qu'elle était enceinte, Marion P., une jeune femme de dix-huit ans maintenue artificiellement en vie pour que la grossesse puisse être menée à son terme, a spontanément avorté dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 novembre à la clinique universitaire d'Erlangen, en Bavière.

En accord avec ses parents, les médecins avaient décidé de maintenir en vie la jeune femme, déclarée cliniquement morte en raison de graves lésions au cerveau, après avoir constaté que l'enfant de quatorze semaines qu'elle portait avait survécu, lui, à l'accident. Ils espéraient ainsi voir si le fœtus pouvait se développer dans le ventre de sa

mère jusqu'à ce qu'il soit jugé viable. Pour des raisons qui n'ont pas encore été scientifiquement éclaircies, et alors que le fœtus s'était jusqu'à développé normalement, une fausse couche s'est produite dimanche soir, et l'appareil qui maintenait Marion en vie a donc été débranché. Les parents ont refusé une autopsie de la mère et du fœtus, et le parquet a renoncé à agir.

Cette affaire avait soulevé de vifs débats dans tout le pays sur les limites de l'éthique médicale, (le Monde du 17 octobre), d'autant plus que les parents de Marion laissaient entendre qu'ils avaient fait l'objet de pressions morales de la part des médecins. Dans un éditorial, mardi, la Süddeutsche Zeitung se félicitait que le mort spontané du « bébé d'Erlangen » ait mis un terme à la « folle de l'échecement des hommes ».

Pour une fois,
vous allez gagner des points
avec votre permis.



POUR VOUS, EUROPACAR A CHOISI RENAULT ET D'AUTRES GRANDES MARQUES

Legislatives
brouille
UDF

conseil régions
Calais

près-demain

REFLEXIONS
SUR LES IDENTITES

SOCIÉTÉ

Présent à Paris

Le témoin numéro un dans l'attentat du DC 10 d'UTA
va être entendu par les enquêteurs français

JUSTICE

Bernard Yanga, considéré comme le principal témoin à charge contre un diplomate libyen dans l'attentat du DC 10 de la compagnie française UTA (170 morts, le 19 septembre 1989 au-dessus du Niger), se trouve à Paris depuis dimanche soir 15 novembre. Il est arrivé par avion en France en provenance de Kinshasa (Zaire), accompagné d'un diplomate français. Son audition par les enquêteurs devra dissiper les zones d'ombre du dossier judiciaire français.

Pivot des accusations portées contre Tripoli par le juge Bruguière, Bernard Yanga s'est enfin décidé à venir en France. Pendant près de trois ans, Yanga l'insaisissable, Yanga l'ubuesque, aura joué à cache-cache avec la justice française. L'homme est pourtant le témoin à charge numéro un qui accuse les Libyens dans l'attentat contre le vol Brazzaville-Paris. L'homme dont le témoignage a, plus que tout, conduit le juge Bruguière à provoquer une crise diplomatique majeure avec Tripoli en lançant, le 30 octobre 1991, des mandats d'arrêt internationaux contre quatre hauts responsables libyens.

Auparavant, Yanga était passé du statut de suspect à celui de témoin. Au cours du premier semestre 1990,

il formula tout d'abord des aveux d'autant plus complets qu'il était interrogé par des militaires congolais employant, affirme-t-il, la manière forte. Oui, confessait Yanga, il avait bien confié une valise piégée à un passager du vol UT 772. Oui, ce bagage explosif lui avait été remis peu avant par un diplomate libyen, M. Abdallah Elazragh, chargé d'affaires à l'ambassade de Brazzaville.

Les enquêteurs français durent cependant attendre la fin du mois de juillet 1990 avant d'entendre, à Brazzaville et en présence d'officiers congolais, le témoin Yanga. Celui-ci confirma alors une partie des aveux extorqués, mais en rétracta une autre. Nouveau rebondissement en janvier 1992, quand Yanga faussa compagnie à ses geôliers congolais, sans toutefois quitter l'Afrique. Jus- qu'à ce dimanche 15 novembre où le témoin ex-suspect - mais jamais inculpé - se décida enfin à franchir le pas.

Affublant le passager Yanga d'un malicieux faux nom - « Désiré », - les autorités françaises l'ont accompagné dans son voyage aérien vers Paris. Car il est clair que l'arrivée de Yanga constitue un événement heureux pour les personnes chargées, depuis plus de trois ans, d'enquêter sur cet attentat meurtrier. Seul protagoniste entendu par la justice française, le Congolais pourra s'exprimer librement qu'en Afrique et en zones d'ombre, il a eu à voir avec celui qui a remis la valise piégée à

son complice, Apollinaire Mangatany, membre, comme lui, d'un groupuscule zaïro-zaïro-africain et prolifère, sans inculpation, pour association de malfaiteurs, par exemple.

Des méthodes
plus classiques

L'enquête semble en tout cas revenue à des méthodes plus classiques, pour tout dire moins médiatiques, malgré la déplorable impression laissée par la récente cybisme mée de M. Bruguière en Libye (le Monde du 30 octobre). Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait alors dû préciser que le juge français lui-même avait demandé à être transporté à bord de l'avisio militaire Commandant-de-Popodon, armé de touilles et de missiles Exocet. Sans que personne, ni au gouvernement ni à l'Elysée, ait d'ailleurs songé à dire non à un tel usage de la force militaire. Movamar Kadhaïf avait refusé de voir accoster un navire de guerre et proposé de transporter le juge sur son bateau personnel. Après de longues négociations infructueuses, l'avisio et ses enquêteurs durent faire machine arrière.

Sans doute le moyen de transport retenu n'était-il pas le plus opportun. L'embargo aérien décidé par l'ONU, fin mars 1992, contre une Libye mise en cause par la communauté internationale dans les attentats du DC 10 d'UTA et de Lockerbie, rendait difficile un voyage en

avion. Mais la voie terrestre par la Tunisie était ouverte à un convoi diplomatique d'éléments protégés par des hommes armés et circulant à bord de voitures blindées. A diverses reprises les semaines précédentes, des policiers de la DST avaient d'ailleurs emprunté ces routes pour rencontrer leurs correspondants des services libyens.

«Poker
menteur»

L'équipée indiquait cependant que les développements du dossier judiciaire instruit en Libye par un haut magistrat de Tripoli, M. Mohamed Mursi, méritaient le détour. Depuis plus d'un an, celui-ci demandait à rencontrer un juge Bruguière fort peu désireux de se prêter à ce qu'il considérait comme une mascarade judiciaire. Aussi le récent revirement du magistrat parisien prend-il tout son sens : à trois reprises au cours des derniers mois deux fois à Genève, en septembre, et l'après-midi du 9 octobre, au cabinet parisien du juge - M. Bruguière et Mursi se sont rencontrés dans le plus grand secret.

Les preuves judiciaires font en effet défaut, dans le dossier français, pour désigner les commanditaires de l'attentat. Certes, plusieurs indices vont dans le sens d'une mise en cause de Libyens, qu'ils soient de Brazzaville ou de Tripoli. Le juge Bruguière et les enquêteurs ont ainsi pu entendre, au Canada, un réfugié

africain qui a raconté comment, en août 1987, il avait été approché par les services libyens en vue de commettre un attentat contre un autre DC 10 d'UTA. En outre, le minuteur du système explosif a commencé de « parler » à partir d'avril 1992 : les services américains ont soumis un morceau de ce timer à des examens scientifiques. Il s'agit d'un instrument made in Taiwan, provenant d'une série fabriquée à cent mille exemplaires ; un lot de vingt mille a ensuite été acheté par une firme allemande ; et une centaine d'entre eux ont été acquis par des Libyens, qui les ont légèrement modifiés. Il reviendra toutefois aux laboratoires scientifiques français de démontrer si le minuteur utilisé pour l'explosion du vol UT 772 provenait de cette dernière série à signature libyenne.

Le bluff judiciaire consistant à lancer des mandats d'arrêt internationaux, fin octobre 1991, contre quatre responsables libyens - dont le beau-frère du colonel Kadhaïf, M. Abdallah Senoussi, alors numéro deux des services de renseignement, et M. Moussa Koussa, vice-ministre des affaires étrangères - paraît aujourd'hui avoir fait long feu. Seuls les deux autres, Ibrahim Naeli, membre des services secrets et présent au Congo peu avant l'attentat, et Abdallah Elazragh, conseiller au bureau populaire de Brazzaville, ont en effet été mis en cause par le témoignage de Bernard Yanga. Du moins le « poker menteur » aura-t-il peut-être

poussé la Libye, sentant le piège diplomatique-judiciaire se refermer sur elle, à coopérer.

Dernièrement, les services libyens ont ainsi mis deux valises piégées sous les yeux de leurs homologues de la DST. L'une d'elles ressemblait fort au modèle de Samsonte à roulettes qui explosa à bord du Brazzaville-Paris. Coup de théâtre ou pouce aux yeux ? Les policiers français, qui l'ont manipulée en Libye, ont rapporté des photographies au juge Bruguière. Mais il faudra encore procéder à des analyses techniques des composants et du système de mise à feu. Et il semblerait utile de rencontrer les propriétaires de la valise, qui, présentés par Tripoli comme des opposants au régime arrêté par sa police, sont aux mains de la justice libyenne.

Peut-être s'agit-il simplement, pour Movamar Kadhaïf, de se dédouaner en mettant en cause certains de ses opposants ? La logique judiciaire impose en tout cas de le vérifier, tant domine toujours, du côté des services de police chargés de l'enquête, l'impression d'un dossier encore insuffisamment solide et étié. A moins que Bernard Yanga n'offre enfin la carte qui emportera la conviction à propos d'un attentat qui fit, personne ne l'oublie, cent soixante-dix victimes.

ERICH INCYAN

Les largesses
de Pierre Botton

Suite de la première page

Affirmant que « toute insinuation sur des cadeaux ou largesses » dont elle aurait « bénéficié de la part de Pierre Botton » est « pure calomnie », elle précise avoir rencontré ce dernier « en quelques reprises à Paris et au cours d'un déplacement à Marseille [qu'elle a effectué en sa compagnie] ».

Alors même que les médias se sont fait fort de revendiquer leur liberté d'investigation dans les récentes affaires politico-financières, voici donc la profession de journaliste sur la sellette au détour de la banqueroute de l'un de ces personnages emblématiques des années 80, aimant tout à la fois l'argent et la politique, glorieux et fastueux, généreux et ambitieux. Mais sur quelles bases ? A partir de quelles preuves ?

Pour en avoir le cœur net, le Monde est retourné à la source c'est-à-dire le dossier qui est à l'origine de cette rumeur médiatique. A sa lecture, la rumeur est à la fois démentie et confirmée : certains journalistes mentionnés semblent compromis à leur insu par M. Botton, tandis que d'autres paraissent avoir bénéficié en connaissance de cause de sa générosité.

Il s'agit d'un dossier fiscal, ouvert en mars 1990 et clos en juillet 1992, dont les découvertes sont en partie à l'origine de l'enquête préliminaire.

Le dossier Touvier
sera examiné
par la Cour de cassation
les 26 et 27 novembre

La Cour de cassation examinera, les 26 et 27 novembre, le dossier de l'ancien chef milicien Paul Touvier. Il reviendra à la chambre criminelle de la Cour de cassation d'étudier en droit les différents moyens juridiques soulevés contre l'arrêt de non-lieu général rendu le 13 avril par la chambre d'accusation de Paris.

Cet arrêt avait provoqué une très large indignation en France, au point que le président de la République avait exprimé sa « surprise » et que le premier ministre avait déclaré devant l'Assemblée nationale : « La France se sent meurtrie, et je comprends l'indignation qui s'est parvenue exprimée ». Après l'arrêt de non-lieu rendu au bénéfice de Touvier, inculpé de crimes contre l'humanité, le procureur général, M. Pierre Truche, avait aussitôt formé un pourvoi, bientôt suivi par toutes les parties civiles.

menée par le parquet de Lyon sur les sociétés de M. Botton, qui vient de déboucher sur l'ouverture d'une information judiciaire. Parti d'une vérification de comptabilité de la société Vivien, à l'origine du Groupe Pierre Botton et dont celui-ci avait hérité de ses parents, ce contrôle fiscal mis en évidence, dès décembre 1990, des pratiques d'abus de bien social qui, mystérieusement, ne furent pas immédiatement dénoncées à la justice.

Or, au centre de ces pratiques déviées par les agents du fisc se trouve la comptabilisation dans les charges et frais généraux de cette entreprise d'agencement de pharmacies - autrement dit d'installation de magasins, - de « frais importants de voyages, réceptions et cadeaux » bénéficiant « à des personnes physiques n'ayant pas de lien direct avec l'entreprise ». La surprise de ce dossier est que c'est M. Botton lui-même qui, dans sa réponse de mars 1991 au redressement fiscal notifié en décembre 1990, revendique « la réalité et l'utilité des liens de [son] entreprise avec un certain nombre de personnalités nommément désignées, telles que MM. Patrick Poivre d'Arvor, Michel Noir et François-Henri de Virieu ».

Un redressement fiscal
en décembre 1990

Le 24 décembre 1990 donc, M. Moiroud, inspecteur central à la 14^e brigade du Service des vérifications générales de la direction générale des impôts de Lyon, notifie à la société Vivien des redressements de 1 100 989 francs sur l'exercice clos au 30 juin 1987, de 1 158 776 francs sur celui clos au 30 juin 1988 et de 2 083 737 francs sur celui clos au 30 juin 1989. Outre les frais de voyages, réception et cadeaux déjà signalés, elle rejette des dépenses concernant des voyages à l'étranger (Brésil, États-Unis, Turquie, etc.), parce que sans « liens avec des affaires traitées par la SA Vivien », d'autres liées aux locations durant l'été de coûteuses villas à Ramatuelle et Saint-Tropez agrémentées « de yachts ou de bateaux de plaisance à voile ou à moteur », d'autres encore concernant des loyers d'appartements situés à Paris alors que la société, dont le siège social est dans la banlieue lyonnaise, réalise l'essentiel de ses affaires dans le sud-est de la France, d'autres enfin pour un « plan d'insertion » en 1988 dans l'habitat Lyon, le journal électoral de M. Michel Noir, alors simplement député du Rhône. Au passage, les

agents des impôts remarquant que le montant déclaré - 515 000 francs - est « manifestement exagéré » puis- que correspondant à deux encarts publicitaires d'une page chacun dont la valeur ressort en moyenne à 20 000 francs.

En annexe de cette notification de redressement figure un relevé de douze pages, sous forme de liste sans commentaire, des « frais divers » dont le fisc discute le bien-fondé par rapport à l'objet social de la société de M. Botton. C'est à partir de ce document qu'apparaissent pour la première fois des noms de journalistes. Face aux colonnes de chiffres - où d'importantes factures de transport, de location ou d'hôtel voisinent avec des dépenses parfois dérisoires de restaurant ou de fleuriste - on relève vingt-deux fois le nom de M. Poivre d'Arvor, dix fois celui de M. Yves Mourouit, aujourd'hui directeur des programmes à RMC après son départ de la télévision, trois fois celui de M. Michel Colombi, rédacteur-en-chef du Point chargé de l'étranger, et une fois celui de M. François-Henri de Virieu, animateur de « L'heure de vérité » sur France 2, ainsi que, pour une seule mention également, celui de son fils Etienne. Ces noms coïncident ceux de M. Noir, du chanteur Jean-Luc Lahaye et de M^{me} Jacqueline Giscard d'Estaing, fille de l'ancien président de la République.

Pour les impôts, il s'agit là simplement de « cadeaux » personnels - invitations et voyages - que l'activité pourrait expliquer mais qui ne sauraient être justifiés dans les comptes de la société Vivien. Or, loin de se ranger à cette argumentation, M. Botton va affirmer au contraire que cette politique de relations publiques était nécessaire à la bonne marche de ses affaires, n'hésitant pas à « annexer » ses amis journalistes ainsi que son beau-père dans la promotion de son entreprise. Constatant le redressement, le 11 mars 1991, dans un long plaidoyer, il affirme que « ces contacts et relations étaient indispensables à l'entreprise pour se positionner sur le créneau particulier qu'elle avait choisi ».

«Un service
non facturable»

Se présentant comme « la Rolls de la pharmacie », Vivien proposait à ses clients « le luxe, un produit cher, rare, personnalisé et unique » qui, incluant, selon M. Botton, la rencontre de « célébrités du Tout-Paris », facilitée par « une personnalisation à l'extrême de tous les contacts commerciaux, la seule force de vente étant représentée par Pierre Botton lui-même ».

Mettant les points sur les « i », cette réponse à l'administration fiscale, transmise par M. Marc Bathier, alors PDG de Vivien et aujourd'hui inculpé et incarcéré, résume ainsi cette démarche commerciale : « La mise en place auprès des personnalités du Tout-Paris, et surtout auprès de celles les plus en vue, de relations

privées permettaient ainsi à notre société de demander un service non facturable et non facturé obtenu seulement en raison des relations personnelles établies par Pierre Botton. » Concrètement, ce plaidoyer se traduit par des commentaires plutôt surprenants sur certaines des factures litigieuses.

A propos d'une facture Aeroperformance de 27 000 francs de 1986 : « Concernant Michel Noir, qui participait à la notoriété de la société Vivien en acceptant de déjeuner et de dîner en présence de pharmaciens. » A propos d'une facture d'hôtel de 2 317 francs de mai 1988 : « Relative à Patrick Poivre d'Arvor. On observera que le coût de la participation de M. Patrick Poivre d'Arvor pour cette journée demeure inférieur à 5 000 francs. Comme les attestations [de pharmaciens] établies, M. Patrick Poivre d'Arvor a déjeuné au cours des exercices contrôlés avec au moins une dizaine de pharmaciens. Les rapports qualité/prix/rendement ont été excellents, surtout compte tenu de la notoriété de Patrick Poivre d'Arvor qui est dans les quinze personnes françaises les plus appréciées. »

A propos d'une facture de 1 058 francs de novembre 1987 : « Concernant M. Yves Mourouit qui a fait passer M. Cassie, président de l'Ordre national des pharmaciens à son émission. » A propos d'une facture de 1 073 francs de janvier 1988 : « Concernant François-Henri de Virieu qui avait accepté d'être présent en tant que signature du marché de [suit le nom d'un pharmacien]. »

Une facture Air France de 9 670 francs a droit à ce commentaire lapidaire : « Patrick Poivre d'Arvor. Services rendus dans cadre de prestations fournies dans l'année 1988. » Des remarques similaires agrémentent des factures d'avion de 21 400 francs (août 1988) - « déplacement Patrick Poivre d'Arvor en compagnie de M. Marzin, président du Syndicat des pharmaciens » - de 12 400 francs (novembre 1988) - « déplacement de Patrick Poivre d'Arvor en Suisse afin de rendre visite à la pharmacie Villereuse » - de 20 622 francs (février 1989) - « déplacement de Patrick Poivre d'Arvor aux Antilles pour la visite de la pharmacie Pelti » - de 7 483 francs (avril 1989) - « Concernant Patrick Poivre d'Arvor pendant le Festival de Cannes ».

Dans cette énumération, on trouve aussi une facture de 60 432 francs pour un voyage à Los Angeles et Las Vegas de M. Botton et Noir en décembre 1987 - M. Noir est alors ministre du commerce extérieur - ainsi commentée : « Le style des établissements Vivien étant beaucoup de miroirs et de lumière était inspiré par ces voyages aux États-Unis (...). Ce voyage est à imputer à la pharmacie du Polygone [de Montpellier]. » Une autre facture de 45 000 francs, de novembre 1988, est présentée comme un « déplacement de Marseille à Paris concernant Anne Sinclair, Jean Leval et [suit le nom d'un pharmacien]. »

Une dernière enfin, de 50 000 francs en juillet 1988, correspond à un voyage à Istanbul auquel participaient « des journalistes lyonnais ainsi que Michel Noir ».

«On parlait en vacances
et il payait»

Autrement dit, c'est M. Botton lui-même qui, afin d'échapper à un redressement fiscal apparemment inéluctable, n'a pas hésité à compromettre ses amis et relations, notamment médiatiques. Aussi n'y a-t-il aucune raison de le croire sur parole. Anne Sinclair, par exemple, dont le nom n'est cité qu'une fois, ne se souvient pas de ce voyage Marseille-Paris mais n'exclut pas d'avoir accepté un jour de monter à bord de l'avion de l'homme d'affaires, sans savoir pour autant qu'il imputerait cette dépense à son nom.

« Botton fait des listes de noms, nous a-t-elle déclaré. Le fait qu'il les prononce suffit à les salir et permet l'amalgame avec d'autres qui ont bénéficié d'avantages. » Pour sa part, Patrick Poivre d'Arvor tombe des nues à l'évocation de ses prétendues rencontres avec des pharmaciens. Il s'en tient à une explication de ses nombreux voyages par l'amitié généreuse de l'homme d'affaires : « Que Botton, nous a-t-il déclaré, ait fait une utilisation de ses amis, c'est possible. Il est en toute. Je ne présume pas de sa culpabilité. Mais je n'ai jamais touché de sa part un centime. » A aucun moment, il n'y a eu de ma part contrepartie à l'invitation. Je crois n'avoir jamais eu Michel Noir physiquement sur mon plateau. On parlait en vacances et Botton payait, c'est tout et cela lui était facile. »

Même plaidoyer amical chez François-Henri de Virieu, qui a connu M. Botton il y a une dizaine d'années, et chez Michel Colombi,

qui reconnaît avoir dans le passé fait des « media-trainings » pour Michel Noir dans une société, aujourd'hui disparue, Video 3, dont il était l'un des actionnaires. Le premier précise qu'il ne s'agissait « que d'initiations à caractère personnel », ajoutant : « C'est un ami, je ne le remets pas. Je ne le lâcherai pas. Et je ne lâcherai pas sa femme. » Le second renchérit : « Pierre est un ami que j'ai connu à travers Michel Noir. C'est une relation avec un entrepreneur qui a de l'argent et qui invite ses amis. Je lui garde mon amitié qu'il soit coupable ou innocent. »

Malgré plusieurs tentatives, lundi soir et mardi matin, nous n'avons pu obtenir de réaction de la part de M. Noir. Mardi, en fin de matinée, M. Bernard Billères, directeur de la communication du maire de Lyon, se bornait à nous indiquer que « M. Noir ne fera aucun commentaire sur cette affaire » et nous précisait que le redressement fiscal auquel avait été soumis Pierre Botton avait été « accepté ».

Est-il utile de préciser, en effet, que l'administration fiscale n'a pas fait droit à l'argumentation de M. Botton ? Après plusieurs va-et-vient entre Vivien et les impôts, le litige a été porté, le 16 juin dernier, devant la commission départementale des impôts directs qui a maintenu le redressement initial, à quelques détails près. Trois jours plus tard, le 19 juin, après une vive tension entre le parquet de Lyon et l'administration des impôts, le dossier fiscal a été transmis à la justice qui y a vu, selon un rapport de synthèse policier d'octobre, « la révélation de faits pouvant être constitutifs d'abus de biens sociaux ».

EDWY PLENEL

Effet boomerang

par Edwy Plenel

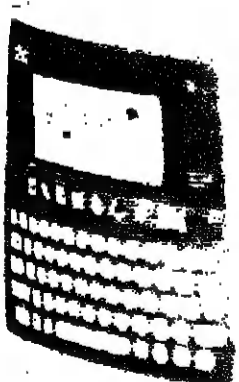
CES derniers temps, la justice - et les médias - s'immiscent à juste titre aux élus dont des déplacements ou des notes d'hôtel ont été payés par des bureaux d'études grâce aux fonds récoltés auprès d'entreprises. Dans le passé, les relations d'amitié de responsables ministériels ou de membres de cabinets avec des hommes d'argent ont nourri le nécessaire débat sur l'éthique du service public, à l'occasion d'affaires boursières ou de scandales financiers.

Les journalistes ne sont certes pas des élus de la nation. Mais leur pouvoir, surtout quand il s'accompagne d'une grande notoriété, les loge parfois à même enseigne auprès de l'opinion. Or comment ne pas souligner la similitude des questions déontologiques soulevées par la revendication, non dénuée d'arrière-pensées, de ses fréquentations médiatiques de par

M. Pierre Botton ? Le refus légitime d'un absolutisme moralisant qui, en édictant le bien et le mal, voudrait entraîner politiques et journalistes dans un même bain purificateur, n'empêche pas de s'interroger sur l'impact de cet effet boomerang sur le crédit d'une profession.

Un journaliste a évidemment le droit d'avoir des amis, hommes d'affaires compris. Mais quand, entre un homme politique - ce que fut M. Botton auprès de M. Noir - et un journaliste, l'argent se glisse, fût-ce sous forme de cadeaux, les repères se brouillent. Mais ne faut-il pas aller au-delà ? Et en revenir à ce qu'écrivait Pierre Viennet-Ponté en 1970 en préface à son Histoire de la République gaullienne à propos du métier de journaliste : « Connu de tous, familier de beaucoup, il ne peut, il ne doit être l'ami d'aucun. »

SEES 3 ME COU
ES VOUS AVE
CULOUTROCE,
L'AMOR POU



طريقه امنه لادوية

Publiée dans la revue « 50 millions de consommateurs »

Réagissant à la publication dans le mensuel 50 millions d'un article de France des services d'urgences dans les hôpitaux publics « éviter et/ou « fermer », l'Assistance publique à Paris a annoncé, lundi 16 novembre, que cinq sites d'hôpitaux pour les urgences (Bouicaud, Laënnec, Saint-Louis, Ambroise-Paré et Tenon) allaient être « profondément réstructurés ou améliorés ».

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et l'action humanitaire, a pour sa part affirmé que cette publication était une bonne occasion de prendre le « par les cornes ».

M. Gérard Vincent, directeur des hôpitaux, nous a par ailleurs « qu'il était « hors de question d'évaluer cette liste ».

Le nombre de décès en France les 30 millions de consommateurs pointe sur le fait que la France les quelques centaines de services hospitaliers du pays « et/ou fermer » sur les cinq existants. Elaborée, selon le mensuel, « un recensement de trois nombreux éléments », parmi lesquels d'une part, « les métiers officiels » « motogation » d'une circulation le 14 mai 1991 et, d'autre part, « au regard des expériences quotidiennes sur le terrain de spécialistes de la médecine d'urgence », ces lois de la France « urgences en France » l'apparence d'un « humain » n'est pas une grande rigueur, il semble à nouveau un dossier peut bien compris du

Le schéma tel qu'il est publié préfigure-t-il la restructuration d'urgence préconisée par le rapport ?

du professeur Adolphe Steg (*le Monde* du 12 avril 1989)? Fait-il partie du prochain «rapport Steg» qui devrait être remis au ministre de la Santé par la commission nationale de l'évaluation des urgences (*le Monde* du 2 octobre 1991), à la fin du premier trimestre 1993? D'une part, *ce n'est pas la vocation de la commission de dresser un tel inventaire*, réplique M. Gérard Vincent, directeur des hôpitaux, qui ajoute qu'*«il est hors de question d'établir cette liste»*.

M. Vincent remarque en effet certaines « contre-vérités » dans le compte rendu de 50 millions de consommations. Par exemple, cinq hôpitaux cités pour fermeture (Broca, Broussais, Bertonneau, Claude-Bernard, Vaugrand) ont déjà fermé leurs services d'urgence. L'Assistance publique a même assuré que, sur les dix-sept sites des urgences déclarés « à ériger et/ou à fermer », la revue, « n'existent qu'au plus ».

Dans l'Aube, il n'y a pas sur que les urgences de l'hôpital de Troyes, seules « parquées », suffisent à assurer la prise en charge des malades aigus de tout le département.

La publication sert tout à la fois à défendre la même la cause des professionnels du SAMU. L'opinion confond tout souvent proximités et sécurité explique M. Vincent. Le professeur. Christian Barrière, chef du service de réanimation de l'hôpital Necker, directrice du SAMU de Paris, membre de la commission nationale de restructuration des urgences, confie, pour sa part, que « globalement » elle est « tout à fait d'accord » avec la façon dont le problème est abordé. Mais « la vraie question, dit-elle, c'est celle de la définition de l'hôpital. Est-ce un lieu où l'on soigne les gens ou le volant de la circulation du chômage ? »

Le regroupement régional et la liste des fermièrres, conçue à par-

tirer les directeurs demandés par la direction des hôpitaux de Paris, les préfets départementaux des affaires sanitaires et sociales (DASS), les préfets volontaires, et finalement celle des lieux locaux. « On ne peut pas envoyer à M. Vincent, et on affectera celui des petits hôpitaux au service du secteur des personnes âgées dépendantes ». Le ministre de la santé précisa de son côté que le ministère enverra les femmes environ cent cinquante services.

« où il y a », dit-il. Le rapport du professeur se révélait, en 1989, que chaque année en France six millions de personnes sont prises en charge dans les hôpitaux publics et qu'environ un million d'urgences extrêmes.

L. F.
 ► Sur ce sujet, on pourra se reporter avec le plus grand intérêt à l'ouvrage *L'Hôpital en urgence*, de Jean Penaff (Ed. Métailié).

■ Des familles africaines
L'émile-Brévannes — de causer
sur nouveau... Les trente-six
africaines schémées
L'émile-Brévannes (Val-de-Marne)
— la construction du centre sur
abords du château de Vincennes (*le*
Monde du 11 novembre), ont
décidé, mardi 16 novembre au soir,
de camper à l'intérieur du
bâtiment l'hôpital Emile-Roux,
qui leur est réservé. Elles protestent
ainsi contre les destins
l'aménagement des lieux où
se trouvent les Soeurs africaines
du Val-de-Marne, sur cent
trente places d'hébergement.
L'hôpital de L'émile-Brévannes,
seule une vingtaine restent à aménager, les travaux s'être ache-
vés il y a fin de la

M^{me} Georgina Dufoix lance la Semaine de prévention de la toxicomanie

Ouvrant la Semaine de prévention de la toxicomanie, une campagne à l'échelle européenne, M^{me} Georgina Dufloix, déléguée interministérielle à la lutte contre la drogue, a annoncé, lundi 16 novembre, que neuf émissions radiophoniques enregistrées auprès d'experts toxicomanes seront diffusées, du 16 au 22 novembre, sur les ondes de plusieurs radios de la bande FM dont NRJ et RFM.

« La bataille [] la drogue, nous allons la gagner sur l'offre », a soutenu M^{me} Dufoix. Presque tous les jeunes se verront proposer à un moment donné de leur vie un produit qui modifie l'état de conscience. [] qui terminent tous par l'annonce du numéro de téléphone « Drogues info-service » (05-23-13-13, appel anonyme et gratuit) [] destinés à créer des [] fasci-
[] drogue chez les adoles-
[] Ils témoignent de la ga-
[] engendrée par la dépen-

Mme Dufrenoy a présenté le calendrier des manifestations organisées en France à l'occasion du centenaire.

NUCLÉAIRE

Un important défaut découvert sur le réacteur Phénix

Un important défaut d'une longueur de 35 centimètres a été mis en évidence sur une tuyauterie d'un des vides d'écoulement alimentant les générateurs de vapeur du réacteur surrégénérateur Phénix, installé à Marcoule (Gard). Cette découverte, selon Klugevic, le service d'informations nucléaires sur Minéral, a été faite à l'occasion d'une série de contrôles par ultrasons menés sur les soudures des canalisations de cette installation. Les contrôles effectués à l'issue de ces opérations sont restés à puissance quasi nulle.

Les **plaques**, qui résistent de telles brèches en raison des feux de sodium qu'elles pourraient provoquer, estiment que ce défaut serait dû à un phénomène de **fatigue** thermique des **aciers** lié aux **variations** de température **du** **fluide** de sodium liquide qui traversent l'installation.

Cette partie du réacteur a été rendue hors service en attendant une analyse plus détaillée. Les plus autres circuits secondaires du réacteur ne comportent pas de sodium dans cette zone. Toutefois, la présence de ce sodium risque de maintenir encore le redémarrage du réacteur à 230 mégawatts que l'exploitant voulait utiliser notamment pour des tests d'inclusion de câbles nucléaires.

M. René Rouquet, député (PS) du Val-de-Marne et maire d'Alfortville, a présenté, lundi 14 novembre, le plan d'implémentation d'un Grand Stade dans sa ville. M. Rouquet a justifié sa candidature tardive, mais que le premier ministre doit trancher avant la fin novembre, par la nécessité de mener le projet de Sénat, en partant d'un état de la région parisienne en opposition à l'avis d'un autre de la « petite couronne », à l'Assemblée de Paris.

Le Monde, supplément « Heures locales », (14-15-16 novembre).

A Alfortville, la Grand Paris prendrait place sur un terrain disponible de 33 hectares, propriété de la Gaz de France, qui est prêt à le céder pour 130 millions de francs, bordé par l'autoroute A 86, le boulevard de la TGV et où la future ligne D du RER. M. Bouquet a estimé « à moins de 1 milliard et demi francs » le coût de ce projet qui n'est pour le moment qu'une esquisse, sans précision sur le montage financier pour l'investissement ni sur ses modalités de fonctionnement.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS
Le Monde et SPECTACLES

Semaine européenne de la prévention. Les 17 et 18 novembre, la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) devait inviter à Paris les représentants de plusieurs mutualités d'Europe à prendre connaissance de l'expérience française des comités d'environnement **école** (CEE) mis en place au sein des établissements scolaires.

Les 18 et 19 novembre, au Centre de documents pédagogiques d'Amiens, des ~~seminaires~~ réuniront des pharmaciens. Le 17 novembre, la deuxième rencontre « Toxicoma-

Enfin, le 11 novembre, un collo-

sur la prévention des toxicomanies chez les personnes originaires d'outre-mer avec lieu au ministère des Affaires indiennes et de l'intégration.

COSTUMES • VESTES • PANTALONS • CHEMISES • CRAVATES

CHARLES LE GOLF



Liquidation totale

pour terminer et pour dupliquer professionnelle

Jusqu'à **-51%**

CHARLES LE GOLF

- 30 rue de Berri, Paris 8 • 9 place Saint-Augustin, Paris 1 •
- 20 av. des Ternes, Paris 17 • 120 av. Victor Hugo, Paris 16 •
- 171 bd St-Germain, Paris 6

COSTUMES • VESTES • PANTALONS • CHEMISES • CRAVATES

**ÉLISABETH I^{re}
D'ANGLETERRE**

Michel Duchein

Fayard

Le remarquable livre de Michel Duchesne... Cette biographie exhaustive et nuancée nous réconcilie avec la fille d'Henri VIII et d'Anne Boleyn. Bruno de Cescole, *madame Figaro*

Une biographie d'homme élisabéthain au meilleur sens du *par adj.* Emmanuel Le Roy Ladurie, *L'Express*

Il fallait toute l'habileté de l'historien et une véritable maîtrise d'un grand public pour réussir, à travers Elisabeth, la richesse de ce temps et de ce lieu. Héroïne d'une œuvre qui montre de cruauté et de la mort de Marie Stuart ? Michel Ducloux a refusé ici le rôle de biface et il donne à cette œuvre une des grandes réussites de cette année.

La Croix L'Événement

l'Histoire
— chez —
FAYARD

[illegible]

ENQUÊTE

France, terre d'islam

II. - Les éclaireurs du FIS

Mais aujourd'hui la publication de notre article sur le renouveau musulman en France. Celui-ci trouve dans la banlieue son terrain de prédilection (le Monde du 17 novembre). Pour les militants de l'islam politique, l'Hexagone est un lieu de prosélytisme, un sanctuaire. Mais leur activité se heurte à leurs propres divisions, à la répression et à la réticence des immigrés.

Vendredi, 15 heures, Paris-18. Le boucher kacher de la rue Myrba se prépare pour le jour de «Mac Dou-dou», le fast food antillais, fait relâche. Les clients sortent plus tard. Une foule de musulmans s'agglutine dans la Goutte-d'Or. C'est une foule d'hommes seuls, maghrébins, africains, qui refusent la mosquée. Ils se tiennent sur les deux étages d'un immeuble qui n'offre d'ordinaire que des regards qu'un rideau de l'anonyme. Le vendredi, les cinq étages ne contiennent pas toujours à contenir la foule et les derniers arrivants sont contraints de prier sur le toit. A la sortie du préche, chacun reçoit, dans une rue, une photocopie hebdomadaire intitulée le Critère, publiée par la Fraternité algérienne en France (FAF), qui affirme représenter le FIS en France.

La mosquée Khaleel Ibn El Walid de la rue Myrba n'est que l'un des cent cinquante lieux de culte musulman disséminés dans Paris et sa périphérie, l'un des rares où l'imam fait explicitement référence à la répression qui s'abat sur les «frères» en Algérie. L'officiant, vendredi n'est autre que le cheikh Abdelhak Sahraoui, quatre-vingt-deux ans, barbe blanche et lunettes d'écaille, qui a flâné d'avoir lu, dans la mosquée de Kouba, dans la banlieue d'Alger, le décret proclamant la naissance du FIS, parti dissous en 1991. «Je parle du FIS», affirme aujourd'hui encore le cheikh Sahraoui, qui considère le Critère comme une feuille de chou, et s'attache à lire, dans le journal, des «ambassadeurs» isolés, d'ailleurs, de la rue Myrba jusqu'à derniers temps. Querelle de

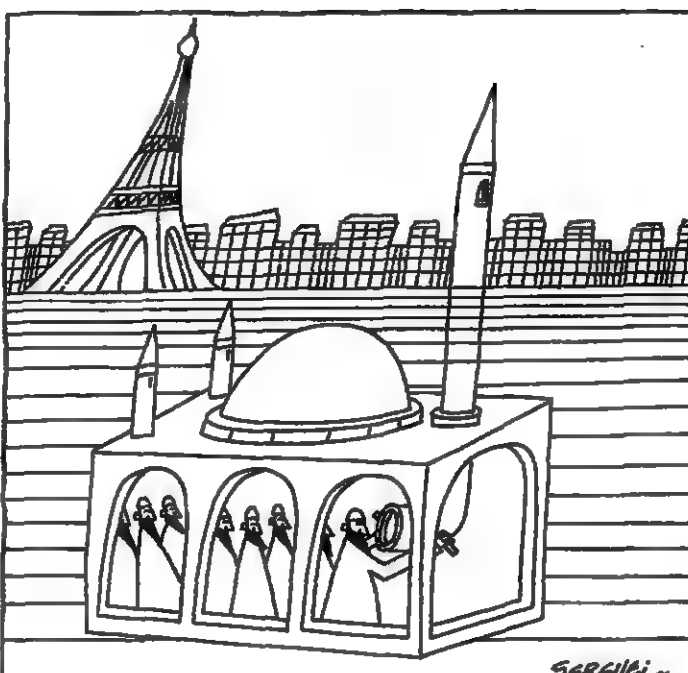
légitimité (1). L'annulation des élections législatives algériennes en janvier dernier, l'instauration d'urgence, puis la dissolution du FIS ont soudainement tourné leurs regards vers la France. En arrivant au pouvoir en Algérie, ils allaient instituer le réseau des institutions qui leur permettaient d'exercer un certain contrôle sur les immigrés. Le coup d'Etat les a privés de cette influence, en même temps qu'il posait la question du repli en France.

Refuge

La France est le refuge le plus sûr. Déjà, une trentaine de responsables du mouvement islamiste tunisien Ennahda y ont récemment rejoint le mouvement de répression en Algérie où leur statut avait été constaté par le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU. Une trentaine d'islamistes, sous direction de Tunisie, demandent le même statut. Les proches du FIS, eux, semblent préférer l'asile en Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne, France n'ayant enregistré leur part que cinq demandes.

Mais d'autres militants peuvent séjourner en France, où ils ont de la famille, ou des études à poursuivre. C'est le cas de M. Ojaid El Houari, un an titulaire d'un doctorat en mathématiques de l'université Paris VI, imam du lieu de prière de la cité universitaire d'Antony, et qui allait être député du FIS à Alger, en ballottage favorable au moment de l'annulation des législatives algériennes.

Vivant «à cheval» sur les deux pays, le FIS a, en décembre, le FAF, qu'il préside depuis lors, et dont la porte-parole, Moussa Kraouche, étudiant en informatique à Paris II, est chef de projet informatique à la mairie d'Argenteuil. L'association fondée pour servir le FIS électoral auprès des Algériens de France, a depuis des élections avortées, à virulente dénonciation de la répression en Algérie.



Au meeting électoral qui a réuni quelque trois cents personnes à Paris avant le vote algérien en 1991, il a succédé, depuis janvier, des réunions publiques, à Antony, Dijon ou Roubaix, où les volontaires de France ont la parole. Kaboul en Algérie ont suscité des protestations parmi les immigrés eux-mêmes. Les «centres de sécurité» du Sahara, où sont regroupés les islamistes, et les «arabes de la répression en Algérie» sont systématiquement évoqués et illustrés à l'aide de photographies souvent insupportables. Trois demandes de manifestation devant l'ambassade algérienne à Paris ont entraîné une interdiction de la préfecture de police.

La Fraternité s'efforce ainsi de susciter la solidarité avec les islamistes «opprimés et maltraités», précise M. Kraouche qui, que les immigrés ne soient «pas assez riches et mûrs pour faire des choses concrètes». Elle cherche aussi à tailler le chemin de la communauté algérienne de France qui, si elle est loin d'être acquise au FIS, a mal vécu l'arrêt du processus démocratique, et souffre de voir le pays s'engager dans le chaos. «Aidez vos frères et sœurs algériens à obtenir leurs droits! Dieu nous aidera au jour du jugement», proclame le Critère, ainsi intitulé par son éditeur le du Mal.

L'Algérie en guerre civile

Semaine après semaine, la publication tient, à sa façon, la chronique d'un pays en guerre civile, élargissant, dans sa rubrique «actions militaires», les nouvelles, envoyées par fax, d'exécutions, d'attaques «implicites dans la torture», d'attaques des gendarmes, de dénonciations, et d'annonces triomphales de défections de militaires rejoignant «la lutte armée».

Un éditorial appelle à la «libération de la France communiste» au pouvoir; il critique l'État de la France «à la dictature», s'interroge: «Quel immigré croira que la France est un État qui défend les droits de l'homme?». Le bulletin n'hésite pas non plus à soutenir une interprétation laïque de la religion. Ainsi, publiant, en mai dernier, une information sur l'état de l'appartenance du nom d'Allah dans le ciel, au-dessus du camp de Reggane où sont emprisonnés des militants islamistes. Le Critère accuse les lecteurs sceptiques qui évoquent l'utilisation de laser de douter du caractère sacré de la lutte du FIS.

Si la Fraternité algérienne n'est qu'un groupuscule à la représentativité contestée, elle a trouvé un relais auprès de grandes associations musulmanes françaises comme la Fédération nationale des musulmans de France et l'Union des organisations musulmanes de France qui ont fait appel à la cause des islamistes algériens lors de réunions à large participation. La FAF, du bulletin du vendredi à la FAF, tire, selon ses promoteurs, «20 000 et 30 000 exemplaires», en mai dernier, une extension dans les milieux de la prière. L'absence de la Grande Mosquée de Paris, le Critère est distribué à Roubaix, en passant par les minuscules lieux de culte dispersés dans les cités HLM.

Ni minaret ni mosquée à la cité du

devenu un lieu de prédilection pour quelques islamistes tant Algériens que Tunisiens.

La France comme lieu de propagande politico-religieuse dans les milieux issus de l'immigration n'est pas limitée. Le réseau des lieux de culte contrôlé par la mosquée de Paris est, jusqu'à présent, réputé impeccable. Sur les 250 imams algériens exerçant en France, demi-douzaine sont considérés comme «radicaux». Pour les jeunes de la deuxième, voire de la troisième génération, l'Algérie est le plus qu'un lieu de retour, les retrouvailles familiales, mais les sous-bassements politiques provoquent émotion, inquiétude et aussi lassitude. «Le sort des Algériens de France dépend pas de la situation en Algérie», constate l'écrivain algérien et universitaire Abdelhak Sedek Selam. Ils ont une autre objection: «Le FIS n'est pas une solution à la paix civile, à la démocratie et le développement économique.»

«Fatima, Interdit de Sortir!»

Certaines femmes ont rejoint le FIS «Fatima, Interdit de Sortir!». La FAF, dont les initiatives provoquent également l'indignité des plus politisés, ne mord guère ni parmi la génération des immigrés, ni influencée par le FLN et habituée à la discrétion, ni parmi les jeunes de nationalité française, dont le mode de vie et les références culturelles et politiques sont si mille lieux du fondamentalisme religieux. L'implantation du FIS en France apparaît comme une nébuleuse informelle, portée par quelques chercheurs, étudiants, parfois employés comme maîtres-auxiliaires, autour desquels gravitent quelques sympathisants associatifs, plutôt que des militants à proprement parler. L'arrivée des islamistes au pouvoir à Alger bouleverserait évidemment la situation, livrant au FIS les réseaux d'influence.

Pour l'heure, le discours de la FAF, selon lequel «l'islam est incompatible avec la laïcité» et «la majorité des Algériens n'ont pas de religion», est un bon musulman ne peut vivre sous une juridiction non musulmane. Il leur laisse le choix d'être en France ou en Algérie, mais pas de France contrôlée par des mollahs.

Un local prêt par la municipalité de Suresnes (Hauts-de-Seine) à la fin de l'été a été fermé, en deux jours, après l'incendie d'un coug et blessures volontaires de son moniteur. Les coups de couteau et coups de drogue opérant à Nanterre. Chasse aux dealers ou règlement de comptes entre trafiquants? Acte isolé d'un exalté? Les enquêteurs restent perplexes. Quelques mois plus tôt, la police, enquêtant sur des faits analogues qui s'étaient produits non loin de la salle de prière du Chemin-de-File, avait découvert au domicile du même professeur de boxe des armes de chasse, un exemplaire de Mein Kampf et des insignes nazis.

Un lieu de prière dans un préfabriqué

Même si ce type de rencontre entre militant islamiste et individu douteux est désormais possible, il semble que les représentants du FIS préfèrent investir dans des contacts plus solides. A Episy-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), un militant du bureau de la FAF, proche de l'association culturelle et islamique (ACI) qui son président, proche de la mairie socialiste, vient de relancer l'intégration musulmane espagnole. Une présence embarrassante, une association qui, d'autres, musulmans sans verser dans l'islamisme radical.

Mais l'absence de transparence dans la nomination des imams et l'incapacité de la plupart des imams à saisir l'importance de l'islam pour les musulmans, aboutit à Episy à une situation particulièrement inquiétante. Après avoir obtenu le départ d'un imam proche des islamistes à qui des fidèles reprochaient des détournements d'argent, la municipalité a confié une salle de prière à deux associations, l'une laïque, l'autre musulmane, qui n'ont pas tardé à entrer violemment en conflit. Résultat, le lieu de prière installé dans un préfabriqué de tôle bleue, à la dérive,

du Majlis el Choura, directeur collégiale du FIS, autrefois spécialiste du recrutement Algériens volontaires pour aller combattre en Afghanistan, qui aujourd'hui charge l'approvisionnement en hommes et matériels des maquis algériens à partir du étranger, via le recyclage des militants dans les affaires.

Contrefaçon de chemises Lacoste

Arrivé en France avec un compagnon en janvier dernier, muni d'un visa délivré à Islamabad, M. Kerbane devait se rendre à la frontière est de la France pour l'ordre public (le Monde du 20 août) après que sa présence en Algérie publique par la presse, 500 informations concordantes, M. Kerbane, qui a fait, depuis lors, un nouveau voyage en France, tente de prendre le relais de la Fraternité algérienne. Il veut la ligne d'un militant. Faut-il l'imam Sahraoui de la rue Myrba, il cherche, avec la police, à organiser la vente financière à partir de voitures et de pièces d'automobiles, aux embourbilles sur les routes organisées à La Mecque, s'ajoutant au commerce de médicaments, dentelles aux maquis.

Les contrefaçons de chemises Lacoste que les groupes de «moudjahidins» (trafiquants de marchandises de contrebande) algériens proposent aux passagers du marché aux Puces de la Madeleine ou du quartier Barbès à Paris, sont, en fait, des stocks. La découverte, le 14 octobre, par la police, de lots de fausses Lacoste au siège de l'entreprise parisienne France matériel export, a fait le gérant de l'une des relations de Kamreddine Kerbane, n'a fait que confirmer les soupçons. Le «parti de Dieu» algérien ne cherche pas à faire du commerce de nourriture spirituelles.

PHILIPPE BERNARD

(1) La rivalité entre les deux courants du FIS s'est traduite en France parmi les islamistes algériens par la diffusion de parti à parti sur les «frères» de l'œil. Au sein des «jeunes frères», qui regardent le monde dont l'objectif est de faire la révolution en Algérie, les Algériens eux-mêmes, s'opposent à la «force», animée par les plus classiques, les imams du Coran et la sunna (tradition).

(2) M. Olivier Roy est l'auteur de l'ouvrage «L'Échec de l'islam politique» paru en octobre 1992.

FIN

Didier Guyon, moudjahidin de la banlieue nord-ouest

Didier-Roger Guyon, alias Abdelkrim, est-il un illuminé qui offre ses services au FIS, ou l'homme à qui le parti islamiste a offert sa confiance? En France de volontaires pour les maquis? L'épopée de ce Français, âgé de quarante-trois ans, converti à l'islam, en 1989, est racontée dans un livre paru le 3 juin 1991 de la collection Indes à Serrouville (Yvelines), il devait être paru dix jours plus tard en Algérie, volant d'un véhicule chargé d'armes et d'explosifs.

Incarcéré, comme quatre autres habitants de Serrouville qui vivaient la route avec lui, il est détenu depuis lors à Tiers, et attend d'être jugé. Il aurait même écrit la lettre au FIS qui lui aurait confié une mission de recrutement en France.

L'itinéraire de ce Français à la banlieue engagée dans l'islam radical est raconté par la prison où, jeune délinquant en France, il séjournait longtemps. Après sa libération, Didier Guyon découvre l'islam et devient musulman, «plus musulman que moi», se rappelle sa femme d'origine algérienne. Plus tard, lorsqu'il est à la tête du FIS, il est Algérie en deman-

der il s'engage avec le FIS. L'islam, le FIS lui a offert une confiance, semble-t-il, la confiance de recruter en France des jeunes Algériens prêts à aller au parti. Le piège se referme quelques jours plus tard.

Dès l'annonce de son incarcération, en juin 1991, la presse indésirable, qui a vu le théâtre des violences à Serrouville plus tôt, en le nouveau en émoi. La cage d'acier menant à l'appartement vivait l'épouse de Didier Guyon et leurs deux enfants. Les graffitis pro-FIS. «Les gens ne parlaient plus», se rappelle M. Fatima Guyon, qui disait que son mari n'était pas un vrai musulman, et le traitement d'espion de la CIA. Selon elle, son mari a été manipulé. A-t-il été manipulé pour démontrer publiquement la popularité du FIS jusque chez un musulman français? Il est moins qu'on ne l'a fait connaître comme un illuminé plus encombrant qu'utile. M. Guyon, qui ne rend visite à son mari, affirme que celui-ci est totalement «l'ont laissé tomber», lâche-t-elle.

Ph. Be.



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Botte - 75008 Paris
Tél. : 48.63.12.66 - FAX : 48.63.89.01
MINITEL 3815 Code A37, puis OSP

au Palais de Justice, le JEUDI 3 DÉCEMBRE 1992 à 14 h
APPARTEMENT de 103 m²
U, esc B, 1^{er} étage, 24 porte à gauche de l'ascenseur, entrée, cuisine, séjour, chambre, salle de bains, cabinet toilette, W.C., placards, BALCON - CAYE - PARKING sur la rue de la Chapelle.
PARIS (19^e) - 50, rue de Crimée
MISE À PRIX : 1 000 F
S'adresser au Cabinet : M. GARRY, VIALARS, DUPAS, avocats
de PARIS, 10, rue Percier 75008 PARIS. Tél. : 42-89-34-40. Et les lieux pour visiter : le LUNDI 14 NOVEMBRE de 10 h à 13 h.

LA VILLE DE PARIS VEND LIBRES
En la chambre des notaires de PARIS, place du Foy, le MARDI 10 DÉCEMBRE 1992 à 14 h
3 APPARTS 2 et 4 P - UN STUDIO
(dont 1 APPT de 2 P avec TERRASSE de 130 m² env.)
à PARIS (16^e)
ENTRE le BD SUCHE et le CHAMP DE MARS d'AUTEUIL
GRAND STUDIO - 22, RUE RAMBUTEAU
MISE À PRIX : 200 000 F (3)
M. BELLARGENT, notaire associé, 14, rue Pyramides
PARIS - Tél. 44-77-37-34 - 44-77-37-48
VISITES : place, 33, du boulevard Lyautey 75008 PARIS
18, 21, 23 novembre, de 10 h à 13 h.

VENTE PAR ADJUDICATION PUBLIQUE, MARDI 10 DÉCEMBRE 1992 à 15 h
D.N.I.D. Salle des ventes, 17, rue de la Chapelle, 75008 Paris
IMMEUBLE dit « SAINT-HONORÉ - ILOT C »
182-192, rue Saint-Honoré
211, 14, rue des Bons-Enfants
111, 11, rue Croix-des-Petits-Champs
139, 9, rue Montesquieu à PARIS-1^{er}
LIBRE DE TOUTE OCCUPATION
Finances et du Budget, composé de 11 bâtiments :
• dit « Annexe Saint-Honoré » 1919, façade en pierre, élevé sur le niveau de sous-sol, d'1 rez-de-chaussée et 1 étage.
• Bâtiment dit « ILOT C » édifié en 1936, en béton, élevé sur 2 sous-sols, d'1 rez-de-chaussée et 1 étage.
Superficie : planchers : environ 1100 m²
MISE À PRIX : 520 000 000 F
VISITE, RENSEIGNEMENTS ET CONSULTATION DU CAHIER DES CHARGES : direction des services financiers de Paris (M. DUCASSE), 25-27, place de la Madeleine, 75008 PARIS.
Tél. : (33-1) 44-36-13-20 (33-1) 44-36-13-23.
DÉTAIL DES MISES À PRIX : B.O.A.D. Abonnement 120 F par an. Entrée SCP, 17, rue Scribe, 75436 PARIS CEDEX 19 ou Tél. : 44-94-78-78. Minitel 36-15 Code IVP.

Alger 11/11/92

مكتبة



Radio France

1^{er} réseau

avec une audience record de **24,3%***

**remercie les
11 millions d'auditeurs
qui écoutent chaque jour**

**France Inter
France Info
France Culture
France Musique
Radio Bleue
Fip
et les Locales
de Radio France**

(*) Médiamétrie Sept./Oct. 92 "enquête 75000 radio "

● L'ITALIE ÉCARTELÉE - Pages 6 et 7

LE MONDE

N° 464 - 39^e année

NOVEMBRE 1992

diplomatique

**Illusoire démocratisation
au Maroc**

(Page 12 et 13)

36 pages - 20 F
 Australasie : 20 F
 Belgique : 140 F
 Canada : 150 F
 Espagne : 120 F
 France : 20 F
 Grèce : 120 F
 Italie : 120 F
 Japon : 200 F
 Mexique : 120 F
 Pays-Bas : 120 F
 Portugal : 120 F
 Royaume-Uni : 120 F
 Suisse : 120 F
 Allemagne : 120 F
 Autriche : 120 F
 Danemark : 120 F
 Espagne : 120 F
 Finlande : 120 F
 Hongrie : 120 F
 Irlande : 120 F
 Israël : 120 F
 Italie : 120 F
 Japon : 200 F
 Mexique : 120 F
 Norvège : 120 F
 Pays-Bas : 120 F
 Pologne : 120 F
 Portugal : 120 F
 Royaume-Uni : 120 F
 Suède : 120 F
 Suisse : 120 F
 Tchécoslovaquie : 120 F
 Turquie : 120 F
 Union soviétique : 120 F
 États-Unis : 120 F
 Yougoslavie : 120 F

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Sauvage, 75001 Paris Cedex 15

Derniers carnivals

Par IGNACIO RAMONET

HIER encore il semblait admis, en Amérique latine, que la conquête du pouvoir ouvrait la voie à un spectacle curieusement personnel. La corruption paraissait une conséquence naturelle de la vie politique, une fatalité à laquelle devaient se soumettre les citoyens. De très grandes fortunes ont été constituées par des présidents qui considéraient le détournement de fonds publics comme un attribut ordinaire du pouvoir, un privilège normal de la fonction. Reversés ou non réélus, la plupart de ces aigrifiés ont conservé leur patrimoine, bâti en puisant à pleines mains dans les coffres de l'État.

Ainsi le dictateur vénézuélien Marcos Pérez Jiménez, même une vie impériale dans une banlieue chic de Madrid ; tout comme le tyran paraguayen Alfredo Stroessner, réfugié au Brésil ; sans parler du général chilien Augusto Pinochet, qui profite de sa considérable fortune dans son propre pays où il demeure à la tête de l'armée de terre.

Seuls les hommes politiques, élus (parfois) démocratiquement, se font de même, scrupuleux. En copier la plupart des candidats du Mexique ou ceux du Brésil, qui constituent une sorte de tradition à laquelle M. José López Portillo a su, de l'avis de tous, s'inscrire de la façon la plus scandaleuse. Alors qu'il n'est pas en route, par exemple, M. Jaime Lusinchi, président vénézuélien (1984-1989), est considéré comme le président latino-américain qui a su se constituer en le moins de temps la plus colossale des fortunes. Et cela, en toute impunité. Mais les temps changent, comme le montre singulièrement la dégradation d'un régime démocratique venant par la corruption se déboucher sur la tentation

hans fonctionnaires vivant comme des seigneurs, et de s'être composé lui-même, une fois comme le pire des « mazarinades ». La contradiction entre son discours néolibéral sur l'austérité et la pratique de la prévarication est apparue insupportable à des citoyens confrontés à la pauvreté et à la dégradation de leur pays.

L'affaire est exemplaire pour une autre raison : parce qu'elle semble, du moins pour l'instant, renforcer la dégradation. Jusqu'à présent, dans des situations de ce genre, l'impopularité d'un président accusé de corruption s'effaçait à l'ensemble de la classe politique et finissait par déconsidérer le régime démocratique lui-même. Ainsi le nouveau Prix Nobel de la paix, M. Rigoberta Menchú, n'hésite pas à affirmer que, dans la région, en raison de la corruption, de la misère, et de l'analphabétisme, « il est clair que la démocratie n'existe pas, que la démocratie n'est qu'une force (?) ». C'est pourquoi de récents mouvements de révolte se sont développés, dans les années 80, les mouvements de lutte armée contre des régimes qualifiés de « pseudo-démocratiques » en Uruguay, en Argentine, en Colombie ou au Venezuela.

La dégradation d'un régime démocratique venant par la corruption se déboucher sur la tentation



JACOBO ARBENZ - « El Mundo » (1974)

deux impopulaires, accusés de corruption, et une politique économique inégalitaire.

Même si M. Carlos Andrés Pérez - social-démocrate, élu pour un premier mandat en 1974 - est un politicien d'un tout autre calibre que M. Collier, et même si la procédure d'impéachment n'existe pas dans la Constitution vénézuélienne, des maux qu'il pourra éviter son mandat comme prévu en février 1994, M. Pérez a déjà eu à affronter, depuis sa confortable élection en décembre 1988, deux terribles épreuves : une insurrection populaire et une tentative de coup d'État. Comment les choses se sont-elles déroulées dans ce pays pétrolier qui est l'un des plus riches d'Amérique latine et dont le revenu par tête est le plus élevé du sous-continent ?

Tout a commencé par une énorme déception. M. Pérez, qui rêvait associé, dans l'esprit des électeurs, à la période faste et opulente des années 70 et qui avait fait campagne en promettant de « reconstruire le pays »,

NOUVELLE ÉTAPE, VIEUX PROBLÈMES

Où va l'Amérique ?

L'aspiration au changement, l'étroitesse des marges de manœuvre et l'appréhension de l'avenir ont marqué la campagne pour l'élection présidentielle aux États-Unis. Confrontée aux difficultés économiques et à la faillite sociale du néolibéralisme réaganien, surprise par la résurgence de particularismes ethniques et culturels qui s'affrontent ou qui s'ignorent, l'Amérique se retrouve en panne de grand dessein. Elle éprouve le besoin d'une « nouvelle donne » qui éloignerait la peur du déclassement social ressentie par des millions de citoyens autrefois sûrs de leur destin.

L'Amérique se demande aussi si elle conserve sa capacité d'absorber les différences individuelles dans un « melting pot » multiculturel. Faire repartir une économie qui stagne, redonner confiance à une société qui souffre et qui doute : avant de se préoccuper du nouvel ordre mondial, la Maison Blanche et le nouveau Congrès vont devoir résoudre, vite, les maux de l'intérieur. Le vieux rêve impérial attendra.

Par NORMAN BIRNBAUM

Le nationalisme américain habituel, à la fois moralisateur et timide de lui-même, a pour ainsi dire cessé d'exister. A sa place s'est installée une nationalisme défensif, parfois en colère, qui cherche à répondre à la mondialisation de l'économie, à la persistance du chaos et des guerres, à l'insécurité de la société d'isoler ces problèmes et à plus forte raison de les maîtriser.

Le débat actuel sur l'état de la société américaine rappelle à s'y méprendre l'histoire de la tour de Babel. Certains intellectuels déplorent la destruction des valeurs culturelles. D'autres insistent sur les avantages de

le nouveau multiculturalisme. Alors qu'un groupe d'économistes affirme que la richesse nationale diminue, un autre prétend que les conditions d'un nouvel essor ont rarement été meilleures. Au diagnostic d'un déclin impérial répond le pronostic d'un destin postimpérial.

Les intellectuels américains traduisent le malaise de l'opinion face à un surcroît de complexité qui désoriente autant qu'il mécontente. Pour de nombreux citoyens, la télévision est devenue le seul instrument permettant de saisir la réalité sociale des autres. Or qu'y découvrent-ils ? Un tumulte de contradictions, une mosaïque de conflits et de colères.

(Lire la suite page 3)

En vente dans les kiosques :

ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE

de voir n° 18

NOVEMBRE 1992

L'AVENIR INCERTAIN DES COMMUNAUTÉS IMMIGRÉES
 par Ural Manço. Un défi majeur pour l'Europe

CRISE DES INDUSTRIES MILITAIRES, NOUVELLE COURSE AUX ARMEMENTS
 par Laurent Carroué. Une reconversion en panne d'idées

LA CÔTE-D'IVOIRE, REJET DU MODÈLE, RETOUR DU RÉEL
 par Michel Galy. L'Afrique revient en ville

L'ULTRANATIONALISME ROUMAIN ET LE SPECTRE DU « DANGER » HONGROIS
 par Jacques Decornoy. Viguerie d'un très ancien extrémisme

LES INDIENS D'ÉQUATEUR PRENNENT LA VOIE DES ONDES
 par Marc Bertola et Patricia Pradel. Radios indigènes dans la forêt

LA FRANCE SE PENCHE SUR SA GUERRE D'ALGÉRIE
 par Philippe Vidélier. Une histoire trop longtemps étouffée

LES CINÉASTES ARABES SCRUTENT LEUR SOCIÉTÉ
 par Yves Thoraval. Franchise, sens critique et réalisme

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

JACOBO ARBENZ

SCIENCES - MEDECINE

Le Japon face au virus du sida

L'augmentation des cas de séropositivité à la suite de rapports hétérosexuels amène les autorités à ne plus considérer la maladie comme un tabou

TOKYO

■ notre correspondant

STOP au sida : les affiches sur les murs de Tokyo représentant des couples à risque attirent l'attention sur les risques liés au sida, spots de mises en garde à la télévision (deux chaînes), conférence de presse d'un poète, Yutaka Hirata, qui a raconté, à l'inauguration d'une association de lutte contre la discrimination des malades, comment il avait contracté la maladie, tout quelques-unes des initiatives prises pour la sensibilisation qui a commencé le 30 novembre et constitue, au Japon, une première.

Longtemps, les autorités nippones ont semblé sous-estimer le problème du sida. Il est vrai que, selon les estimations officielles, l'archipel reste peu frappé par l'épidémie comparativement aux autres nations développées : au 31 août dernier, il y avait 173 séropositifs (2 360, si l'on ajoute les hémophiles infectés par les transfusions) dont 497 sans antécédents. Le sida a entraîné la mort de 274 personnes.

Depuis un an, devant l'augmentation du nombre des cas, les autorités ont commencé à prendre des mesures. Les médecins ont été sensibilisés à l'alarme. « La maladie est entrée

dans une nouvelle phase », déclare ainsi, en novembre 1991, le professeur Yuichi Shikawa, président de la commission de surveillance du sida dépendant du ministère de la Santé.

Au cours des huit derniers mois, ont été réalisés 314 tests de séropositivité, dont une centaine entre juillet et août. Parmi les derniers figurent deux adolescents. Selon certains praticiens, une progression de la contamination à la suite de relations hétérosexuelles place le Japon dans la situation analogue à celle de la France il y a dix ans.

Le sida a longtemps été au Japon une vraie tabou. De la période de panique (en 1983-1986), lorsque les premiers malades ont été officiellement reconnus, jusqu'à aujourd'hui, le malentendu et préjugés. Les spécialistes s'expriment insuffisamment et le public demeure pour l'opinion publique une maladie « étrangère ». Cette perception change progressivement.

Les campagnes de sensibilisation systématique des préservatifs (méthode contraceptive classique au Japon étant la pilule) se développent. Pas encore cependant à la télévision. Le préservatif devient « dans le vent » : la styliste Michiko Koshino vient ainsi de signer un contrat avec un fabricant permettant d'insérer son nom sur des boîtes de préservatifs. Une galerie d'art à Tokyo a des vitrines de préservatifs de couleur.

présentations originales des préservatifs. Une chaîne de mini-supermarchés, Nikomart, a lancé une campagne de promotion de « sacs à préservatifs » aux jeunes. Dans ses quatre cent soixante-deux établissements, Nikomart mène aussi des enquêtes auprès des clients sur leur connaissance de la maladie.

Il y a néanmoins des résistances : seize départements sur quarante-sept s'opposent aux distributeurs automatiques de préservatifs, répandus ailleurs. Des hommes réticents : une prostituée travaillant dans les rues chaudes du quartier nocturne de Shinjuku nous a par exemple dit, bien qu'elle demande à utiliser des préservatifs, certains de ses clients japonais refusent : « Si j'insiste, je perds le passe, alors... » Dans la plupart des lieux de prostitution japonais, le préservatif n'est néanmoins pas rigoureux.

Malentendus et préjugés

Les autorités semblent, finalement, plus sensibles au problème. Le ministère de la Santé a demandé de quadrupler son budget de prévention du sida pour la faire passer à 10 milliards de yens au cours de l'année fiscale 1993 (qui commence en mars). Même si ces crédits sont accordés, les ressources mobilisées resteront insuffisantes. Les campagnes de sensibilisation que consacre par exemple la Thaïlande à la lutte contre le sida.

Le ministère de l'Éducation nationale a par ailleurs publié trois

cent mille brochures destinées aux lycéens, décrivant la maladie et les précautions à prendre avant l'infection. Selon un institut privé de l'éducation sexuelle, 20,7 % des garçons et 17,1 % des filles de dernière année de lycée ont des expériences sexuelles. La chambre de commerce et d'industrie de Tokyo publie également des brochures (payantes) destinées aux entreprises.

L'insuffisance de l'information est l'origine d'une diffusion de malentendus et de préjugés qui s'est traduite par une aggravation des phénomènes de discrimination contre les victimes des maladies. C'est l'un des drames les plus pénibles, s'ajoutant, pour les Japonais, à l'angoisse de ne savoir contaminés.

Le scandale social par le milieu de l'Hôtel Toshi Center à Tokyo, prétendant être « problèmes d'image », d'accueillir le chanteur hawaïen Seal Duke, atteint du sida, a vu participer à un symposium sur la maladie, ont révélé. Le ministère de la Santé a réagi en publiant une directive selon laquelle un tel refus est contraire à la loi et en précisant que les hôpitaux risquent une amende, voire la fermeture de leur établissement.

Selon M. Teishiro Minami, éditeur de la revue homosexuelle *Adon* et personnalité active du mouvement pour la lutte contre le sida et la psychologie aux malades, la pression sociale au Japon est telle que la réputation

est plus forte que la souffrance et la mort. Contaminé, on ne peut plus compter sur ses amis et même ses parents. Tout le monde est unanime sur ce point. « La maladie, poursuit-il, est considérée comme la maladie des autres, des éléments indésirables de la société », de ceux que l'on ne veut pas voir, des catégories à risques (homosexuels, prostituées, drogués) : devenir malade, c'est être exclu de ces catégories. Le drame c'est que le malade lui-même a tendance à se penser exclu et à s'isoler. C'est ainsi que certains malades homosexuels ont trouvé refuge à San-Francisco plutôt qu'en restant dans leur pays.

Rejet social

M. Minami milite depuis le milieu des années 80 pour que le monde homosexuel, qui souffre de la maladie, ne soit pas isolé. Il a créé un réseau de groupes de volontaires diffusant l'information et apportant leur soutien à tous les malades qui le demandent. Il dénonce avec énergie l'attitude du gouvernement à ces organisations de volontaires et le soutien qu'il apporte, en revanche, à celles qui ont une coloration politique ou sont animées par d'anciens fonctionnaires.

M. Minami accuse, en outre, les autorités d'avoir caché que les premiers malades étaient des hémophiles (et non des homosexuels). En 1989, une vingtaine d'hémo-

philes contaminés ont intenté un procès à l'État pour avoir tenté d'utiliser des produits non chauffés dans les transfusions deux ans après que les États-Unis les eurent déclarés dangereux. Lorsque, finalement, en juillet 1985, le ministère de la Santé recourut aux produits chauffés, il plaça de fil en aiguille du marché ceux qui présentaient des risques. Le procès est toujours en cours.

Victimes des négligences de l'État, les hémophiles séropositifs sont aussi, pour certains, victimes de rejet social : des hôpitaux rechignent à les soigner ou leurs enfants sont interdits de changer d'école. D'autres estiment cependant que leur vie est normale (famille, voisins) leur vient en aide.

Une large prise de conscience se fait jour dans l'opinion publique nipponne qui se traduit, on peut l'espérer, par une diminution des discriminations dont sont victimes les malades et qu'ont initiés les bénévoles qui leur viennent en aide. Sur la chaîne nationale NHK, une émission de télévision remarquable par son dignité et animée par le romancier Yutaka Hirata, l'un des plus importants écrivains contemporains qui parlait de malades atteints du sida et liait des lettres de personnes contaminées, témoigne d'un commencement d'évolution.

PHILIPPE PONS

19

novembre

20

novembre

21

novembre

la cité

Carrefour international de l'audiovisuel scientifique

de 14h à 16h30
La télévision Suisse romande présente une émission scientifique *Telescop*.

de 14h30 à 16h30
présente son programme scientifique E = mc²

de 14h30 à 17h30
Florilège de films scientifiques avec remise du prix du jury et du prix du public, par jury électronique individuel.

Soirée de clôture et de remise des prix suivie de la projection en avant-première du film *« Les Enchères sauvages »* de Gérard Calvayrac et Jean-Charles Lattès (sélection officielle du Festival de Cannes 92, de 14h30).

de 14h à 16h
Les journalistes scientifiques sont-ils « manipulés » ?

de 16h à 18h
L'affaire du sang contaminé : chronique médiatique.

de 18h à 20h
L'impact spatial de la science et de l'information scientifique.

Le forum-entreprises
Neuf entreprises présentent, à l'aide d'un film, leur politique de communication interne ou externe, leur environnement.

Le forum-chercheurs
Les chercheurs de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) présentent leurs travaux.

Le forum-artistes
Projection-débat consacrée à la désertification avec des représentants politiques africains (Burkina Faso, Cap Vert et Niger) et des experts internationaux de l'environnement.

Le marché international de l'audiovisuel scientifique est un salon commercial réservé aux auteurs de l'image scientifique technique au niveau international : du producteur au distributeur, du commanditaire au réalisateur, des institutions aux entreprises, des organisateurs aux chaînes de télévision.

19, 20 et 21 novembre 1992, cité des Sciences et de l'Industrie, des congrès de la Villette, 30 avenue Corentin-Cariou, 75019 Paris. Métro Porte de la Villette.

Informations (1) 40 05 49

Apprendre à respirer

Dans une variante germanique de la légende de la Petite Sirène, le chanteur qui a trahi l'amour de l'ondine subit un sort qui le prive de l'automatisme respiratoire et la condamne à respirer du Japon volontaire et conscient. Le chanteur s'endort et meurt. La légende n'est pas moins romantique. Dans le jargon des pneumologues, les ondules sont des enfants frappés d'une maladie congénitale mystérieuse et rare, la maldéclatose d'ondine. Pendant leur sommeil, ces enfants respirent très faiblement, et leur vie est en danger. La légende de la Petite Sirène a donné son nom à la maladie. La légende de la Petite Sirène a donné son nom à la maladie. La légende de la Petite Sirène a donné son nom à la maladie.

Cette distinction, qui permet aux patients de reconnaître et d'attention, relève d'une approche psychologique de la respiration. Longtemps parent pauvre de la recherche institutionnelle, l'approche psychologique a été introduite, comme en témoigne un colloque tenu récemment à Bordeaux, sous le patronage du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'Institut national de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM).

Apprentissage inconscient

La rencontre, organisée par le laboratoire français, Jorge Gallego (laboratoire de physiologie, Institut de médecine Paris-Sud) et Michel Guénard (Laboratoire de physiologie de Bordeaux-II) a voulu pluridisciplinaire et a été une scolarisation de chercheurs d'Europe et d'Amérique. Les pneumologues, psychiatres, psychologues, y ont participé. La réunion a mis en avant un aspect jusqu'à présent peu étudié et dont les implications sur le plan de la santé sont importantes : l'apprentissage de la respiration.

La respiration est contrôlée par des centres nerveux programmés génétiquement qui ajustent le mouvement en fonction des besoins de l'organisme. Ce mouvement, que l'on peut décrire comme un cycle d'amplitude et de fréquence des cycles respiratoires, est en réalité très complexe et présente des caractéristiques aussi particulières qu'une signature. Des études théoriques et expérimentales réalisées pendant plu-

sieurs décennies ont montré que la respiration des individus saine est une pompe idéale, assurant le meilleur débit avec un effort minimal.

Cependant, la respiration perd parfois cette optimalité. Il faut alors retrouver un mouvement respiratoire efficace par apprentissage. La rééducation respiratoire est couramment pratiquée, parfois avec scepticisme. « Faute de s'appuyer sur les concepts physiologiques et physiologiques appropriés qui sont ceux de l'apprentissage, la rééducation respiratoire est souvent basée sur l'empirisme », explique M. Guénard. Il insiste sur une apparente simplicité qui pose un problème scientifique : comment l'ampleur des modifications possibles d'un mouvement génétiquement programmé.

Le colloque de Bordeaux a montré que ces possibilités de modification sont plus importantes qu'on ne le pensait. On découvre que l'automatisme respiratoire n'est pas un processus d'apprentissage qui se sont d'ailleurs peu à peu modifiés au cours de l'évolution. Ce processus a été déjà pratiqué dans le passé et dépend-il non seulement de la structure énergétique des muscles en action, mais aussi de la structure de cet apprentissage.

De plus, au cours du sommeil, on peut modifier l'activité respiratoire des enfants atteints du syndrome d'ondine par des stimulations respiratoires, qui font aussi appel à la mémoire des événements antérieurs. Les mécanismes neurophysiologiques de cette adaptation sont mal connus. Mais sur un plan clinique, la plasticité de l'automatisme ventilatoire ouvre de larges perspectives pour la rééducation respiratoire. Bien conduit, l'apprentissage respiratoire donne, chez plusieurs participants, des résultats positifs dans le traitement de l'asthme, de la bronchite ou du syndrome d'hyperventilation. Cet apprentissage s'applique également à la réduction du handicap respiratoire des tétraplégiques. Et des chercheurs américains la pratiquent aussi pour réduire la fréquence des crises épileptiques. Cette approche nouvelle n'est pas sans lien avec l'actuel souci de réduire la consommation médicamenteuse et celui d'impliquer plus étroitement les patients dans la prise en charge de l'affection dont ils souffrent.

CHANTAL PACTEAU

L'autisme

Monde

السلامة

SCIENCES • MÉDECINE

Les algues, manne bretonne

Le Finistère cherche à mieux connaître son gisement en algues, que l'industrie exploite actuellement à raison de 60 000 tonnes par an

BREST
de notre correspondant

Le Finistère a entrepris de faire l'inventaire de son gisement en algues. Un secteur économique important pour ce département qui fournit l'essentiel de la production française. Mais, jusqu'à présent, on ne disposait que d'informations parcellaires sur la réalité du stock. L'évaluation, menée à partir de l'espace, permet d'avancer à grands pas dans la connaissance du gisement, plaçant la région à l'avance dans ce domaine sur d'autres pays producteurs comme les États-Unis, le Canada, le Chili.

L'industrie est grosse consommatrice d'algues. Elle utilise surtout les laminaires, en particulier la *Laminaria digitata* et le *goémon* (*Chondrus*). Des premières on extrait les alginates, qui sont liés à la fabrication de certains produits dans l'industrie textile et alimentaire, le traitement des eaux potables, la papeterie... On s'en sert même pour enrober les électrodes de soudure. Quant au *Chondrus*, il est transformé en carraghénanes, lesquels, du fait de leur synergie avec les protéines lactées, constituent un produit indispensable à la confection des glaces.

Les algues sont ramassées tous les ans. Une récolte qui s'est fortement mécanisée. Les goémoniers ne jouent plus comme autrefois de la faucille. Ils disposent à présent de bennes hydrauliques permettant de ramasser cette manne. En revanche, pour l'autre algue industrielle, le *Chondrus*, on ne dispose que de la cueillette à la main, sur des rochers de Colbert un peu aménagés. Aux grandes marées, pendant six mois de l'année, de solides femmes de la côte leonarde s'en vont sur les rochers attracher à la main ce petit goémon.

Cette activité fait de la Bretagne la terre des algues par excellence, et particulièrement le Finistère nord, où se trouve le plus important gisement français. Mais cette région ne parvient pas à alimenter les deux seules usines de fabrication d'alginates de France, situées pratiquement sur les lieux de pêche : Bio Sanoï Industrie (BIO) à Lannilis, et Solalg, à Landrethou, cette dernière étant dépendant du puissant groupe danois Danisco-Grindstedt. Bon an mal an, il manque 300 000 tonnes de laminaires. D'où la nécessité d'avoir recours à des algues d'autres espèces moins riches, comme le *Fucus*, qu'on importe du Chili.

De cette ressource, la profession se préoccupe depuis plusieurs années. Et la concertation qui s'est établie au sein d'un comité interprofessionnel des algues marines (CIAM), aujourd'hui dissous du fait de la nouvelle réglementation européenne, réunissant industriels, goémoniers, comité local des pêches et scientifiques de l'IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer) a permis de gérer les champs de laminaires. Des quotas de cueillette ont été notamment instaurés, dans le cadre du CIAM, afin de permettre le renouvellement de la matière première. Mais le prélèvement est à son maximum. La seule zone exploitée actuellement pour la lamine, les algues et l'archipel de Molène, ne peut fournir plus de 60 000 tonnes actuellement requises par l'industrie.

Il est donc urgent d'avoir une connaissance approfondie de l'état des ressources le long des côtes bretonnes. Des travaux visant à cartographier des gisements d'algues sont menés depuis des dizaines d'années, faisant avancer la connaissance de la répartition des différentes espèces. Mais la

difficulté réside dans l'appréciation de la biomasse, aussi bien pour les algues immergées que pour les algues d'attache (zones de batture et des marées). On ne mesure pas le potentiel de production des champs de végétaux marins comme on le fait pour les champs de céréales.

autre composant. Cette réactivité a été pour la première fois utilisée lors de travaux d'évaluation entrepris à la fin des années 70 sur les côtes bretonnes.

L'initiative de ce service du satellite Spot, qui n'était alors qu'un stade de projet, a commencé à fructifier

avec des collaborations internationales. Il s'agissait de faire la carte de l'intérêt du satellite dans le domaine à partir de mesures prises sur quatre régions du monde : la Bretagne nord, la rade d'Iroise, la baie des Chaleurs au Québec, et l'île de France en Polynésie française. Ce programme n'a pas été

prolongement de VEGMA, l'IFREMER a pu estimer la biomasse de *Macrocystis pyrifera* (algue géante) à plus de 1 million de tonnes dans une zone de Kerguelen, soit un potentiel de 13 200 tonnes d'algues de qualité industrielle (un peu plus du tiers de la production actuelle). De même, on a pu voir également dans un bouchon de algues marines de 10 000 tonnes génait la bonne irrigation d'exploitations agricoles dans le Sud d'Alsace, à l'île de France.

Poursuivant sur sa lancée, l'IFREMER continue de travailler sur les végétaux marins au sein d'un département d'océanographie spatiale. Cette algues est l'une des plus intéressantes que les scientifiques ont pu voir sentir, notamment en raison de l'augmentation de la demande en fucos : des algues employées dans l'alimentation du bétail, qui jouent également dans la composition de cosmétiques et de médicaments de traitement à destination agricole.

Il y a un enjeu économique d'importance pour le Finistère. C'est pourquoi le département a mieux connu ses ressources premières, facilitées par les données de première qualité. Le général d'Armée au CEVA (Centre d'études et de valorisation des algues) au Pleubian (Cotes-d'Armor) de faire un bilan de la ressource, en répertoriant, dans l'optique d'une utilisation future, les secteurs où l'exploitation serait la plus intéressante.

Les données sont, en outre, au sud du département, ont été examinées au moyen des images du Spot, en collaboration avec l'IFREMER. Ces données sont croisées avec des mesures fines effectuées sur le terrain, que doit compléter en 1993 une expérimentation aérienne destinée à mesurer les espèces pour lesquelles des cartes spatiales s'avèrent trop imprécises. Cette chaîne de traitement permet de cartographier les algues du littoral sur de larges franges du littoral et, dans un premier temps, d'en déterminer le potentiel d'exploitation. Mais, si l'on parle déjà de cultiver à l'avenir l'algue industrielle, les algues marines laminaires à l'instar de ce qui est en cours d'essai, entrepris avec l'espèce alimentaire *Wakame*, il s'écoulera sans doute encore beaucoup de temps avant que des approches de ce type prennent forme.

GABRIEL SIMON



Les nouvelles techniques, développées à partir du satellite d'observation de la Terre-Spot, permettent des prévisions optimistes, aussi bien en qualité qu'en quantité. Les algues, comme les végétaux chlorophylliens, réagissent en effet aux proches infra-rouges, ce qui permet de les identifier de tout

chemin en 1980 au CNEO (devenu IFREMER en 1983), qui a répondu à un appel d'offres mondial lancé par le CNES (Centre national d'études spatiales). Dix scientifiques furent sélectionnés à ce programme, baptisé VEGMA (végétaux marins), sous la direction du botaniste, Thomas Becher, avec

si l'IFREMER n'avait pas mis au point, dans le même temps, un puissant outil informatique d'analyse et de traitement des données satellitaires.

Des caméras sous-marines

Les données de la cartographie spatiale sont rapidement apparues. En couvrant des zones de 60 km² avec une précision de 20 m sur 20 m, Spot a permis de faire la distinction entre les grandes groupements d'algues (brunes, vertes et rouges) et même, à l'intérieur de ces groupements, de dissocier les ensembles d'espèces. Le traitement de ces données s'est accompagné d'opérations de terrain : les scientifiques ont été obligés de procéder à des vérifications sur le terrain, notamment au moyen de caméras sous-marines. Cette technique a donné des résultats spectaculaires. Elle

BIBLIOGRAPHIE

L'autisme et ses énigmes

par Dominique Sauvage

CONFORMÉMENT à l'opinion de la Frits, psychologue, considère que l'autisme est un trouble du développement (1). Après avoir rappelé les progrès accomplis du côté de la biologie, elle aborde davantage la question des causes de l'autisme à partir de l'analyse des comportements spécifiques : « Nous allons examiner les divers symptômes de l'autisme et en déduire une explication plus profonde. Nous allons nous demander quels sont les processus psychologiques dont l'existence expliquerait de tels symptômes. » Ainsi, elle vise à décrire le dysfonctionnement observé avec l'hypothèse que si nous connaissons la nature essentielle des déficiences psychologiques impliquées dans l'autisme, cela nous mettrait sur la voie des anomalies cérébrales impliquées et non encore identifiées.

L'auteur tente donc de séparer les caractéristiques du comportement de celles qui y sont seulement associées. Ses travaux expérimentaux montrent que les enfants autistes (de bon niveau) s'acquiescent très bien de toutes les tâches où les stimuli doivent être isolés — ce qui favorise le détachement — et échouent dans celles où les stimuli doivent être reliés — ce qui favorise la cohérence. En revanche, chez les jeunes enfants normaux et les enfants retardés, la situation est complètement inversée.

Une Frits suppose qu'il existe une force centrale de cohésion dans le système cognitif qui que force est nettement affaiblie chez les enfants autistes. Elle considère que le profil des aptitudes de l'autisme devient intelligible et qu'il est dû au dysfonctionnement d'une caractéristique dynamique particulière des processus centraux de la pensée, opérant aux niveaux les plus élevés. Parmi les exemples qui illustrent ce point, on peut mentionner l'aptitude à tenir compte du contexte, tout à fait naturelle chez les enfants normaux, et qui ne l'est pas chez les enfants autistes ; ou les vicissitudes des deux types de communication, la communication intrale et la communication normale, transactionnelle, le fait que l'individu autistique ne peut saisir les intentions profondes qui précèdent la communication.

La théorie de l'esprit

Ainsi, ce qui apparaît comme un problème de langage peut être mieux compris si on le considère comme un problème de niveau de la sémantique des états mentaux. De même, ce qui pourrait apparaître comme un problème au niveau des relations affectives peut être vu comme la conséquence d'une incapacité de comprendre pleinement ce que veut dire avoir une pensée propre, c'est-à-dire penser, savoir, croire et ressentir les choses à sa manière personnelle, différente de celle des autres. Cette caractéristique peut également être attribuée à une incapacité de considérer que les autres ont aussi des intérêts, et que ces intérêts peuvent être semblables ou différents des siens propres.

L'ensemble de ces travaux s'inscrit dans le domaine de la neuropsychologie que les auteurs anglais appellent « theory of mind » (théorie de l'esprit). Toutefois, on n'est pas assuré à l'heure actuelle qu'il y ait un mécanisme unique de l'autisme ; et les fonctions centrales pourraient aussi être affectées par des anomalies périphériques, comme le suggèrent d'autres travaux.

D'autre part, l'auteur déduit de sa théorie que des signes très précoces d'autisme (avant deux ans) sont rares ou bien ne sont pas spécifiques. Pourtant les observations cliniques permettent cependant cette affirmation, ce qui n'est pas réellement surprenant puisque les précurseurs des « fonctions supérieures » et de la capacité à « penser l'esprit » de l'autre sont déjà présents chez le jeune bébé, alors qu'ils sont

psychologie — peut s'articuler avec les autres facteurs de l'autisme.

Un autre ouvrage récent, celui de Denys Ribes (2) a une forme plus habituelle dans notre pays : l'autisme est envisagé du point de vue des théories psychanalytiques (l'autisme comme mécanisme de défense). Cependant les données modernes ne peuvent être ignorées et l'argumentation s'appuie en partie sur une présentation critique des autres voies de recherche, notamment neurobiologiques, cognitives et éducatives ; ces travaux, au lieu de susciter l'incrédulité ou même l'espoir, semblent provoquer l'inquiétude. Enfin, l'auteur revendique pour l'approche qui a sa préférence un caractère plus dynamique et plus humain, ce qui ne peut manquer d'inspirer des praticiens moins orientés.

Il faudra sans doute attendre une troisième génération de spécialistes pour obtenir une réelle synthèse entre ces points de vue différents et dégager ce qui restera comme acquis positif de l'un ou de l'autre.

(1) L'Enigme de l'autisme, d'Uta Frits. Editions Jacob, 1992.

(2) Un cri obscur. L'autisme des enfants autistes, de Denys Ribes. Editions Calmann-Lévy, 1991.

► Dominique Sauvage est professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, à l'université François-Rabelais de Tours.

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lecoq, gérant
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Gali, directeur de la gestion
Marcel Lucbert, secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé, adjoint au directeur de la rédaction
Vice-Présidents :
Jacques Jaurès
Thomas Farnaud
Philippe Harman
Jean-Pierre Simon
Daniel Verget, directeur des relations internationales
Directeurs :
Hubert Bourne-Méry (1985-1988)
André Laurent (1988-1991)
André Laurent (1991-1992)
RÉDACTION ET SIÈGE :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-39
ADMINISTRATION :
1, PLACE ROBERT-BREYNE-MÉ
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT
50 ans de la culture générale
Expériences et connaissances
Maurice Lemoine
Principes de médecine interne
T.R. Harrison
Allergologie
Jacques Charpin, Denis Verrier
EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE SPÉCIALISÉE
Prix 1400 FF
Prix 1250 FF
Médicine-Sciences Flammarion

2 VALEURS SÛRES À ACQUÉRIR ABSOLUMENT
BON DE COMMANDE à retourner aux Editions Flammarion, Médecine-Sciences - 26, rue Racine - 75006 Paris
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Je souhaite recevoir : _____ exemplaires de "Principes de Médecine Interne" par T.R. Harrison au prix de 1 400 FF l'exemplaire.
_____ exemplaires de "Allergologie" de J. Charpin et D. Verrier au prix de 1 250 FF l'exemplaire.
Ce point est chargé d'un montant de _____ FF à l'ordre de Flammarion.

CULTURE

CINÉMA

De père en fils

Réalisateur inattendu, l'acteur John Turturro dessine un portrait attachant et autobiographique du rêve américain

MAC
de John Turturro

Ce grand brun, aux allures un peu bizarres, au type méditerranéen très accentué mais qui n'a rien du « latin lover » hollywoodien, a réalisé les films de Spike Lee et des frères Coen. Mais aux rivalités qui ont marqué sa vie, il préfère chez Ethan Coen, gangster juif homosexuel à la fois victime et bourreau dans *« Fools in Paradise »*, puis dramaturge new-yorkais complètement déjanté dans *« Barton Fink »* (Palme d'or et prix de la mise en scène pour le film et, pour lui, prix d'interprétation au festival de Cannes 1991).

Avec cette tête-là, ces rôles-là, on n'attendait pas John Turturro auteur, réalisateur et acteur d'un film réaliste, intimiste et nostalgique. Mais la surprise a été si bonne que *« Mac »*, par la Quinzaine des réalisateurs à Cannes, en a obtenu le prix de la caméra d'or. Mais c'est sa manière de raconter l'histoire en sa valeur dévaluée : l'amour de la famille, le goût du travail, l'intégration des immigrants dans un mode de vie américain qui signifie encore quelque chose et qu'on gagne, individuellement, à la force du travail.

De ce film, on le sait déjà, John

Turturro a fait une affaire personnelle (*« Le Mac »* du 7 mai). Fils d'un italien qui devait entreprendre la construction, il a voulu rendre hommage à son père, mort en 1988, alors qu'il était encore dans les années 50 et commence avec la mort d'un père, justement, le précédent. Ses trois fils, Niccolò Vitelli, dit Mac (Turturro), Vito (Michael Badalucco) et Bruno (Carl Caporale) l'entendent le jour de son décès leur dicter une ligne de conduite. Mais une séquence savoureuse. Mais c'est Mac qui recueille l'esprit du défunt.

Ouvrier du bâtiment comme ses frères, furieux de voir la besogne faite par les chantiers de la ville, il décide de créer une association. On achète un terrain dans un quartier délabré de New-York, on y construit cinq maisons, on les vend. John Turturro retrouve une tradition de la bourgeoisie optimiste, on l'on triomphe de toutes les épreuves de l'instant qu'un idéal unit les personnages. D'être la fiction (qui, d'ailleurs, ne dure pas la nuit), on constate une vérité, une chaleur humaine, celle de ne pas disparaître que Turturro reprend à son compte un jour Mac, jusqu'à changer d'aspect.

Chez les Vitelli, Turturro père et Turturro fils se confondent. Mac, bourgeois de travail, forçant à trimer, mais la réalité qu'ils se présentent - un marié à une femme heureusement compréhensive - ne se départit pas d'une ligne éthique dont on voit bien que l'acteur, le cinéaste, l'admirateur sait qu'il lui faut. Les immigrants italiens et leurs descendants ne deviennent pas forcément mafiosi. Et Turturro parle moins de réussite sociale que de réussite humaine. Même si les frères Vitelli finiront par se séparer.

Le comédien a eu raison de réaliser le film lui-même, après en avoir fait, il y a plus de dix ans, une pièce de théâtre. Car l'expérience scénariste chez Spike Lee et dans les films

européens, après qu'une étude ait démontré qu'ils n'occupaient plus que 10 % des écrans communautaires. A côté de « Europa cinémas », initiative plus ambitieuse et plus permanente chargée de créer dans les grandes cités un réseau permanent de salles communautaires, la chaîne de leur programmation à des productions européennes, cette opération vise les villes européennes, et permet de diffuser des films peu ou mal distribués.

JACQUES SICLIER

« Ecrans d'Europe. - Média-salles, branche responsable de l'exploitation au sein du projet Média, qui réunit toutes les initiatives communales de cinéma et de télévision à l'échelle de la Communauté européenne, lance une semaine du cinéma européen du 11 au 24 novembre. Cent-cinq salles de dix pays (manquent le Danemark et la Grèce, mais la Suisse a rejoint les neuf autres pays membres), dont seize en France, participent à cette opération de promotion des films

européens, après qu'une étude ait démontré qu'ils n'occupaient plus que 10 % des écrans communautaires. A côté de « Europa cinémas », initiative plus ambitieuse et plus permanente chargée de créer dans les grandes cités un réseau permanent de salles communautaires, la chaîne de leur programmation à des productions européennes, cette opération vise les villes européennes, et permet de diffuser des films peu ou mal distribués.

MUSIQUES

L'espace, vu par Jonasz

Un concert en forme de voyage dans les étoiles

TOULON

de notre envoyée spéciale

A Toulon, la première représentation de son nouveau spectacle, le 13 novembre, au Zénith de Toulon, Michel Jonasz a promis de « réinventer les étoiles du ciel ». D'éclairer les étoiles placées dans le bon sens du terme, c'est-à-dire duveté, doux et léger comme un *« Mac »* protecteur. Il glisse dans l'univers de Michel Jonasz, dans un candelabre déchiré, toujours un plaisir.

Compromis entre la *« Folia »* (Maciste de Mr. Swing (1987)), Michel Jonasz mettrait en scène les traits d'un chanteur d'opéra et de l'opéra, son précédent album (1985), qui donna matière à un triomphe au Palais des sports, le cru 93 naviguait entre une déclaration d'amour au monde américain et la promesse d'un ailleurs galactique où les larmes se dissolvent en douceur.

Foiblesse et profond, étoiles, planètes et spirales pour la naissance du nouvel album, c'est la source (WEA), jeu de lumières oscillant entre le ciel et l'outre-mer pour la scène : Jonasz, féru de philosophie orientale, réaffirme la spiritualité primordiale du geste et la petitesse de l'homme dans l'univers. Un exercice de style qui se va pas sans malade sur l'album, décevant, proche de la nouveauté, mais aussi bien sur scène grâce au travail de sept musiciens talentueux et d'une mise en lumière parfaite.

Raconteur
d'histoires

Par exemple l'instant, magique au sens où l'instant est l'enfance, il descend sur la scène une lune, pleine, palpitante, lumineuse d'émotions. Le chanteur s'y installe en ombre chinoise, petit homme sans nom habillé d'un costume gris-argent. Les musiciens sont emprisonnés dans des balcons de lumière. C'est la nuit, dit la chanson, mais des cinq nouvelles que Michel Jonasz interprète ici.

Pour le reste, il offre un panorama de ses disques d'or : depuis *« Super Nana »*, signée en 1974 par Jean-Claude Vannier, jusqu'à son dernier, *« L'été »*, en passant par *« L'été »* (un credo), *« L'été »* (un credo), *« L'été »* (un credo) en forme de plainte sourde ou *« Lucille »*. Le ton du concert est donné. A la fois éternel et triste, raconteur d'histoires et musicien, Michel Jonasz veut élever l'âme d'un monde matériel par les bribes du ciel. Il revient à l'occasion *« Guigui »*, chanson folle où perle l'angoisse des neurones détraqués.

Mais Michel Jonasz aime aussi la déconstruction, le jeu des souvenirs, qui tourne au sketch avec des choristes, un peu long, un peu facile. Comme les reproches attendus de Michel à la salle. L'instant suivant, des bruitages (une locomotive sur les *« Wagons »*), des bruits artificiels (champignons et *« Tom »* les feuilles), ou l'apparition

d'un jeune orchestre à cordes remettent le show à l'ordre.

Pour sa rentrée, cinq ans après la Cigale, Michel Jonasz a choisi de poursuivre l'aventure *« Mr. Swing »*, travaillant avec des musiciens américains. Le chanteur français se retrouve ainsi encadré par quatre « pointures » largement titrées et recrutées à Los Angeles : un à New-York : Steve Nieve (Paul Simon) à la batterie, Abraham Laboriel (Al Jarreau) à la basse, Brad Dargatzis (Phil Collins) aux claviers, Luis Conte (Madonna) aux percussions. Jean-Yves d'Angelo (chanteur) assure la direction musicale du groupe, Basile Leroux à la guitare et Michel Gaucher au saxophone.

Il faut les voir tous, sur scène, Jonasz leur fait la part belle. Dans l'album, c'est l'harmonie qui évoque les séances d'enregistrement, les rapports entre les musiciens. Manque d'inspiration ou de talent, le spectacle, dans son classicisme, ne permet pas d'en juger.

Mais, en conclusion de sa première partie, l'harmoniste français Jean-Jacques Milteau, drôle, doué, sensible, a opté pour un retour à la source : Du blues, du blues, du blues.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

■ Zénith, 211 m. Jean-Jacques Milteau, 28019. Jusqu'au 5 décembre. Tél. : 42-40-10-11. Locations PARR. Virgin Magazines

Mort du musicologue Jean-Pierre Ouvrard

Musicien et chef de chœur, Jean-Pierre Ouvrard est mort vendredi 13 novembre des suites d'un cancer. Il était âgé de quarante-quatre ans.

Né le 16 février 1948 à Trémouilles (Maine-et-Loire), Jean-Pierre Ouvrard était peu connu du grand public. C'est que la figure du musicologue, spécialiste de la chanson polyphonique française au dix-huitième siècle, masquait celle du musicien, directeur de l'ensemble Jacques Moderne, affilié à l'université de Tours (où il était maître de conférences) et au tout récent Centre de musique ancienne, équivalent, à moyen terme, du Centre de musique baroque de Versailles dans le domaine des musiques de la Renaissance. Il était le souvenir d'un homme d'une exquise simplicité, d'une droiture exemplaire et d'une personnalité intellectuelle.

Ses écrits (*« Un Josquin des Prés »*, *« Actes Sud »*, en particulier) témoignent d'une culture qui dépassait le champ de la musique et s'ouvrait à une langue particulièrement savoureuse. Quelques disques, réalisés avec l'ensemble Jacques Moderne (Adde-Musica Nova), et musées à des musiciens aussi rarement fréquentés que Guillaume Dufay ou Claude LeJeune, montrent l'originalité de son choix. Ses amis perdent un homme de qualité, la musique l'un de ses meilleurs artisans.

RENAUD MACHART

PHOTOGRAPHIE

Waternaux la primitive

LA VIE D'ARTISTES
ou Conseil économique et social

Sept photos seulement, un lieu épouvantable pour présenter de la photographie (le Conseil économique et social), l'obligation de l'entrée, la promesse d'autres photographes médiocres : bref, il faut vraiment aller voir de l'exposition d'Isabelle Waternaux. Il faut y aller, tant l'ensemble est surprenant et la production du « Mois de la photo ».

Tout noir : le personnage, le fond, le sujet. Bizarre impression laissée par chacun des trois modèles nus et insolents qui rient, sautent, ferment les yeux, ou viennent perturber la solennité de la « forme-tableau » : un chevalier, un

brûlé au chalumeau, une œuvre abstraite et picturale, veloutée à l'extrême grâce aux lignes au charbon. Les personnages aux attitudes mi-spontanées, mi-contraintes qui surgissent tels des fantasmes de l'obscurité. On disparaissent.

Il y a du primitif dans la pose, les cris, les corps nus et parfaits, le peu, le rien. Isabelle Waternaux travaille aux frontières du visible, du secret et du mystère. Rarement photographier n'aura été aussi intemporel.

M. G.

■ La vie d'artistes, Conseil économique et social, 1. Place d'Alsace, 75016. Jusqu'au 19 novembre. Les 3, 4, 5 et 6 décembre dans le cadre du Salon des photographes, Hall Japare, Lons-le-Saunier. Tél. : 84-43-09-36.

PARIS LE GOLFE 3 VOLS PAR SEMAINE.



Gulf Air vous propose 3 vols par semaine depuis Paris à destination du Golfe, et vous offre de nombreuses correspondances dans la région du Golfe et au-delà.

Que ce soit en première classe, en classe affaire, ou en classe économique,

vous voyagez toujours avec confort et raffinement et notre hospitalité traditionnelle contribue à faire de votre voyage une expérience agréable.

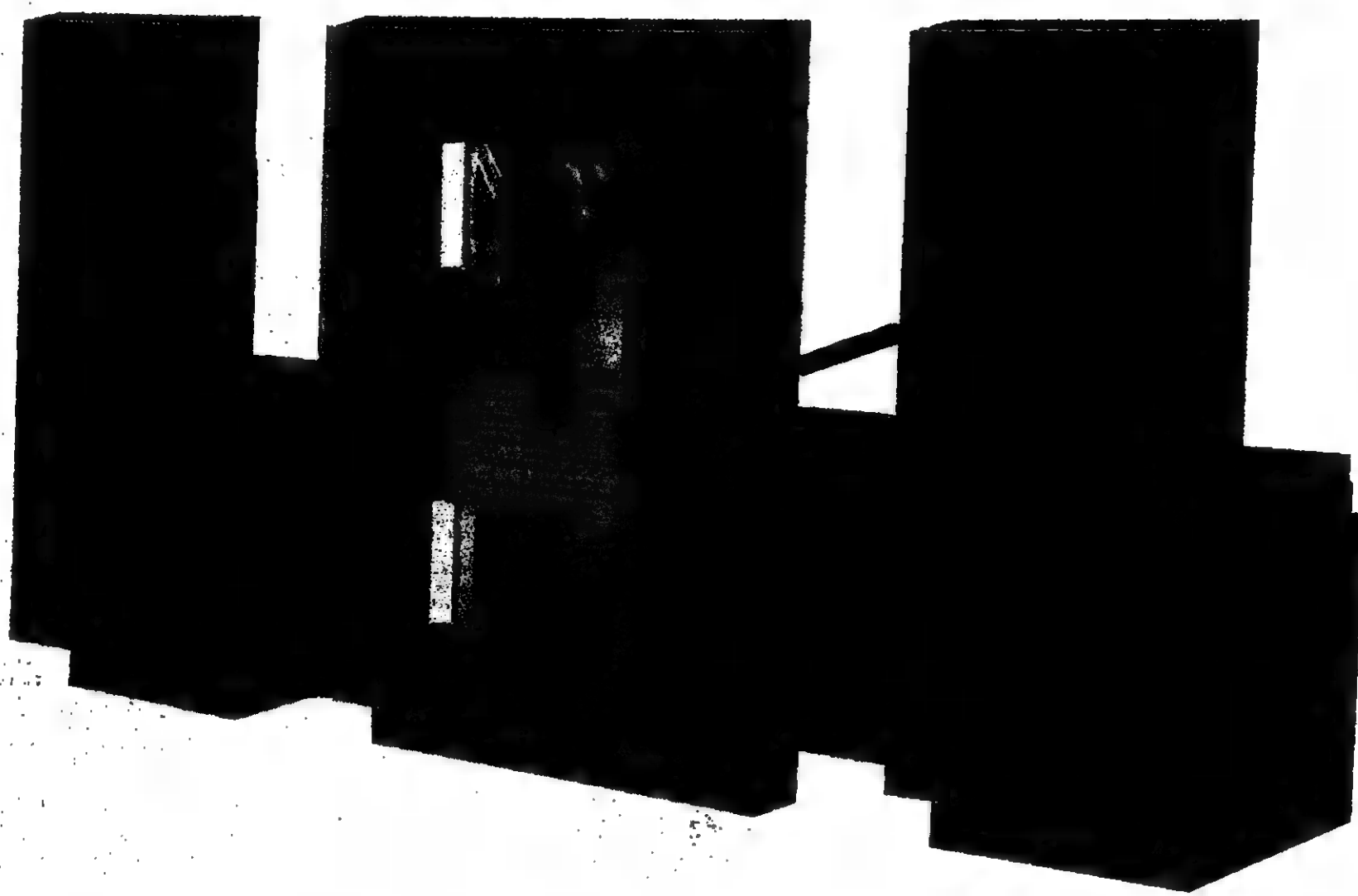
Découvrez le plaisir de voyager

- Gulf Air style -



POUR PLUS D'INFORMATIONS CONCERNANT LES ITINÉRAIRES ET LES SERVICES OFFERTS, CONTACTEZ VOTRE AGENCE LOCALE OU LA COMPAGNIE GULF AIR AU 4237070

Jonasz



* Prix : 960 F TTC (décommande en option. Après apport initial de 30% soit 5885 F (constitué d'un premier loyer de 15% et d'un dépôt de garantie de 15% équivalents à l'option "d'achat", 179yers mensuels à 4,56% soit 909,72 F soit un coût total de 21 450 F ou 107,52€ sur 1 an 12. Assurance facultative en sus. Conditions en vigueur novembre 1992 barème de location avec option d'achat après acceptation du deviser par le bauxloc OFFRE valable du 15.11.92 au 15.01.93.

GI CONCEPT

- 66 **LE TOUQUET - LE MUST DE LA HIFI** - 83
 - 67 **LAURENCE** - 63 **MUSIQUE** - AUDIO
 DESIGN - 12, Rue Gamot - 64 **LABY - LAB**
 Célérité - **DIARISTE** - **BONNET** - 1, Avenue du
 14 Juillet - 65 **LAURENCE** - 66 **LAURENCE**
 57 **STRASSBOURG - ELECTRO SHOP** - 1, Rue
 de la République - 67 **LAURENCE**
MUSIQUE & TECHNIQUE - 3, Rue
 de la République - 68 **LAURENCE**
 Lecteur - **WOLF** **MUSIQUE** - 24, Rue de la Mésange
 69 **MULHOUSE - MUSIQUE DOREL** - 2, Place de la
 République - 70 **LYON - STUDIO DISQUE** - 12, Place G.
 de Gaulle - 71 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 72 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 73 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 74 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 75 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 76 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 77 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 78 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 79 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 80 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 81 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 82 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 83 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 84 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 85 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 86 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 87 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 88 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 89 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 90 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 91 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 92 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 93 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 94 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 95 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 96 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 97 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 98 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 99 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier
 100 **LYON - MUSIQUE** - 1, Rue Chénier

primitive

T H E A T R E

MOGADOR

100 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

Déjà 50.000 spectateurs sont sortis bouleversés des "Bas-Fonds"

Il n'est pas de nous en maître plein la vue mais de nous frapper sans cesse au cœur.

Le travail exemplaire de ROBERT HOSSEIN, maître d'œuvre inspiré de cette fresque. Fidèle à lui-même, il a voulu tirer un d'espoir pronant la violence et la

"Des acteurs qui servent avec sensibilité et intelligence un grand texte de la littérature mondiale et nous touchent... Avec ce beau spectacle sobre et émouvant, ROBERT HOSSEIN apprend à l'ensemble du monde et rappelle ce qui est la plus belle mission du théâtre: rendre "oléant" Bernard Thomas Le Canard enchané

LOCATION 48 78 04 04

BEAUCHESNE
SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE
catalogue sur demande
72, rue de la Harpe - 75007 PARIS - Tél. 45-48-80-28

A partir du 24

THEATRE DE L'ATELIER

Pierre VANECK Arielle DOMBASLE
Gisèle CASADESUS
et
Jacques FRANCOIS

LE JUGEMENT DERNIER

Bernard-Henri LEVY

MISE en SCENE
Jean-Louis MARTINELLI

avec
Armand MEFFRE
Alain MAC MOY
Beppe CLERICI
Man-Yan James HOR
et
Jean-Yves CHATELAIS

LOCATION 46 06 49 24

CULTURE

THÉÂTRE

Boulimie de rencontres

En « résidence » au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis, Stanislas Nordey va au-devant du public

LA DISPUTE
de Stanislas Nordey

Un plateau démodé, une ligne de sable bleu pour la Dispute de Stanislas Nordey règle les déambulations dans un espace abstrait, comme un damier dont les carreaux invisibles aux spectateurs, seraient en quelque sorte inscrits à l'intérieur des personnages, qui suivent la loi d'un jeu mystérieux et complexe. La pièce raconte une expérience: des adultes ont fait de couples d'enfants dans une solitude. Ils ne savent rien de leur image. Quand ils sont devenus adolescents, on les voit et on observe.

« L'un des axes du travail est le voyageurisme à l'opéra », note Stanislas Nordey, moins intéressé par le mythe du bon sauvage, et beaucoup plus par « un jeu cruel, sans limites, auquel nous sommes conviés à assister, dont on nous fait les complices ». Il porte la pièce depuis cinq ans. La Dispute est sa première mise en scène. Depuis, il a monté Bête de style de Pasolini, un spectacle pour enfants, la Légende de Sigfried... Il est revenu à Paris avec deux autres images en tête. Il a repris le spectacle l'an dernier à Sartrouville et à Dijon, à Théâtre en mai, l'a encore travaillé un mois à Angers avant le Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis. Tout ce que l'on souhaite est qu'il garde la même énergie, la même pureté équivoque, la même violence de sensibilité.

Les représentations de la Dispute commencent le 17 novembre, mais Stanislas Nordey et quelques-uns de ses comédiens sont installés au TGP



Stanislas Nordey: « J'ai peur du milieu qui vous étouffe. »

depuis le 18 septembre, en résidence. C'est à qu'ils ont monté Tabataba, deux comédiens et une moto, un frère et une sœur dans un village d'Afrique, qui rêvent d'horizons heureux. Le spectacle sensible et vigoureux, court, et que l'on peut jouer partout, comme le stipule le contrat. Serait-ce le retour à une pratique qui a marqué les années 60: l'action culturelle dans les salles des comités d'entreprise, voire dans les cantines pendant l'heure du déjeuner, histoire d'éveiller la conscience artistique du travailleur?

Magie de la scène et familiarité

« Pour moi, répond Stanislas Nordey, il s'agit d'un rapport aux spectateurs. La manière dont on se présente m'effraie: les invitations la première partie, le public vide la seconde, et quand enfin le public se décide, s'il se décide, en fait les derniers. Au départ, j'avais voulu créer d'abord une petite forme pour la comédie un

peu différent. En acceptant la résidence, j'ai accepté le travail avec les ateliers d'amateurs, les lycées, etc. Ce n'était pas suffisant. Nous nous installons pour un soir partout où nous sommes attendus. Jean-Claude Fall m'avait demandé un spectacle d'appartement, mais je n'aime pas cette situation, elle est fautive. J'ai proposé Tabataba parce que le thème touche une large tranche d'âge. Et puis, trimballer deux acteurs noirs dans une ville qui vote à 25 % pour le Front national ne me déplaît pas.

« Travailler avec deux comédiens était différent. J'aime les grandes troupes, trente personnes en scène me font moins peur que la face-à-face avec un couple. J'ai moins « mis en scène » qu'habituellement, j'ai davantage écouté. A un moment, j'ai même craint de me mêler, ils avaient des choses personnelles à raconter. Généralement, je demeure assez distant. Après les répétitions, je ne vais pas au restaurant avec les copains. Je viens d'une famille du spectacle, j'ai trop vu de projets qui se bartaient parce que les rapports personnels

étaient trop imbriqués dans le travail. Je ne veux pas tout mélanger. Je fais le blocus, même avec des gens dont je suis très proche. J'ai peur que la magie de la scène se perde dans la familiarité. Quand on s'est quittés, quand le rendre chez moi, je vis avec les images de ce qui s'est passé sur scène, ça me permet de chercher plus loin.

« Le rapport au public me préoccupe. Claude Steiner m'a demandé à Sartrouville de penser à un spectacle pour enfants, et j'ai sauté sur l'occasion. J'ai découvert des gosses à qui rien n'échappe. Nous avions fait pas mal de rencontres et de répétitions publiques, ils entrent dans les problèmes de mise en scène avec un formidable naturel. Nous prenions trois élèves avec trois comédiens. Ils travaillaient ensemble sur les exercices de la Dispute: se regarder, se toucher. C'est dur pour les enfants, ils ont peur du regard des autres.

« Les comédiens sortaient du Conservatoire. Jouer devant des enfants qui ne s'attachent qu'aux personnages, pas à eux, n'est pas gratifiant. Nous allons tenter un même genre d'expérience avec l'IVT, le théâtre des sourds: un spectacle aux et nous par moitié. Je pense également au Calderon de Pasolini. Comme Jean-Louis Martinelli, mais je prends la pièce même, alors que lui en a choisi des fragments et y a ajouté d'autres textes.

« Je travaille avec des équipes larges, qui jouent en même temps; je vois des uns aux autres. Par chance, plusieurs de mes spectacles se sont enchaînés. Mais enchaîner un spectacle après l'autre ne me satisfait pas. Pas plus que de faire uniquement le comédien. J'ai peur du milieu qui vous étouffe. Le théâtre, les comédiens, le théâtre... Je suis un bouillotte de rencontres diverses. La pédagogie m'a toujours passionné. C'est essentiel, et au Conservatoire, on ne s'en occupe pas. On vous demande l'efficacité. On vous enseigne le narcissisme, alors que pour être acteur, il faut déjà en posséder une bonne dose. Et je ne parle pas des cours privés où l'on massacre les vocations. C'est peut-être à ça que servira ma résidence à Saint-Denis: à apprendre. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

Théâtre Gérard-Philippe, mardi au samedi à 20 h 45. Dimanche à 17 h. Jusqu'au 19 décembre. Tél.: 42-43-17-17.

ARTS

La montagne et la taupinière

Rapprochements plastiques autour des dernières œuvres de Monet

LES NYMPHÉES
AVANT ET APRÈS
de l'Orangerie

Le Musée de l'Orangerie nous promettrait encore et merveilles: les Nymphéas de Monet - « la chapelle d'été du vingtième siècle » - réunir une centaine de tableaux, quelques rapprochements plastiques. On allait enfin mettre à leur vraie place, ces premières, ces œuvres longtemps perçues comme les derniers balbutiements d'un vieillard malade. Ces Nymphéas, qui inspiraient à André Lhote une telle peur qu'il parlait de « suicide plastique » en ajoutant à propos du peintre: « Ophélie de la peinture, son âme traîne sans gloire sous le regard des nymphes. »

Oubliions l'été 1893, Monet le cours de l'Épte pour créer un bassin dans le jardin de Giverny. A peine une mare. De ce lac d'eau vont émerger des toiles démesurées où l'œil du peintre perçoit les formes mouvantes des nuages que sa main mesure au rythme des feuilles de nymphéas, des branches de saule. Tranquille, il entame une révolution, crée une peinture mobile, sans limite, aux contours indéfinis. Hors du cadre, on les voit, les Nymphéas de Clemenceau, on les voit oubliées. C'est d'ailleurs qui advint: la peine installées en 1923 dans les sous-solles d'un bâtiment entre le musée et le jardin des Tuileries, les Nymphéas sombrèrent dans l'indifférence.

Puis la guerre. Viennent les Américains, ils réintègrent la vie de l'art en reprenant leurs études. Sur les conseils de Paul Facchetti, ils se précipitent vers l'Orangerie. Ellsworth Kelly pousse plus loin, jusqu'à Giverny, qui lui inspira son premier monochrome. Plus tard, Mitchell et Riopelle

s'installèrent à Vétheuil, à deux pas du jardin où naquirent ces toiles aux formes déformées qui confinaient à l'abstraction. Les Nymphéas sont à la charnière de tout un pan de l'art du siècle. Monet est à l'abstraction lyrique et au cubisme: un phare. Conscience ou non, l'œuvre la génération des paysagistes abstraits, français ou américains, de Kandinsky à Malevitch, de Mondrian à Francis, y trouveront tantôt leur provende, tantôt un avertissement.

Ni souffle ni espace

On arrive donc à l'œuvre de l'exposition avec beaucoup d'impair et d'émotion. Le premier regard est illuminé par une magnifique huile de Joan Mitchell, une peinture somptueuse. Et puis, le regard se tourne vers le regroupement étrange de couples illégitimes: un Delacroix, un très bon, mais à un Pollock, comme une carpe à un lapin; un Ullrich au mot de Lhote via une indigente Ophélie, Bastien-Lepage. On cherche à retrouver la touche de Manessier, ou Tworlov. Dans une autre salle? Non, tout est là. L'exposition est concentrée dans une espèce d'arrière-cuisine sans lumière, espace, sans développement, sans perspective. Plus loin, dans leur superbe solitude trônent les Nymphéas. On voit qu'ils ne peuvent, à cause d'une clause testamentaire, accueillir d'autres œuvres. Soit, mais il fallait alors vider l'Orangerie, évacuer temporairement les Soutaine, les Picasso, bref la superbe collection Guillaumet, enfin faire de la place.

Il fallait se donner les moyens de démonstration passionnante, de ces confrontations si rares aujourd'hui ou s'abstenir. Ne pas se laisser d'une œuvre par

manque, et avec les manques, explorer les facettes, les développements des Nymphéas. Et surtout ne pas multiplier les rapprochements. Certes, Monet, avec ses Cathédrales, est le père des sujets en série, si fréquents désormais. Certes, la vision des Meules fut un des choix qui déclenchèrent chez Kandinsky le lent processus qui devait le mener à l'abstraction. Mais ce n'est pas le même problème, et mériterait une autre exposition.

HARRY BELLET

Musée national de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, 75008 Paris. Tél.: 42-97-48-18. Jusqu'au 11 janvier.

DANSE
THÉÂTRE DE LA VILLE DE PARIS
18, 20 ET 21 NOV. 20H30
SUSANNE LINKE
création pour 6 danseurs
24, 25, 27 ET 28 NOV. 20H30
DANAT
A. KASPAR
création pour 7 danseurs
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Spécialité

ÉCONOMIE

La Monde Mercredi 18 novembre 1992

BILLET

Douche écossaise à la RATP

La direction de la RATP souffre le chaud et le froid. Ces derniers mois, elle a multiplié les initiatives pour obtenir un service minimum en cas d'arrêt de travail et présenté une réforme assouplissant les horaires des 400 conducteurs des rames du métro ou du RER et introduisant des critères individuels de notation. La réponse des syndicalistes — une série de mots d'ordre de grève en rafale à partir du 17 novembre — a amené la Régie à déposer une plainte, considérant que ces actions étaient illicites.

Or, lundi 18 novembre en début de soirée, la RATP a décidé d'instaurer une amnistie. Elle a annulé le « gel » du projet concernant les conducteurs jusqu'en janvier et se sera la nouvelle instance de conciliation. La direction espère que le climat sera plus propice au dialogue une fois passées les élections aux comités d'établissement, le scrutin prud'homal et la désignation des délégués du personnel qui mobilisent l'attention des vingt-sept syndicats de la maison. Ce changement de tactique n'a pas eu les effets escomptés : exigent un retrait pur et simple, les syndicats ont confirmé leurs arrêts de travail et le trafic a été sensiblement perturbé mardi matin entre 11 heures et 11 heures 30. Il devait également être relâché en fin d'après-midi.

La RATP, consciente que les conducteurs du métro constituent la dernière catégorie dont les horaires et le déroulement de carrière n'ont pas encore été adaptés (pour les chauffeurs de bus, la mutation s'est opérée sans trop de heurts), considère désormais que le temps joue en sa faveur et affirme son souci d'éviter que « les voyageurs deviennent les otages d'une négociation interne à l'entreprise ». Un soudain changement de tactique qui risque d'être perçu comme un aveu de faiblesse. Pourtant, si les syndicats maintiennent les appels à la grève (prudemment limités dans le temps) prévus pour les prochains jours, ils savent également qu'il ne leur faut pas surestimer leurs forces.

Les usagers, de leur côté, continuent de témoigner d'une grande patience et d'une capacité d'adaptation sans égale. « On a pardonné », telle paraît être leur philosophie. Jusqu'à quand ?

JEAN-MICHEL NORMAND
Lire nos informations page 30

Le ministre de l'économie et des finances en visite à Moscou

M. Sapin s'inquiète des récents arriérés de paiement accumulés par la Russie

Mars 1990 : la grande commission franco-soviétique tient sa réunion annuelle à l'hôtel d'Europe. Le ministre de l'économie et des finances, M. Sapin, y a été reçu par le président Eltsine. M. Sapin a été reçu par le président Eltsine. M. Sapin a été reçu par le président Eltsine.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

L'époque de la chute du rideau de fer a été marquée par le mont des échanges commerciaux entre la France et l'URSS. L'empire soviétique n'existe plus et la grande commission a disparu avec lui. Au début de 1992, la France et la Russie ont choisi de créer une nouvelle instance de conciliation.

La tâche assignée à M. Michel Sapin, ministre de l'économie, lors de sa première visite officielle en Russie, n'était pas des plus aisées. Discuter des réformes économiques en pleine tempête politique à Moscou ; négocier le remboursement de la dette extérieure de l'ex-URSS, au moment où la Russie et l'Ukraine se querellent sur le partage des avoirs de l'ancien empire ;

promouvoir les relations commerciales entre la France et la Russie, ce n'est pas des tâches faciles. Sur ce dernier terrain, le ministre français n'a pas manqué de souligner l'importance accordée par la France au remboursement du crédit d'urgence de 2,2 milliards de francs accordé en février lors de la visite du président Eltsine à Paris. « Tout contrat négocié par la Russie doit être honoré, d'autant plus que nous ne savons pas où il met les pieds », a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse. M. Sapin a cependant ajouté que la France était prête, si la Russie le souhaitait, à garantir sur les remboursements de la dette extérieure de l'ex-URSS, de nouvelles ventes de blé. Tout comme plusieurs autres capitaux occidentaux, la France a été encouragée à l'URSS et à l'ex-URSS par le gouvernement russe. Sur ce point, la France de 1992 diffère de celle de 1991.

Affrontement autour des réformes

Malgré la consolation pour les interlocuteurs des deux parties, M. Sapin a signé un accord de don d'un montant de 4 milliards de francs destiné au financement d'une étude menée par la banque Paribas sur la commercialisation des télécommunications par satellite.

Malgré la question des arriérés de paiement à l'égard de la France, c'est qu'une petite part du problème du remboursement de la dette extérieure multilatérale. Au moment où M. Sapin arrivait à Moscou, vendredi 13 novembre, le directeur du Trésor et président du Club de Paris (groupement des

Etats créanciers), M. Jean-Claude Trichet, rentrait d'Ukraine. Il venait de discuter avec les autorités de Kiev la proposition formulée par la Russie de reprendre à son compte l'ensemble de la dette extérieure (évaluée entre 70 milliards et 100 milliards de dollars) en échange de l'abandon par les Républiques des demandes de partage des avoirs de l'URSS (créances sur l'étranger, propriétés immobilières...). une proposition qui va à l'encontre de l'accord de responsabilité conjointe sur les remboursements de la dette extérieure signé par la plupart des Républiques de l'ex-URSS il y a un an mais auquel le Club de Paris est aujourd'hui très favorable. Ses membres, de même que le gouvernement russe, souhaiteraient parvenir à un accord afin de négocier un rééchelonnement de la dette contractée jusqu'au début ou à la fin de 1991.

Une réunion du Club est prévue le 24 novembre. Pour le gouvernement russe, et notamment M. Piotr Aven, ministre des relations économiques extérieures, il s'agit de pouvoir présenter l'accord lors du congrès du Parlement russe qui s'ouvre le 1^{er} décembre. Pour les Etats créanciers, un accord de rééchelonnement pourrait, sinon restaurer la confiance à l'égard d'une Russie en pleine crise économique et politique, du moins normaliser quelque peu les relations financières.

M. Sapin n'avait, en tout cas, pas choisi le moment le plus facile pour son voyage à Moscou. La préparation du congrès est marquée par un affrontement entre le gouvernement libéral, dont les réformes économiques de cette année (libéralisation des prix, liberté des taux de change, début de déstabilisation...) sont très vivement critiquées et l'Union civique, l'autre principal parti démocrate du Parlement qui souhaite un rythme moins soutenu pour la libéralisation de l'économie. Son président, M. Anatoli Volodine, a officiellement demandé la « tête » de plusieurs ministres du gouvernement de M. Egor Gaidar. Mais, un groupe de travail présidé, côté gouvernement, par M. Anatoli Choubak, ministre des privatisations, et de l'autre par M. Evguène Iassine, économiste, va tenter de concilier les deux camps. « Je n'ai pas peur de voir les réformes s'arrêter », a déclaré M. Sapin, qui n'a pu être reçu par M. Gaidar.

FRANÇOISE LAZARE

Inaugurée par MM. Mitterrand et Herzog

Une Maison France-Israel est créée à Paris

Les présidents de la République française et israélienne, MM. François Mitterrand et Haim Herzog, ont inauguré, mercredi 18 novembre, la Maison France-Israel, avenue Marceau à Paris, sous la présidence de M. Lionel Stoléru, ministre de l'économie et des finances.

« C'est un jour de notre vie... » Ancien secrétaire d'Etat du MME, M. Stoléru a été élu président de la Maison France-Israel. M. Stoléru a été élu président de la Maison France-Israel. M. Stoléru a été élu président de la Maison France-Israel.

Pour assurer un immeuble « entier, bien placé et libre », M. Stoléru a loué son appartement à la capitale. Finalement la Maison France-Israel a été acquise, à Paris, l'ancien immeuble de l'Union des industries chimiques, sur 100 millions de francs. L'achat a été financé par des entreprises bienfaitrices, la Chambre a apporté 50 millions de francs et le reste, d'un prêt avantageux sur vingt ans de la Caisse des dépôts et consignations.

Pour M. Stoléru, la Maison France-Israel sera à la fois une « vitrine » et un centre d'affaires. Côté vitrine (2 000 m²), il s'agit de donner un aperçu des activités scientifiques, artistiques, culturelles, technologiques, éducatives et sportives de la France et d'Israël. Côté affaires, la Maison France-Israel permettra aux entreprises françaises de rencontrer les dirigeants de Procter & Gamble sur un projet européen tiré de notre propre expérience.

« Israël en Europe ». Mais il espère surtout, à la veille d'une nouvelle visite officielle de M. Mitterrand en Israël, un développement des échanges commerciaux, en progressant depuis 1985 mais insuffisants, entre les deux pays.

La France est le sixième client mais surtout le huitième fournisseur d'Israël. En 1990, les échanges bilatéraux s'élevaient à 1,2 milliard de francs. En 1991, ils ont atteint 1,5 milliard de francs. En 1992, ils ont atteint 1,8 milliard de francs. En 1993, ils ont atteint 2,1 milliard de francs. En 1994, ils ont atteint 2,4 milliard de francs. En 1995, ils ont atteint 2,7 milliard de francs. En 1996, ils ont atteint 3,0 milliard de francs. En 1997, ils ont atteint 3,3 milliard de francs. En 1998, ils ont atteint 3,6 milliard de francs. En 1999, ils ont atteint 3,9 milliard de francs. En 2000, ils ont atteint 4,2 milliard de francs. En 2001, ils ont atteint 4,5 milliard de francs. En 2002, ils ont atteint 4,8 milliard de francs. En 2003, ils ont atteint 5,1 milliard de francs. En 2004, ils ont atteint 5,4 milliard de francs. En 2005, ils ont atteint 5,7 milliard de francs. En 2006, ils ont atteint 6,0 milliard de francs. En 2007, ils ont atteint 6,3 milliard de francs. En 2008, ils ont atteint 6,6 milliard de francs. En 2009, ils ont atteint 6,9 milliard de francs. En 2010, ils ont atteint 7,2 milliard de francs. En 2011, ils ont atteint 7,5 milliard de francs. En 2012, ils ont atteint 7,8 milliard de francs. En 2013, ils ont atteint 8,1 milliard de francs. En 2014, ils ont atteint 8,4 milliard de francs. En 2015, ils ont atteint 8,7 milliard de francs. En 2016, ils ont atteint 9,0 milliard de francs. En 2017, ils ont atteint 9,3 milliard de francs. En 2018, ils ont atteint 9,6 milliard de francs. En 2019, ils ont atteint 9,9 milliard de francs. En 2020, ils ont atteint 10,2 milliard de francs. En 2021, ils ont atteint 10,5 milliard de francs. En 2022, ils ont atteint 10,8 milliard de francs. En 2023, ils ont atteint 11,1 milliard de francs. En 2024, ils ont atteint 11,4 milliard de francs. En 2025, ils ont atteint 11,7 milliard de francs. En 2026, ils ont atteint 12,0 milliard de francs. En 2027, ils ont atteint 12,3 milliard de francs. En 2028, ils ont atteint 12,6 milliard de francs. En 2029, ils ont atteint 12,9 milliard de francs. En 2030, ils ont atteint 13,2 milliard de francs.

Tigre de papier

Une illustration très psychologique. La peur du boycott arabe pour les entreprises françaises a été pesée encore. « Ce boycott arabe, s'insurge M. Stoléru, n'existe plus depuis cinq ans. C'est un tigre de papier ! » En revanche, l'ancien secrétaire d'Etat estime que les liens et les bas qui caractérisent les relations politiques entre les deux Etats n'ont plus cours sur les relations commerciales.

Il espère ainsi que la Maison de l'avenue Marceau rendra Israël plus attractif pour les grandes entreprises françaises et lui déjà miroiter les succès de ce pays : « Israël est le seul pays au monde à bénéficier de tant de libre-échange à la fois avec la CEE et les Etats-Unis. Avec 5 millions d'habitants, il importe et il exporte presque autant que l'Allemagne qui a 100 millions d'habitants. Hong Kong et Singapour ont une population de 5 millions d'habitants. Si vous vendez en Israël, où tous les pays sont en concurrence, vous pouvez vendre dans le monde entier. » Il ne lui reste plus qu'à convaincre les entreprises françaises.

MICHEL NOBLECOURT

(1) Le montant des échanges commerciaux bilatéraux entre la France et Israël.

FINANCES

Restructuration du pôle immobilier

L'OPE de Suez sur la CFI est contestée

Le Conseil des bourses de valeurs devrait se prononcer, mercredi 18 novembre, sur les modalités de l'offre publique d'échange (OPE) présentée par Suez à l'égard de la Compagnie foncière internationale (CFI). Les autorités boursières pourraient d'ici là décider de relever les parités d'échange qui sont actuellement de cinq actions Suez pour quatre actions CFI, en raison de la sous-évaluation de cette opération.

En octobre, la Compagnie foncière internationale avait annoncé son intention de restructurer son pôle immobilier, à l'origine de la sous-évaluation de ses titres. Le 22 octobre, en fusionnant la Banque La Hénin avec la CFI, elle a créé une entité de 6 milliards de francs d'actifs immobiliers (deux tiers de logements dans la région parisienne, un tiers de bureaux, et des plus-values). Elle a également annoncé une offre publique d'échange (OPA) sur

CFI pour la retirer de la cote. Le prix proposé était de 315 francs par action comparé à une moyenne de 215 francs pour les soixante derniers jours de cotation.

La réaction des actionnaires minoritaires, représentés par le SICAV du Crédit agricole (Union Foncière et Uni-France), fut laudative. Ils contestent le faible prix proposé comparé à la valeur d'actif nette d'aujourd'hui à 400 francs et qui était de 300 francs il y a quelques années. Ils ont donc décidé de faire une offre, vendredi 13 novembre, en la transformant en OPE. Les parités proposées valorisent la CFI à 315 francs pour un cours de Suez à 250,50 francs. Mais, même si cette opération paraît à l'OPA offre des avantages fiscaux, la valeur du titre (36 % par rapport à l'actif) n'est pas encore si importante.

D. G.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Information F.C.P.

Changement de société de gestion des F.C.P. du Crédit Agricole

Nous informons les porteurs de parts des F.C.P. du Crédit Agricole gérés par SEGESPAR GESTION que la Société de Gestion des F.C.P. du Crédit Agricole, les fonctions de gérant des F.C.P. dont les noms suivent :

Agri-Amérique, Agri-Bond, Agri-croissance, Agri-ECU-Obligations, Agri-Europe, Agri-France, Agri-Japon, Agri-Régions, Agri-Rendement, Agri-Rivier, Evergreen, Herold, Fama Vert Tiers-Monde et Vert Placement.

Ce changement est lié à la fusion-absorption de SEGESPAR GESTION par AMORFON FONDS qui a pour filiales du Crédit Agricole.

Il est fait, cette modification représente une opération purement technique n'ayant aucune incidence sur la qualité de la gestion ou le fonctionnement des divers F.C.P.

En particulier, les caractéristiques des F.C.P. et les règles de commercialisation par le Crédit Agricole demeurent identiques.

CA SEGESPAR

Procter & Gamble

INVITE LES MEILLEURS ETUDIANTS D'EUROPE A SON

SEMINAIRE FINANCIER EUROPEEN 1993

Nous offrons à 50 étudiants l'opportunité de connaître le monde des affaires, de développer leurs aptitudes au management et à la finance d'entreprise en travaillant avec les dirigeants de Procter & Gamble sur un projet européen tiré de notre propre expérience.

VIENNA 1993

Les candidats devront répondre aux critères suivants :

- Qualités de leader
- Etudes supérieures de haut niveau
- Diplômés en 1993 ou 1994
- Bonne connaissance de l'anglais

Le Séminaire Financier Européen sera organisé par :

Procter & Gamble Autriche à Vienne
- Du 28 mars au 2 avril 1993 et
du 23 au 25 avril 1993.

Les frais de voyage et de séjour des étudiants sélectionnés seront pris en charge par la société.

Merci d'envoyer votre CV en anglais avant le 18 décembre 1992 à l'adresse suivante :

Euro Financial Seminar
Procter & Gamble France
Melle. Eliane
96, Av. Charles de Gaulle
92200 Neuilly Sur Seine

ÉCONOMIE

SOCIAL

Après l'accord conclu le 21 octobre

Les dockers de Bordeaux ont de nouveau cessé le travail

BORDEAUX

de notre correspondant

Après trois semaines d'accalmie, les dockers du port de Bordeaux ont arrêté le travail du vendredi 13 au lundi 16 novembre, où la grève a été suspendue jusqu'à la tenue d'une table ronde, mercredi 18 novembre. Le conflit s'est cristallisé autour du paiement des jours de grève d'octobre à deux délégués du syndicat CGT des ouvriers dockers.

Pour les dockers, « ces deux délégués n'ont pas eu leur salaire pour octobre ». Mais, les entrepreneurs de manutention, les employeurs à part entière, les délégués syndicaux « voudraient bénéficier d'un régime dérogatoire » et obtenir une indemnisation à la grève d'octobre supérieure à celle des autres dockers. Les manutentionnaires, qui exigent la reprise du travail préalable à toute négociation, ont obtenu gain de cause sur ce point.

Le 21 octobre, les manutentionnaires et les dockers bordelais avaient signé un accord entérinant la mensualisation des dockers ainsi que la réduction de leur nombre de deux cent à quatre-vingt-dix-neuf.

GINETTE DE MATHA

■ **SNCF** : la Fédération des cheminots CGT a déposé un préavis de grève pour le 19 novembre. La Fédération des cheminots CGT a annoncé son intention de faire grève du mercredi 18 novembre 20 heures au vendredi 20 novembre 8 heures. Le syndicat, qui proteste « contre la logique destructrice liée aux objectifs de rentabilité financière et de construction européenne à marche forcée » de la SNCF, réclame l'ouverture de négociations sur les perspectives de déroulement de carrière des personnels.

Dans sa recommandation annuelle

Le CNPF estime « indispensable » la modération salariale

« Il est nécessaire de poursuivre la modération salariale », souligne M. Jean Domange, président de la commission sociale du CNPF, dans sa lettre annuelle adressée lundi 16 novembre aux responsables patronaux.

Cette recommandation, qui « renouvelle pour 1993 les indications données l'an dernier », souligne la nécessité de « persévérer dans la voie de la prudence et du réalisme, de sorte que la part de la valeur ajoutée consacrée aux salaires n'affecte pas la capacité d'investissement et la compétitivité des entreprises, sans à risque de pénaliser davantage l'emploi ». Le CNPF, qui ne donne pas d'indication chiffrée, précise qu'il est « souhaitable que les branches professionnelles persévèrent dans leur démarche contractuelle sur les salaires minimaux et les classifications » en ce qui concerne notamment « les garanties de salaires applicables aux salariés les moins qualifiés ».

COMMUNICATION

Un colloque sur la presse écrite et l'Europe

Les éditeurs veulent enrayer la perte de leur lectorat

La conjoncture publicitaire défavorable à la presse écrite incite les patrons à la réflexion. A l'invitation de M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, le grain des éditeurs français, soit une centaine de personnes, a participé lundi 16 novembre au colloque baptisé « La construction européenne : enjeux et défis de la presse écrite ». Le dossier européen n'a pourtant été qu'évoqué : loi interdisant la publicité pour le tabac et l'alcool, tarifs à TVA, et plainte des éditeurs français devant la Cour européenne de justice, alors que les autres marchés d'Europe, alors que l'Hexagone, ont vu leurs filiales de presse étrangères, dont témoigne par exemple l'existence de Prisma Presse, éditeur de *Femme*, *Prima*, *Télé-Lol*, etc.

Ces jalons posés, les éditeurs ont fait part de leur inquiétude, battant leur coule. Après avoir misé davantage sur les annonceurs que sur les lecteurs, durant les années de surchauffe publicitaire, ils

lent à « avoir une réflexion sur les nouveaux publics », à tablent sur la transparence du marché que devrait apporter la loi Sapin. Ils souhaitent aussi rallier les lecteurs en luttant contre l'érosion de la diffusion, due au prix de vente des journaux, au retard pris par le portage à domicile et au contenu rédactionnel, qui n'a pas amélioré. En attendant, les réductions de coûts attendues sont marginales. Pour les éditeurs, elles se fondent surtout sur une baisse de la main d'œuvre, en remettant en cause l'indemnité de rupture dans la presse française selon laquelle un éditeur doit obligatoirement disposer d'un nombre d'impresions, et en rediscutant de la répartition de la distribution.

Celle-ci devrait être mieux adaptée au marché par l'extension du portage, par une amélioration du service postal des abonnements.

voire les nouvelles missions confiées à La Poste, qui pourrait vendre des journaux et collecter des abonnements. Quant à l'une des déficiences de la presse écrite, à savoir sa sous-capitalisation, elle pourrait trouver des remèdes dans l'« adossement » à un groupe industriel, dans les « concours financiers classiques » ou dans de nouvelles règles régissant la transmission familiale des entreprises.

En fin de compte, la question de la « liberté d'identité des journalistes », le secrétaire d'Etat à la communication s'est intéressé au nouvel intérêt porté au lectorat et a indiqué qu'une future table ronde réunissant éditeurs, journalistes et pouvoirs publics « éclairerait la lumière des problèmes et solutions » de la presse d'information générale, qui requerrait une intervention d'urgence.

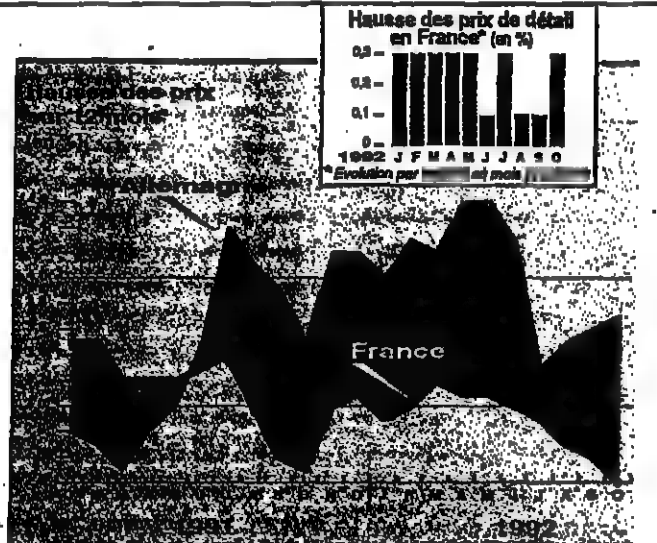
Y.-M. L.

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail : l'écart avec l'Allemagne

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,3 % en octobre après des hausses de 0,1 % en août et septembre. Sur un an (octobre 1992 comparé à octobre 1991), la hausse des prix est de 2,4 %. L'écart d'inflation avec l'Allemagne s'est nettement creusé en faveur de la France, la hausse des prix ayant atteint 3,7 % outre-Rhin en octobre.

La décelération des prix en France à partir de l'été a pour cause principale la faiblesse du dollar et des prix pétroliers qui ont pesé sur les prix des importations. Le sevrage des prix alimentaires est une autre cause de décelération : les prix des fruits et des légumes ont été relativement bas tout l'été alors qu'ils avaient été élevés l'année dernière. Ces facteurs de ralentissement, en s'atténuant progressivement (le dollar avoisine 5,30 F après avoir été inférieur à 5 F pendant des mois), vont faire légèrement remonter le taux annuel d'inflation. Apparaît la véritable tendance des prix, qui est déterminée par l'évolution des services privés (environ 4,7 % l'an) et celle des produits manufacturés (environ 2 % l'an). Tous comptes faits, le rythme annuel de l'inflation (hors énergie) devrait se situer à 3 % environ.



Censure à RFI ?

Censure ? Ou autocensure ? L'un ni l'autre, affirme Christian Billmann, directeur de l'information de Radio France Internationale (RFI). L'émission en deux volets que Gilles Pérez, journaliste au service politique de RFI, consacre à la « loi d'ombre », un livre de notre collaborateur Edwy Pleney sur les « affaires » et sur M. Mitterrand, publié aux éditions Stock, n'a pas été « interdite » lundi 16 novembre, mais simplement « reportée ».

Christian Billmann, l'animateur - comportant plusieurs témoignages - de l'émission, par l'intermédiaire d'entrepreneurs amis proches du chef de l'Etat, a demandé d'entre autres comme Gilles Ménage, Jean-Jack Queyranne, Georges Klajman avaient refusé leur participation. Gilles Pérez avait cependant remarqué que ces hommes, comme

Edgar Morin, rédacteur du *Projet* et proche du président de la République, Bernard Lachaux et Jean-Luc Mélenchon, ont apporté leur témoignage. L'USJ-CFDT s'est également mobilisée et a dénoncé, lundi 16 novembre, ce « acte de censure » sur RFI.

L'USJ-CFDT s'interroge, « sur le hasard » qui a conduit à cette intervention d'autorité avec la radio publique, ou non, par le ministre de la Culture, du président de RFI (M. André Larqué), qui avait intervenu en ce début de semaine. C'est un effet de la loi sur la liberté de la presse de 1981, qui a conduit le Conseil supérieur de l'audiovisuel à devenir le président de RFI.

Ce n'est pas à ceux qui voyagent pour affaires que l'on apprendra qu'il y a sept jours dans une semaine.



Lundi



Mardi



Mercredi



Jeudi



Vendredi



Samedi



Dimanche

Vols quotidiens Paris-Montréal et Paris-Toronto.

Parce que vous ne savez peut-être pas aujourd'hui que vous devrez être demain à Montréal ou Toronto, Air Canada vous propose des vols quotidiens vers deux destinations.

Pour vous, qui voyagez en Affaires, nous vous proposons sur nos vols quotidiens des prestations qui ne font que confirmer la qualité des services Air Canada.

Voyager à bord d'un vol Air Canada c'est profiter de l'espace de nos cabines dans des sièges inclinables, dessinés pour un plus grand confort. Toujours pour votre bien-être nous mettons à votre disposition un service qui vous permet de choisir l'heure à laquelle vous souhaitez prendre votre repas. Vous pouvez choisir nos menus Nutri Cuisine pour une cuisine allégée.

De plus, nous vous rappelons que nos vols sont non-fumeurs. Sachez enfin que vous pouvez aussi profiter de nos vols pour Montréal et Toronto au départ de Nice et Lyon.

Pour plus d'informations téléphonez à Air Canada Paris (1) 43.20.12.00 à Air Canada Lyon 78.42.43.17, à votre agence de voyages, ou tapez sur Air Canada.



الجزيرة

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 17 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel																							
Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
4890	C.N.E. 92	4890	4890	4890	-0.09	4890	C.N.E. 92	4890	4890	4890	-0.09	188	Fort M...	211.30	214.80	215	+1.75	188	Fort M...	211.30	214.80	215	+1.75
802	R.A.P. T.P.	800	800	800	-0.12	802	R.A.P. T.P.	800	800	800	-0.12	189	Freight	26	25.50	25.25	-2.88	189	Freight	26	25.50	25.25	-2.88
705	C.Lyon T.P.	1810	1810	1810	-0.31	705	C.Lyon T.P.	1810	1810	1810	-0.31	190	G...	422.20	420.70	421	-1.78	190	G...	422.20	420.70	421	-1.78
1885	W...	1885	1885	1885	+1.21	1885	W...	1885	1885	1885	+1.21	191	G...	188.50	188	188	0.00	191	G...	188.50	188	188	0.00
1078	Thomson T.P.	1080	1080	1080	+0.48	1078	Thomson T.P.	1080	1080	1080	+0.48	192	G...	284.10	285.60	285.10	+0.34	192	G...	284.10	285.60	285.10	+0.34
730	ACCOM	572	571	570	-0.15	730	ACCOM	572	571	570	-0.15	193	G...	32.85	32.80	32.75	+0.14	193	G...	32.85	32.80	32.75	+0.14
530	Alcatel	728	727	726	-0.13	530	Alcatel	728	727	726	-0.13	194	G...	42.80	43.40	43.40	+0.31	194	G...	42.80	43.40	43.40	+0.31
635	Alcatel	728	727	726	-0.13	635	Alcatel	728	727	726	-0.13	195	G...	18.30	18.30	18.30	0.00	195	G...	18.30	18.30	18.30	0.00
1440	A.S.P.	255	255	255	+0.08	1440	A.S.P.	255	255	255	+0.08	196	G...	6.10	7.80	7.80	-3.70	196	G...	6.10	7.80	7.80	-3.70
410	A.S.P.	255	255	255	+0.08	410	A.S.P.	255	255	255	+0.08	197	G...	204	204	204	0.00	197	G...	204	204	204	0.00
134	A.S.P.	255	255	255	+0.08	134	A.S.P.	255	255	255	+0.08	198	G...	28.70	30.05	30	+1.01	198	G...	28.70	30.05	30	+1.01
615	A.S.P.	255	255	255	+0.08	615	A.S.P.	255	255	255	+0.08	199	G...	809.81	811	811	+0.25	199	G...	809.81	811	811	+0.25
147	A.S.P.	255	255	255	+0.08	147	A.S.P.	255	255	255	+0.08	200	G...	56.50	56.50	56.50	+2.28	200	G...	56.50	56.50	56.50	+2.28
910	A.S.P.	255	255	255	+0.08	910	A.S.P.	255	255	255	+0.08	201	G...	83.45	83.45	83.45	+0.18	201	G...	83.45	83.45	83.45	+0.18
370	A.S.P.	255	255	255	+0.08	370	A.S.P.	255	255	255	+0.08	202	G...	350	350	350	0.00	202	G...	350	350	350	0.00
1210	A.S.P.	255	255	255	+0.08	1210	A.S.P.	255	255	255	+0.08	203	G...	275.10	275	275	+2.16	203	G...	275.10	275	275	+2.16
320	A.S.P.	255	255	255	+0.08	320	A.S.P.	255	255	255	+0.08	204	G...	155.30	155.30	155.30	+0.19	204	G...	155.30	155.30	155.30	+0.19
1050	A.S.P.	255	255	255	+0.08	1050	A.S.P.	255	255	255	+0.08	205	G...	45.75	45.75	45.75	+0.25	205	G...	45.75	45.75	45.75	+0.25
184	A.S.P.	255	255	255	+0.08	184	A.S.P.	255	255	255	+0.08	206	G...	255.30	255	255	+2.00	206	G...	255.30	255	255	+2.00
3000	A.S.P.	255	255	255	+0.08	3000	A.S.P.	255	255	255	+0.08	207	G...	246	246	246	+0.33	207	G...	246	246	246	+0.33
400	A.S.P.	255	255	255	+0.08	400	A.S.P.	255	255	255	+0.08	208	G...	545	545	545	+0.73	208	G...	545	545	545	+0.73
905	A.S.P.	255	255	255	+0.08	905	A.S.P.	255	255	255	+0.08	209	G...	35	35	35	+0.83	209	G...	35	35	35	+0.83
171	A.S.P.	255	255	255	+0.08	171	A.S.P.	255	255	255	+0.08	210	G...	220.40	220.40	220.40	+1.25	210	G...	220.40	220.40	220.40	+1.25
2330	A.S.P.	255	255	255	+0.08	2330	A.S.P.	255	255	255	+0.08	211	G...	320.50	320.50	320.50	+0.18	211	G...	320.50	320.50	320.50	+0.18
435	A.S.P.	255	255	255	+0.08	435	A.S.P.	255	255	255	+0.08	212	G...	394	394	394	+2.34	212	G...	394	394	394	+2.34
198	A.S.P.	255	255	255	+0.08	198	A.S.P.	255	255	255	+0.08	213	G...	105.10	107	105.50	+0.38	213	G...	105.10	107	105.50	+0.38
33	A.S.P.	255	255	255	+0.08	33	A.S.P.	255	255	255	+0.08	214	G...	55.55	55.55	55.55	+2.37	214	G...	55.55	55.55	55.55	+2.37
1020	A.S.P.	255	255	255	+0.08	1020	A.S.P.	255	255	255	+0.08	215	G...	1215	1201	1201	+0.08	215	G...	1215	1201	1201	+0.08
400	A.S.P.	255	255	255	+0.08	400	A.S.P.	255	255	255	+0.08	216	G...	420.50	420	420	+0.18	216	G...	420.50	420	420	+0.18
905	A.S.P.	255	255	255	+0.08	905	A.S.P.	255	255	255	+0.08	217	G...	58.50	58.50	58.50	+0.05	217	G...	58.50	58.50	58.50	+0.05
171	A.S.P.	255	255	255	+0.08	171	A.S.P.	255	255	255	+0.08	218	G...	57.50	57.50	57.50	+2.52	218	G...	57.50	57.50	57.50	+2.52
2330	A.S.P.	255	255	255	+0.08	2330	A.S.P.	255	255	255	+0.08	219	G...	287.30	287.30	287.30	+2.28	219	G...	287.30	287.30	287.30	+2.28
435	A.S.P.	255	255	255	+0.08	435	A.S.P.	255	255	255	+0.08	220	G...	15.15	15.15	15.15	+0.18	220	G...	15.15	15.15	15.15	+0.18
198	A.S.P.	255	255	255	+0.08	198	A.S.P.	255	255	255	+0.08	221	G...	271	271	271	+0.41	221	G...	271	271	271	+0.41
33	A.S.P.	255	255	255	+0.08	33	A.S.P.	255	255	255	+0.08	222	G...	438.10	440.50	439.50	+0.32	222	G...	438.10	440.50	439.50	+0.32
1020	A.S.P.	255	255	255	+0.08	1020	A.S.P.	255	255	255	+0.08	223	G...	50.25	50.25	50.25	+0.30	223	G...	50.25	50.25	50.25	+0.30
400	A.S.P.	255	255	255	+0.08	400	A.S.P.	255	255	255	+0.08	224	G...	12.25	12.25	12.25	+2.04	224	G...	12.25	12.25	12.25	+2.04
905	A.S.P.	255	255	255	+0.08	905	A.S.P.	255	255	255	+0.08	225	G...	18.90	18.90	18.75	-0.79	225	G...	18.90	18.90	18.75	-0.79
171	A.S.P.	255	255	255	+0.08	171	A.S.P.	255	255	255	+0.08	226	G...	323.80	324	325	+0.30	226	G...	323.80	324	325	+0.30
2330	A.S.P.	255	255	255	+0.08	2330	A.S.P.	255	255	255	+0.08	227	G...	49.50	49.50	49.50	+0.00	227	G...	49.50	49.50	49.50	+0.00
435	A.S.P.	255	255	255	+0.08	435	A.S.P.	255	255	255	+0.08	228	G...	1887	1887	1887	+1.17	228	G...	1887	1887	1887	+1.17
198	A.S.P.	255	255	255	+0.08	198	A.S.P.	255	255	255	+0.08	229	G...	185.10	185.10	185.10	+2.77	229	G...	185.10	185.10	185.10	+2.77
33	A.S.P.	255	255	255	+0.08	33	A.S.P.	255	255	255	+0.08	230	G...	70.80	70.80	70.80	+0.05	230	G...	70.80	70.80	70.80	+0.05
1020	A.S.P.	255	255	255	+0.08	1020	A.S.P.	255	255	255	+0.08	231	G...	144.90	143	143	-1.31	231	G...	144.90	143	143	-1.31
400	A.S.P.	255	255	255	+0.08	400	A.S.P.	255	255	255	+0.08	232	G...	24.80	24.80	24.80	+2.82	232	G...	24.80	24.80	24.80	+2.82
905	A.S.P.	255	255	255	+0.08	905	A.S.P.	255	255	255	+0.08	233	G...	55.1	55.1	55.1	+0.18	233	G...	55.1	55.1	55.1	+0.18
171	A.S.P.	255	255	255	+0.08	171	A.S.P.	255	255	255	+0.08	234	G...	941	941	941	+2.13	234	G...	941	941	941	+2.13
2330	A.S.P.	255	255	255	+0.08	2330	A.S.P.	255	255	255	+0.08	235	G...	230	230	230	+2.68	235	G...	230	230	230	+2.68
435	A.S.P.	255	255	255	+0.08	435	A.S.P.	255	255	255	+0.08	236	G...	14.4	14.4	14.4	+0.54	236	G...	14.4	14.4	14.4	+0.54
198	A.S.P.	255	255	255	+0.08	198	A.S.P.	255	255	255	+0.08	237	G...	410	410	410	+1.48	237	G...	410	410	410	+1.48
33	A.S.P.	255	255	255	+0.08	33	A.S.P.	255	255	255	+0.08	238	G...	104.70	104.70	104.70	+1.28	238	G...	104.70	104.70	104.70	+1.28
1020	A.S.P.	255	255	255	+0.08	1020	A.S.P.	255	255	255	+0.08	239	G...	3.41	3.40	3.40	-1.11	239	G...	3.41	3.40	3.40	-1.11

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

16/11

VALEURS	% du total	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission (Fr. int.)	Rachet net	VALEURS	Emission (Fr. int.)	Rachet net	VALEURS	Emission (Fr. int.)	Rachet net
Obligations						Etrangères											
Exp. Ind. 8 1/2 % 100	100 11	3.48	LIJ. TRAM (R) 2806	.....	.....	Principale (R) 382	.....	.....	Autriche 181 20	186 08	.....	Franco-Américaine 36 77	36 77	.....	Pro. Assurances 30742 68	30742 68	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	Public 600 860	.....	.....	Amériq. 7845	7845	.....	Pro. Cap. 44 40	43 74	.....	Pro. 979 33	956 44	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Industrielle 3720 3700	.....	.....	Recherches 117 30	117 30	.....	Amériq. 816 88	816 88	.....	Pro. Cap. 238 80	238 80	.....	Pro. 121 67	128 07	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	Rouge 120 130 10	.....	.....	Amériq. 1162 13	1162 13	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Nahar 683 29	678 70	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	Tram. 120 130 10	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
10 1/2 % 7089 100	100 11	3.48	Compagnie 555 805	.....	.....	S.A.C.E.R. 377	.....	.....	Amériq. 100 10	100 10	.....	Pro. Cap. 880 97	880 97	.....	Pro. 181 10	181 10	.....
Exp. Ind. 12 1/2 % 100	100 11	3.48	Ch. Lys. Alimont 230 230	.....												

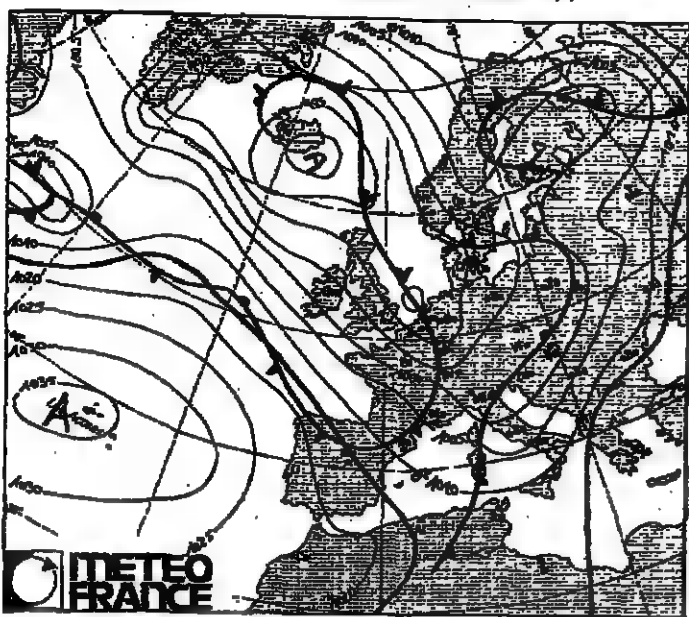
1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

40

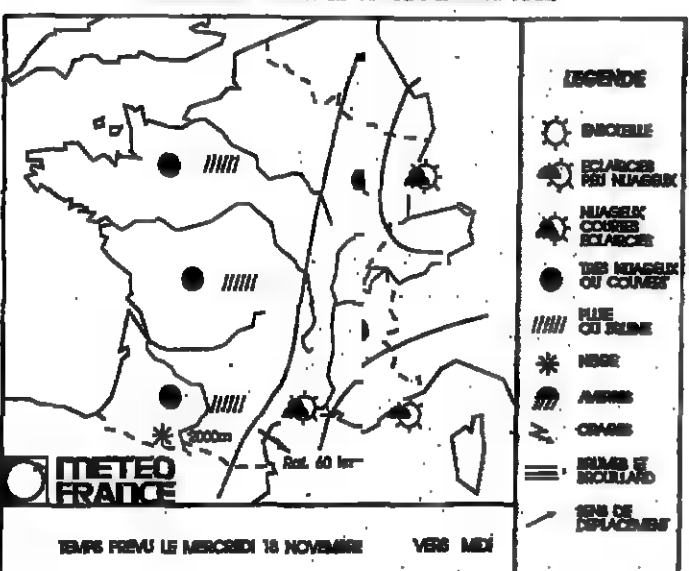
فصل في معرفة

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 NOVEMBRE À 0 HEURE TUC

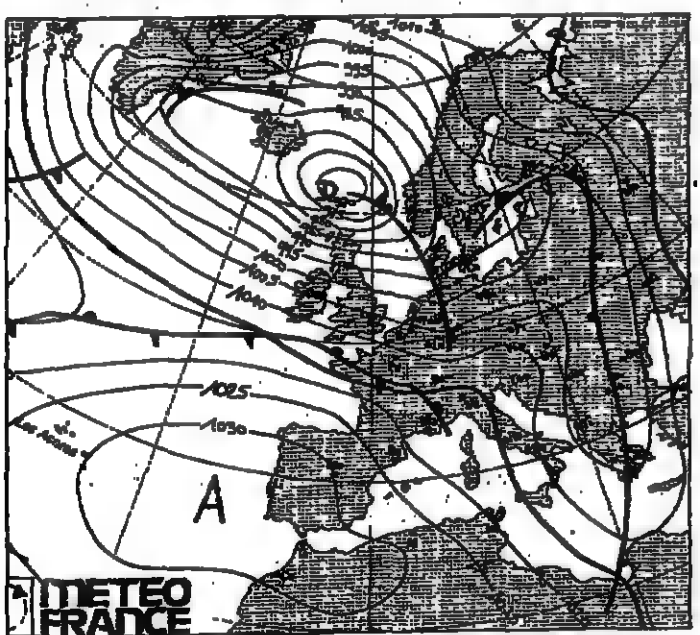


PRÉVISIONS POUR LE 18 NOVEMBRE 1992



Mardi 17 novembre : une nouvelle perturbation gagnera l'ensemble du pays. Le matin les pluies toucheront déjà la Normandie, la Bretagne, les Pays de la Loire, la Poitou-Charente, l'Aquitaine et la Méditerranée. Les pluies seront plus abondantes sur les Pyrénées et le nord-ouest de la France. Sur le reste du pays, le ciel sera nuageux avec quelques pluies d'après-midi. En cours de journée, les pluies progresseront vers l'est et toucheront l'ensemble du pays excepté les régions méditerranéennes. Quelques éclaircies revaudront en soirée sur les côtes de la Manche et les régions atlantiques. Les températures matinales seront fraîches : le "indit" est - 1 et 3 degrés localement, 6 à 8 degrés plus sur la moitié avec 4 à 8 degrés. L'après-midi, les températures s'élèveront entre 7 et 9 degrés sur l'est, 10 et 14 degrés du Nord au Languedoc-Roussillon, 14 et 16 degrés sur les régions les plus à l'ouest.

PRÉVISIONS POUR LE 19 NOVEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 16-11-1992 à 18 heures TUC et le 17-11-1992 à 6 heures TUC

FRANCE		ÉTRANGER	
ALGER	19 9	ALGER	19 9
BARCELONE	14 12	BARCELONE	14 12
BORDAUX	14 12	BORDAUX	14 12
BRESCIA	9 13	BRESCIA	9 13
CARL	9 13	CARL	9 13
CHERBOURG	9 13	CHERBOURG	9 13
CLERMONT	11 11	CLERMONT	11 11
COGNAC	11 11	COGNAC	11 11
DIJON	11 11	DIJON	11 11
LYON	11 11	LYON	11 11
MARSEILLE	11 11	MARSEILLE	11 11
NANCY	11 11	NANCY	11 11
NANTES	11 11	NANTES	11 11
PARIS	11 11	PARIS	11 11
STRASBOURG	11 11	STRASBOURG	11 11
TORONTO	11 11	TORONTO	11 11
VALENCIENNES	11 11	VALENCIENNES	11 11
YVERDON	11 11	YVERDON	11 11

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Comment couper à Guillaume Durand

QUAND de «Durand la nuit» sur TF 1, le spectateur professionnel le plus consciencieux sent, quelques jours avant l'échéance, un grand acablement s'emparer de lui. A la seule lecture, dans les magazines de programmes, de l'intitulé de la chose - «Les hommes politiques sont-ils ringards?» - et de la liste kilométrique des invités, on se dit d'envies vacances, de soleil, d'est. On ne peut pas visiter les longours en Australie, les dans dans le Grand Nord, la maison de l'Empereur à Saint-Hélène. Cartes, cartes, cartes de la presse, et on se dit : la séquence ne se prenait pas pour la Révolution revisitée, mais la proximité avec ces lointains cousins malchanceux nous saisissait à la gorge. Sur le plateau de l'émission - oui, c'est bien sur Arte, mais il y a un plateau - les invités, une famille allemande et une française, refaisaient l'Europe en traduction simultanée. Le Pavel Louguine bégayait avec autant de puissance contenue et de sens du tragique que... Bref, on avait envie de saisir les verres de... et de jeter derrière l'épaule. Arte devait s'encanailler ainsi plus souvent. Fin de la parenthèse. Il y avait pourtant revenir aux ringardises durant... Heureusement, pour nous.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signal : dans le Monde radio-télévision ; < Film à évier ; < On peut voir ; < Ne pas manquer ; < < < Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 17 novembre

- TF 1**
- 18.45 Cinéma : Inspecteur la Bavure. Film français de Claude Zidi (1980).
 - 19.20 Côté enfants (et à 22.30).
 - 22.45 Sport : Championnat d'Europe des poids légers, en direct de Liverpool : Jean-Baptiste Mendy (France) Paul Burke (Grande-Bretagne).
 - 23.55 Magazine : Le Club de l'enjeu. Invité : Yvon Jacob, PDG de Legris Industrie ; Jean-Claude Inglesy, président de Primagaz.
 - 0.25 Cinéma : Le Bébé show.
- FRANCE 2**
- 20.50 Cinéma : Mad Max 3 (Au-delà du dôme du tonnerre). Film australien de George Miller et George Ogilvie (1985).
 - 22.40 Magazine : Les masques. Présenté par Mireille Dumas. Je ne suis pas une revivante de l'amour. Rapports : Giger et Fred ; Le Séducteur : L'Amour interdit ; A cœur ouvert.
 - 23.45 Journal des courses, Journal, Météo et Visages d'Europe.
 - 0.06 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
- FRANCE 3**
- 20.45 Série : Les Aventures de Timin. Objectif Lune, de Stéphane Basse.
 - 21.40 Magazine : Faut pas rêver. Zribetwa : des pierres et des rêves, de Catherine Monjean et Frédéric Tonello.
- France 4**
- 20.45 Cinéma : Jusqu'au bout du monde. Film franco-germano-australien de Wim Wenders (1983) (v.o.).
- ARTE**
- 20.40 Soirée thématique : No futur, et après ? Soirée proposée par Sabine Bubeck.
 - 20.41 Court métrage : La Chambre. De Jeff Seidel.
 - 20.55 Documentaire : A fleur de peau. De Norbert Buss.
 - 21.40 Cinéma : Billets pour le zoo. Film britannique de Brian Crampton (1981).
 - 23.15 Documentaire : Au diable. De Norbert Buss.
 - 23.40 Documentaire : Momo. D'Eric Samer.
- 0.06 Cinéma : Angles gardiens.** Film de Engel et Denis Veier.
- M 6**
- 20.35 Le Miroir c'est permis.
 - 21.40 Cinéma : Trafics en tous genres. De Michel Lelouch.
 - 22.30 Série : Amicalement vire. 0.10 Informations : 0.15 Magazine : Culture pub.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Archipel. Sur les îles de la mer Méditerranée.
 - 21.30 Retour de Mogadiscio. Une génération perdue (rediff.).
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. La comédie et l'écrivain.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Benjamin Péret.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert. Symphonie n° 3 en ré majeur D 200, de Schubert ; Concerto pour piano n° 5 op. 50, de Liszt ; de Wood ; Symphonie n° 5 op. 50, de Nielsen, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Andrew Davis ; Joana McGregor, piano.
 - 22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Gorenberg. Germaine Frenay, soprano, Georges de Rosier, Donizetti, Verdi, Puccini.
 - 23.09 Ainsi la nuit.
 - 0.33 L'Heure.

Mercredi 18 novembre

- TF 1**
- 14.35 Club Dorothée.
 - 17.25 Jeu : Une famille en or.
 - 17.55 Série : Premiers balcons.
 - 18.25 Côté enfants (et à 22.40).
 - 18.25 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne.
 - 19.00 Divertissement : Le Bébé Show (et à 0.10).
 - 19.00 Tirage du Loto (et à 20.40).
 - 20.00 Journal et Météo.
- FRANCE 2**
- 15.25 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevitz. Cent Scotto.
 - 16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 16.45 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 17.10 Magazine : Giga.
 - 17.10 La Jeu ! Animé par William Leymargue.
 - 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Négú.
 - 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Téléfilm : La Place du père. De Laurent Heynemann. Première ligne. Pendu 1914. Evocation du personnage légendaire de la révolution française de 1910-1917.
 - 22.25 Journal, Météo et Visages d'Europe.
 - 23.35 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
- FRANCE 3**
- 14.55 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.
 - 17.00 France 3 jeunesse. Il était une fois les Amériques.
 - 17.30 Magazine : Fractales. Présenté par Patrick Sabourau et Frédéric Courant. L'image de la semaine : la reconstruction de l'abbaye de Cluny en images de synthèse.
- France 4**
- 17.00 Magazine : Mégamix (rediff.).
 - 19.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
 - 19.00 Documentaire : Bali, les couleurs du divin. De Jacques et Anne Caracache.
 - 19.55 Série : Monty Python's Flying Circus.
 - 20.30 8 1/2 Journal.
 - 20.40 Documentaire : Mes années de lutte.
- 0.20 Cinéma : J'ai engagé un tueur.** Film franco-suédo-franco-britannique-allemand de Rainer Werner Fassbinder (1983) (v.o.).
- ARTE**
- 17.00 Magazine : Mégamix (rediff.).
 - 19.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
 - 19.00 Documentaire : Bali, les couleurs du divin. De Jacques et Anne Caracache.
 - 19.55 Série : Monty Python's Flying Circus.
 - 20.30 8 1/2 Journal.
 - 20.40 Documentaire : Mes années de lutte.
- 0.20 Cinéma : J'ai engagé un tueur.** Film franco-suédo-franco-britannique-allemand de Rainer Werner Fassbinder (1983) (v.o.).
- De Larry Weinstein. Portrait du compositeur Arnold Schoenberg.**
- 22.00 Musique : Arnold Schoenberg.** L'Attente. Texte de Marie Perle. Direction musicale : Esa-Pekka Salonen, avec l'Orchestre symphonique de la radio et Karan Armstrong.
- 22.35 Documentaire : Lumumba, la nuit du prophète.** De Daniel Frenay.
- M 6**
- 15.15 Vidéo : Multitop.
 - 17.00 Magazine : Noub.
 - 17.00 Michel Jonasz : Anna ; Borjov.
 - 17.00 Jeu : Le jeu de la chance (et à 20.30).
 - 17.30 Série : Campus Show.
 - 18.00 Série : Equalizer.
 - 19.00 Série : Les Nuits du paradis.
 - 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
 - 20.00 Série : Les Nuits du paradis.
 - 20.35 Magazine : Écoute 6 (et à 0.45).
 - 20.45 Série : Aldo tous risques.
 - 22.30 Téléfilm : Sans peur.
 - 0.10 Magazine : Venus.
 - 0.40 Six minutes première.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Tire la langue.
 - 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la France.
 - 22.00 Communauté des radios publiques. Les Nuits magnétiques. Dominique De Wespignier.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. Du jour au lendemain. André Breton.
 - 0.05 Du jour au lendemain. André Breton.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert. Le Doyen du premier commandement. Singapour sacré K 35, de Mozart, par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jean Lopez-Cobos ; sol. : Edith Mathis, Brigitte Fournier, Chantal Goetz, soprano, Frieder Lang, William Ingle, ténors, Michel Perret, clavier.
 - 22.00 Concert. Le St. de Béro, par Michel Ficher, orgue ; Syrus, de Teruggi, par Florent Jodet, percussions, et Daniel Teruggi, xylophone ; Suite II, de Sikora, par Elisabeth Chojnacka, clavier, et Daniel Teruggi, xylophone.
 - 23.09 Ainsi la nuit.
 - 0.33 L'Heure. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost.

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE MAC

۱۲۱

البيان

Le Monde

INITIATIVES

DEPUIS des semaines, le Landerneau de la formation professionnelle, du recrutement et du reclassement trépassait d'impatience. Il attendait l'événement, finalement survenu le 11 octobre avec la publication au Journal officiel du décret, qui consacrait la naissance des « bilans de compétences ». La fébrilité de tous se lisait à de nombreux endroits. Les colloques et les débats ne cessaient de multiplier, depuis les rencontres réalisées sur ce thème par le CNPF en mai dernier, en passant par l'opération menée par l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), le 9 juillet, au moment de la remise de son rapport au ministre du travail, Martine Aubry, et jusqu'aux diverses tables rondes organisées ces derniers temps par quelques cabinets ou institutions, la plupart sérieux.

Tant d'agitation s'explique. Pour des professions qui sont actuellement en difficulté, et qui voient les budgets des entreprises se réduire comme peau de chagrin - même pour les stages de formation -, l'annonce du droit au bilan de compétences, accordé à tous les salariés, signifie la promesse d'un échappatoire. Un échappatoire viendrait les sauver, et on a même vu l'APEA, un moment hésitante désignée comme le grand ordonnateur, lors des Entretiens Condorcet en septembre, se combler d'avis à cette seule perspective.

Dame, il faut comprendre : si ce nouvel outil de gestion des ressources humaines connaît un engouement semblable à celui de la formation professionnelle, c'est l'assurance d'un pactole pour qui maîtrisera la technique... En soi, pourtant, le bilan de compétences ne constitue pas une nouveauté, sauf par la généralisation qu'il implique. Cela fait quelques années, déjà, que des entreprises le pratiquent sous la forme de bilans-évaluations quand il s'agit de mettre en place des instruments d'analyse qui leur permettent de conduire leurs indispensables évolutions, et qu'elles cherchent les moyens susceptibles d'y faire correspondre leurs politiques de formation. Il y a longtemps, aussi, que l'armée des psychosociologues de l'APEA ont mis au point les critères qui déterminent l'entrée dans un stage et évaluent les chances de réussite. Pour les cadres, soit au chômage, soit en quête d'une réorientation de carrière, l'APEA propose depuis des lustres des séances collectives de motivation ou de définition de projets professionnels. Quant aux consultants en recrutement, et, de façon plus générale, les cabinets d'analyse dans le reclassement, ils sont, eux aussi, rompus à de tels exercices. Quand on veut faciliter l'embauche d'un candidat ou que l'on a pour objectif d'acquiescer sa motivation dans la vie active, mieux vaut savoir qui il est et où il va.

Déjà il le mode, donc, ou entrée dans les années, comme on voudra, l'évaluation appartient à cette catégorie d'outils modernes qui viennent en prolongement de la gestion prévisionnelle des emplois ou des compétences. Elle permet de définir, à partir de ce qui sont objectivement les salariés, et en fonction de leurs potentiels, les actions qui devront être menées pour qu'ils se rapprochent des compétences exigées par l'évolution de l'entreprise. A l'inverse, et dans le cas de la perte d'un emploi ou en situation de recherche d'un nouveau poste, elle facilite la mise en adéquation ou limite les risques d'intégration. Cette fois, ce qui change tient dans le droit pour toute personne au travail ainsi offert par la loi et un

DOSSIER

L'examen des compétences

La loi donne le droit à tout salarié d'un bilan de compétences. Une avancée sociale dont l'application n'est pas sans ambiguïtés



accord interprofessionnel. A juste titre, et c'est ainsi que les partenaires sociaux le présentent, il s'agit d'une avancée sociale considérable, synonyme de modernisation, et comparable, là encore, à ce qu'a pu être la reconnaissance du droit individuel à la formation professionnelle continue, il y a à peine plus de vingt ans. Chacun, pour des projets personnels, comme pour vérifier ses capacités par rapport à une politique de formation édictée par l'entreprise, pourra faire le point auprès d'organismes voués indépendants, fiables, et par conséquent à l'écart de toute influence émanant de l'employeur.

En même temps, que de telles méthodes s'immiscent nécessairement dans ce qui constitue le plus profond d'une personnalité, il a fallu définir des garde-fous et édicter des règles strictes, celles-là mêmes que les professionnels, tentés par le marché, voulaient si ardemment connaître. Forte de son expérience, l'APEA a indiqué, dans son rapport officiel, quelle devait être la méthodologie, et a proposé une éthique. Les cabinets, qui redoutaient une procédure d'habilitation, ont commencé à évoquer la référence à un code de déontologie. Prudent, le législateur a opté pour un encadrement à la fois souple et contraignant, préférant la séparation des rôles et

le respect des libertés individuelles. Bien sûr, il n'est actuellement pas possible de parier sur ce qu'il adviendra de cette innovation, et encore moins de prédire quels seront ses effets sur les comportements sociaux, et hors de l'entreprise. Tout juste peut-on observer que les partenaires, notamment les syndicats signataires, y voient un facteur de dynamisation, tandis que le législateur, par ailleurs tenté, redoute de découvrir un accélérateur à la dérive.

Ce n'est cependant pas le plus important. A l'instar de la formation professionnelle continue dans les lois de 1971 puis de 1991, le bilan de compétences a été conçu comme un droit individuel, et est donc menacé par les mêmes ambiguïtés qui en limiteront la crédibilité à l'emploi. En vingt ans, ne s'est-on pas aperçu que la demande de formation était d'intérêt collectif, vécut en tant que telle, et qu'elle ne pouvait pas remplir totalement sa fonction, faute d'un authentique contrôle social, jamais envisagé pour des raisons qui tiennent à notre système de relations ? Mais ce serait là un autre débat, que l'apparition du bilan de compétences rend tout à fait plus et plus urgent.

Alain Lebaube

L'ambiguïté du droit individuel

Un système qui, comme la formation, reste à l'appréciation des chefs d'entreprise et des salariés. Sans contrôle social
par Alain Lebaube

Les objectifs du patronat

Un moyen de gestion prévisionnelle de l'emploi
par Marie-Béatrice Baudet

Premiers essais

L'évaluation a déjà été utilisée par certains
par Valérie Devillechabrolle

page 32

Les syndicats dubitatifs

Des incertitudes en dépit d'un garde-fous
par Jean Menanteau

Un marché convoité

Les cabinets de conseil lorgnent sur ce pactole
par Marie-Claude Seibacher

Le bilan de l'APEC

Cet organisme peut se targuer d'un savoir-faire
par Lilianne Delwasse

page 33

FORMATION

□ L'école du bâtiment

ÉVOLUTIONS

□ Les documentalistes en mouvement

page 34

TRIBUNE

□ L'économie solidaire
par Bernard Lenoir et Jean-Louis Laville

page 35

OPÉRATION SPÉCIALE
OFFRE D'EMPLOIS

MARKETING,
COMMERCIAL
et
COMMUNICATION

Le Monde

INITIATIVES

En dernière page,
vous verrez ce que
food savoir-faire
veut dire !

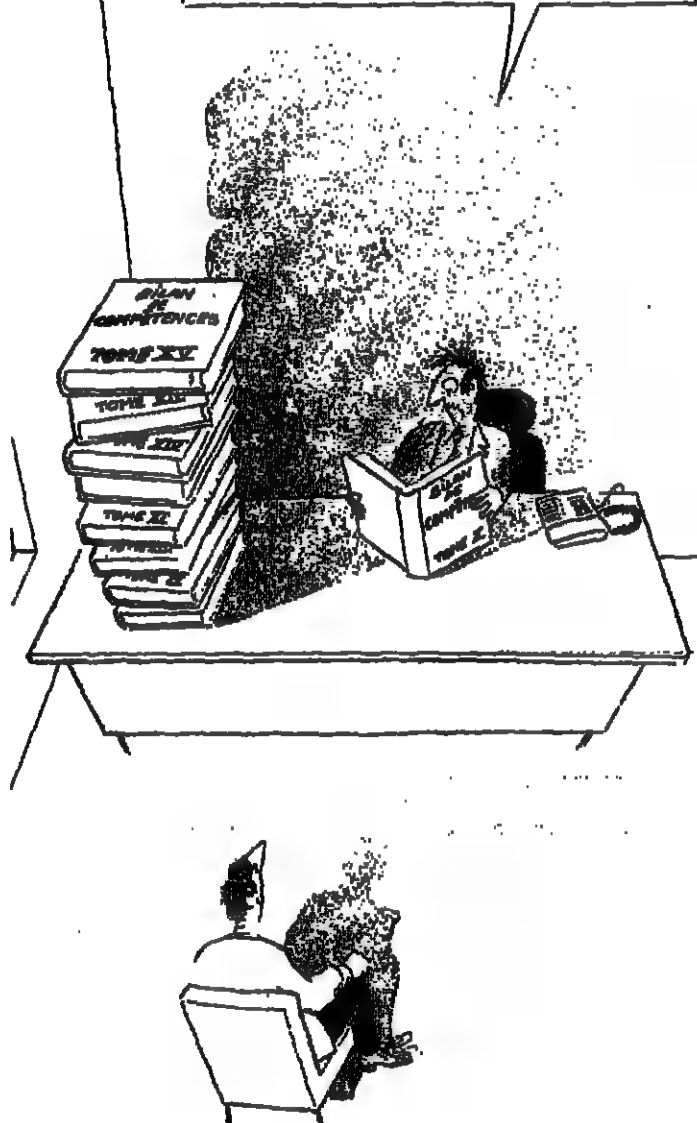


Dernier ch

Du plan de carrière aux intérêts de l'entreprise, les applications restent incertaines

L. Vacla-
oncé, j'
qu'il
ce
eqi
j'

NE PENSEZ-VOUS PAS QUE VOTRE
BILAN ■■■ COMPÉTENCES RISQUE
DE PORTER OMBRAGE À NOTRE
DIRECTION, BAILLET ? ...



et l'un comme l'autre sont peuvains.

■ L'esprit ■ signataires
d'une telle avancée, une fois
posées ■ règles qui garantissent
la personne, ■ bilan ■ compé-
■ offre ■ nombreux
tages pour la conduite d'une
gestion sociale plus harmonieuse.
Le salarié sait où il en est, vers quoi
il peut se diriger ■ ■ quelles
conditions. Si tant ■ que ■ ren-
seignements lui soient fournis, un
dirigeant d'entreprise peut s'ap-
puyer ■ connaissance de

Pour autant, et alors que l'on ne sait pas encore très bien comment les salariés et employeurs se saisiront de cet outil, de nombreuses interrogations se font jour, ainsi que des critiques. Certains, comme François Brousse, professeur au CNAM, émettent des doutes sur le fait que l'on pourra mesurer et renvoyer à une seule question, « qu'est-ce que la compétence ? ». D'autres, tel Hubert

Un champ de dialogue

Mais il y a plus **important** qui **tourne** autour d'une **véritable** question, **difficile** en plusieurs **sous-hypothèses** : **est-ce** que l'on **peut** en droit individuel, sans **passer** avec raison, ne risque-t-on pas d'introduire les mêmes ambiguïtés, l'usage, que **celles** qu'emportent, depuis vingt ans, la formation professionnelle continue **aux** besoins **diverses** collectifs ? Le respect de la personne évite d'avoir à **prononcer** sur l'introduction d'un **statut** social qui obligerait les syndicats à

Selon leur taille les entreprises ouvriront la voie ou la ralentiront, expérimentation, ou plus audacieuse, l'intégreront complètement dans leurs stratégies d'observation. Mais que feront les autres ? Elles pourront être tentées de considérer que le bilan relève d'un choix, mais ce n'est pas le souci du fait extérieur de chacun. Elles pourront même décider, ainsi que quelques-unes le font déjà, de continuer à mener leurs investigations avec leur bilan, et ainsi bien que dans d'autres cas elles posséderont les résultats. Il y aurait alors deux marchés concurrents. A suivre.

A. Le.

Cette nouvelle loi sera reprise et précisée dans la loi du 31 décembre 1991, publiée au Journal officiel du 4 janvier 1992, reformant la loi de 1971 sur la formation professionnelle et permanente, ainsi que s'y étaient engagés deux ministères du travail successifs, M. Jean-Pierre Soisson et M. Martin Aubry. Réalisés à l'extérieur de l'entreprise auprès d'un organisme spécialisé, le bilan des compétences suppose une évaluation du salarié, mais refuse de constituer un diplôme ni un motif d'attribution.

Pour effectuer ce bilan, le salarié peut bénéficier d'un congé dont la durée ne peut excéder vingt-quatre heures du temps de travail. Les salaires, les cotisations sociales, les frais et le coût d'un tel examen sont pris en charge, soit par l'organisme collecteur de la contribution de l'entreprise pour le financement des congés individuels de formation (CIF), soit par l'organisme paritaire de la branche professionnelle. L'employeur verse la rémunération et il est tenu de rembourser.

Un contrat en date du 11 octobre 1992, très attendu, a complété le dispositif. Il fixe notamment le contenu d'un bilan de compétences qui doit comprendre trois phases, l'une, préliminaire, la confirmation de l'engagement du bénéficiaire en de

De plus, le décret crée l'obligation de la signature d'un bilan tripartite entre le salarié, l'organisme de bilan et soit l'organisme peritair, soit le bilan de compétences effectué dans le cadre du congé, soit l'employeur, s'il s'intègre à un plan de formation de l'entreprise. Par ailleurs, et pour donner plus de garanties, il indique que le centre de bilan répondra des ordres de qualité, qu'il est suivi par le préfet de région, qu'il doit figurer sur un tableau de habilités par les organismes peritaires chargés de s'assurer du respect des règles.

Une charte déontologique pour éviter trois écueils

Bref, comme l'indique Raymond Poupard, directeur de l'enseignement de la Formation au CNPF, « le bilan de compétences est une étape de progrès qui doit respecter la personne et valoriser ses ressources humaines dans l'entreprise ». Désireux de s'en tenir à cette définition, le CNPF lance actuellement une campagne pédagogique sur le bilan de compétences qu'il communiquera d'ici une quinzaine de jours à l'ensemble

Rythme de croisière

Deuxième **étape** : éviter que la technique du bilan de compétences ne **soit** l'apanage de certaines entreprises. Les grands groupes déjà habitués à la gestion prévisionnelle des emplois **qui** ont à même de proposer, compte tenu de leur structure, une mobilité interne à leurs salariés, ont évidemment figure de favoris. Il **reste** en revanche plus difficile à une PME d'établir une politique de gestion des carrières. Surtout

Que le CNPF compte sur la déontologie des différents organismes prestataires de formation pour limiter le nombre des litiges. Avec, de cette manière, en bout de course, au cas où l'organisme des dérivés devient important et dans l'esprit de l'accord du 3 juillet détourné, un garde-fou précieux : la possibilité de saisir le juge législateur.

Marie-Béatrice Baudet

Certaines sociétés ont déjà utilisé
ces systèmes d'évaluation du savoir-faire

Que ce soit le (licenciement) volontaire (gestion prévisionnelle emplois), la réalisation de ces deux doit toujours viser à émerger pour le salarié concerné un projet professionnel réaliste. En effet, « il ne faut pas laisser se développer de faux espoirs au risque de créer un désespoir », souligne Jean-François Carrara, responsable du développement Algeco Management. Un projet réaliste qui doit de surcroît s'inscrire dans un cadre défini tant ce qui concerne les voies de promotion que par l'entreprise que les possibilités du marché local d'emploi en cas d'outplacement.

Un révélateur de problèmes

De même, « on ne peut pas offrir un bilan de compétences à tout le monde » dit-il suite après l'annonce d'un plan de licenciement », indique Jean-François Carrière. Tout dépend de l'état d'esprit dans lequel se trouve chaque individu après ce traumatisme, dans la mesure où, précise-t-il, « comme dans un divorce, les salariés ne peuvent faire si instantanément d'années de vie commune ! » A charge pour les respon-

Et au moment de l'entretien d'embauche, qu'il soit interne ou externe, « l'individu se présente de toute façon seul face à lui-même ».

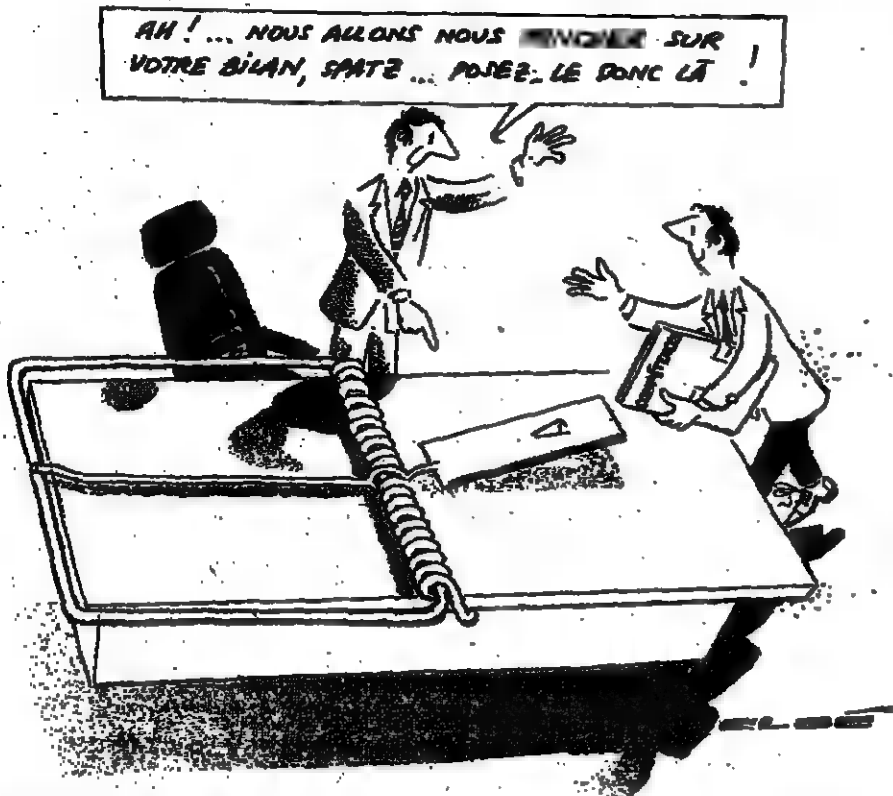
Valérie Devillechambre

INITIATIVES

DOSSIER • L'examen des compétences

Les syndicats dubitatifs

Malgré les garde-fous, ils craignent des dérapages à la veille des plans sociaux



«LORSQUE le bilan de compétences ressortit du plan de formation de l'entreprise, lorsque celle-ci en est l'initiatrice, le salarié peut le refuser. Il reste que, si le principe en est bénéfique, nous sommes parfaitement en droit de nous en méfier. C'est la raison pour laquelle des garde-fous ont été prévus. Pour Marcel Brouard, de la CGC, le bilan de compétences concerne au premier chef la population cadre. Mais l'application suscite encore bien des interrogations et des inquiétudes, y compris parmi les partenaires sociaux qui l'ont pourtant négocié. «Il faut tout d'abord se demander si le bilan de compétences est vraiment un outil de formation, ou s'il n'est qu'un prétexte pour imposer des licenciements. C'est la question qui se pose à la veille d'un plan social, et lorsque des licenciements sont dans l'air, interroger le syndicat. Que se passe-t-il ? Les salariés auront-ils alors dans le dispositif ?»

Psychologiquement en effet, même s'il a le droit de refuser une invite pressante, le salarié peut se sentir tiraillé. Dans ce bilan d'évaluation qui, au risque de se retourner contre lui, il est également du mal à dire non à une proposition que les partenaires sociaux

jugent constructive. Mais son principe, «Pour l'heure, l'initiative du bilan de compétences est à la CGC, il nous est imposé par la loi», dit-il. Membre du département des relations humaines de la CFDT, Pasquier insiste, quant à elle, avec force sur le droit au refus pour le salarié, un garde-fou jugé indispensable, sinon le bilan de compétences peut être révisé. «Après conclusion d'une convention tripartite entre le salarié, l'organisme prestataire de bilans et l'employeur, il n'en demeure pas moins qu'il faut être dans la pratique extrêmement attentif au risque de dérapage», fait remarquer Josette Pasquier en ajoutant : «Le fait qu'un salarié, un peu à la manière d'un bilan de santé, fasse le point sur ses motivations et intérêts professionnels, qu'un outil de gestion de ses qualifications soit mis à sa disposition, qu'il prenne conscience de ses acquis, des éléments positifs...» Le refus d'un salarié ne constitue ni une faute ni un motif de licenciement. Il est le seul destinataire des bilans

synthétiques, qui ne peuvent être communiqués à un tiers - l'employeur notamment - qu'avec son accord. Les partenaires sociaux chargés de réaliser et de définir le bilan de compétences sont au premier chef les syndicats. Enfin, les établissements qui procéderont à des bilans ne seront pas choisis au hasard. C'est l'organisme paritaire compétent en matière de congés individuels de formation - en l'occurrence le FONGECIF - qui les habilitera. Le FONGECIF liste en fonction, bien sûr, de leurs qualités. La convention tripartite vient s'ajouter, en préalable, à l'ensemble de ces précautions.

Intrusion dans la vie privée

Philippe Cepede, responsable du service juridique du Centre Info, n'est d'ailleurs pas trompé quant aux garanties qui entourent les nouvelles dispositions. Pour ce juriste, il s'agit à l'évidence d'un «protec-

Le bilan de l'Apec

Cet organisme a été pionnier en gestion de carrières

«N'EST PAS un outil de pilotage de carrière qui permet de faire évoluer un salarié en évitant la crise», dit encore Jean-Pierre Toniau. C'est toujours la même logique de prévention que se situent les autres produits d'évaluation de l'Apec en activité. L'un d'eux, mais récent, a été créé pour les jeunes ayant trois à sept ans d'expérience. L'objectif, là, est plus de déterminer un projet que de faire un bilan et la méthode en est légèrement modifiée pour s'adapter à ce besoin spécifique : pas de bilan marqué entre le passé et le présent. Trente jeunes cadres ont déjà bénéficié, mais il est prématuré de tirer des conclusions.

Un autre module, également en stage expérimental, appelé «Journal de compétences», est à la demande d'entreprises en difficulté de leur personnel. Un quatrième produit a vu le jour il y a quelques mois, un «Bilan de compétences» proprement dit. Le but est de faire un inventaire, une carte de compétences du salarié, l'aide, entre autres, de tests de personnalité. La démarche est moins évaluative, reconnaît un responsable, elle vise à faire savoir pourquoi. Pour les salariés en recherche d'emploi, il s'agit de l'urgence qui prime : il s'agit de faire le plus vite possible le bilan dans le cadre du travail, en tenant compte des étapes de leur parcours professionnel. Dans un deuxième temps, c'est leur situation présente qui est au cœur de l'analyse : ils analysent avec précision l'entreprise où ils travaillent, le poste qu'ils occupent, leur environnement, ils évaluent les points positifs et négatifs. Les membres du groupe sont constamment présents, intervenant par des questions, des commentaires, des propositions. La troisième partie du stage ne dure qu'une journée : elle est axée sur le futur. Chacun explique son projet professionnel suivant le degré de maturité de son dernier, qu'il se situe à court ou moyen terme.

Une logique de prévention

Cette démarche est dynamique et l'objectif critique est faisable. Trois ou quatre mois plus tard, une journée de retrouvailles réunit à nouveau le groupe pour évaluer les modifications éventuelles intervenues dans les parcours. Les sessions Perspectives d'avenir durent cinq jours. Des groupes de dix personnes hétérogènes, mixtes, sont constitués d'un mixte animé. Dans un premier temps, les participants font les uns après les autres un travail sur les grandes étapes de leur parcours professionnel. Dans un deuxième temps, c'est leur situation présente qui est au cœur de l'analyse : ils analysent avec précision l'entreprise où ils travaillent, le poste qu'ils occupent, leur environnement, ils évaluent les points positifs et négatifs. Les membres du groupe sont constamment présents, intervenant par des questions, des commentaires, des propositions. La troisième partie du stage ne dure qu'une journée : elle est axée sur le futur. Chacun explique son projet professionnel suivant le degré de maturité de son dernier, qu'il se situe à court ou moyen terme.

Jean Menanteau

Lilianne Delwaese

Un marché convoité

Une perspective d'activités pour les cabinets de conseils

VIVE animation dans le monde des professionnels chevronnés du bilan de compétences. On se félicite de la nouvelle loi : elle fait passer d'une procédure jusqu'ici confidentielle à une procédure ouverte. Mais, en même temps, l'inquiétude règne : PDG, Leroy consultants, Jean-Alain Baup se demande s'il n'y a pas une foire d'empoigne n'est pas en train de s'instaurer. «Voilà vingt ans que nous pratiquons le conseil en évolution professionnelle. Avec quelques poignées d'autres consultants à travers la France, nous avons depuis quelques années une réflexion sur la façon de faire ce métier. Mais des centaines d'acteurs se lancent aujourd'hui en s'imaginant qu'il s'agit seulement de juger une personne. Qui arbitre entre les uns et les autres ?»

Gilles Delahaye est de ceux que la loi a chargés d'effectuer cet «arbitrage» pour les bilans réalisés à l'initiative d'un salarié. Il est en effet l'un des responsables du GFC-BTP, organisme qui gère les fonds du congé individuel de formation pour le BTP (OPACIF). Il doit établir une liste d'organismes compétents pour les réaliser.

Son inquiétude n'est pas moindre : «Je reçois un flot de demandes d'agrément. Les prix que l'on me propose sont de 2 000 à 40 000 francs sans la moindre précision sur la prestation offerte. Certains paraissent vouloir avoir le décret d'application de la loi...»

Cette dernière étape du déroulement et les modalités de réalisation des bilans sont des éléments de détails pour ceux qui ont pu espérer un jour clair assez vite. Mais la période de rodage est sérieusement alourdie par la grave crise de sous-emploi que traversent les cabinets de conseils en ressources humaines (conseils en recrutement notamment) qui ont proliféré dans la décennie 80 et qui tentent de survivre en reconstruisant dans le bilan de compétences.

«La prestation offerte. Certains paraissent vouloir avoir le décret d'application de la loi...» Cette dernière étape du déroulement et les modalités de réalisation des bilans sont des éléments de détails pour ceux qui ont pu espérer un jour clair assez vite. Mais la période de rodage est sérieusement alourdie par la grave crise de sous-emploi que traversent les cabinets de conseils en ressources humaines (conseils en recrutement notamment) qui ont proliféré dans la décennie 80 et qui tentent de survivre en reconstruisant dans le bilan de compétences.

Une distance critique essentielle

Pourtant la ressemblance des métiers n'est qu'une apparence. «Le recruteur, explique Jean-Alain Baup, juge quel qu'un. Celui qui effectue des bilans fait un travail de dialogue, de compréhension : il accompagne. La différence est immense. En matière de recrutement, pour ne pas faire d'erreurs visibles. En revanche, comme le souligne Luc Chaize, DRH à la Lyonnaise de banque, «on peut causer des dégâts graves parce que durables en manquant de professionnalisme en matière de bilan.» Ce professionnalisme

est difficile à atteindre. Les conseils en recrutement ne sont pas les mêmes que ceux en matière de bilan. Autres protagonistes importants du marché, les cabinets inter-institutionnels de bilans de compétences (CIBC) - créés en 1982 à l'initiative du ministère du travail - ont connu la plus grande place à l'écoute et au dialogue. Mais il reste à nombreux d'entre eux à acquiescer plus de distance critique par rapport à ce que leur disent tant les entreprises (souvent promptes à faire qu'elles ne puissent pas licencier quand elles font un bilan) que les salariés (dont il faut aussi décoder les dires).

Bref, si les acteurs sont nombreux, la qualité ne sera pas toujours facile à trouver. En particulier, dans certaines régions il domine même. «N'allons-nous pas faire des bilans à deux vitesses ?», s'interroge un responsable d'OPACIF.

En tout état de cause, ce marché-pactole pourrait bien ne pas être la base de survie rêvée par beaucoup : «Je ne crois pas au mixte du marché», dit Geneviève Le Gall, directrice du Conseil. «Les acteurs du bilan sont en concurrence qu'il s'agit d'un outil de gestion professionnelle, non d'un outil de survie quand on est en difficulté. Or ce fait, il faudra beaucoup d'efforts pour dissiper les craintes des salariés.»

Marie-Claude Betheder

Le Monde

TRIM

Le nouveau Forum

Mines Ponts Techniques Avancées

Conférence-débat à 20 heures

Grand Amphithéâtre de la Sorbonne

Cadre européens : coopération ou...

23 novembre 1992

Avec :

Elisabeth GUIGOU, ministre déléguée aux affaires européennes

Yann de BASTICH, attaché à la DRS d'EDF-GDF

Marie-Ange CAMMAROTA, formation internationale à l'ENPC

Daniel GOURISSE, président de la Conférence des grandes écoles

François JACQUEL, DRH division Construction Bouygues

Jacques PERRICCI, DRH de l'Air liquide.

23 et 24 novembre 1992

Rencontres Etudiants-Entreprises

Parc floral de Paris (bois de Vincennes)

de 9 h 30 à 18 heures

avec le soutien de

EDF GDF

Renseignements : Mines : 46-34-74-74

Ponts : 42-60-34-13, poste 1056

Techniques avancées : 45-52-55-04.

Un guide pratique indispensable

L'Etudiant Chercheur en Littérature

Y. Chevrel 160 p. 120 F

HACHETTE Supérieur

Le Monde ÉDITIONS

LES PARADOXES DE LA PAUVRETE

REPORTAGES

EN VENTE EN LIBRAIRIE

INITIATIVES
EXPERIENCES

FORMATION

L'école du bâtiment

Pédagogie concrète
et nouvel univers relationnel

ILS sont une bonne douzaine : Portugais, Maghrébins, Français... de vingt-cinq à quarante-cinq ans environ, ils sont tous chômeurs. Le mardi, ils se retrouvent en atelier de formation professionnelle. C'est un baraque de chantier, plantée dans un beau milieu d'un quartier de logements sociaux. Mais c'est aussi leur salle d'étude. Maçons, boisiers, coffreurs, ils ont tous appris leur métier sur le tas ; et pour passer à la formation professionnelle (FGP) qui les rassemble, leur premier apprentissage a été la formation continue, mais que ce soit par le biais de vingt ans de plus de pratique professionnelle.

Aujourd'hui, ils font le bilan de quinze jours de la première session, avant de retourner, pour un mois, sur leurs chantiers respectifs, puis de se retrouver pour la seconde quinzaine de formation. Pas de doute : ils sont contents de ce qui vient de se passer. Ils ont apprécié la pédagogie, qui s'appuyait sur leur expérience et leur contenu, qui s'efforçait de mêler à parts égales des éléments de mise à niveau classique (maths, français...), de perfectionnement technique, d'organisation du travail et du développement personnel (nommer, classer, analyser, utiliser les symboles, généraliser et particulariser...). Mais il est peut-être d'abord un esprit : « Cela ouvre la tête », dit l'un. « On ne se

stage différent, dit un autre : « Je suis devenu plus humain. » Dans le bâtiment, précise-t-il, « les mentalités sont brutes » : on crie après celui qui ne comprend pas vite, on l'insulte même. D'autre part, « on n'explique vraiment le travail aux ouvriers : on leur fait seulement exécuter des gestes, à l'aveuglette ». Ici, c'est l'inverse. « Maintenant, quand j'ai un problème pour mon travail, il faut absolument que je comprenne ce qui se passe et que je trouve une solution. »

« Retour à l'école »

Comment ont-ils pu faire « bond en avant » en si peu de temps ? Parce qu'ils ont été proposés par un organisme de leur vie de travail, mais sans doute plus parce que ce travail est ici replacé dans un univers relationnel complètement différent : on y dialogue, on y apprend à admettre la diversité des points de vue. Le formateur y peut-être celui qui éveille la confiance en soi et le respect de l'autre. On peut être surpris qu'il faille en passer par là ; mais telle est la réalité du BTP : on n'y sort que lentement d'un archaïsme social entretenu par le recours à une main-d'œuvre immigrée, et de tout accepter. La FGP veut « déconstruire » les possibilités et les savoirs des hommes, pour qu'ils redécouvrent du

même coup le goût d'apprendre et de progresser sur le plan professionnel.

Après cinq ans d'existence, les points forts de la formule sont les difficultés auxquelles elle se heurte. Elle apparaît, elle est la quasi-totalité de ceux à qui elle s'adresse : comme les forts aident les faibles à l'intérieur de chaque groupe, un stage, comme les formateurs expliquent aux longtermes qu'il ne faut pas point d'illusions, elle n'exclut personne.

Une fois réalisée en 1990 par Jean Hémard, elle a été jugée par les participants relativement fréquente : « On aurait aimé apprendre encore plus... » ou encore que le stage dure davantage. Et les chiffres donnés par le GFC-BTP font état, à l'issue du stage, chez un public « prioritaire », d'un « retour à l'école » : d'une forte demande de formation menant à un diplôme : dans 40 % des cas ; le nombre de salariés bénéficiant d'une FGP est en nette progression. « Nous allons atteindre 170 heures stagiaires pour 1992 », souligne Gilles Delahaye, chef de projet au service ingénierie de l'étude du GFC-BTP, soit « stagiaires » lieu de 400 l'an dernier. Si l'on rapporte ces chiffres aux effectifs de la profession, plus de 1,2 million de salariés, la proportion est accablante. Dans les petites entreprises, qui constituent la majorité de la profession, la formation ne se fait que très lentement, un chemin.

L'ambiance sur les chantiers

Par ailleurs, la petite graine de la FGP a du mal à pousser, car elle réclame un type de formateur difficile à trouver. « Nous avons mis quatre ans à dénicher un organisme adéquat par région », confie Gilles Delahaye. Et encore ! Très honnêtement, il ne correspond qu'imparfaitement à ce qu'on veut. C'est que la FGP réclame d'abandonner les attitudes classiques d'enseignement. Elle demande d'abord un travail de préparation : un maître ou son chantier chaque semaine à former, comprendre ce que veut l'entreprise, comment elle travaille.

Une enquête attentive, qui détermine la nature de la formation et qui ne peut être réalisée que par un formateur expérimenté, capable d'accepter tous les stades. Le stage lui-même devra être construit à partir de ce qui est utile, de ce qui est dans l'expérience professionnelle, la logique de dévouement d'un chantier et de la traditionnelle logique de la maîtrise. Si l'on doit résoudre un problème de charpente, les maçons et les français prendront appui sur la logique.

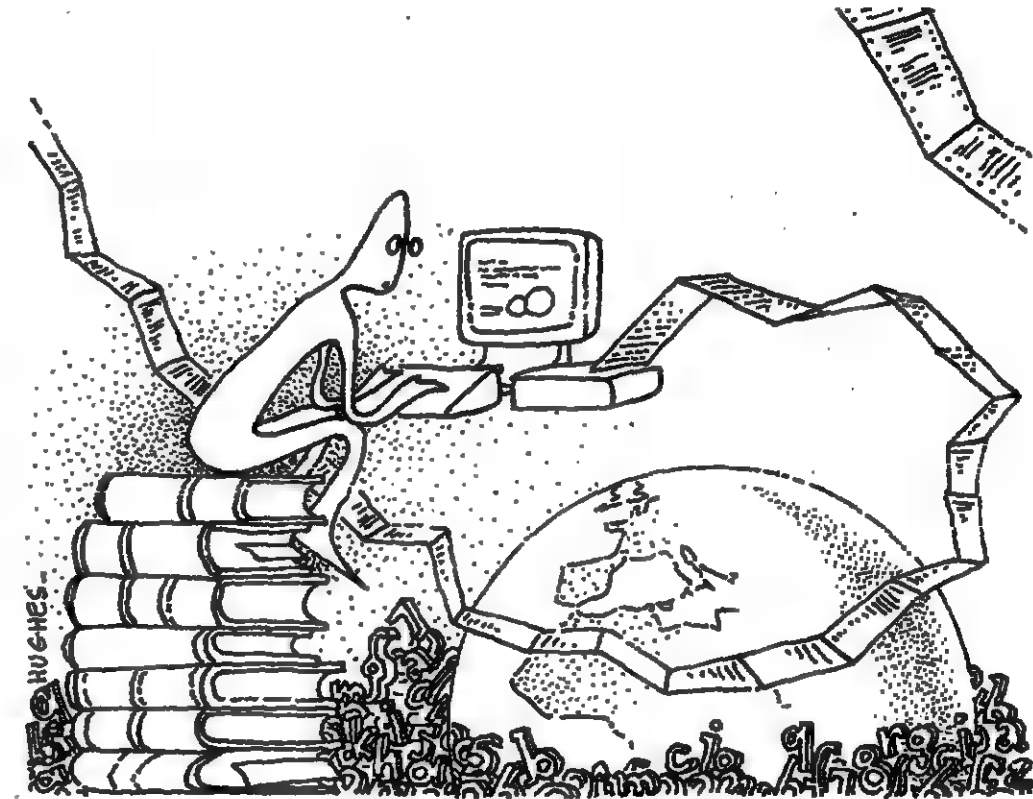
D'autre part, la FGP exige que le travail de sensibilisation soit mené auprès des responsables des entreprises concernées. « C'est une opération lourde », juge Gilles Delahaye, responsable formation du groupe SAEP, qui « l'encadrement doit être impliqué : il faut qu'il apprenne à voir les ouvriers avec d'autres yeux. » Dans un groupe de 4 500 salariés, on en est au début de la première année 1992, deux stages expérimentaux ont permis de roder la formule. Les maçons concernés devraient être portés à 100 en 1993 et à 80 en 1994. « Nous allons reprendre la démarche à leur compte », explique Gilles Delahaye. Dans une esprit, c'est essentiel : la revalorisation du travail dans le BTP, et l'ambiance des chantiers peut s'en trouver profondément transformée. « On souhaite par les nouvelles générations. »

Marie-Claude Betbeder

ÉVOLUTIONS

Les documentalistes en mouvement

Un secteur en plein bouleversement



PARADOXALEMENT, alors que leur mission est enfin jugée indispensable au développement de l'entreprise, les documentalistes n'ont jamais senti leur profession menacée. Sous l'effet de la crise économique, les crédits affectés aux documentations (nées au sein des grandes entreprises et des organismes publics les années 50) ont diminué. Depuis cinq ou dix ans, on demande aux services documentaires des efforts de gestion, et on réduit même parfois leurs effectifs, constate Jean Michel, responsable de la documentation à l'École des ponts et chaussées et président de l'Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés (ADBS).

Depuis que certaines sont passées de sous-sols poussiéreux au titre de « direction des documents », les documentalistes suscitent un nouvel intérêt. « Les chefs d'entreprise voient que les produits incorporent de plus en plus d'informations, qu'ils doivent en renseigner une concurrence de plus en plus vive, et que le succès des entreprises japonaises provient en grande partie de leur capacité à collecter l'information », résume Jean Michel, qui rappelle que les grandes entreprises japonaises ont augmenté de 1,5 % de leur chiffre d'affaires à la collecte d'informations. Les craintes des documentalistes sont d'autant plus fortes qu'ils fleurissent actuellement les sociétés spécialisées dans le domaine documentaire. En amont, les conseils en organisation de documentations, développés par l'apparition de nouvelles technologies, soucient de réduire les coûts de fonctionnement de leur documentation, les chefs d'entreprise commandent des audits, réorganisent leur service documentaire, envoient leur personnel en formation.

Un labyrinthe d'informations

En aval, les sous-traitants de recherche documentaire. Les banques de données tout d'abord, accessibles directement au Minitel ou par ordinateur, en souscrivant un abonnement. Depuis le début des années 80, les banques de données sont multipliées (3 000 banques de données professionnelles accessibles en France), et leur succès a provoqué la naissance de sociétés (Dialog, Questel, Européenne de données...) qui gèrent plusieurs d'entre elles. Le phénomène est la poupée russe d'informations : les serveurs sont de plus en plus nombreux, les logiciels (courriers d'information, FLA

Consultants du SVP) qui connaissent bien le contenu des banques de données, savent les interroger et aident maintenant les entreprises à se retrouver dans ce labyrinthe d'informations. « Nous sommes de plus en plus sollicités, même par les PME », explique l'un de ces brokers, François Libmann, directeur de FLA Consultants. « En période de crise, l'information devient cruciale. Le chiffre d'affaires de notre profession augmente d'environ 15 % l'an depuis trois ou quatre ans. » Jean Michel ne convient : « Faire appel à des sous-traitants revient à moins cher que de mobiliser plusieurs personnes pour faire le point sur un dossier, ou encore d'interroger plusieurs banques de données lorsque l'on ne sait pas laquelle interroger ou comment l'interroger efficacement. » Résultat : les documentalistes craignent que les entreprises aient de plus en plus recours à des services extérieurs.

Des passerelles entre les services

L'évidence, en tout cas, c'est que le métier de documentaliste doit nécessairement évoluer. « À un moment, les documentalistes prennent leur profession au sérieux », estime Danièle Déguez-Vataire, qui dirige une société de conseil en documentation, après avoir été responsable de la documentation du Monde. Plus question pour les documentalistes de se contenter de stocker, de classer, de classer, sans se préoccuper du contenu. Plus question de plus d'attendre les questions des salariés de l'entreprise pour lancer une recherche. Désormais, ils doivent anticiper les besoins de l'entreprise, aller au devant de la demande.

Dans leur nouvelle fonction de « veille technologique », les documentalistes ne peuvent plus se contenter de la simple acquisition d'informations. Ils doivent aussi les exploiter et se procurer les moyens. « Une chance pour les documentalistes, dont le métier retrouve de l'intérêt », se réjouit Danièle Déguez-Vataire.

Notre travail incorpore de plus en plus de valeur ajoutée, réchète Christine Berdon, responsable de l'énorme documentation de Paribas. Nous rédigeons des synthèses, des bulletins d'information, des revues de presse. D'ailleurs, le niveau de recrutement est très élevé : chez Paribas, les documentalistes ont au moins un niveau d'IUT, le plus haut cinq années d'études après le bac. Ils suivent les formations de l'INTD (Institut national des techniques documen-

taires) ou fait le DESS de Sciences-Po. Les documentalistes sont chargés de missions multiples et complexes. Mieux gérer leur service pour dépenser moins. « Recenser les ressources cachées d'information de l'entreprise ; créer une relation entre les services qui stockent des informations ; évaluer les besoins de l'entreprise ; créer une société de conseil en gestion de l'information. » Le président de l'ADBS ne convainc qu'à l'avenir « les documentalistes seront plus proches des produits, rattachés à des services opérationnels. Selon les entreprises, on mène chez Exxon, aux États-Unis, associer des documentalistes au travail des chercheurs pour accélérer la recherche de deux ou trois ans. D'où la nécessité d'une double compétence : une formation générale assez poussée (en économie, droit, pharmacie...) complétée par un cursus en traitement de l'information. »

Cette dernière formation technique est indispensable pour savoir manier les nouveaux supports d'information, comme le CD-ROM (disque optique numérique), ou connaître les multiples sources documentaires extérieures. À l'avenir, les documentalistes suggéreront aux entreprises d'utiliser une banque de données, en fonction du type de question qu'ils se posent. Ils leur montreront comment interroger efficacement ces banques dont l'usage, relativement coûteux, est facturé à l'heure. « Le travail du documentaliste et du courtier en information ne sont pas complémentaires, comme celui du comptable d'entreprise et de l'expert-comptable. À une époque, c'était une question d'incompétence pour les documentalistes de faire appel à des sources extérieures. Aujourd'hui, c'est un manque de bonne gestion », plaide François Libmann.

Immergés dans les réseaux de l'entreprise, les documentalistes maison sont, il est vrai, mieux à même de répondre à des questions de plus en plus pointues. Mais seuls sont capables de faire le point sur le capital documentaire interne, ou de manier des informations confidentielles. Surtout, les salariés de l'entreprise apprécient ce contact humain. Selon Danièle Déguez-Vataire, « chaque fois que nous sommes tentés de supprimer les documentalistes maison, les salariés nous font fortement exprimer leur désaccord. Ils nous retrouvent seuls devant un terminal. » Un travail d'autant plus légitime que dialoguer oblige à formuler la question clairement, à permettre donc souvent de trouver une partie de la réponse.

Pascale Krémer

Les formateurs

« VERS le milieu des années 80, nous vivions à Delahaye, chargé du GFC-BTP, promouvoir la formation générale professionnelle (FGP), nous avons participé à des recherches pour rénover des formations s'adressant aux personnes les moins qualifiées. Ces formations ont été amenées à décider d'aller vers les entreprises, un programme préalable, en définissant avec les employeurs les salariés la formation qui leur serait utile. Nous avons beaucoup de mal à trouver des entreprises qui nous forment pour jouer le jeu... »

La première année ou lieu au début de 1987 dans le bassin d'emploi de L'Argenteuil-Bessée, près de Briançon. Et seul Mercure II, un organisme de formation spécialisé, a accepté de se lancer dans l'aventure.

Par ailleurs, qui beaucoup impliqués dans le démarrage, on trouve un produit de l'école Freinet (c'est lui qui le souligne), passionné par les problèmes d'éducation : René Brochard. Architecte de formation, il a démarré par une carrière industrielle pour finalement la formation continue. Pour lui, il faut simplifier l'accès à l'efficacité professionnelle en allant à l'essentiel : « Dans le BTP, pour les jeunes que nous avons formés, il existe un concept opératoire

important : celui des rapports de la règle de trois, ce qu'il faut savoir pour doser du béton... C'est l'outil le plus complexe qu'ils aient maîtrisé. Celui qui y parvient peut être non seulement un bon ouvrier, mais aussi un chef d'équipe, un chef de chantier et même un conducteur de travaux, puisque les calculs de résistance des matériaux sont effectués désormais sur les ordinateurs. C'est sur ce type de savoir qu'il faut se concentrer. »

Mais René Brochard n'oublie pas que l'essentiel est de former les esprits : tout l'art de l'enseignant consistera à puiser dans l'expérience concrète de chacun les comparaisons qui lui permettront d'entrevoir la signification des phénomènes. « Par le détour de l'image et de la pensée analogique, il amènera les élèves à théoriser, à entrevoir les principes et les lois qui régissent les phénomènes qu'ils observent de près. »

Un tel processus, si le formateur n'entre pas vraiment en profondeur dans la philosophie de ce type d'apprentissage, il ne peut pas susciter de véritable intérêt. « Le vrai enjeu de la FGP », en revanche, quand on y parvient, est une nouvelle identité. Il s'opère une quelconque mutation vertigineuse. »

M.-C. B.

ENTREPRISE ET ENVIRONNEMENT

- Jeunes fonctionnaires, jeunes cadres d'entreprise
- Diplômés des grandes écoles ou de l'Université

Ce thème vous intéresse ?

REJOIGNEZ un groupe interdisciplinaire et participez à l'établissement d'un rapport final qui fera l'objet d'un colloque public, six semaines à l'étranger, tous frais payés.

Tél. : FNEP : (1) 47-44-54-36

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

L'économie solidaire

par Bernard Erne et Jean-Louis Laville

L'A période de croissance s'est caractérisée par la facilité d'accès à la sphère économique. L'homogénéisation des modes de vie autour du salariat constituait un facteur essentiel de cohésion sociale. A de multiples égards, on pouvait dire qu'on était citoyen parce qu'on était d'abord travailleur. Depuis la crise, beaucoup sont exclus de cette sphère économique, ce qui a des effets dramatiques en termes d'identité. On peut comprendre que, dans ce contexte, la commission d'évaluation du RMI souligne l'importance de l'insertion professionnelle comme condition de l'intégration dans la société. Mais comment trouver les moyens de cette insertion par l'économie alors qu'une partie de la population active se trouve surmenée par rapport aux besoins de la production ?

L'une des voies préconisées est l'action auprès des entreprises. C'est oublier le paradoxe d'Olson : chaque entreprise a un intérêt à ce que soit maintenu le tissu social, mais elle peut aussi facilement calculer qu'elle ne gagne rien à payer sa quote-part ; sa stratégie rationnelle la conduit à s'abstenir et à laisser faire les autres. Finalement, la responsabilité de l'entreprise n'est guère prise en compte que par une frange humaniste du patronat et quelques grandes entreprises se livrant à des expériences limitées susceptibles de conforter leur image dans les médias. En termes quantitatifs, cette voie de la « conscientisation » des entreprises ne peut contrecarrer les tendances lourdes de sélection des salariés. Il reste à favoriser la création d'emplois sous toutes ses formes.

Mais là encore le scepticisme domine. Pour de nombreux spécialistes, tout aurait déjà été tenté sans enrayement réel de la montée du chômage. Les rares opportunités nouvelles se font jour dans les services aux ménages et aux collectivités, mais, selon les experts économiques, il n'est possible d'y créer des emplois en nombre qu'à la condition d'augmenter les écarts de revenus. Autrement dit, l'emploi ne pourrait se développer qu'au prix d'une accentuation des inégalités sociales.

Les images de manœuvres appartenant donc réduites et leurs conséquences sociales ne manquent pas d'inquiéter. Bien sûr, il convient d'être très lucide sur les efforts des entreprises et des administrations en faveur de l'insertion. Mais il faut aussi se rendre à l'évidence, les traditionnelles politiques de l'emploi touchent à leurs limites. C'est pourquoi le moment paraît venu de risquer une approche originale : celle d'une nouvelle économie mixte qui soit une véritable économie solidaire. Concrètement, il s'agit de multiplier les possibilités d'accès à la sphère économique en favorisant toutes les activités susceptibles de renforcer le lien social par l'échange économique : autoproduction, troc, réseaux réciproques d'échanges, services de proximité... En effet, ces activités, considérées comme à la limite de l'économie parce qu'elles contiennent une dimension non monétaire, peuvent être des lieux d'expression, de production et de formation, et ceci même si elles ne procurent pas à tous les participants un contrat de travail et une rémunération à court terme. Aujourd'hui, ces pratiques existent mais elles sont dédaignées par les démarches technocrat-

ques en matière d'insertion ; au mieux elles sont tolérées et envisagées avec condescendance, au pire elles sont décriées, en tout cas elles ne sont jamais prises au sérieux et soutenues.

La possibilité d'une économie solidaire réside dans un double mouvement de perspective. Elle s'appuie sur la mobilisation des acteurs au lieu de privilégier l'offre institutionnelle : elle parie sur une hybridation entre économique et social au lieu de conforter leur cloisonnement. Ceci suppose d'abord d'évoluer vers un rapport contractuel entre administrations et usagers fondé sur la confiance et le soutien à la prise de parole et à la prise de risques collectifs.

Aujourd'hui, tout entrepreneur qui n'a pas le profil d'un notable est considéré comme suspect et toutes les initiatives qui ne rentrent pas dans le cadre de l'entreprise marchande sont ignorées. C'est à cette inégalité devant l'initiative qu'il convient de remédier. Ceci suppose ensuite de décloisonner financièrement d'action sociale, de formation et de création d'emplois en sortant des logiques de programmation au profit de logiques de projets déterminés par les acteurs eux-mêmes, qu'ils soient chômeurs, travailleurs sociaux, jeunes ou retraités. Au simple énoncé de cette éventualité, on devine les protestations argumentées qui s'élèveront. Pour les devancer, précisons qu'il n'est pas question ici de suggérer une quelconque déréglementation mais simplement de préconiser un pragmatisme basé sur la dignité des acteurs et la créativité de la société civile qui réviserait le culte français de la norme et du règlement. Une réelle citoyenneté passe par l'inscription dans des réseaux sociaux, des échanges économiques concrets et par la possibilité consentie à des groupes de négocier des espaces d'autonomie.

UNE telle possibilité n'a rien d'utopique. Pour aller dans ce sens, tout n'est pas à inventer. Un ensemble de rapports et de notes restés sans écho ont formulé des propositions précises. Quatre axes de travail peuvent être évoqués :

— **Pratiquer un statut d'expérimentation sociale.** L'expérimentation économique reste confinée à la marge, enclavée, toujours condamnée à se défendre et à se justifier auprès des interlocuteurs institutionnels jusqu'à épuisement des promoteurs. Cette non-reconnaissance paralyse les volontaires qui seraient prêts à s'engager dans des démarches innovantes. Puis vient le temps de la réforme législative qui normalise et limite le champ des possibles, comme ce fut le cas avec les associations intermédiaires. Pour briser ce carcan d'autoritarisme qui bride les acteurs, l'élaboration d'un statut officiel d'expérimentation nationale accordée pour une durée limitée et assorti d'une évaluation par une des voies conciliant appel à l'imagination et nécessité de rigueur.

— **Franchir un nouveau seuil dans le soutien à l'insertion par l'activité économique.** Les entreprises d'insertion sont à la mode. Mais cet engouement qui inclut les règles de quartier et les cafés-musique ne peut faire oublier que les financements publics ne dépassent pas 500 millions de francs, que les fonds

de formation professionnelle ne sont guère ouverts à ces entreprises et que l'absence de fonds hypothèque leur développement. Surtout, si l'on veut se prémunir contre l'essor d'activités seulement occupationnelles, il serait indispensable d'accroître la place beaucoup plus importante aux têtes de réseau et à tous les pôles d'impulsion en matière d'apporter à l'ensemble des responsables conseil et méthodologie pour organiser dans la durée du processus d'insertion locaux qui doivent s'appuyer sur des stratégies d'entreprise.

— **Introduire une médiation locale entre administrations et acteurs.** Les formes de régulation locales doivent être pensées sans lesquelles les initiatives qui ont à la fois économiques et sociales se heurtent dans leurs relations avec l'administration à des difficultés insurmontables. Elles sont liées autant à la délimitation territoriale des territoires de compétence qu'aux modalités de contrôle et aux logiques tutélaires. La nomination de « sous-préfets développeurs », responsables de la médiation administrative, constitue certainement une voie de réduction des dysfonctionnements dans ce domaine. Une telle fonction, à condition qu'elle se diffuse, peut contribuer à limiter l'arbitraire et garantir un droit de réponse et de recours pour les promoteurs de projets.

— **Prendre en compte les initiatives de citoyens présentant une utilité collective.** Dans ce champ, tout ou presque reste à faire et le soutien aux initiatives d'habitants dans les quartiers défavorisés n'est qu'un pas bien timide dans cette direction. Si l'on part de l'idée d'utilité sociale, laquelle l'utilité collective se peut-elle définir sans l'intervention des acteurs locaux, il faut se garder de toute définition normative et contrôler d'un « utilitarisme » social de « activités d'intérêt général ». Par contre, une procédure de labellisation peut légitimer des projets locaux. Dans ce cas, un soutien automatique pourrait être accordé pour une année de conception et de mise en place à toute initiative reconnue d'utilité collective. Ce soutien se matérialiserait par la mise à disposition d'un accompagnement professionnalisé assurant un suivi et une aide à la mise en place. L'examen rapide des résultats au bout d'un an amènerait à arrêter le soutien ou à passer pour l'année suivante à un contrat partenarial d'objectif entre les différents interlocuteurs institutionnels et les promoteurs du projet. Cette aide peut être matérialisée de deux manières : soit par la mise à disposition de locaux embauchés dans ces structures pour des contrats de droit commun, ces emplois solidaires donneraient droit à une aide dégressive de l'Etat sur trois ans.

L'hypothèse de l'économie solidaire repose sur une conviction : le levier qui peut représenter la transition en soi dans la démarche d'insertion. Plutôt que de toujours vouloir combler les manques par l'individualisation de l'itinéraire d'insertion, il apparaît possible de parier sur la responsabilisation émanant d'acteurs locaux en commun.

L'économie solidaire implique en fait un changement dans les rapports entre pouvoirs publics et société civile.

► Bernard Erne et Jean-Louis Laville sont chercheurs au CRIDA-LSCI-CNRS-Paris.

STAGES

Les stages des offres
est désormais possible en tapant directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres doivent contacter STAG'ETUD, 12, av. Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-99.

GESTION

□ Lieu : L'Hay-les-Roses. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 3000 F/mois. Profil : bac + 3. Ecole de commerce, comptabilité, micro-informatique. Mission : contrôle de gestion, collaborateur des directions administratives et financières. 02776.

□ Lieu : Valenciennes (42). Date : immédiate. Durée : 3 semaines. Ind. : 1000 F/mois. Profil : bac + 3. Ecole de commerce, comptabilité, micro-informatique. Mission : contrôle de gestion, travail en équipe sur le terrain financier. 02777.

□ Lieu : Marseille. Date : indéterminée. Durée : 3 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS gestion, anglais, allemand. Mission : à la direction générale, gestion fournisseurs, contrôle facturation, import-export. 02834.

COMPTABILITÉ

□ Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : 1820 F/mois. Profil : bac + 2/3 BTS comptabilité, micro-informatique, maîtrise de l'anglais, maîtrise de l'espagnol. Mission : recherche de pièces comptables, analyse d'outils comptables, réalisation de nouveaux documents. 02783.

□ Lieu : Vitry-sur-Seine. Date : décembre. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 BTS comptabilité, gestion, anglais, étude et mise en place d'un système comptable. 02812.

PERSONNEL

□ Lieu : Boulogne + déplacements en Ile-de-France et en France (éventuels). Date : immédiate. Durée : 8 mois (temps partiel). Ind. : 8000 F/mois/plein temps. Profil : bac + 5, gestion R.H., capacités rédactionnelles et relationnelles, connaissances globales de l'entreprise, micro-informatique. Mission : collecter et traiter les informations existantes, assurer le secrétariat du groupe de travail, rédiger des fiches emplois et synthèses quantitatives, mener des entretiens de validation de la mise d'une démarche d'analyse des emplois et des ressources humaines du groupe. 02773.

MARKETING

□ Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 30 SMIC + frais divers. Profil : bac + 3, école de commerce ou similaire. Mission : étude de marché sur questionnaire qualitatif y compris synthèse, participation à l'organisation commerciale d'un événement. 02744.

□ Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 4 mois. Ind. : 3500 F/mois. Profil : bac + 1/2. Mission : pratique du téléphone, mission : télémarketing, gestion de fichiers clients, informations. 02515.

□ Lieu : Toute la France. Date : immédiate. Durée : 2 mois minimum. Ind. : 7800 F/mois. Profil : bac + 3 minimum, anglais souhaité. Mission : animation + mise en place d'un réseau de distribution pour le développement d'un nouveau produit en France et en Europe, formation commerciale. 02789.

□ Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois minimum. Ind. : 1620 F. Profil : bac + 4 (connaissance marketing et ou gestion finances). Mission : étude de marché. 02802.

□ Lieu : Marseille. Date : immédiate. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : Bac + 2, marketing direct ou affaires commerciales. Mission : restructuration, maintenance des bases de données. 02814.

□ Lieu : Limoges. Date : immédiate. Durée : 1 mois minimum. Ind. : non prévue. Profil : Bac + 3 mini, école de commerce, action commerciale, techniques de commercialisation. Mission : commercial, prospection, gestion clientèle, etc. 02807.

□ Lieu : Montreuil. Date : immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, école de commerce, marketing téléphonique. Mission : réaliser une étude de marché auprès d'une base de données pour lancement logiciel. 02781.

□ Lieu : Limoges. Date : immédiate. Durée : 2 mois minimum. Ind. : selon résultats + frais de recherche. Profil : bac + 1/3, école de commerce, publicité. Mission : élaborer une stratégie d'insertion à la vente ainsi qu'un suivi, travail de création de communication et d'organisation de plusieurs salons. 02781.

VENTE

□ Lieu : Nanterre. Date : immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : selon résultats. Profil : bac. Mission : vente téléphonique. 02837.

□ Lieu : Marseille. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 (techniques commerciales). Mission : participation à l'élaboration de l'action commerciale de l'entreprise. 02777.

□ Lieu : Bayonne. Date : immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 (techniques commerciales). Mission : tenir le magasin de produits de la mer (marché de la pêche, information, promotion, vente, nettoyage des dossiers). 02786.

INFORMATIQUE

□ Lieu : Chatou. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 8 000 F. Profil : bac + 2/4, informatique et gestion, maîtrise de Lotus 123. Mission : bâtir un tableau de bord un programme de travail à marge brute et de normalisation de la comptabilité. 02829.

□ Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 1000 F. Profil : bac + 2, bonne compétence sur logiciels. Mission : être formé pour former sur tableurs (Excel, Lotus), bases de données (dBase, Paradox, Fox Pro), environnement (Windows, Dos), TTX (Word, Ami-pro). 02815.

□ Lieu : Cernay (88). Date : immédiate. Durée : 2 mois minimum. Ind. : non prévue. Profil : bac + 2, connaissances en programmation informatique. Mission : effectuer des développements de programmes informatiques. 02818.

COMMUNICATION

□ Lieu : Boulogne. Date : immédiate. Durée : 2 mois (temps partiel). Ind. : base/SMIC. Profil : bac + 1. Mission : saisir intelligemment sur informatique de la mise à jour de l'annuaire des cadres. 02606.

TECHNOLOGIE

□ Lieu : Versailles. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4/5, universitaire ou ingénieur. Mission : gérer les activités de gestionnaire des bâtiments départementaux : élaboration du profil des postes, gestion des congés, proposition d'un système de remplacement pendant les congés. Participer à l'étude relative aux nouvelles méthodes techniques de classement des documents départementaux. 02834.

DROIT

□ Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 2 mois minimum (missions). Ind. : à définir. Profil : Bac + 5, droit civil. Mission : assurer des missions ponctuelles de formation en droit. 02869.

□ Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 6 mois. Ind. : 500 F. Profil : bac + 3, DEA-DESS-CAPA, connaissance Word 6. Mission : rédaction d'actes juridiques, recherches. 02812.

SECRÉTARIAT

□ Lieu : Limoges. Date : immédiate. Durée : 1 mois minimum. Ind. : Non prévue. Profil : Bac + 1 minimum, maîtrise de l'anglais, connaissances informatiques. Mission : gestion administrative, gestion des courriers, appels téléphoniques, gestion des dossiers. 02808.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte. PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

POUR L'ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bimestriel
Envoi sur simple demande

UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD

FACULTÉ JEAN MONNET

Département de la Formation Permanente
54 boulevard Desgranges 91120 BRÉAUX Cedex

EDITION
ASSISTEE PAR ORDINATEUR

(11 janvier 1993 - 30 avril 1993)
Cours à temps complet

CONTENU DE LA FORMATION

- Maquette - Mise en page - Typographie
- L'édition sur Macintosh
La publication sur ordinateur (PageMaker, XPress)
La numérisation
La Reconnaissance Optique des Caractères
- La mise en page par Ordinateur
Maîtrise d'Adobe Illustrator et Freehand
Apprentissage de la couleur : initiation à Photoshop

Pour tout renseignement : inscription, et-dessus.
Tél. : (1) 40.91.18.20.

GUIDE DE L'ANGLAIS
MODERNE ÉCRIT

Christiane Tricot

COPFORMA - Editions François-Robert
Distribution DISCOTIQUE
Tél. : (06) 37-34-64-64 Fax : (06) 37-34-78-45

ÉCHOS

Le bilan social
d'Issy-les-Moulineaux

► Pour la cinquième année consécutive, la ville d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) présente son bilan social 1991. Pour autant, aucun texte ne l'y oblige : seules les entreprises privées de plus de 500 salariés y sont tenues, que les municipalités qui perçoivent le Dotation de l'Unité Urbaine. Effectifs, rémunérations, conditions de travail, relations sociales, formation, œuvres sociales, passées au peigne fin, dans une brochure illustrée de nombreux graphiques et tableaux. Une formidable opportunité d'organiser une réflexion sur la politique des ressources humaines selon le maire d'Issy-les-Moulineaux, André Santini. On y apprend que 39 % des agents municipaux habitent ailleurs qu'à Issy-les-Moulineaux, que la ville emploie 43 personnes handicapées, que 5,8 % des agents permanents sont de nationalité étrangère, que 5 grèves ont eu lieu en 1991, que 145 personnes, et que le budget de communication interne de la ville est de 495 000 francs.

L'ENSP
et la formation
des médecins

► L'Ecole nationale de la santé publique (ENSP) propose pour 1993 deux programmes destinés à « favoriser le rapprochement des médecins et de la gestion hospitalière ». Le premier est un programme de formation continue en gestion destiné à 150 praticiens hospitaliers du secteur public et privé. La politique de maîtrise de la santé, la loi hospitalière de 1991 et le nécessaire management des ressources humaines obligent en effet à s'impliquer dans la gestion. Le second programme, destiné aux jeunes médecins, est une préparation par correspondance au concours de directeur d'hôpital auquel deux nouvelles épreuves (mathématiques-physiques) viennent d'être ajoutées de manière à justifier l'entrée des médecins et des scientifiques.

► Renseignements :
tél. : (16) 99-28-27-15.

LES DIRIGEANTS

Notre entreprise, basée en Val-de-Loire, filiale d'un puissant industriel,
est leader mondial sur son marché (280 personnes - CA 150 MF dont 75 % export).
Elle recherche son

Directeur commercial Marchés internationaux

Vous serez chargé d'entretenir les bonnes relations que nous avons développées avec de grands groupes spécialisés dans les biens d'équipement manufacturés (principalement aux USA et en Europe), de détecter et de concrétiser de nouveaux marchés.
Vous encadrez des équipes commerciales (sédatrices) et techniques (BE/Labo) expérimentées ;
vous le faites en lien avec nos agents locaux pour le développement commercial de nos produits.

De formation supérieure technique (ingénieur ou équivalent), vous avez une expérience d'au moins 10 ans dans la production de produits et services techniques et vous maîtrisez les langues internationale (bien sûr vous parlez couramment anglais, peut-être aussi langues latines).

Vous êtes notre image : spécialiste mondial sur votre marché, vous êtes un homme rigoureux de communication, prêt à vous investir fortement dans un poste qui requiert de nombreux déplacements, le goût du service et le goût de l'excellence.

Oui, nous exigeants mais nous payons très bien votre valeur.

Merci d'adresser votre lettre de motivation et CV, sous
réf. MO/1043, à nos PG Consultants, 10 rue de la
du Lac Maine, Immeuble Hermès, 49100 Angers.

PG Consultants

ANGERS - BORDEAUX - NANTES - PARIS - RENNES - TOULOUSE - TOURS

DIRECTEUR GENERAL

Présentant des qualités de gestionnaire
excellentes qui permettront d'optimiser
les effets d'effort de crédit-bail
innovateurs et l'engagement de la
société envers le client.



Paris

Un des principaux établissements indépendants de
crédit-bail, connaissant une forte croissance dans la
location de marchandises de haute valeur, cherche à
accroître sa croissance grâce à une approche
innovatrice et à un engagement total envers la qualité
et le client. Sa clientèle est variée, elle se compose de
particuliers et d'entreprises de première importance.
Sa société mère, qui est l'une des plus grandes sociétés
européennes, encourage activement l'autonomie de ses
filiales et s'est engagée à investir dans l'aspect humain de
l'entreprise. Le président de la société britannique
recherche à présent un directeur général totalement
responsable des aspects logistiques et opérationnels de
l'entreprise et dont les objectifs correspondent à ceux de
la société. Le parfait candidat proviendra d'une entreprise
de crédit-bail assez importante et respectée. Il fera preuve
d'une grande expérience dans le domaine de la direction,
de la motivation et, surtout, de la réalisation des objectifs
fixés. Il devra parler et écrire l'anglais couramment. Le
salair, qui sera à la mesure des meilleurs salaires offerts
dans cette industrie, sera augmenté d'un excellent
ensemble d'avantages complémentaires. Les lettres de
candidature donnant des détails précis sur la carrière
devront porter la référence BA 104 et être adressées à:
Gus Ferguson, Broadhurst Associates, 94 Rotheringham
Road, Enfield, Middlesex, Londres EN1 1QR, Royaume-Uni.

Un grand projet pour un manager de "valeurs" qui a la santé

Cet important groupe hospitalier, oeuvre congréganiste
participant au service public (400 lits MCO répartis sur
4 sites, 200 personnes) recherche dans le cadre d'un
vaste projet d'entreprise, à la fois global et cohérent, un

DIRECTEUR DE SITE HOSPITALIER

Celui-ci assurera une grande autonomie la conduite
d'une clinique d'envergure (150 lits, service de chirurgie
général, 200 personnes, 10 MF au budget) dans l'esprit du
projet d'entreprise.

Ce poste, basé à STRASBOURG, s'adresse à un généra-
liste de la fonction HOSPITALIERE, âgé de 40 ans au
minimum et pouvant justifier d'une expérience réussie de
direction d'équipes pluridisciplinaires. Il requiert une
aptitude relationnelle au service des principes de qualité,
ainsi qu'une capacité à motiver une équipe.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet,
photo et rémunération actuelle sous la référence
M 5452 C à :

EGOR REGION EST
18, rue de la République
67000 STRASBOURG CEDEX

EGOR

PARIS AN-EN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
VENISEL DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEEN UNITED KINGDOM

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

COLLÈGE D'EUROPE
Institut d'études postuniversitaires européennes - Bruges

AVIS DE VACANCE

Faire le Recteur à partir du 1/9/1993. Mission de 5 ans (renouvelable).
Tâches : Direction et coordination des activités du collège, présidence du Conseil
académique et représentation internationale.
Qualifications : expériences académiques, administratives et européennes.
Langues : anglaise et française.

Date limite de candidature : 15/01/1993

Adresse : « Search Committee », Collège d'Europe, Dyver 11,
B - 8000 BRUGGE (Belgique)

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

Avec 14 % de sa diffusion

1^{er} quotidien français
à l'étranger

HUMBOLDT-UNIVERSITÄT ZU BERLIN

An der Humboldt-Universität zu Berlin, im Sprachenzentrum
ab sofort besetzen :

Lehrkräfte
für besondere Aufgaben (Lektoren)
BAT-O II - (6 Stellen)
Kennziffer : AN/197/92

Aufgaben : Durchführung von sprachpraktischen
Lehrveranstaltungen mit 12 bis 15 Lehrern in
Sprachen Englisch (3 Stellen), Französisch (2 Stellen), Italienisch
(1 Stelle).

Einstellungsvoraussetzungen : Abgeschlossenes wiss.
Hochschulstudium oder abgeschlossenes Studium an einer
wiss. Hochschule im Ausland (erwünscht Promotion, mindestens
MA).

Mindestens dreijährige hauptberufliche Tätigkeit in der
Fremdsprachenausbildung oder eine längere vergleichbare
hauptberufliche Tätigkeit. Nachweis pädagogischer Eignung.
Muttersprachliche Kompetenz in der jeweiligen Sprache.

Erwünscht : Nach Möglichkeit wiss. Zusatzqualifikation im
Bereich des Lehrens und Lernens von Fremdsprachen.
Praktische Erfahrungen im Fremdsprachenunterricht mit
Erwachsenen. Erfahrungen in der Entwicklung und Evaluation von
Lehrmaterialien. Angemessene Kenntnisse der deutschen
Sprache.

Die Humboldt-Universität zu Berlin fördert die Erhöhung
Frauenanteile an und fördert daher qualifizierte Interessentinnen
ausdrücklich auf, sich zu bewerben.
Schwerbehinderte werden bei gleicher Eignung bevorzugt.
Bewerbungen sind unter Angabe der Kennziffer bis zwei Wochen
nach Veröffentlichung zu richten an die

Humboldt-Universität zu Berlin
Personalabteilung : Unter den Linden 6, 0-1085 Berlin

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

La BEI, institution financière de la
Communauté Européenne, recherche
pour son siège à Luxembourg un :

Documentaliste (h/f)

pour la Division Documentation et Bibliothèque

Fonctions : ☐ au sein d'une équipe de documentalistes, sous
la responsabilité du chef de division, il/elle sera chargé(e) :
☐ d'assurer la collecte, le dépouillement et l'analyse d'infor-
mations relatives aux pays de l'A.E.U. et aux activités des orga-
nismes internationaux ; ☐ de réaliser et de mettre à jour des docu-
ments statistiques ; ☐ d'implanter et de gérer des
fichiers statistiques ; ☐ d'assurer la formation des utilisateurs ;
l'interrogation de ces derniers ; ☐ de suivre l'évolution des
activités des directions de la Banque.

Qualifications : ☐ formation universitaire avec études orien-
tées vers les disciplines économiques, financières ou de ges-
tion complétées d'une spécialisation en documentation/
bibliothéconomie ou expérience professionnelle équivalente
acquise de préférence dans un service de documentation
économique et financière ; ☐ aisance dans les contacts avec
les tiers ; ☐ aptitude à l'informatique.

Langues : maîtrise de l'anglais et bonne connaissance du
français. La connaissance d'autres langues communautaires
ou de langues scandinaves serait appréciée.

La Banque offre des conditions d'emploi, une rémuné-
ration intéressante, de nombreux avantages sociaux et prati-
ques d'égalité des chances.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des
pays membres de la Communauté, et ayant entre 27 et 33 ans,
sont priées d'envoyer leur curriculum vitae, accompagné d'une
photographie, en indiquant la référence, à la :

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
Département du Personnel (Recrutement)
(Réf. : ET/DOC 9204)
100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 LUXEMBOURG. FAX : 4379-3358.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

— OPÉRATION SPÉCIALE —

• Le Monde • Mercredi 18 novembre 1992 37

MARKETING • COMMERCIAL • COMMUNICATION

CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 233 milliards de francs de dépôts, 8 millions de clients, 3.900 agences et 22.300 collaborateurs est le 5^{ème} groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche pour sa Direction du Développement un Chargé d'Etudes Marketing Produit.

CHARGÉ D'ETUDES
MARKETING
PRODUIT

Au sein du département Epargne des Particuliers, vous réaliserez des études générales et spécifiques nécessaires à la création, l'adaptation et le suivi des produits à destination de la clientèle des particuliers:

- étude de l'environnement réglementaire et concurrentiel sur le marché des particuliers et les produits d'épargne,
- participation à la création technique des produits au plan marketing et financier,
- suivi statistique du marché et des produits,
- participation à la mise en œuvre des stratégies marché.

De formation Supérieure (Ecole de Commerce, diplôme universitaire de 3^{ème} cycle), une première expérience ou un stage prolongé dans le secteur banque-assurance, vous ont permis de conforter vos connaissances financières et vous ont donné le goût de l'approche marketing orientée vers l'action commerciale.

Rigoureux et créatif, vos qualités relationnelles et votre goût du travail en équipe seront des atouts déterminants pour ce poste.

CONTACT

Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 327/M à la D.R.H.R.S., Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 100, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
la banque à qui parler

CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 233 milliards de francs de dépôts, 8 millions de clients, 3.900 agences et 22.300 collaborateurs est le 5^{ème} groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche pour sa Direction de la Communication un professionnel expérimenté.

Ecrire
pour
l'entreprise...

Spécialiste de la communication, l'écriture est votre passion et vous avez un talent reconnu.

Vous prendrez en charge la communication écrite:

- collecte et mise en forme des informations sur le Crédit Mutuel, le monde bancaire et la conjoncture,
- réalisation de publications d'informations internes ou externes (lettres, brochures, communiqués...).

A 25-30 ans, vous avez une formation supérieure (Normale Sup., Ecole de Commerce, Po, Université...) et une expérience dans le domaine de la communication écrite acquise dans les médias ou en entreprise.

La pratique de la PAO est nécessaire.

CONTACT

Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 328/M à la D.R.H.R.S., Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 100, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
la banque à qui parler

Consultant

■ DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL
ET MERCHANDISING

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure, vous disposez d'une expérience significative dans les domaines ventes/merchandising acquise au sein de sociétés performantes. Doté de qualités relationnelles et commerciales, vous saurez promouvoir votre savoir-faire (dossiers merchandising, argumentaires...). Vous avez la confiance de vos clients et identifiez leurs besoins spécifiques. Homme de réflexion, créatif, vous saurez recommander des solutions pragmatiques répondant aux attentes et particularismes de réseaux commerciaux. Nous proposons de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe dynamique et ambitieux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à la référence D922 à KRENO SA, 86 rue du Dôme - 92514 BOULOGNE CEDEX.

KRENO

ACCOUNT MANAGER

LEF FRANCE

Nous sommes la filiale française du Lef mondial (+ 11 milliards de francs C.A.) dans la création de parfums et matières aromatiques. Nous réalisons 700 MF de CA, dont 450 MF dans la parfumerie. Dans le cadre de notre expansion, notre Direction Commerciale recherche un ACCOUNT MANAGER.

Après une période de formation pratique et technique dans les deux centres européens, vous serez rattaché(e) directement au Directeur Commercial France. Vous prendrez rapidement en charge un portefeuille d'affaires dans le domaine de l'hygiène et de la beauté. Vous assurerez le suivi général et le développement de projets spécifiques avec une large délégation.

Agé(e) de 26/32 ans, diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs, vous disposez d'une première expérience dans un secteur similaire ou dans le secteur hygiène, beauté-parfumerie fine. Les qualités émanant des domaines marketing, vente ou recherche et développement seront examinées également avec attention. Votre aptitude à la créativité et votre sens des affaires sont démontrés ou le seront.

L'anglais est indispensable. Des déplacements fréquents sont à prévoir en France et à l'Etranger.

Outre une rémunération attractive, une politique de formation est prévue. Les évolutions de carrière peuvent être nationales ou internationales.

Le lieu de travail est situé en proche banlieue ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à la référence M 31/2328 C à:

EGOR PRESTIGE ET CREATION
8, rue de la Paix - 75001 PARIS

EGOR

PARIS ANGERS BORDEAUX BRUXELLES LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIUM DENMARK GERMANY SPAIN ITALY PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

« PANORAMA DU MÉDECIN »

Le quotidien médical du Groupe

LES ÉCHOS

recherche son

RÉDACTEUR EN CHEF

PROFIL :

Journaliste ayant exercé des responsabilités similaires

Votre candidature (lettre, CV et photo) sera étudiée en toute confidentialité.

Elle est à adresser sous la référence 305 :

PANORAMA DU MÉDECIN. M. Philippe LEDUC
37, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris

LA FILATURE

NOUVEL ESPACE CULTUREL
SCENE NATIONALE

Directeur de la communication et de la commercialisation

Conçu par Vasconcelos construit sur l'histoire d'une ancienne mulhousienne, l'équipement culturel s'apprête à accueillir le public. L'ambition : devenir une référence artistique sur le plan européen.

Pour concevoir et développer une stratégie globale de communication pour l'entreprise, nous recherchons un directeur de la communication et de la commercialisation.

Animateur d'une équipe, vous travaillerez la recherche de publics, les spectacles et la communication. Vous coordonnerez les actions publicitaires et la prospection des publics potentiels. Vous établirez une communication interne dynamique qui fédérera l'ensemble du personnel d'être partie du projet d'entreprise.

Vous avez une formation de type ESC, école de journalisme ou d'attaché de presse et vous possédez une expérience de la communication en environnement culturel, assortie d'une pratique de l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV et d'une photo, sous réf. YB130F/M, à l'ensemble du Conseil qui vous garantit son entière discrétion.

Staff Consultants

23, boulevard de l'Osage, 67000 Strasbourg

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 • LM

MARKETING. COMMERCIAL. COMMUNICATION

Управляты нашим
магазином Danone в МосквеBranche produits
frais Europe

BSN poursuit son
développement en
Europe et bénéficie
déjà d'implantations
industrielles ou
commerciales
en Pologne,
Tchécoslovaquie,
Hongrie, Russie...

NOIR

Il s'agit de promouvoir la marque et les produits Danone, le magasin ouvert depuis le mois d'août connaît un vif succès : 2 000 clients moscovites, chaque jour, viennent apprécier la qualité de nos produits. Dans un objectif constant d'efficacité et de qualité, en prenant la Direction du magasin Danone, vous agissez en véritable entrepreneur ; manager d'une équipe de 25 personnes, vous êtes responsable des ventes, des budgets, des approvisionnements et des relations de partenariat avec les interlocuteurs de l'administration moscovite. De niveau Bac + 5, vous avez 5 à 10 ans d'expérience professionnelle et par conséquent le savoir-faire d'une grande rigueur et d'une réelle puissance de travail, vous conjuguez habileté et efficacité avec un remarquable sens relationnel. La mise en œuvre de ce véritable challenge sera pour vous la clé de votre évolution dans le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CW89M, à BSN, Service Recrutement, 11 Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

B
S
N
G
R
O
U
P
EPREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIÈME EUROPEENIngénieur d'Affaires
Produits Conventionnels "AIR"

France - Europe



Le Département ARMEMENT du Groupe LACROIX assure la recherche, le développement, la fabrication de Produits issus du savoir-faire pyrotechnique de l'Entreprise, commercialisés auprès des Forces Armées françaises et étrangères ou d'industries Coopératives.

La tenue des délais, des performances techniques et qualitatives. Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs Civile ou Militaire, d'Université, 30 ans minimum, vous devez et pouvez faire la preuve d'une première expérience de Cadre Commercial. Homme de solutions, factuel, vous êtes rompu aux exigences et contraintes de la négociation. Vous maîtrisez, éventuellement, d'une connaissance opérationnelle du "milieu AIR". Evidemment, la pratique de l'Anglais est exigée.

Merci d'adresser : lettre manuscrite, CV (photo) et rémunération annuelle souhaitée, sous M 92115 (sur l'enveloppe), à notre Conseil en Recrutement, Marie-Françoise LAUTREC LEPT, rue des Contelles 31000 TOULOUSE, qui transmettra confidentiellement votre candidature.

* Premiers entretiens à PARIS.

Marie-Françoise Lautrec Lepy

Participez au développement des marchés grand export !

Chef de zone produits grand public



1 Md de F de CA
dont 36 % à l'export. Leader sur
les marchés de l'emballage
alimentaire en verre et des bocaux
pour conserves (Le Paillet),
VMC est aussi un acteur créatif
et dynamique dans le domaine
de la verrerie de table.

Directement rattaché au Directeur Commercial Produits Grand Public (verrerie de table...), vous développez les ventes auprès des Distributeurs et Importateurs locaux en vous appuyant sur un réseau d'agents que vous aimez. Vous travaillez en collaboration étroite avec les services marketing notamment pour le lancement de nouvelles gammes de produits et la mise en place d'opérations de promotion adaptées à nos marchés.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce avec une première expérience, vous avez acquis une bonne culture internationale et parlez couramment l'anglais et l'espagnol. Pour ce poste exigeant fort relationnel, grande autonomie et ouvrant sur des responsabilités plus larges au sein du Groupe, merci d'adresser votre candidature sous réf. 132 M, à Hervé et Millet Conseil, 56 rue de Passy, 75016 Paris.

N B

B
S
N
G
R
O
U
P
EPREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIÈME EUROPEEN

AGA est l'un des premiers producteurs
mondiaux de gaz industriels et médicaux.
En France, nous occupons la
place du marché et recherchons :

CHEF DE
PRODUITS MARKETING

Vous aurez la charge de suivre et
d'analyser l'évolution des marchés dans
des domaines d'activités spécifiques.

Vous participerez activement à l'élaboration
de la stratégie de développement de
vos produits, suivrez leurs performances
et contribuerez à la mise en œuvre
opérationnelle des plans Marketing.

Ingénieur avec formation complémentaire
au Marketing, ou grande Ecole de
Commerce, vous avez une première
expérience professionnelle. Vous esprit
d'analyse et de synthèse, ainsi que vos
capacités d'initiative et les qualités
déterminantes de ce poste.

La connaissance de la micro-informatique
et une pratique courante de la langue
anglaise sont nécessaires.

Poste basé à Rueil-Malmaison (92).

Merci d'adresser votre dossier de can-
didature avec CV, photo et prétentions à :
AGA SA - Service Recrutement
réf 92.11010 - 140, av Paul Doumer
92500 RUEIL MALMAISON.

AGA

Vos talents sont inexploités ?

Après études supérieures, vous êtes devenu, en quelques années de banque, un professionnel du marché des entreprises. Aujourd'hui, attendez l'opportunité de mettre en œuvre vos qualités de manager. Devenez donc maintenant

Directeur d'agence
ou Directeur adjoint

La Banque Populaire Val de France - 80 agences, 100 personnes, présente sur 6 départements (Indre-et-Loire, Loiret, Loir-et-Cher, Cher, Vienne) - vous propose des opportunités de réelles responsabilités. Qualité de niveau de vie seront également au rendez-vous. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions), à la Banque Populaire Val de France, Direction des Ressources Humaines, BP 1118, 37018 Tours Cedex.

BANQUE POPULAIRE
VAL DE FRANCE

Nous ne sommes pas populaires sans raisons.

En informatique, il y a un nom
qui fait la différence.

Jeune société ■ services
d'ingénierie en informatique
technique, scientifique et indus-
trielle. Dassault ■ Services
■ fortement impliquée dans
■ grands projets industriels
ambitieux et

INGENIEURS COMMERCIAUX

Dans le cadre d'une stratégie commerciale auprès des grands comptes industriels (automobile, transports, l'énergie et l'aéronautique), vous développerez et gèrerez vos actions avec dynamisme, conviction et compétences. À 30 ans environ, ingénieur ou universitaire de formation, très attiré par les technologies de pointe et d'un sens relationnel fort, vous avez acquis dans un environnement une première expérience de vente de services informatiques de référence. Si vous êtes prêt aujourd'hui à vous investir dans un véritable challenge commercial et humain, nous vous invitons à adresser votre candidature, sous réf. ICM, à Dassault Data Services, Service du Personnel, 9 rue Pagès, 91130 Suresnes.

DASSAULT DATA SERVICES.

Chef de Produit Senior

Vous avez acquis une expérience des marchés 6-14 ans
15-18 ans dans une agence ou chez un annonceur.
De formation BAC + 4, vous maîtrisez
parfaitement l'anglais.

Chef de Produit Junior

Très intéressé(e) par les jeux vidéo, vous avez une
formation HEC, ESSEC, ESCP ou un troisième
cycle en publicité.
Vous parlez couramment l'anglais.

Votre implication et votre rigueur seront des atouts
indispensables pour intégrer une équipe jeune et
dynamique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite,
CV et photo) à : UBI SOFT, c/o UBI SOFT,
rue Armand Carrel 95100 MONTREUIL S / BOIS.

مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde - Mercredi 18 novembre 1992 39

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie



INGÉNIEUR DÉBUTANT

PREPAREZ-VOUS A LA DIRECTION DE PRODUCTION

Ingénieur à la recherche de son premier emploi, généraliste, vous présentez que la production industrielle constitue une voie royale de carrière.

Le Directeur de Production de notre entreprise, filiale française à Trappes (78) du groupe renommé des pompes industrielles, veut s'associer un ingénieur débutant, pour lui faire partager sa vie professionnelle sous tous ses aspects. Vous prenez ainsi rapidement expérience, autonomie et responsabilité, au sein des opérations et du service aux clients.

Ecrivez à notre conseil,
Monsieur Pierre DOLIVY
(réf. 3615 LM)

"Carrières d'ingénieurs"



ALEXANDRE TIT
1A, RUE ROYALE - 77000 MEAUX

Futurs responsables de site

Protection de l'environnement

Filiale d'un groupe important, nous opérons sur le marché européen du traitement des déchets industriels. Pour faire face à une très forte croissance de nos installations, en France et à l'étranger, nous recherchons des ingénieurs d'exploitation. Rattaché au Directeur des usines, vous serez en charge d'abord des missions opérationnelles pour vous former à nos méthodes et aux techniques. Vous prendrez ensuite la direction d'un site en France ou à l'étranger. Ingénieur de formation, âgé d'au moins 27/28 ans, vous avez une première expérience d'ingénieur process dans des industries à feu continu : chimie, pétrochimie, cimenterie... Homme de terrain, vous cherchez aujourd'hui un poste évolutif au sein d'un groupe leader. Vous parlez anglais et si possible une autre langue. Poste basé en région parisienne. Merci d'envoyer votre candidature, sous réf. IT/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75011 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON BORDEAUX ANTIPOLIS
Département Bernard Krief Consulting Group

Sur fond de matière grise, vos grands projets verront le jour

Filiale du groupe Alcatel Alsthom, Alcatel TITN Answare apporte à ses clients un ensemble de compétences dans le domaine des réseaux et des systèmes d'architectures distribuées. Ces systèmes trouvent des applications dans tous les secteurs de la vie économique et à tous les stades : conseil, réalisation et exploitation de parcs.

Ingénieurs de grandes Ailes : vous aspirez à un monde fait d'ambition, de missions passionnantes, de perspectives. Nous recherchons des Consultants, Chefs de Projets, Ingénieurs d'Etudes, dans les domaines d'activités suivants :

Industrie, Aérospatial et Défense
Intégration de projets de pointe dans les domaines : systèmes embarqués - traitement du signal et de l'image télécommunications militaires - production - contrôle de process - gestion électronique de documents - OUP (On Line Transactional Processing) - sécurité des systèmes informatiques.

Tertiaire
Etude et développement des systèmes d'information des Administrations, des Banques, des Assurances et des Grandes Entreprises.

Télécommunications

Architecture de réseaux hétérogènes - protocoles de communication - réseaux locaux - large bande - Numéris - messagerie MMD et serveurs multimédias.

Génie Logiciel

Développement d'outils - organisation et suivi des projets - méthodologie - intégration d'ateliers logiciels.

Ingénierie d'Exploitation du Parc

Offre complète de services dans l'exploitation, la gestion, le suivi matériel et logiciel de parcs informatiques.

Nos implantations régionales interviennent dans les mêmes domaines applicatifs

Nord : Villeneuve d'Ascq, Est : Metz, Strasbourg, Rhône-Alpes : Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Sud-Est : Aix-en-Provence, Toulon, Nice, Sud-Ouest : Toulouse, Bordeaux, Ouest : Nantes, Brest, Rennes, Centre : Orléans.

L'INFORMATIQUE ENRICHIE DES TELECOMMUNICATIONS



TITN ANSWARE

Direction des Ressources Humaines - 1, rue Galvani - BP 110 - 91301 Massy Cedex.

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

CONSULTANTS SPÉ

Avec plus de 1000 consultants dans les principaux pays d'Europe, nous sommes l'un des premiers groupes de conseil et d'ingénierie.

Nous poursuivons notre développement vers l'EUROPE DE L'EST et recherchons :

- Ingénieurs agro-industriels et agro-économistes des filières lait, viandes, fruits et légumes, aliments de bétail.
- Spécialistes de la distribution des produits alimentaires.

Pour missions de consultant de courte et de longue durées. Nous souhaitons rencontrer des candidats bilingues ayant si possible une expérience internationale dans la zone concernée.

Envie sous réf. : 8584
LE MONDE PUBLICITE
15-17, rue du Col. P. Auri
75002 Paris Cedex 15.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

SECTEURS DE POINTE



**Le Port
Autonome
du Havre**

CONSULTANTS

**l'île de
la Réunion**

Dans le cadre du développement du **de la Pointe des Galets** de la mise en place de moyens lourds de déchargement de conteneurs (investissement en cours de **MF**), la **Chambre de Commerce et d'Industrie** la Réunion un groupement d'entreprises de manutention portuaire créent conjointement une **Maintenance** ce nouvel outil recherchent leur :

DIRECTEUR TECHNIQUE

300 KF +

INGENIEUR ENSAM ou équivalent

Dépendant directement du Conseil d'Administration, vous aurez la responsabilité du suivi technique et la maintenance des installations. Assisté d'un adjoint électrotechnicien et encadrant une équipe de 10 personnes, vous disposerez d'une grande autonomie dans la conception, la réalisation des programmes de maintenance ainsi que dans le choix des solutions techniques.

Excellent généraliste avec de fortes connaissances en Mécanique et Structure, vous êtes également familiarisé avec l'outil informatique dans les applications G.M.A.O. Vous possédez une expérience significative, si possible en maintenance industrielle, et pratiquez l'anglais couramment.

Vos qualités d'organisateur, de manager, votre adaptabilité et votre aptitude à la communication sont indispensables à votre réussite à ce poste susceptible d'évolution rapide.

Outre une rémunération motivante, vous disposerez d'avantages liés à ce poste hors métropole (logement, véhicule de fonction...).

Les dossiers de candidature devront être adressés à : **A.MERITAN P.A.H.** - BP 1413 - 76067 LE HAVRE cedex, chargé de conduire ce recrutement.

Les premiers entretiens auront lieu à **PARIS** un contact téléphonique préalable est possible au 35.21.73.71.

Ingénieurs

Devenez des architectes bâtisseurs en systèmes informatiques

A l'avant-garde des technologies, le Groupe **STERIA** (2 100 personnes, CA 1 020 MF) a acquis depuis 20 ans un savoir-faire reconnu en ingénierie des systèmes informatiques.

En tant que spécialiste de la branche **BANQUE** et **FINANCE**, vous participerez au développement de grands projets en informatique bancaire.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans en environnements : **IBM - PACBASE ou DEC - RDB - ACMS**.

Votre goût du challenge, votre esprit d'équipe, votre service associés à votre esprit d'initiative, vous permettront de devenir "architecte" dans un grand groupe à grandes ambitions.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence **I/LM**, à **STERIA**, Catherine Franc, 147 rue de Courcelles, 75017 Paris.

steria
la fibre informatique



**Une carrière
de qualité,
un environnement
préservé**

Ingénieur Chimiste h/f

De formation Ingénieur ou Bac+5 Chimie, vous justifiez de deux ans d'expérience. Vous avez la maîtrise de la spectrométrie de masse et des connaissances en chimie des macromolécules : modification cellulosique, matières plastiques - polymérisation. Anglais courant.

Au sein d'un laboratoire de chimie de 6 personnes, vous serez chargé(e) pour missions :

- le développement de prestations analytiques en GC / MS,
- la recherche et la mise au point de nouveaux matériaux composites à base de bois.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à **CTBA - Service Ressources Humaines** - 10, av. de St-Mandé 75012 PARIS.





LIGNE D'AVENIR

Société Française du Radiotéléphone, Premier Opérateur Privé du Radiotéléphone Public, nous sommes filiale du Groupe Générale des Eaux.

Notre développement sur un marché très porteur et européen (avec le GSM), nous amène à renforcer notre équipe qualifiée services et à rechercher un(e) :

Jeune Responsable Qualité de Services

Sous l'égide de notre Responsable National, vous serez le responsable qualité de l'exploitation du radiotéléphone pour la région Paris/Ile de France.

Homme ou femme de dialogue, vous participerez à la mise en oeuvre et au suivi de nos programmes et projets qualité. Vous pourrez également faire évoluer ou créer de nouveaux indicateurs. Coordinateur, vous aurez une petite équipe sous votre responsabilité.

Après une école d'ingénieur, vous avez une première expérience très orientée "systèmes". Idéalement, vous avez déjà travaillé sur le développement de mobiles (constructeur, instrumentiste...) ou vous avez une première approche du GSM ou une bonne culture radio.

Si vous souhaitez évoluer avec nous, merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions), sous référence **RQS**, à **SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE** - Service du Personnel 35, boulevard de la République - 75014 PARIS.

SFR

Le Téléphone Liberté



ANDRA

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Afin de faire face à nos programmes d'études concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs, notre Division Sécurité et Protection de l'Environnement recherche :

Un Ingénieur "Laboratoires Souterrains"

pour contribuer au plan de la recherche et à la mise au point des programmes d'expérimentation d'élaboration des concepts de stockage, de gestion et de suivi des déchets radioactifs.

Âgé de 30 ans environ, Ingénieur diplômé (ECP, INPG...) ou universitaire, vous disposez d'une expérience industrielle ou de recherche acquise de préférence en milieu nucléaire. Vous maîtrisez les bases en mécanique des fluides continus, vous êtes en place et vous avez une expérience expérimentale complexes et en exploitation (réf. C195L).

Un Ingénieur "Analyses Probabilistes"

pour définir la stratégie permettant d'évaluer la sûreté des installations et participer à la mise en place d'un système d'assurance qualité pour le développement des logiciels.

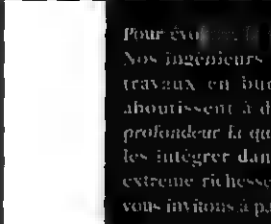
30 ans environ, Ingénieur ou universitaire, vous possédez de solides connaissances statistiques, physiques et justifiez d'une expérience en développement, mise au point, évolution de modèles mathématiques complexes, des outils de modélisation, de l'utilisation des logiciels de calculs (réf. C195M).

Fontenay-aux-Roses (92), ces postes nécessitent une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence choisie, à **Olivier Chaumette, OC Conseil**, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.



CONSEIL



Pour évoluer, pour nous rejoindre, pour nous rejoindre :

Nos ingénieurs s'emploient chaque jour à leurs travaux en bureau d'études et en recherche pour aboutir à des réalisations qui ont un impact profond sur la qualité des ouvrages et visent à mieux les intégrer dans leur environnement. C'est cette extrême richesse que nous vous invitons à partager. Devenez :

INGENIEURS DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ETAT

(H/F - 10 postes par concours sur titre).

A 30 ans au plus au 1er janvier 1993, vous êtes ingénieur ou titulaire d'un D.E.A. en :

- Physique
- Chimie
- Electronique
- Mécanique Industrielle
- Géologie
- Biotechnologies

Nous vous proposons une réussite par étapes : examen de votre dossier, entretien avec le jury, formation rémunérée de 12 mois dans un service opérationnel du Ministère et à l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat.

Au final : votre intégration dans un des bureaux d'études ou des laboratoires du réseau scientifique et technique du Ministère.

Renseignements auprès du bureau du recrutement
24 Boulevard Saint Germain - 75007 PARIS.
Tél : (01.67.11.11.11)

Clôture des inscriptions le 27 novembre 1992

**Ministère de l'Équipement,
du Logement et
des Transports**

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.15

Handwritten note: *Handwritten text in Arabic script*

مكتبة

SECTEURS DE POINTE

INGENIERIE - BUREAU D'ETUDES

Au sein de l'Institut Français du Pétrole, l'ENSPM Formation - Industrie, organisme de formation de dimension internationale, développe des programmes de formation destinés aux cadres et techniciens des industries pétrolières et chimiques.

Consultant Formation

Ingénieur cadre technique, avec une expérience significative de l'ingénierie et du Bureau d'Etudes alliant de hautes qualités pédagogiques.

Vous prendrez en charge la conception, le développement et l'animation de sessions de formation dans les domaines de la tuyauterie, du génie civil, des constructions métalliques, de la chaudronnerie et de la gestion de projet.

Ce poste basé à Rueil-Malmaison implique une forte disponibilité pour de fréquents déplacements en France.

Afin d'examiner votre candidature et les perspectives de carrière envisageables, adressez-nous CV et photo (réf. ICF) : IFP - Daniel Lacabane - Recrutement BP 311 - 92506 Rueil-Malmaison Cedex.



INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE



IBM.
LE PLUS COURT CHEMIN
ENTRE MOI ET CE QUE
JE VEUX DEVENIR

Valorisez votre expérience dans de grands projets

Notre Direction Générale des Services recherche des

CHEFS DE PROJET TECHNIQUE EXPERIMENTES H/F

Leur mission : prendre la responsabilité de la conduite de projets dans le domaine applicatif ; participer à la mise en place de la structure projet ; assurer la maîtrise d'œuvre technique globale, depuis la phase des spécifications détaillées à la recette finale (planification, gestion des risques et des problèmes, mise en œuvre des méthodes, animation de l'équipe projet...) dans un environnement incluant des sous-traitants et des partenaires.

Les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

- Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur Long - Bac + 4 minimum - Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce, Universités (Sciences et Techniques) ; justifier d'une expérience significative (5 à 10 ans) dans la conduite de plusieurs projets d'envergure à la tête d'importantes équipes de professionnels ; connaître les environnements IBM et les produits associés ; avoir de bonnes connaissances en anglais ; déplacements en France et à l'étranger (postes basés principalement en région parisienne).

Les candidats retenus bénéficieront de notre plan général de formation continue.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV détaillé et photo), sous référence DSC 3 à : IBM France, Service Recrutement Tour Descartes, Codex 50, 92066 PARIS La Défense.

Nous vous garantissons la plus grande discrétion. Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



Exercer des responsabilités commerciales à l'export dans l'Aéronautique

Chez MATRA, l'anticipation est une nécessité absolue et nos produits apportent de réelles solutions aux préoccupations stratégiques du secteur industriel privé et public, dans notre domaine aéronautique "high tech".

Nos responsables commerciaux, à l'interface entre la technique et les besoins du client, sont chargés d'étudier les marchés, de prospecter et d'élargir ainsi notre clientèle, de répondre aux appels d'offres, négocier et vendre.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur technique ou commercial et vous avez acquis une expérience commerciale réussie d'au moins 7 ans dont celle de négociateur de systèmes techniques complexes à l'étranger.

Nous vous offrons un poste de contact à haut niveau dans le secteur industriel privé ou près des services officiels, français ou étrangers, selon votre expérience et vos souhaits. Vous parlez très bien l'anglais et si possible une autre langue.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et vos prétentions sous référence ASC à Joëlle Digeon - DRH

MATRA DEFENSE
17 avenue Louis Bréguet
78146 Velizy Villacoublay Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

ORSTOM

Recrute par voie de concours (femmes et hommes), pour ses programmes scientifiques en France et à l'étranger (toutes régions).

- 6 INGÉNIEURS DE RECHERCHE de 2^e classe (BAC + 6...),
- 15 INGÉNIEURS D'ÉTUDES de 2^e classe (BAC + 3, 4, 5...),
- 7 ASSISTANTS INGÉNIEURS (BAC + 2...),
- 9 TECHNICIENS DE LA RECHERCHE de 3^e classe (BAC...),
- 3 ADJOINTS TECHNIQUES DE LA RECHERCHE (BEP...),
- 4 AGENTS TECHNIQUES DE LA RECHERCHE (CAP, qualification professionnelle...),
- 1 CHARGE D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 2^e classe (expérience catégorie A de la Fonction publique),
- 1 ATTACHE D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 2^e classe (BAC + 3...),
- 5 SECRÉTAIRES D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 3^e classe (BAC...),
- 3 ADJOINTS ADMINISTRATIFS DE LA RECHERCHE (pas de conditions de diplômes).

Vous pouvez retirer vos dossiers de candidature, ou obtenir toutes informations au Bureau des Concours de l'ORSTOM, 213, rue La Fayette, 75010 PARIS. Tél. : 48-03-76-55

La clôture des inscriptions est fixée au 10 décembre 1992 à 17 heures.



Au-delà des technologies les plus avancées...

Ingénieurs Chef de Projet

Intégré au Centre de développement européen, vous prenez en charge la conception, le développement et la validation des systèmes électroniques automobiles du futur.

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous êtes débutant ou avez une expérience de 0 à 10 ans. Vous maîtrisez les micro-processeurs, le traitement de signal et le traitement analogique.

Une langue étrangère (allemand ou anglais) vous est requise.

Ces connaissances sont bien sûr indispensables pour réussir cette mission, mais ce sont surtout vos qualités personnelles et votre forte personnalité qui feront la différence.

Ambitieux, très motivé, vous saurez évoluer avec notre société.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LC/PM à notre Conseil Sophie de Commines, 10 rue de la Paix, 75002 PARIS.

... l'énergie des hommes

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Responsable de projets en électronique de puissance



EURO THERM AUTOMATION

Membre du Groupe EURO THERM plc (1,6 Mds de CA), nous sommes un des leaders mondiaux en Régulation de Température, de Process, Electronique de Puissance et Automatisation. Nous sommes en France 105 personnes pour 100 ME. Nous recherchons pour notre siège de Lyon un Ingénieur à fort potentiel.

Au sein du Service Développement, nous proposons de prendre en charge la conduite de projets de développement de GRADATEURS DE PUISSANCE A THYRISTORS ; ce poste nécessite de vous des solutions techniques rationnelles et économiques ; le souci des contraintes de fabrication.

La formation supérieure en Electronique, vous avez une expérience significative dans le domaine analogique, numérique ; vous maîtrisez les courants forts. Imaginatif, innovant et autonome, vous avez le goût du travail en équipe ; l'anglais technique permet les échanges dans le Groupe.

Adressez votre candidature (lettre + CV + photo) à EURO THERM AUTOMATION - Pierre CLERJON Parc d'Affaires - BP 11 - 69572 DARDILLY

LE MONDE DES CADRES

CHARGÉ DE RECRUTEMENT

Après quelques années d'expérience du ☐ au sein de la DRH d'une société d'envergure internationale, de préférence dans l'industrie pharmaceutique, vous souhaitez démontrer votre efficacité dans ☐ environnement qui ☐ permet de développer votre potentiel.

En rejoignant la Direction des Ressources Humaines des Laboratoires WYETH FRANCE (650 personnes, 1,5 M de F de CA), vous prendrez en charge ☐ la responsabilité du Responsable du Personnel, l'intégralité des recrutements (siège, production, visite médicale, création d'un centre de distribution). En relation avec la Chargée de Formation, vous développerez ☐ politique de relation écoles, forum ☐ Vous contribuerez par l'efficacité de vos suggestions ☐ de ☐ actions, à renforcer l'image de nos Laboratoires et la qualité de ☐.

Cette création de poste nécessitera de ☐ parti professionnalisme, créativité, autonomie ☐ du travail en équipe.

La réussite de vos projets vous conduira à terme à élargir le champ de ☐ responsabilités.

Vous ☐ formation Bac + 4 minimum, êtes âgé(e) de 28/32 ans, bilingue anglais, adressez votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions), à Laboratoires Wyeth France, DRH, Marie-Claude Ballandras, 117 rue du Château des Rentiers, 75015 Paris.

Laboratoires
Wyeth France

Créer un service commercial en retraite et prévoyance à Paris

Notre Groupe réalise 11 milliards de cotisations avec 200 personnes.

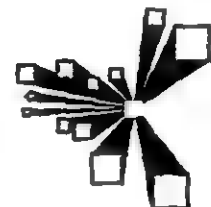
Notre évolution nous conduit à créer un Service Commercial et à rechercher son futur responsable. Vous serez chargé de développer le CA de l'ensemble du portefeuille des entreprises, en retraite comme en prévoyance, d'organiser votre service, de motiver et de renforcer l'équipe commerciale, de recueillir et d'analyser les informations du marché dans une optique de développement.

Diplômé d'études supérieures, vous avez acquis une expérience commerciale et relationnelle dans le monde des assurances ou de la retraite et souhaitez la valoriser dans un poste évolutif où vos compétences d'animateur, vos qualités commerciales et votre capacité d'organisateur et de développeur trouveront un écho favorable.

Merci d'adresser ☐ dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle), à notre Conseil Alpha, sous la référence 441 B.

3 rue de Vienne, 75006 Paris, Tél. (1) 42 04 21 54

Conseil - direction



Depuis 11 ans, la technopole de RENNES-ATAIANTE accueille les entreprises innovantes, anime les relations Formation - Recherche - Industrie et valorise les technologies nouvelles. Pour aller plus loin, elle recherche un(e)

Chargé de Mission

Trait d'union entre les laboratoires de recherche et les industries, ☐ développerez ☐ pépinière ☐ innovantes, détectez et appuyez les créateurs d'entreprises de haute technologie.

A 30 ans environ, ingénieur diplômé, votre expérience professionnelle vous a familiarisé avec la création ou la gestion de l'entreprise. Aujourd'hui, vous souhaitez la valoriser au sein d'une petite équipe opérationnelle. Bien sûr, vous parlez anglais et êtes disponible pour des déplacements de courte durée.

Merci d'adresser votre lettre de motivation avec CV, photo et prétentions sous réf. CDM/IM à notre Conseil : Olivier PLESSE - OUEST RESSOURCES HUMAINES - 32 rue Tronjoly - 35000 Rennes.

Les premiers entretiens pourront se dérouler à Rennes ou à Paris.

ORH

CABINET CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

CONSULTANTS SENIORS

☐ supérieurs, ☐ 2 à ☐ d'expérience professionnelle ☐ domaine ☐ haut niveau.

Vous mènerez ☐ nous des ☐ complètes ☐ approche ☐ et ☐ voie d'annonces, ☐ d'entreprises évoluant dans ☐ diversifiées.

Vous développerez ☐ clientèle, ☐ cabinet, en privilégiant ☐ qualité ☐ en ☐ impliquant personnellement.

☐ saurons reconnaître ☐ profil ☐ futur associé ☐ partenaire ☐ l'entreprise.

☐ d'adresser ☐ référence CS/11 à ☐ Bruneteau

International Management
78, rue de la République - BP 265 - 75006 Paris

Attaché de Direction

Nous ☐ importante société de transports maritimes ☐ recherchons pour notre siège social basé à Marseille un Attaché de direction. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé débutant, École d'Ingénieur, Sup ☐ Ca ou I.E.P.... Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, Photo s/réf. : PAD44 à notre conseil Cabinet Patricia Perona - 10 ☐ Neuve Ste Catherine - 13007 Marseille.

cabinet patricia perona
conseil en gestion des ressources humaines

La CORT, Conseil en Recherche et Recrutement de Cadres et de Dirigeants, a le plaisir de vous communiquer sa nouvelle adresse :



MEMBRE DE L'AFR

- 147, Rue de Courcelles 75017 PARIS
- Tél. : 48. 88. 77. 77
- Fax : 48. 88. 75. 75

36 15
LM

Grâce à 3615 LM, 5 000 cadres ont envoyé leur candidature par Minitel. Grâce au Minitel, 200 entreprises ont reçu vos candidatures.

Groupe international agro-alimentaire, notre savoir-faire exprime la qualité, la productivité ☐ la rentabilité, dans la transformation de matières premières, à ☐ industriel, pour les métiers ☐ bouche.

Maintenant principale ☐ ISO ☐ Poursuivons démarche, pour l'ensemble du groupe, à ☐ nos différentes unités ☐ production, en France et ☐ l'étranger, nous recherchons notre

Manager assurance qualité

ENSIA - ENSBANA - INSA - UTC - CESIA

Dans un premier temps rattaché au titulaire actuel du poste, bénéficiant ☐ l'appui ☐ la direction, ☐ la charge ☐ procédures ☐ méthodes, destinées à la mise en place d'un système complet d'assurance qualité.

☐ propositions, progressivement, dans ☐ approche globale, ☐ élaborerez le plan de ☐ en œuvre, animerez ☐ groupes de travail, coordonnerez l'élaboration ☐ la mise en place ☐ procédures, aux différents stades ☐ leurs applications.

Au-delà, vous procéderez à l'analyse ☐ résultats, au regard de l'exigence du projet, à la recherche ☐ l'optimisation ☐ nos moyens.

Homme d'action ☐ de réflexion, constructif, rigoureux, communicateur ☐ un fort ascendant, ☐ êtes âgé d'une ☐ et bénéficiez d'une expérience analogue en ☐ qualité

Vous êtes en région LILLOISE. ARIENNAIS exigé.

Adresser ☐ photo + CV ☐ la référence 705 LM à ACP - J.M. CLOAREC - 47, rue de Bellevue - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.



مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 18 novembre 1992 43

9

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

Nous sommes un Groupe intervenant dans le domaine des Collectivités Locales et Territoriales en France et en Europe. Dans un cadre contractuel en constante évolution, nous renforçons notre structure juridique et créons le poste de

juriste droit public senior

L'attaché au Directeur des Affaires Juridiques, il prendra en charge la coordination de la rédaction et le suivi des contrats avec les Collectivités Locales. Ce rôle le conduira à être en contact permanent avec notre réseau commercial auquel il apportera soutien et conseil ce qui peut l'amener à intervenir directement auprès de nos interlocuteurs dans les Villes, Départements ou Régions. Disposant d'une grande expérience dans le développement des relations avec les élus locaux et les interlocuteurs des villes. A terme, le candidat pourra prendre la direction de ce service rattaché à la Présidence. Agé d'environ 35-45 ans, vous avez une très bonne connaissance du droit des marchés publics (Bac + 5, Droit et/ou Economie, EP, ...). Votre expérience s'est déroulée au sein d'une entreprise ou d'un cabinet qui vous a permis de maîtriser parfaitement les rouages, les procédures et surtout les mécanismes juridiques régissant les Collectivités Locales. Votre implication et votre aptitude à la négociation seront ici particulièrement appréciées. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la réf. 334/LM à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

cic
Paris

Le CIC PARIS, 1ère Banque du Groupe CIC, recherche pour sa salle des marchés, un

COMMERCIAL DEVISES

expérience d'environ 2 ans

Diplômé de l'enseignement supérieur de type DESS - Magistère (Dauphine), Ecole de Commerce, Ecole d'Ingénieur, votre double formation sera appréciée. Vous maîtriserez l'anglais parlé.

Intégré à l'équipe des Commerciaux de la salle des marchés, vous interviendrez à titre d'intermédiaire spécialisé dans la distribution de produits de change et de taux auprès de grands clients.

Vos missions principales seront :

- de vendre ces produits : spot, terme, swaps cambistes, options de change, opérations de trésorerie, FRA, IRS...
- d'apporter à la clientèle des conseils en matière de gestion et de stratégie des risques.
- de développer un portefeuille de clients, en concertation avec la Direction des grandes entreprises.

Vos qualités sont : aptitudes commerciales, sens du risque et de l'analyse économique, esprit d'équipe.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions, à Thierry de Lassus - CIC Paris - DRH - DEGC - 64, rue de la Victoire - 75009 Paris.

36 15
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM pour découvrir des annonces qui correspondent à votre profil.

jeune juriste

venez en découdre avec nous !

P A R I S

Groupe français de renommée mondiale, nous exerçons nos talents dans le secteur du Luxe, Prêt-à-porter, Haute Couture. En prise directe avec le Directeur Juridique, vous interviendrez sur des missions très variées : droit des marques, baux commerciaux, contentieux, assurances, droit social..., autant de domaines qui éveilleront votre curiosité. Vous apprécierez également d'être en contact avec les conseils extérieurs (avocats ou cabinets), avec les filiales du groupe, en France ou à l'étranger. 25-28 ans, de formation juridique supérieure,

vous justifiez, si possible, d'une première expérience de la fonction juridique en entreprise, et vous parlez anglais. Dynamique, astucieux, efficace, vous savez vous adapter rapidement à de multiples situations. Et si votre puissance de travail, votre rigueur et vos qualités relationnelles ne sont plus à prouver alors écrivez-nous vite ! Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 929 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE LIEE A L'ENVIRONNEMENT RECHERCHE POUR PLUSIEURS DE SES DIRECTIONS REGIONALES SES

Responsables administratifs et financiers

Vous assurerez le suivi de la comptabilité générale (jusqu'au bilan) et de la comptabilité budgétaire. Vous prendrez en charge la gestion financière, la gestion du personnel et la rédaction des déclarations sociales et fiscales. Vous avez entre 30 et 40 ans, vous êtes de formation Bac + 4 + DECF. Nous vous offrons une rémunération de 250 à 300 KF. La maîtrise de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la région qui vous intéresse, sous réf. 38199, à notre conseil Média-Syscom, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Les Ports Français

Union des Ports Autonomes et des Chambres de Commerce et d'Industrie Maritimes.

Après de notre Délégué Général, nous engageons notre

Chargé(e) de mission

Questions administratives et juridiques

De formation juridique - D.E.S.S. - spécialisé en droit des activités maritimes... homme d'analyse et de synthèse, négociateur averti, sa mission recouvre l'ensemble des dispositions de la convention collective, ses applications, son évolution et les problèmes juridiques des ports.

Interlocuteur privilégié des Directeurs et des responsables de personnels, au sein des structures portuaires, il leur apporte sa technicité d'expert, dans ce domaine sensible et exigeant.

Rédacteur et conseiller, il assume également le compte rendu des assemblées plénières.

Rigueur intellectuelle, adaptabilité, maturité, alliées à de réelles capacités relationnelles, seront ses atouts majeurs pour réussir son intégration et satisfaire aux attentes de nos mandants.

Poste basé au siège, à PARIS.

Adresser lettre + photo + CV s/réf. 707/LM à J.M. CLOAREC - ACP 47, rue de Bellevue - 92513 BOULOGNE BILL. CEDEX.



A.C.P.

RECRUTEMENT

BILANS DE CARRIÈRE OUTPLACEMENT

Une expertise reconnue en management et développement des Ressources Humaines, nous sommes depuis 10 ans le partenaire Conseil d'entreprises de dimension internationale.

CONSULTANTS FREE-LANCE

Vous êtes un professionnel confirmé dans l'un de nos domaines d'activité; vous avez l'expérience des contacts à haut niveau.

Vous interviendrez en appui de nos équipes dans le cadre de missions à Paris ou en province.

Rencontrons-nous. Pour cela, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence CE/1192, à

AD'COM 32, rue Pierret - 92200 Nanterre-sur-Seine

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 1 5 L M

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Grand Groupe Français, leader dans son secteur recherche un

Juriste contrats publics

PARIS

LE POSTE : Négociation, conseil et assistance en droit public des télécoms et de l'audiovisuel (contrats et réglementation). Collaboration étroite avec le département de droit communautaire et de la concurrence.

LE CANDIDAT : Agé de 27 à 30 ans, de formation 3ème cycle en droit public économique suivie d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans acquise au sein d'une entité publique ou privée amenée à traiter des affaires en droit public.

Veuillez contacter Charles SIMON THOMAS au (1) 42.59.09.17 ou envoyer-lui un dossier de candidature complet sous référence 1421/STM à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu 75008 Paris.

Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALFEDITIONS
LEGISLATIVES

recherchent

JEUNE JURISTE
POUR ASSISTER LA RESPONSABLE
DE LEUR DICTIONNAIRE PERMANENT
DROIT SOCIAL AGRICOLE

Le poste, proposé à un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur (DESS ou DEA de droit social), requiert de réelles aptitudes rédactionnelles, de rigueur et de précision dans l'analyse, des qualités d'ordre et de méthode ainsi que le goût du travail en équipe. Une bonne connaissance du monde agricole serait un atout supplémentaire.

Ce poste offrira à un(e) candidat(e) de valeur le statut de journaliste, une rémunération attractive, associée à de solides avantages sociaux.

Poste à pourvoir à Montrouge (M° Châtillon-Montrouge), dans un cadre de travail moderne et agréable.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet et vos prétentions à la Direction du Personnel - EDITIONS LEGISLATIVES - 80/82, avenue de la Mame - 92120 MONTRouGE.

“IL N'Y A DE RICHESSES
QUE D'HOMMES...”

JEAN BODIN

Au sein de notre groupe financier de dimension internationale (15 000 personnes), vous contribuerez, par votre action, à faire de la formation un levier d'action majeur dans le développement des Ressources Humaines. Directement rattaché au responsable de la formation, vous :

- participez à la définition de la politique de formation du groupe
- êtes le conseiller des responsables Ressources Humaines et des responsables opérationnels
- coordonnez l'élaboration des cahiers des charges
- mettez en œuvre les actions de formation dont vous êtes responsable et

sélectionnez les prestataires extérieurs

- assurez un contrôle efficace des actions engagées.

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une expérience réussie de plusieurs années dans la gestion des Ressources Humaines. Déterminé, fin négociateur, vos capacités conceptuelles et d'organisation vous permettront de réussir dans ce poste évolutif. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. ARF/LM, à notre conseil BSA, 2 place André Malraux, 75001 Paris, qui vous garantit toute confidentialité.

ADJOINT AU RESPONSABLE
DE LA FORMATION

Gestion des Ressources Humaines

CONSULTANTS
SENIORS

EGOR Ressources Humaines exerce ses activités en Europe dans trois domaines principaux :

- Recherche de dirigeants et de cadres,
- Outplacement et bilans (Carrière Conseil),
- Formation et Conseil en gestion des ressources humaines.

Pour participer au développement du pôle EGOR FORMATION ET CONSEIL, nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur ayant une solide expérience (10 ans environ) dans la formation et la gestion des ressources humaines. Une partie de cette expérience a été impérativement acquise dans le conseil.

Ils assurent la commercialisation de leur service et animent les équipes d'experts nécessaires à la conduite des projets. Autonomes tout en bénéficiant du support du Groupe, ils sont responsables, en volume et en résultats, de leur activité et garants de la qualité que EGOR Ressources Humaines doit à ses clients.

Merci de nous adresser votre dossier complet de candidature et une lettre de motivation, sous réf. M4/2700 DK. Nous vous garantissons toute confidentialité.

GROUPE EGOR
8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

HENKEL FRANCE

(CA de 5,5 milliards,

3200 personnes,

14 usines, 7 sociétés),

première filiale du

groupe allemand

HENKEL KGaA.

Nous sommes l'un

des principaux acteurs

des marchés des lessives,

des cosmétiques,

des produits d'entretien,

des colles et adhésifs.

Henkel

Pour notre Direction des Relations Humaines, au siège à Boulogne (92), nous recherchons un

Chargé
d'études sociales

Parmi vos missions, vous réalisez l'ensemble des études de rémunération, vous participez à l'élaboration de la politique salariale de l'entreprise et en assurez la gestion, vous êtes associé aux projets de développement de la DRH.

Rigoureux, organisé, vous avez le goût des chiffres et de l'analyse. Vous êtes aussi curieux, créatif, et vous avez fait la preuve de vos qualités de contact, avec un goût réel pour les Ressources Humaines.

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce, une première expérience professionnelle réussie a révélé votre forte personnalité et votre esprit d'initiative.

Ce poste vous permettra d'évoluer vers d'autres responsabilités au sein de la DRH, au siège ou dans un de nos établissements.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo, prétentions sous réf. CES/LM à Olivier VALTON - Responsable Recrutement - HENKEL FRANCE - 150, rue Gallieni B.P. 225 92108 BOULOGNE-BILLANCOURT.

مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 18 novembre 1992 • 45

9

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations

OFFICE
DEPARTEMENTAL
DES H.L.M.
DE LA SARTHE

12 000 logements
Evolution souhaitée vers
un OPAC

recherche son

DIRECTEUR
GENERAL

ATLANTIC

Rattaché directement au Président, votre mission englobe les aspects :

MANAGEMENT

- Coordonner les actions d'une équipe de 9 Cadres de Direction.
- Animer 200 Agents.
- Poursuivre l'action participative du Personnel (en suivant entre autres, le travail des groupes de réflexion).

POLITIQUE D'ENTREPRISE

- Conduire la transformation de l'Office en OPAC.
- Définir et proposer la politique générale et sa mise en œuvre.
- Progresser dans l'amélioration des services aux usagers.
- Renforcer les relations et les actions avec nos partenaires locaux, régionaux et nationaux.
- Evoluer dans une dynamique de communication externe.

GESTION

Collaborer avec le Directeur Financier à l'élaboration du budget, et au suivi de ses réalisations. Assurer le maintien de notre volonté d'anticipation (plans - tableaux de bord, etc.).

Cette mission exige une expérience de 6 années minimum dans une fonction similaire, dans le secteur privé ou public, des qualités d'organisation et de communication, et s'adresse à un candidat convaincu du management participatif.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V., photo et prétentions sous référence 1440.01 à notre Conseil : ATLANTIC RECRUTEMENT - P. LECLAIR - 53, rue Sainte Croix - 72000 LE MANS.



Le Directeur du Contrôle de Gestion

Collaborateur du Directeur Général des Services, vous participez à l'élaboration du système d'information et assurez la responsabilité de sa mise en œuvre opérationnelle dans le souci constant du service des utilisateurs.

• Agé de 45 ans environ, vous justifiez d'une expérience confirmée dans la fonction, acquise de préférence dans le secteur public. (Réf. 31 426 A)

et son équipe

constituée de 4 personnes ayant chacune un rôle spécifique :

Conseiller de Gestion

Vous assistez les Directeurs de Services dans l'élaboration, le suivi et le contrôle de leurs informations de gestion.

• Agé de 30/35 ans, vous disposez d'une réelle expérience de la fonction. (Réf. 31 426 B)

Responsable Relations Utilisateurs

Vous gérez en interface les relations entre les utilisateurs et la Direction Informatique pour assurer la cohérence et l'efficacité du Système.

• Vous avez l'expérience de la conduite de projets et du rôle de correspondant informatique. (Réf. 31 426 D)

Diplômé d'Etudes Supérieures, vous avez tous acquis votre expérience dans le secteur public de préférence.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée, sous référence choisie à notre conseil ONOMA, Your Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 03, 3616 code UGE • ONOMA.

Pour soutenir les Responsables du Département dans leur volonté d'accroître qualité et performance de leurs actions, nous créons la Mission Contrôle de Gestion et recherchons :

Assistant de Gestion

Vous effectuez les missions de contrôle de gestion des organismes que nous finançons et assistez leurs responsables dans ce domaine.

• Vous justifiez d'une première expérience (2/3 ans minimum) du contrôle de gestion opérationnel. (Réf. 31 426 C)

Responsable des Méthodes Audit/Contrôle

Vous élaborez et assurez la mise en place de méthodes et outils Audit/Contrôle adaptés aux spécificités des organismes que nous finançons.

• Vous justifiez d'une expérience crédible d'Auditeur (2/3 ans minimum). (Réf. 31 426 E)

ONOMA



OBSERVATOIRE DU TOURISME RHONE-ALPES recrute un

CHARGE D'ETUDES H/F

Dans le cadre d'une approche globale du tourisme dans la Région Rhône-Alpes, vous aurez pour mission de :
- Recueillir les données auprès de divers partenaires (Etat, INSEE, départements, organisations professionnelles...) et les analyser.
- Effectuer des synthèses statistiques.
- Assurer la publication de ces travaux.
- Participer à l'élaboration et à la mise en place d'outils permettant de suivre l'évolution du tourisme dans la région Rhône-Alpes.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure (BAC + 4), vous maîtrisez les outils d'analyse statistique, vous avez de réelles qualités rédactionnelles et le goût des contacts. Une première expérience en matière d'études socio-économiques et la connaissance du domaine touristique seraient des atouts supplémentaires. Le poste est basé dans l'agglomération lyonnaise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo + prétentions, réf. 92/CRT/11).

à CEGE Management 1, rue de la République 69001 LYON, avant le 10 décembre 1992

cége

LYON PARIS

Ministère de l'Economie et des Finances et Ministère du Budget
Direction du Personnel et des Services Généraux
Sous-Direction de la Formation et de l'Informatique

recherche un

CONSULTANT INTERNE EN ORGANISATION ET TECHNIQUES DE GESTION

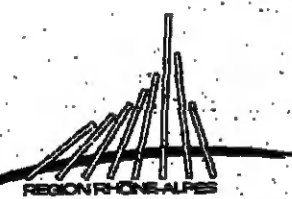
formation école de commerce ou université en administration des entreprises
Expérience en Cabinet Conseil souhaitée.

Le candidat sera recruté sur un contrat à durée déterminée - renouvelable une fois - d'ingénieur de haute technicité.

Adresser CV avec photo à :

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ET MINISTÈRE DU BUDGET

Direction du personnel et des services généraux
Bureau F4 - Télédex 756 - 120, rue de Bercy - 75572 Paris Cedex 12



La Région Rhône-Alpes et la Direction Régionale des Affaires Culturelles en région, recherchent

un DIRECTEUR (H/F)

pour la future structure régionale de promotion, de coordination, d'information et de documentation technique dans le domaine du livre et de la lecture.

Profil : • professionnel expérimenté du livre • une compétence acquise dans plusieurs secteurs du livre et de la lecture serait appréciée (bibliothèque, édition, diffusion, librairie) • capacité nécessaire dans le montage de projets et la gestion administrative et financière d'une structure polyvalente • goût affirmé pour le travail en partenariat • expérience réelle des relations avec les collectivités publiques.

CV, lettre manuscrite et prétentions à adresser conjointement à

Monsieur le Président du
Conseil Régional Rhône-Alpes
Direction de la Culture
BP 19
69751 Charbonnières cedex

Monsieur le Directeur Régional
des Affaires Culturelles
23, rue Roger Radisson
69322 Lyon cedex 05

Le Département de la Moselle
RECHERCHE LE

Directeur des Unités Territoriales d'Action Sociale

Rattaché au Directeur de la Solidarité, et assisté de deux conseillers techniques, le Directeur des unités territoriales d'action sociale sera chargé d'animer les 12 unités du Département.

En relation avec le Directeur de la Solidarité, le personnel des unités territoriales et les partenaires extérieurs (Etat, Collectivités locales, associations...), il devra :

- Faire l'analyse de l'organisation à mettre en place et déterminer les moyens nécessaires.
- Mettre en œuvre la structure ainsi définie et construire les outils de gestion.

en même temps qu'il sera chargé de l'existant et du management, tant des personnels que de l'action sociale.

Ce poste qui requiert des qualités d'organisateur et d'animateur, s'adresse à un cadre supérieur de la Fonction Publique ou équivalent, d'environ 35 ans, capable en particulier de développer des relations de confiance avec les personnels de l'action sociale.

Le poste (statutaire ou contractuel) est basé à METZ.

Notre Conseil Dominique Deschamps, qui est chargé de cette recherche, vous demande d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous la référence 44887 à OPA - 2, rue Maréchal - 75001 PARIS, qui lui transmettra.

H/F



ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

DISTRICT
DE
L'AGGLOMERATION
DE
MONTPELLIER
(Hérault)
320.000 habitants
recrute

Vous serez chargé de la Direction des Ressources Communes comprenant les Ressources Financières, les Ressources Humaines, l'Administration Générale et l'Informatique.
Vous aurez pour vocation d'être l'adjoint du Directeur Général.

Recrutement selon les conditions statutaires.
Expérience éprouvée exigée.
Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyez lettre, curriculum-vitae et photo à M^r le Président du District Montpellier District
14, rue Marcel de Serres
BP 2116
34026 MONTPELLIER CEDEX

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

MARKETING • COMMERCIAL • COMMUNICATION

J E U N E S
D I P L Ô M É S

*Fou d'enthousiasme
pour le savoir-faire*

Chez Kraft General Foods Groupe France, nous sommes tous complètement fous de nos produits. Et comment cela pourrait-il en être autrement ?

Tous évoquent la saveur, le plaisir, la passion. Ils sont le reflet exact de ce que nous sommes : enthousiastes.

Si aujourd'hui nous ne faisons qu'un, c'est pour être n° 1 :

N° 1 français du café et de la confiserie-chocolaterie.

Au sein du Groupe Philip Morris, leader mondial des produits de grande consommation emballés, avec une volonté constante d'innovation, nous produisons et commercialisons une gamme complète de produits avec des marques à forte notoriété.

Jeunes diplômés, vous avez une énergie débordante, venez partager notre réussite. Nous vous proposons des métiers pleins de vie et de performances. Que ce soit en marketing, vente ou finance..., vous verrez ce que food savoir-faire veut dire.

Pour nous rejoindre, adressez votre candidature à :
Richard Cuij, Direction des Ressources Humaines,
Kraft General Foods Groupe France, BP 116,
78148 Vélizy-Villacoublay Cedex.

Complètement food

KRAFT GENERAL FOODS
GROUPE FRANCE



TOBLERONE



KISS COOL

FRESH

Maxwell

KREMA

JACQUES VABRE

Suchard

MAIABAR

TOMMY

STIMOROL

TANG

CICONA

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 38.15 LM